RIVALITÉ

DE CHARLES-QUINT

ET

DE FRANÇOIS Ier

CAPTIVITÉ DE FRANÇOIS Ier APRÈS LA BATAILLE DE PAVIE (1).

I.

François Ier était prisonnier de Charles-Quint. Quel traitement le politique vainqueur réservait-il au chevaleresque vaincu, et quelle suite aurait pour le royaume de France la captivité du roi? Dans un pays dont toutes les parties avaient été jointes ensemble par l'ambition entreprenante et l'habileté attentive de ses princes, qui en avaient concentré le gouvernement entre leurs mains comme ils en maintenaient le territoire sous leur domination, les destinées de la monarchie étaient étroitement unies au sort du monarque. L'intégrité de la France semblait subordonnée à la puissance du roi. On avait vu, après la funeste bataille de Poitiers et la prise du roi Jean par le Prince Noir, le royaume, livré au désordre, exposé au démembrement, tomber dans la faiblesse de la désunion et sous la dépendance de l'étranger. N'était-il pas à craindre que la défaite de Pavie et la captivité de François Ier ne fussent suivies

(1) Voyez, sur cette lutte et ses incidens antérieurs, la *Revue* du 15 janvier 1854, du 15 mars et du 1er avril 1858, des 15 février, 1er et 15 mars 1860.

de calamités semblables, et que les Espagnols ne devinssent en 1525 pour la France ce que les Anglais avaient été pour elle en 1356?

Le royaume était placé sous l'administration d'une femme, Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, que son fils avait nommée régente en partant pour l'Italie, et dont l'influence avait plus montré jusqu'alors la cupidité que la capacité. Des trois enfans de François I[er], le plus âgé avait à peine huit ans. L'autorité, si nécessaire en ces conjonctures menaçantes, ne résidait avec force nulle part. L'argent manquait dans l'état épuisé. Les troupes avec lesquelles on aurait pu repousser les agressions extérieures avaient été détruites ou dispersées, les meilleurs chefs de guerre étaient morts ou captifs. On semblait également dépourvu des moyens de garder le royaume sans trouble, si le roi en restait longtemps éloigné, de le maintenir sans démembrement, s'il était envahi. La grande infortune de Pavie laissait redouter de plus grands malheurs encore pour la France.

Le lendemain de leur victoire, les chefs des troupes impériales annoncèrent à Charles-Quint cet éclatant succès de ses armes et les résultats immenses qu'il avait pour lui. Le vice-roi de Naples fit partir le commandeur Peñalosa, et le duc de Bourbon dépêcha Le Peloux, qui tous deux avaient pris part à la bataille, afin qu'ils en rendissent compte à l'empereur. Lannoy obtint de François I[er] que le commandeur Peñalosa traversât la France avec un sauf-conduit pour arriver plus vite en Espagne. C'est du camp de Saint-Paul, d'où l'avant-veille encore il espérait maîtriser l'Italie, que le monarque prisonnier écrivait à la régente sa mère ces nobles et touchantes paroles : « Madame, pour vous faire savoir comment se porte le reste de mon infortune, de toutes choses ne m'est demeuré que l'honneur et la vie, qui est saulve (1). » Il la conjurait d'user de prudence et il lui recommandait ses petits enfans. Il la priait d'accorder libre passage au commandeur Peñalosa, qui « va, disait-il, devers l'empereur pour savoir comment il voudra que je sois traité. »

Charles-Quint était dans son château de Madrid, fort inquiet sur le sort de son armée. Il savait qu'on n'avait pas d'argent pour la payer, qu'on y mourait de faim, que ses soldats ne pouvaient pas supporter plus longtemps les extrémités auxquelles ils étaient réduits (2), qu'il fallait ou qu'ils se dispersassent, s'ils ne combattaient pas, ou qu'ils s'exposassent à une déroute, s'ils attaquaient le roi de France dans ses positions fortifiées. Il était livré à ces pensées alarmantes lorsqu'arriva l'envoyé du vice-roi, qui, l'instruisant

(1) Lettre de François I[er] à la régente sa mère. — *Captivité de François I[er]*, par M. Aimé Champollion-Figeac; in-4°. Paris, Imprimerie royale, 1847, p. 129.

(2) Dépêche du D[r] Sampson, ambassadeur de Henri VIII auprès de Charles-Quint, écrite de Madrid le 15 mars 1525 au cardinal Wolsey. — Ellis. *Original Letters*, t. I[er], p. 265.

de la grande nouvelle qu'il apportait, lui dit : « Sire, la bataille a été livrée près de Pavie; les troupes de votre majesté ont remporté la victoire, le roi de France lui-même a été pris et se trouve au pouvoir de votre majesté (1). » A cette annonce inespérée, l'empereur éprouva un saisissement. Il resta quelques instans pâle et muet; puis il s'écria, comme s'il avait besoin de le répéter pour le croire : « Le roi de France est en mon pouvoir; la bataille a été gagnée par moi! » Après ces mots, il entra seul dans sa chambre, se mit à genoux dans son oratoire, et resta longtemps à remercier Dieu de lui avoir accordé une aussi grande faveur (2).

Le soir même, l'ambassadeur de son allié le roi d'Angleterre, le docteur Sampson, étant venu le féliciter, Charles-Quint se montra aussi modéré dans son langage que modeste dans son attitude. Il attribua cette victoire au suprême dispensateur des événemens humains, assura qu'elle pouvait être suivie d'une paix universelle qui établirait dans la chrétienté un repos solide, et permettrait de repousser de ses frontières orientales les attaques des infidèles, d'opérer dans son sein une réformation nécessaire en réprimant de dangereuses erreurs, en remédiant à de grands abus, qu'il ferait profiter de cette victoire ses amis beaucoup plus qu'il n'en profiterait lui-même, parce qu'il n'ambitionnait rien de plus que ce qu'il avait, que, reconnaissant que tout lui venait de la main et de la grâce de Dieu, son intention était d'user d'une telle modération qu'on ne trouvât en lui aucune pensée de ressentiment contre son adversaire abattu.

Il ne paraissait pas plus de joie sur le visage immobile de ce vainqueur de vingt-cinq ans qu'il ne perçait d'ambition dans ses pacifiques paroles. Sa conduite répondit d'abord à sa contenance et fut aussi humble qu'elle. On lui proposait de célébrer avec pompe cet heureux triomphe; il s'y refusa. Il voulut seulement qu'il fût fait le lendemain une procession générale pour en remercier Dieu. Il la suivit à pied, simplement vêtu d'une cape de frise noire, jusqu'à la chapelle de Notre-Dame d'Atocha, où fut dite une messe solennelle. Il défendit au prédicateur qui prit pour texte de son discours : *Laudamini nomen Dei vestri qui fecit nobiscum*

(1) Dépêche de l'ambassadeur de Mantoue Suardin au marquis de Mantoue, du 15 mars, — dans Sanuto, vol. XXXVIII, — citée par L. Ranke : *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*, t. II, p. 329.

(2) Dépêche du Dr Sampson du 15 mars, p. 264. — « Se entró en oratorio é retraimiento solo á dar gracias á aqual soberano señor y Dios dispensador de todo, por la victoria avida, y estuvo bien media hora retraido alababando á Dios. » Fol. 2 de la *Relacion de lo Sucedido en la prision de Francisco I.*, por el capitan Gonzalo Hernandez de Oviedo y Valdez. Ms. in-4° de 165 feuillets conservé à la Bibliothèque nationale à Madrid sous l'indication X 227 et extrait par M. Gachard dans l'appendice de *la Captivité de François Ier*, etc., in-8°, Bruxelles 1860.

mirabilia, de le louer d'aucune manière et d'aucune manière aussi de jeter le blâme sur ses ennemis.

Malgré ces premières manifestations d'un désintéressement peu durable, l'empereur cherchait quels avantages il retirerait de sa victoire. Trois moyens semblaient s'offrir à lui d'arriver diversement à ses fins. Il pouvait, poursuivant sans retard ses succès, opérer par plusieurs côtés et de concert avec le roi d'Angleterre l'invasion de la France affaiblie et l'accabler sans rencontrer beaucoup de résistance; il pouvait négocier une paix qu'il croirait rendre solide en amoindrissant la puissance du roi captif par des cessions de territoire exigées comme conséquence de sa défaite et comme rançon de sa liberté; il pouvait enfin s'assurer de l'amitié de François Ier et l'avoir à jamais pour allié aussi dévoué que reconnaissant en usant de magnanimité et en le délivrant sans le dépouiller ni l'humilier. Il mit en délibération le parti qu'il prendrait et comment il agirait envers son prisonnier.

II.

Pendant que Charles-Quint délibérait, l'implacable duc de Bourbon voulait profiter de l'occasion pour pénétrer en France. Il était d'avis de continuer la guerre et d'exécuter l'entreprise qu'il avait quatre mois auparavant proposée par Beaurain au roi d'Angleterre. Il fit dire à ce prince que, s'il le voulait, il mettrait maintenant la couronne de France sur sa tête. Il proposait de pénétrer en France par le Dauphiné, traînant après lui des canons tirés d'Italie et suivi de douze mille hommes de pied et de cinq cents hommes d'armes qui seraient payés pour deux mois par Henri VIII. Il se chargeait ensuite de pourvoir à leur solde. Dans le cas où le roi d'Angleterre préférerait qu'il envahît la France par la Bourgogne, il demandait que l'archiduc Ferdinand lui préparât de l'artillerie et des munitions dans la ville de Brisach, et que le roi de son côté, abordant à Calais avec une armée anglaise, lui indiquât le lieu où il pourrait le joindre. Sir John Russell, qui transmettait de Milan ces propositions à Henri VIII, ajoutait: « Le duc dit que le moment est venu pour votre altesse de recouvrer son droit et de reprendre son héritage, que détient le roi de France. Jamais plus belle occasion ne s'est offerte; mais il faut user de diligence. Avec les pertes que les Français ont faites en Italie, ils ne peuvent pas de quelque temps résister à une attaque en France. Si les deux armées y entrent promptement, ils n'auront pas le loisir de trouver des moyens de défense, encore moins de se pourvoir de bons capitaines (1). »

(1) Dépêche de sir John Russell à Henri VIII du 11 mars 1525. — Cott. mms. Vitellius, B. VII, art. 29, f. 77.

Le roi Henri VIII et son tout-puissant ministre le cardinal Wolsey n'étaient pas cette fois disposés à rejeter le projet d'une invasion, comme ils l'avaient fait cinq mois auparavant. Depuis quelque temps, ils s'étaient singulièrement refroidis à l'égard de Charles-Quint. A partir de l'expédition manquée de 1523 et surtout du siége de Marseille levé en 1524, les liens de leur amitié s'étaient plus que relâchés. Ils accusaient l'empereur de n'avoir tenu aucun des engagemens qu'il avait pris; ils lui reprochaient d'avoir seul profité de l'alliance à l'aide de laquelle il avait recouvré Fontarabie et était devenu victorieux en Italie, d'avoir reçu d'eux des sommes qu'il n'avait pas rendues, de les avoir privés des pensions qu'ils tiraient de la France, et d'avoir fait rompre en pure perte le mariage de la princesse d'Angleterre avec le dauphin de France. Ils attribuaient au duc de Bourbon l'échec subi devant Marseille, et ne voulaient plus entendre parler de donner un denier pour des entreprises à leurs yeux également onéreuses et inutiles.

Aussi Wolsey avait fort mal reçu Beaurain, qui était venu en Angleterre, au mois de novembre précédent, proposer de la part du duc de Bourbon, d'accord avec l'archiduc Ferdinand, d'attaquer, entre la Lorraine et la Franche-Comté, la France, alors dégarnie de troupes, avec une armée que le duc lèverait en Allemagne, et que le roi d'Angleterre solderait en fournissant 200,000 écus d'or. Il s'était même servi d'expressions offensantes et grossières, et il avait dit « que l'empereur était un menteur, l'archiduchesse Marguerite une ribaude, l'archiduc Ferdinand un enfant, et le duc de Bourbon un traître (1). » Accusant Charles-Quint d'aspirer à la monarchie universelle de l'Europe, il avait ajouté que le roi son maître devait s'opposer à une pareille ambition (2). Beaurain n'avait pas pu voir Henri VIII, et Wolsey avait défendu à sir John Russell de remettre à l'armée impériale, dans ce moment dénuée de tout, l'argent qu'il avait porté en Italie. L'irrité cardinal avait même engagé des négociations avec la régente de France.

Le président Brinon, chancelier d'Alençon, et l'Italien Jean-Joachim Passano, sieur de Vaulx, ambassadeurs de Louise de Savoie, s'étaient rendus auprès du cardinal pour traiter d'un accord entre la France et l'Angleterre. L'accord se serait conclu, si le prix auquel

(1) « His majestie seyd also that your grace hath namyd hym to be a lyar, observing no man off faith or promesse, mylady Margarete a ribauwde, don Fernando his brodyr a childe and so governide, the duke of Burbone a treature, and this reporte was browght by M. de Bewreyne. » — Dépêche de Tunstall, évêque de Londres, de Wingfeld, chancelier de Lancastre, et de Sampson, ambassadeurs d'Angleterre, au cardinal Wolsey, de Tolède, le 2 juin 1525. — Cott. mss., Vespasien, C. III, f. 55.

(2) « ... The effect was concerning the emperor's aspyring to the monarchie and the impechement off the same to be made by the king's Highness with your graces advysement and ayde. » *Ibid.*

Wolsey mettait l'alliance de l'Angleterre n'avait pas été jugé trop haut. Il demandait les comtés de Boulogne et de Guines avec la ville d'Ardres comme cession territoriale, 1,500,000 écus d'or comme représentant les arrérages dus pour la cession de Tournay, et les pensions suspendues depuis la rupture. La régente avait refusé d'abandonner la moindre parcelle de territoire (1). Quant à l'argent, elle allait jusqu'à 1,100,000 écus; mais le cardinal répondit qu'il faisait moins d'estime de ces 1,100,000 écus que de son rochet (2), et que le point principal pour obtenir la paix était la cession des terres demandées. Comme les négociateurs de la régente n'avaient pas le pouvoir d'y consentir, Wolsey les renvoya en leur disant qu'ils eussent à partir bien vite, parce qu'il commençait à être suspect et qu'on le traitait de Français. Il ajouta avec une précision singulière « qu'à cette heure on avait donné la bataille au roy devant Pavie, et que le roy estoit deffaict ou pris. »

Lorsque la nouvelle du grand revers de François Ier arriva en Angleterre, Wolsey et Henri VIII se tournèrent du côté de l'empereur avec une ambitieuse agilité. Le roi d'Angleterre réclama sa part de la victoire, à laquelle il était resté complétement étranger. Il envoya en Espagne, vers son allié naguère délaissé, l'évêque de Londres Tunstall, garde de son sceau privé, et sir Richard Wingfeld, chancelier du duché de Lancastre, pour lui proposer la conquête et le morcellement de la France (3). Cela est maintenant aisé, disait-il, son roi étant captif, son armée étant vaincue, ses nobles étant tués ou pris. Sans tête, sans conseil, sans force, elle est incapable de leur résister si, conformément aux accords précédens, ils y pénètrent tous les deux en personne par une invasion simultanée et depuis longtemps convenue. Ils marcheront, chacun de son côté, vers le cœur du royaume en négligeant les forteresses et les lieux fermés. Arrivés l'un et l'autre à Paris, Henri VIII s'y fera couronner, et il accompagnera ensuite jusqu'à Rome Charles-Quint, à qui il donnera 200,000 écus d'or pour l'aider dans son voyage d'Italie, où il ira prendre la couronne impériale et rétablir l'empire dans sa dignité ancienne et dans toute sa grandeur. « L'empereur, disait-il encore, sera bien près d'avoir la monarchie de toute la chrétienté.

(1) « Si petite fust-elle, disait la mère de François Ier à ses ambassadeurs, monseigneur et fils n'y voudroit aucunement entendre, tant pour la conservation de son serment que pour ne desplaire à ses sujets et pour éviter les inconvéniens à venir. » Lettre du 16 février 1525. — *Archives de l'empire*, sect. hist. J. 965, liasse 4, n° 13.

(2) Lettre du président Brinon, chancelier d'Alençon, et de Jean-Joachim Passano, seigneur de Veaulx, à la régente, écrite de Londres le 6 mars 1525. — *Archives de l'empire*, sect. hist. J. 965, liasse 3, n° 8.

(3) Instructions datées du 26 mars à Tunstall, évêque de Londres, et à Rich. Wingfeld, chancelier du duché de Lancastre, envoyés auprès de l'empereur après la bataille de Pavie. — *State Papers*, t. VI, p. 412 à 436.

Au royaume d'Espagne, à une grande partie de l'Allemagne, aux royaumes de Sicile et de Naples, à la Flandre, à la Zélande, à la Hollande, au Brabant, au Hainaut et au reste des Pays-Bas qu'il possède par héritage, il joint par élection l'empire et tout ce qui en dépend soit en Italie, soit en Allemagne, et il aura par le mariage avec la princesse Marie, sa fille unique et son héritière, l'expectative de l'Angleterre, de l'Irlande, de droits éventuels sur l'Écosse, et la réversion de la France. »

Prévoyant le cas où l'empereur se refuserait à opérer l'invasion en personne, Henri VIII demandait qu'elle fût conduite par le duc de Bourbon, qui y emploierait l'armée d'Italie. Le duc de Bourbon prendrait la route qu'il avait indiquée lui-même à sir John Russell, et trouverait à Brisach le secours d'artillerie demandé à l'archiduc Ferdinand. L'empereur inviterait la gouvernante des Pays-Bas à tenir prêts trois ou quatre mille chevaux et autant de fantassins qui viendraient se joindre à l'armée du roi d'Angleterre descendue sur les côtes de France, et il obligerait le pape, les Vénitiens, les Florentins, le duc de Ferrare à fournir une contribution convenable, tandis que lui donnerait 150,000 couronnes au duc de Bourbon. L'invasion ayant réussi, Henri VIII manifestait l'intention de ne pas garder tout entier le royaume de France, dont il laisserait à l'empereur et au duc de Bourbon des parties capables de les contenter. En même temps qu'il restituerait à l'empereur la Bourgogne, il lui céderait la Provence et le Languedoc jusqu'à Toulouse. Il accorderait le Dauphiné au duc de Bourbon, qui réunirait cette province à ses anciens états patrimoniaux recouvrés. Il conserverait le reste de la France ainsi réduite, qui échoirait plus tard à l'empereur, auquel il remettrait sa fille dans Paris même afin qu'il l'épousât.

Si Charles-Quint trouvait cette ambition excessive de la part d'un allié qui était demeuré inactif, s'il n'entendait pas exécuter l'invasion convenue par le traité de Windsor, s'il ne se décidait point à déposséder François Ier de sa couronne, Henri VIII espérait au moins qu'il ne laisserait à François Ier abaissé qu'un royaume fort amoindri. Il demandait alors subsidiairement tout ce qui avait appartenu aux rois d'Angleterre ses prédécesseurs, les duchés de Normandie, de Gascogne, de Guyenne, d'Anjou, le Poitou, le Maine, en y ajoutant la Bretagne. En cas que ces prétentions fussent réputées encore trop considérables, il les réduisait successivement en désignant les provinces qui étaient le mieux à sa convenance, et qu'il lui aurait été le plus avantageux d'acquérir. Ainsi Henri VIII revendiquait le royaume de France, dont une partie serait attribuée à l'empereur et au duc de Bourbon, ou une vaste étendue du pays, dont la cou-

ronne déshonorée et la puissance affaiblie seraient laissées à François Ier et à sa race.

III.

Au moment où ces sinistres propositions furent adressées à Charles-Quint, qui savait que son tiède allié avait été sur le point de lui être infidèle, Charles-Quint avait déjà pris son parti. Deux avis contraires avaient été exprimés et soutenus dans ses conseils. De ses conseillers, les uns pensaient qu'il devait poursuivre ses avantages par les armes et accabler à tout jamais son ennemi vaincu (1). Les autres, à la tête desquels était le chancelier Mercurino de Gattinara, son principal et son plus habile ministre, le dissuadaient de rechercher par la continuation de la guerre ce qu'il se procurerait aisément par un traité de paix. Gattinara assurait que les avantages territoriaux et politiques auxquels l'empereur pouvait prétendre seraient l'inévitable résultat de la victoire de Pavie, le prix forcé de la délivrance du roi. Fixant les conditions de la paix avec non moins de rigueur que de précision, Gattinara avait engagé d'avance l'empereur à repousser l'entreprise que le roi d'Angleterre proposerait contre la France en répondant « qu'il ne trouverait pas de son honneur de faire la guerre à quelqu'un qui, devenu son prisonnier, ne saurait désormais se défendre, et duquel il pourroit obtenir satisfaction sans recourir à la force des armes (2). » Gattinara ne ménageait pas François Ier, mais il détournait Charles-Quint de rendre Henri VIII plus puissant et de l'élever plus haut. « Henri, disait-il, qui s'appelle roi de France et qui prétend avoir des droits à ce royaume, pourroit devenir un jour nuisible aux Pays-Bas et à l'Espagne, tandis que, si la paix est conservée avec la France sous les conditions mentionnées, la France sera mise tellement bas qu'elle n'aura plus les moyens de nuire. »

Charles-Quint adopta de tout point l'avis de son chancelier. Il projeta de traiter avec le monarque captif en le soumettant aux plus durs sacrifices. Il fit partir pour l'Italie Beaurain avec ses propositions de paix, et tandis qu'il y montrait les exigences les plus énormes, il y affectait la plus généreuse modération. « Afin de ne pas être, disait-il, ingrat envers Dieu, qui a fait tomber le roi de

(1) « Plusieurs sollicitoient suyvir la victoire et destruire le roy de France de telle sorte qu'il ne faisit guerre de sa vie. » *Archives des Affaires étrangères de France*, correspondance d'Espagne, vol. V, f. 273. — Charles-Quint, dans une lettre à Ferdinand citée par M. Gachard, p. 12 de sa *Captivité de François Ier*, dit que plusieurs de ses ministres étaient pour la continuation de la guerre et une invasion.

(2) Mémoire du chancelier Mercurino de Gattinara, dans *Geschichte der Regierung Ferdinand des Ersten*, par F. B. von Bucholtz, t. II, p. 287 et *sqq*.

France en notre pouvoir, ayant plus égard à son service et au bien de la chrétienté qu'à notre particulier profit, et voulant plutôt user de douceur que de rigueur,... avons pensé être plus convenable de surseoir à l'exécution de la guerre jusqu'à ce que nous sachions si le roi de France se voudra condescendre aux conditions de paix raisonnables et propres à satisfaire nous, nos sujets, nos alliés, confédérés et amis (1). »

Il aurait pu, prétendait-il, revendiquer le royaume de France ou tout au moins plusieurs de ses provinces; mais il se contenterait de reprendre les possessions récemment soustraites à la maison de Bourgogne. Il demandait donc que le roi de France, s'il désirait la paix et voulait sa délivrance, rendît le duché de Bourgogne, accordé par le roi Jean à Philippe le Hardi et à toute sa postérité, les comtés d'Auxerre, de Mâcon, la vicomté d'Auxonne, le ressort de Saint-Laurent, la seigneurie de Bar-sur-Aube et les autres terres cédées à ses bisaïeux les ducs Philippe et Charles par les traités d'Arras, de Conflans et de Péronne, — abandonnât la ville de Thérouanne avec la ville et le château de Hesdin, perdît ses droits de suzeraineté sur la Flandre et sur l'Artois, renonçât à toutes ses prétentions sur le royaume de Naples, le duché de Milan, le comté d'Asti, la seigneurie de Gênes, — cédât la Provence au duc de Bourbon, qui la réunirait à ses anciens états pour en former un royaume indépendant, et dont tous les complices, rendus à la liberté, seraient remis dans leurs biens, — restituât au roi d'Angleterre tout ce qui lui revenait en France et acquittât en outre lui-même toutes les indemnités pécuniaires que Charles-Quint avait promis de payer à Henri VIII, — enfin rétablît le prince d'Orange dans sa principauté confisquée. François Ier devait, avant de sortir de prison, faire ratifier ce traité par les états de son royaume, qui en jureraient la perpétuelle observation, obtenir qu'il fût enregistré par ses parlemens, et le sanctionner de nouveau quand il serait devenu libre.

En abattant ainsi son adversaire vaincu, Charles-Quint se flattait d'établir une paix universelle et durable dans les pays chrétiens. Il espérait faire de François Ier une sorte de vassal qui unirait ses armes aux siennes pour l'aider à extirper l'hérésie en progrès dans les pays d'Allemagne et à combattre les Turcs, qui s'avançaient de plus en plus sur le territoire de l'Europe. Chacun d'eux fournirait quinze mille hommes de pied et cinq mille chevaux, afin de chasser de la Hongrie les armées de Soliman par une expédition

(1) Instructions du 28 mars, envoyées de Madrid par Charles-Quint au duc de Bourbon, son lieutenant-général en Italie, au comte d'Antremont, son vice-roi de Naples, et au seigneur du Rœulx, son second chambellan et gouverneur d'Arthois, pour traiter de la paix avec François Ier et régler les conditions de sa délivrance. — *Captivité de François Ier*, p. 149-159.

que le pape et les autres princes chrétiens seraient appelés à seconder, et que conduirait l'empereur en qualité de capitaine-général.

Charles-Quint faisait dépendre la paix avec la France de l'acceptation prompte et complète des conditions qu'il imposait au roi prisonnier et à la régente sa mère. « S'ils les rejettent, écrivait-il à son frère l'archiduc Ferdinand, ce que nous saurons dans l'espace de six semaines, je pense alors à poursuivre ma bonne fortune et à m'adresser aussi à tous mes amis et alliés pour qu'ils se mêlent de l'affaire (1). » Il avait le projet, comme il le mandait à ses généraux en Lombardie, de descendre lui-même en France par le Roussillon et le Languedoc et d'opérer sa jonction à Avignon sur le Rhône avec l'armée d'Italie, qui passerait de nouveau les Alpes. Il prévenait en même temps de ses intentions Louis de Praet, son ambassadeur en Angleterre. Il le chargeait d'annoncer à Henri VIII qu'il ne désarmait pas et qu'il le priait de ne pas désarmer lui-même, afin d'être prêt à attaquer la France en cas de refus des satisfactions qu'il exigeait pour ses alliés comme pour lui. Le vice-roi de Naples et le duc de Bourbon informeraient directement le roi d'Angleterre de la réponse que ferait François Ier aux articles portés par Beaurain, et, s'il ne les acceptait pas, on entrerait sur-le-champ en campagne. Beaurain eut ordre de passer par la France et de faire connaître ces conditions à la régente avant de les porter au roi son fils.

IV.

La duchesse d'Angoulême était à Lyon, où elle avait établi son séjour lorsque François Ier était descendu en Italie, pour être plus à portée de lui envoyer des secours. En apprenant sa défaite et sa captivité, elle en avait été bouleversée, mais elle ne s'en était point laissé abattre. Comme elle le dit avec vérité, « en voyant l'urgent besoin de pourvoir aux affaires et à la défense du royaume, elle ne perdit pas le cœur (2). » Elle annonça partout ces funestes événemens dans les termes les plus propres à raffermir les courages, et elle prescrivit à tous ceux qui exerçaient quelque autorité dans l'état de veiller à ce qu'ils n'eussent pas de dangereuses suites. Elle appela auprès d'elle les princes et seigneurs du sang, les gouverneurs des provinces, les délégués des parlemens et quelques notables personnages de la ville de Paris, pour l'aider de leurs conseils en ces difficiles conjonctures. Elle les adjoignit à ses ministres, dont les deux principaux furent le trésorier Florimond Robertet

(1) Lettre de Charles-Quint à Ferdinand du 25 mars 1525. — Bucholtz, t. II, p. 27.

(2) Lettres-patentes de la régente, du 10 septembre, pour imposer 2,661,000 livres. — *Captivité de François Ier*, p. 313.

et le chancelier Antoine Duprat. Il fallait mettre le pays en garde contre les menaces de l'ennemi, en l'empêchant surtout de tomber dans le ruineux désordre des pillages militaires et des soulèvemens intérieurs. Louise de Savoie prit diligemment toutes les mesures que commandait le danger public.

Le royaume la seconda avec un accord tout à fait inusité et par un patriotisme jusqu'alors inconnu dans des circonstances semblables. Il fut ému sans être découragé, et l'agitation ne le jeta point dans la désobéissance. Pour la première fois la royauté affaiblie obtint la fidélité qui ne s'accordait auparavant qu'à la royauté puissante. La France, unie et soumise, ressemblait à une vraie nation qui sent, pense, agit avec ensemble, et que la vue de l'intérêt public conduit à des résolutions communes. On se serra autour de ceux qui, soit au centre, soit aux extrémités du pays, étaient investis de l'autorité royale. Les fragmens réunis du territoire avaient formé un état, et ses habitans rapprochés étaient devenus un peuple.

La capitale donna l'impulsion au royaume. Le parlement de Paris, auquel les villes de Picardie avaient envoyé des députés (1), établit un utile concert pour assurer le bon ordre et la défense générale. Afin de prévenir les réunions dangereuses et d'éviter les tumultes, il provoqua la formation d'une assemblée publique qui fut régulièrement chargée de tout diriger. Il désigna plusieurs de ses membres pour entrer dans cette assemblée, à laquelle furent appelés les députés de la cour des comptes, ceux de l'église et de la municipalité de Paris, et qui tint ses séances au Palais-de-Justice, où se rendirent au milieu d'elle l'archevêque d'Aix, gouverneur de Paris, et le seigneur de Montmorency, père du maréchal et le plus puissant feudataire du voisinage (2). On y résolut de fermer les portes de Paris comme en temps de guerre; on en répara les murs, et, si l'on n'en fit point sortir les étrangers à cause de l'université, qui avait le privilége de les recevoir en tout temps, on n'y laissa point entrer ceux qui pouvaient y venir avec de mauvaises intentions et y apporter du trouble. La rivière, qui traversait la ville et qui était comme une voie toujours ouverte, fut soigneusement surveillée. La garde bourgeoise fut promptement organisée, et personne n'en fut exempt. Les présidens et les conseillers de la cour s'y enrôlèrent comme les autres, et le guet dut parcourir les rues toute la nuit (3). Il y eut de plus à l'Hôtel-de-Ville une assem-

(1) *Captivité de François I[er]*, p. 165.

(2) Registres du parlement, t. LVIII. — *Journal d'un bourgeois de Paris*, p. 232-233. — *Captivité de François I[er]*, p. 137 à 141.

(3) Extrait de ce qui a esté advisé à l'Ostel de Ville de Paris, etc. — *Bibliothèque de l'École des Charles*, 1[re] série, t. V, p. 548.

blée dont firent partie, avec le prévôt des marchands, les quatre échevins et les vingt-quatre conseillers, plusieurs notables habitans, extraordinairement élus dans chaque quartier. Cette assemblée de l'Hôtel-de-Ville fut surtout chargée de l'exécution des mesures prises par l'assemblée supérieure siégeant au Palais-de-Justice.

Dans la province la plus voisine de Paris, et par cela même la plus importante de France, il y eut une entente semblable. L'archevêque, le chapitre, le bailli et les notables de Rouen, l'évêque de Lisieux et les principaux personnages de la Normandie, convoqués par le parlement, se réunirent en conseil au Palais-de-Justice. D'accord avec le grand-sénéchal de Normandie, ils pourvurent à la sûreté de Rouen et à la défense des villes frontières du duché. Ils envoyèrent ensuite des députés vers le parlement de Paris, comme étant « la première cour instituée et la cour capitale du royaume, » et lui offrirent, dans l'intérêt public, leur service et leur obéissance (1).

Celui que la trahison du connétable avait fait le chef de la maison de Bourbon, et que la mort du duc d'Alençon allait rendre le premier prince du sang, le duc de Vendôme, vint montrer sa fidélité aux Parisiens et les louer de la leur. Après avoir mis en état de défense les villes de son gouvernement de Picardie et surtout celles de Montreuil, de Boulogne, de Thérouanne, qui faisaient face aux possessions continentales des Anglais, ou qui se trouvaient placées au débouché des Pays-Bas, il traversa Paris en retournant à Lyon. Il se présenta à l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville, qu'il félicita des loyaux sentimens dont elle avait été animée : « Si, dit-il aux représentans de la patriotique cité, si vous avez été par ci-devant bons serviteurs du roi, continuez à l'être; restez unis et soyez exemple aux autres du royaume, car par vous tout se réglera. Je suis ici venu pour soutenir les affaires et la chose publique. Je m'en vais en cour devers Madame, et là je ferai rapport de la bonne volonté que vous avez eue envers le roi et avez de présent plus que jamais. Je m'emploierai afin qu'elle vous écrive de ce qui sera avisé pour le bien de la ville (2). »

Tandis que sur les divers points de la France on s'unissait pour se défendre, la régente pourvoyait avec une activité habile à la sécurité générale. Elle avait recueilli autour de Lyon les débris de l'armée fugitive. Elle ménagea si bien les finances qu'elle put bientôt donner un quartier de leurs gages aux gentilshommes de la maison du roi, aux archers de ses gardes et aux gens d'armes de

(1) *Captivité de François Ier*, p. 138-139.

(2) « Extraict de ce qui a esté advisé et conclud ès assemblées tenues en l'Ostel de Ville de Paris. » — *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. V, p. 550, 551.

ses ordonnances. Sur les trois mille neuf cents hommes d'armes qu'entretenait la couronne, elle en cassa un cinquième, — c'est-à-dire vingt par compagnie, qui furent renvoyés chez eux après avoir été payés, — tandis que les autres, payés aussi, restèrent sous le drapeau. Elle cassa également une partie des gens de pied étrangers et garda l'autre, en ayant soin de s'acquitter envers ceux qui étaient licenciés et de solder ceux qui étaient retenus (1). La cavalerie et l'infanterie qui furent conservées formèrent l'armée de défense concentrée autour de Lyon, ou gagnèrent les villes frontières, afin d'y tenir garnison et de les mettre à couvert d'une attaque. Gardant auprès d'elle le maréchal de Lautrec, qui aurait commandé l'armée en cas de besoin, la régente envoya le comte de Guise dans la Bourgogne et la Champagne pour veiller à la protection de ces deux importantes provinces, comme le duc de Vendôme l'avait fait en Picardie. Elle ne se borna point à prendre ces mesures de bon ordre et de sûreté, elle sut conserver au royaume l'appui des cantons suisses, qui touchèrent avec une exactitude inaccoutumée une partie de ce qui leur était dû et reçurent en peu de temps jusqu'à 300,000 livres. Elle invoqua l'assistance de Soliman II, que François Ier avait déjà sollicité d'opérer une diversion dans les états héréditaires d'Autriche (2), en attendant qu'elle engageât, comme elle le fit bientôt, les plus utiles négociations, soit au-delà des Alpes, soit de l'autre côté de la Manche. Après que toutes ces dispositions militaires eurent été prises, et qu'il eût été pourvu à la sécurité de la Normandie, de la Picardie, de la Champagne, de la Bourgogne, du Dauphiné, de la Provence, etc., la régente se sentit moins en crainte du côté de l'ennemi, et eut une pleine confiance dans la persévérante fidélité du royaume.

Ce fut sur ces entrefaites que Beaurain arrivait à Lyon. Il apportait à la duchesse d'Angoulême une lettre froide et sèche de l'empereur en réponse à de touchantes supplications et à de maternelles instances qu'elle lui avait adressées par le commandeur Peñalosa (3).

(1) Lettres-patentes de la régente, etc., dans *Captivité de François Ier*, p. 313 à 317. — Lettre du chancelier Duprat au roi, du 13 octobre; *ibid.*, p. 378.

(2) *Correspondenz des Kaisers Karl V*, par Lanz, t. Ier, p. 155. — *Négociations du Levant*, publiées par M. Charrière, t. Ier, p. 114 et 117. — Mémoire de Hammer sur *les premières relations diplomatiques entre la France et la Porte*, dans la *Revue Asiatique* de 1827, t. X, p. 19.

(3) Dans sa lettre, la régente l'appelait son bon fils comme elle l'avait fait autrefois. Elle louait Dieu de ce que François Ier était tombé au pouvoir du prince aux mains duquel elle l'aimait le mieux. Elle espérait que sa grandeur ne lui ferait pas oublier la proximité du sang et de la parenté qui existait entre eux, et encore moins le bien qui reviendrait à toute la chrétienté de leur union et de leur amitié. Elle finissait sa lettre en disant : « Vous obligerez une mère, à laquelle vous avez toujours donné ce nom et qui avec prière a recours à votre affection. » *Archives des Affaires étrangères* (*Espagne*), vol. V, f. 272. — En lui répondant le 25 mars par Beaurain, Charles V ne lui donna

Beaurain communiqua en même temps les conditions auxquelles l'empereur conclurait la paix avec la France et consentirait à la délivrance du roi. La régente était entourée des personnages qu'elle avait appelés à Lyon et qui formaient auprès d'elle comme une petite assemblée d'états. D'accord avec eux, elle rejeta sans hésiter, et avec des paroles altières, les dures et humiliantes exigences de l'empereur. Elle dit que, si l'empereur voulait traiter de la rançon du roi, on prêterait l'oreille à ses propositions; mais quant à céder un seul pied de terre, la France n'était pas assez bas pour le faire, et le royaume était prêt à se défendre, quoique le roi fût prisonnier (1).

V.

Les demandes de Charles-Quint ne devaient pas paraître moins exorbitantes à François Ier. Peu de jours après la bataille de Pavie, le monarque captif avait été conduit dans la forteresse de Pizzighetone, sur l'Adda, entre Lodi et Crémone. Le vice-roi de Naples et le duc de Bourbon l'y avaient laissé sous la garde du capitaine Alarcon et d'une troupe choisie d'arquebusiers espagnols. Il y était soumis à la plus étroite surveillance, bien qu'il y fût entouré des plus grands respects. On ne parvenait jusqu'à lui qu'avec la permission et en la présence de son vigilant gardien, qui avait ordre de lire tout ce qui lui était adressé. De nuit comme de jour, on entrait dans sa chambre afin de s'assurer qu'il n'en avait pas disparu, et son sommeil était souvent troublé par ces visites défiantes. Rien n'était négligé pour rendre impossible son évasion. Sans être tombé dans l'abattement, François Ier ne se consolait pas d'avoir été vaincu et de demeurer prisonnier. Constamment occupé jusque-là de la guerre ou de la chasse, accoutumé aux plaisirs d'une cour qu'il animait de son esprit et que les séductions de l'homme remplissaient encore plus que les commandemens du roi, il s'accommodait mal d'une immobile et sévère captivité. Il se levait tard, jouait de temps en temps à la paume (2) pour prendre quelque exercice, et restait le plus souvent livré à ses pénibles pensées. Dans sa mélan-

point le titre de mère; il l'appela avec une dignité froide madame, et lui dit que, si elle voulait la paix et désirait voir bientôt le roi son fils, elle en trouverait le vrai moyen dans le contenu de l'écrit que portait le seigneur du Rœulx (Beaurain). — *Papiers Granvelle*, t. Ier, p. 263.

(1) C'est ce qu'a écrit Beaurain à l'empereur par un de ses secrétaires qu'il a envoyé en poste de Lyon en Espagne. Dépêche de Sampson à Wolsey écrite de Tolède, du 2 mai 1525. — *State Papers*, t. VI, p. 437.

(2) « .... El rey esta en piciguiton atiende á jugar al palon y a otros juegos de exercicio con que pasa el tiempo lo mejor que puede. » Lettre manuscrite de l'abbé de Najera à Charles-Quint, du 30 mars 1525.

colique solitude, il composait la triste épopée de sa campagne et de sa défaite. Il adressait à sa sœur Marguerite et à sa mère, qu'il unissait dans ses vers comme dans sa tendresse, des rondeaux et des sonnets où les plus heureux accens se trouvaient à côté de paroles obscures ou vulgaires. Ses chevaleresques regrets et ses ardentes effusions étaient surtout pour la dame maîtresse de son cœur, pour celle dont il portait la devise sous son armure dans la journée de Pavie, à laquelle il avait promis de ne pas fuir et avait obéi autant qu'à l'honneur en combattant jusqu'à ce qu'il fût pris (1). Délicat de sentiment plus que de langage, il était parfois commun, bien qu'avec esprit, quintessencié, non sans un certain naturel. La recherche de l'expression, qui n'était pas toujours claire, et qui même de temps en temps était grossière, n'empêchait pas ses mouvemens d'être vrais, ses pensées d'être nobles. Il s'entretenait ainsi dans ses tristesses en les écrivant.

Un mois après qu'il eut été enfermé à Pizzighetone, il fut visité par le nonce du pape, qui lui apportait une lettre de Clément VII, consterné de son revers et craignant que la défaite de la France ne conduisît à l'asservissement de l'Italie. Au moment où le roi allait à la messe, le nonce, évêque de Pistoja, suivi d'Alarcon et d'un assez grand nombre d'Espagnols, lui présenta le bref du souverain pontife. En le voyant, François Ier fit effort pour montrer un visage riant. Il lut fort attentivement la lettre du pape et la remit, après l'avoir lue, à Alarcon, s'excusant d'y être contraint. Le nonce lui exprima au nom de Clément VII des condoléances générales, ne pouvant pas lui parler plus confidemment à cause de la présence d'Alarcon et des Espagnols. Le roi lui répondit que sa sainteté n'avait pas une moindre raison de le plaindre de son malheur que de féliciter le vice-roi de la victoire de l'empereur, car, il le savait, le bon accord qui existait entre lui et sa sainteté existait aussi entre sa sainteté et l'empereur. Il priait le pape, puisqu'il était déjà intervenu avec zèle pour rétablir la paix, d'y travailler maintenant de tout son pouvoir. Il acceptait d'un cœur très reconnaissant ses offres et le suppliait de s'employer auprès de l'empereur pour obtenir sa délivrance.

François Ier se rendit ensuite dans la chapelle, qui était tendue de noir; il avait un vêtement couleur de cendre, fourré de peaux de martres communes, qu'il avait pris après sa défaite et qu'il ne voulait pas quitter tant que durerait sa captivité. A l'évangile, il se leva, posa sa main droite sur sa tête, qu'il pressa en la secouant; il ne donna pas d'autre signe des préoccupations qui l'agitaient. La

(1) Voir p. 1 à 12, 26 à 44 du volume des *Poésies du roi François Ier*, recueillies et publiées par M. Aimé Champollion-Figeac. In-4°, Paris, Imprimerie royale, 1847.

messe finie, il sortit de la chapelle toujours accompagné d'Alarcon et de ses gardes; toutefois le nonce put lui parler quelques instans sans témoins. François Ier ignorait encore le sort du corps d'armée qu'il avait envoyé vers le royaume de Naples; il demanda vivement alors à l'évêque de Pistoja ce qu'était devenu le duc d'Albany. Le nonce lui raconta toutes les lenteurs apportées dans cette expédition, et il ajouta que le duc d'Albany avait sans doute remis à la voile et quitté l'Italie. En perdant cette dernière espérance d'une diversion, le roi resta quelque temps comme interdit, puis il s'écria en français : « Est-il possible? » Il demanda des nouvelles de Jean de Médicis, qui avait reçu une grave blessure à son service quelques jours avant la bataille de Pavie. Le nonce lui répondit qu'il pourrait bientôt monter à cheval, en ajoutant que du reste tout était désespéré. Ces paroles émurent beaucoup le roi, et il dit qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose. Le nonce ajouta alors : *Percutiam pastorem et dispergentur oves*. Après avoir assisté au dîner du roi, qu'Alarcon servit à table, le nonce prit congé de lui en demandant ses ordres auprès du pape. — Pas d'autres, lui répondit François Ier en italien, que de recommander à notre très saint père mon infortune. — En même temps il détourna les yeux pour ne pas le voir sortir (1).

François Ier avait déjà écrit à Charles-Quint une lettre dans laquelle il exprimait l'espoir que l'empereur userait généreusement de sa victoire et ne voudrait le contraindre à rien qui ne se dût. « Je vous supplie, disait-il, de juger en votre propre cœur ce qu'il vous plaira faire de moi, étant sûr que la volonté d'un prince tel que vous êtes ne peut être accompagnée que d'honneur et de magnanimité. » Il lui demandait de fixer avec une miséricordieuse convenance ce qu'il fallait pour la libération d'un roi de France, en voulant le gagner comme ami et non le désespérer. Il lui proposait de l'acquérir ainsi entièrement, et il ajoutait avec une intention touchante, mais dans un langage trop soumis : « Vous pouvez être sûr, au lieu d'un prisonnier inutile, de rendre un roi à jamais votre esclave (2). »

La lettre dans laquelle François Ier faisait appel à une magnanimité qui eût été de la part de Charles-Quint le plus habile des calculs était à peine partie qu'arrivèrent les dures conditions que le froid empereur mettait à la paix et à sa délivrance. Le duc de Bourbon et le vice-roi de Naples accompagnèrent Beaurain à Pizzighetone pour les communiquer au roi et connaître sa réponse. Elles parurent exorbitantes au prisonnier déçu. « Le seigneur roi,

(1) Lettre latine du nonce, écrite de Milan le 29 mars et insérée dans le tome VI des *State Papers*, p. 409-411.

(2) *Captivité*, fos 130, 131.

écrivirent Bourbon et Lannoy à Charles-Quint, les a trouvées bien difficiles (1). » Cependant il déclara s'en remettre à la régente, et par le retour de Beaurain il écrivit à l'empereur : « J'ai mandé à madame ma mère la résolution de ce qu'il me semble qu'elle doit faire pour ma délivrance, vous suppliant la vouloir recevoir et juger en cour d'empereur qui désire plutôt se faire honneur que me faire honte (2). »

Il ne semblait disposé à aucune concession humiliante ou funeste. Ayant appris la ferme contenance et le fidèle dévouement de tous les habitans de son royaume, il leur en avait, de Pizzighetone, exprimé sa vive satisfaction. « Entre tant d'infélicités, leur disait-il, je n'ai reçu nul plus grand plaisir que sçavoir l'obéissance que portez à Madame en vous montrant loyaux sujets et bons François, la vous recommandant toujours et mes petits enfans, qui sont les vôtres et de la chose publique (3). » Il ajoutait qu'en continuant ainsi ils donneraient à ses ennemis beaucoup plus l'envie de le délivrer que de lui faire la guerre. Il finissait cette lettre à ses sujets, qu'il appelait ses amis, par des déclarations admirables de sentiment et de langage. « Comme pour mon honneur et celui de ma nation, leur disait-il, j'ai plutôt élu l'honnête prison que la honteuse fuite, soyez sûrs qu'il ne sera jamais dit que, si je n'ai été si heureux de faire le bien à mon royaume, pour envie d'être délivré, j'y fasse mal. » Il affirmait qu'il aimerait mieux rester toute sa vie en prison que de causer un détriment à son pays.

Néanmoins, à la persuasion du vice-roi de Naples, qu'il appela auprès de lui, il offrit bientôt des concessions qui ne s'éloignaient pas beaucoup des exigences de l'empereur. Il proposa d'épouser la reine Éléonore, sœur de Charles-Quint, et de faire épouser l'infante Marie sa nièce au dauphin. Il demanda que le différend relatif au duché de Bourgogne fût soumis à la décision de la justice. Si le duché était reconnu appartenir à l'empereur, il le lui restituerait. Sinon, il serait donné en dot à la reine de Portugal, et les enfans mâles que le roi aurait de son mariage avec elle en hériteraient. Dans le cas où elle mourrait sans enfans mâles, le second fils de l'empereur y succéderait, et à défaut il reviendrait au second fils du roi, qui se marierait avec une fille de l'empereur. Rien de cela ne se réalisant, le duché de Bourgogne devait retomber en la pos-

(1) Lettre du duc de Bourbon et du vice-roi de Naples Lannoy à l'empereur, du 26 avril 1525. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

(2) Aux *Archives des Affaires étrangères de France,* correspondance d'Espagne, 1525-1529, f° 285 r°.

(3) Lettre de François Ier à ses sujets. L'original dans Béthune, ms. vol. 8505, f° 1er; imprimée dans *Captivité,* etc., f. 159, 160.

session du dauphin. Ces combinaisons étaient singulières, et le roi croyait sans doute, en les proposant, que la cour des pairs n'attribuerait point une province apanagée au descendant d'une femme incapable, d'après la loi française, d'en être l'héritière, et que cette province ne sortirait pas de la maison de France.

Mais il renonçait pleinement au duché de Milan, à l'état de Gênes, au royaume de Naples, à la pension de 100,000 ducats et aux arrérages qui lui en étaient dus sur ce royaume, à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois; il adhérait à la restitution de Hesdin et il abandonnait toute prétention sur Tournay. Lorsque l'empereur irait se faire couronner en Italie, ou lorsqu'il exécuterait quelque entreprise en Allemagne, François I[er] consentait à fournir la moitié de l'armée et à payer la moitié de la dépense. Si l'entreprise était dirigée contre les Turcs, il y prendrait part avec le même contingent de troupes, qu'il entretiendrait de ses deniers et qu'il conduirait en personne. Se substituant à l'empereur dans les engagemens que l'empereur avait pris envers le roi d'Angleterre, il paierait à Henri VIII tout ce qui lui était dû. Il rendrait au duc de Bourbon ses états, ses pensions, ses offices, c'est-à-dire de vastes provinces, des sommes considérables, les grandes charges de chambrier et de connétable, et de plus le gouvernement du Languedoc. Comme il demandait pour lui-même la sœur de Charles-Quint, promise au duc de Bourbon, il offrait de donner en mariage au duc de Bourbon la princesse Renée, fille de Louis XII. Il lui permettait même de poursuivre en justice le droit qu'il prétendait avoir sur le comté de Provence, et il annonçait le dessein de reconnaître ce rebelle, jusque-là détesté, comme son lieutenant-général, en le plaçant à la tête de l'armée qu'il enverrait au secours de l'empereur, s'il ne la commandait pas en personne (1).

Écrites sous la dictée de François I[er], en présence du vice-roi de Naples (2), ces propositions devaient être portées à Charles-Quint par don Ugo de Moncada, prieur de Messine, qui commandait la flotte espagnole avant la bataille de Pavie, avait été fait prisonnier et venait d'être échangé avec le maréchal Anne de Montmorency. En les transmettant à l'empereur, Lannoy le suppliait de conclure une paix qui attacherait pour toujours à lui le roi de France (3). Il

(1) *Captivité de François I[er]*, p. 170-173, et *State Papers*, t. VI, p. 446-448.

(2) D'après la lettre des ambassadeurs anglais du 16 juin, elles furent écrites par Moncada en castillan, en présence de Lannoy, sur les offres de François I[er]. Ms. cott. — Vespasien, C. III, p. 185; note 2 de la p. 445 du vol. VI des *State Papers*.

(3) « Le roy de Franse... desire fort la pes et que ce soit de sorte que peut demorai votre à james. » Lettre de Lannoy à l'empereur, le 27 avril. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

lui rappelait le danger où avaient été ses affaires, la peine qu'il avait eue tant avec ses sujets qu'avec ses ennemis, et il l'engageait à saisir l'occasion d'imposer la loi à ceux qui voulaient la lui donner. Mais les offres portées par Ugo de Moncada, que la régente de France et son conseil repoussèrent comme excessives (1), l'empereur les regarda comme insuffisantes (2).

Déjà, sur le refus de ses propositions, Charles-Quint se préparait à reprendre la guerre. Il avait envoyé le commandeur Peñalosa en Angleterre pour resserrer l'union un peu relâchée avec Henri VIII, et obtenir de lui l'argent sans lequel ses troupes ne pouvaient pas être mises en mouvement (3). L'armée d'Italie, à laquelle il était dû plus de 600,000 ducats au moment de la bataille (4), n'avait pas été entièrement payée après la victoire, bien qu'il lui eût fait parvenir 80,000 ducats, et que ses généraux eussent imposé aux états italiens des contributions de guerre considérables en châtiment de leur abandon ou de leur infidélité (5).

Dispersée dans le haut de la péninsule, qu'elle pressurait, elle avait besoin d'être renforcée pour entrer en campagne. Charles-Quint le savait, et il cherchait de l'argent partout. Il en demandait à son clergé et à ses ordres de chevalerie, qui refusaient de payer la *crusade*, dont le pape n'avait pas autorisé la levée. Il s'adressait aux cortès afin que les *procuradores* des villes ajoutassent au *servicio* de 400,000 ducats qu'ils avaient voté. Ses sujets se montraient disposés à lui en accorder davantage, s'il consentait à se marier promptement afin d'assurer la succession aux couronnes d'Espagne en épousant une princesse qui pût lui donner tout de suite des enfans. Décidé à suivre leur vœu, il recherchait l'infante Isabelle de Portugal, qui devait lui apporter en dot 1 million de ducats d'or (6); mais, avant de s'engager avec elle, il avait à se

(1) « ... Pour estre telles, les aucunes d'icelles quelles ne se pouvoient bonnement accorder, consentir ni permettre. » Instruction de Pierre de Warty, envoyé à Marguerite d'Autriche. — *Négociations entre la France et l'Autriche*, publiées par Le Glay, t. II, p. 607.

(2) Elles furent soumises à un conseil dont faisaient partie le chancelier Gattinara, le comte de Nassau, le grand-maître, le secrétaire Jean Allemand et communiquées aux ambassadeurs d'Angleterre. — *State Papers*, t. VI, p. 445, note 2.

(3) *State Papers*, t. VI, p. 438-444, 445.

(4) « Vu la grande dette qui monte bien à six cens mil escus qu'est du aux gens de guerre tant de pied que de cheval. » Lannoy à la gouvernante des Pays-Bas. — *Négociations entre la France et l'Autriche.*

(5) « Les choses à quoi prétendons sont que le pape et les Florentins payent 150,000 ducats pour leur part de la ligue, que les Vénitiens en payent 130,000 pour n'avoir pas joint leur armée. On travaille à tirer quelque chose de Sienne et de Lucques; le duc de Ferrare prête 50,000 écus. » *Ibid.*

(6) Lettre de Charles-Quint à l'archiduc Ferdinand son frère, du 25 juin. — Bucholtz, t. II, p. 294 et *sqq.*

dégager envers la princesse Marie d'Angleterre, trop jeune encore pour être mariée, et il ne pouvait le faire qu'en la demandant sur-le-champ au roi son père et en ne l'obtenant pas. Il espérait que la rupture ainsi amenée d'un mariage depuis longtemps convenu ne conduirait pas à la rupture de l'alliance qui lui était plus que jamais nécessaire afin de soumettre la France par la guerre, puisque la France ne cédait point à ses volontés par la voie des négociations.

Le commandeur Peñalosa eut l'ordre de demander au roi d'Angleterre que la princesse sa fille fût remise à l'empereur avec sa dot de 600,000 ducats, dont 200,000 seraient immédiatement comptés et 400,000 le seraient de mois en mois. A l'aide de cet argent, l'empereur se proposait d'entrer en France par les Pyrénées à la tête d'une armée et d'y faire entrer par les Alpes l'armée d'Italie. Henri VIII était requis en même temps, aux termes du traité de Windsor, d'opérer par Calais une descente avec ses troupes, auxquelles se joindraient trois mille hommes de cavalerie et mille hommes de pied des Pays-Bas (1). En cas que le roi d'Angleterre ne voulût pas envoyer encore la princesse sa fille en Espagne et remettre sa dot à l'empereur, le commandeur Peñalosa devait réclamer tout au moins en prêt la somme de 400,000 ducats, sans laquelle il lui serait impossible d'effectuer l'invasion de la France. Charles-Quint faisait dire à Henri VIII « qu'il était désireux de conduire sa dernière victoire à une parfaite conclusion et ne pas laisser son ennemi sans le confondre (2). »

L'orgueilleux Henri VIII était en ce moment dans des dispositions bien différentes. Après l'étourdissement de la victoire de Pavie, qui avait ranimé son avidité et lui avait donné la chimérique espérance d'obtenir le royaume de France ou de recouvrer les provinces que les rois ses prédécesseurs avaient autrefois possédées sur le continent, il avait compris que l'empereur songeait presque uniquement à accroître sa propre puissance. La paix que Charles-Quint avait d'abord proposé de conclure n'apportait aucun avantage certain à l'Angleterre; la guerre qu'il voulait maintenant reprendre ne pouvait se faire qu'avec l'argent demandé à Henri VIII sous la forme d'une dot ou d'un emprunt. Cet argent même, Henri VIII ne l'avait pas. Il avait essayé de lever des impôts extraordinaires qui avaient provoqué de dangereux soulèvemens dans plusieurs comtés de son royaume. Malgré ce qu'il avait de hauteur et ce qu'il affectait de pouvoir, il s'était vu contraint de renoncer à ces levées extraordinaires et d'annoncer par une proclamation

(1) *State Papers*, t. VI, p. 444, 445.

(2) Lettre de sir R. Wingfeld du 3 juin. *State Papers*, t. VI, p. 442-43, note 1 de la p. 443.

qu'il n'en exigerait jamais de semblables. Une politique mieux avisée le détourna de concourir à rendre plus puissant l'empereur, qui l'était déjà trop. L'injurieuse autorisation que Charles-Quint lui demanda de rompre les engagemens anciens pris envers la princesse d'Angleterre, pour en contracter de nouveaux avec l'infante de Portugal, le décida enfin à abandonner l'allié qui ne voulait plus devenir son gendre. Le dégageant de la promesse qu'il avait faite d'épouser sa fille (1), il lui refusa tout argent pour continuer la guerre. Il répondit qu'il en avait trop fourni pour des entreprises qui avaient été profitables à l'empereur seul, lequel devait à son amitié le gain de Tournay, de Milan, de Fontarabie, la décharge de la pension de 100,000 écus sur le royaume de Naples, la victoire de Pavie et la capture du roi de France, tandis que lui n'avait retiré de l'amitié de l'empereur que des pertes et des dépenses. Il rappelait les sommes qu'il avait prêtées à Charles-Quint et qui ne lui avaient pas été remboursées, le mariage de sa fille avec le dauphin qu'il avait rompu (2) pour un autre mariage qui maintenant ne devait plus se faire, — les pensions considérables qu'il tirait de la France, et auxquelles il avait renoncé sans recevoir aucun des dédommagemens qui lui avaient été promis. Henri VIII se montra donc bien éloigné de s'unir à l'empereur soit pour imposer la paix à François Ier en l'accablant, soit pour envahir ses états en reprenant la guerre.

VI.

Pendant ce temps, le peu de succès des négociations entamées de loin avec le roi prisonnier avait amené un changement, sinon dans sa position, du moins dans son séjour. François Ier avait été enfermé près de trois mois dans Pizzighetone. Quoique cette forteresse fût inabordable et que François Ier ne pût ni s'en évader par surprise, ni y être délivré de vive force, ceux qui étaient chargés de le garder songèrent à le placer dans un lieu encore plus sûr. L'empereur avait fait recommander par Beaurain au duc de Bourbon et à Lannoy de veiller avec le plus grand soin sur son prisonnier et de le conduire au besoin dans le royaume de Naples (3). Bourbon, Lannoy, Pescara, Antonio de Leiva et l'abbé de Najera, provéditeur général de l'armée impériale, tinrent conseil à ce sujet et décidèrent que le roi de France serait conduit dans le sud de l'Italie. Ils jugèrent qu'il ne serait nulle part plus sûrement que

(1) *History of the reign of the Henry the Eighth*, par Sharon Turner, t. Ier, p. 456.
(2) Ms. cott. Vespas., C. III, f. 62.
(3) Lettre de Charles V au duc de Bourbon et au vice-roi de Naples, du 27 mars 1525, dans les mss. hist. du comte de Wynants, citée par M. Gachard, p. 14 et p. 20.

dans le Château-Neuf de Naples, construit sur une bande de terre s'avançant au milieu de la mer, et ils prévinrent l'empereur de cette résolution.

Le 18 mai, Lannoy alla chercher François Ier à Pizzighetone (1). Sous l'escorte d'Alarcon et d'environ deux mille hommes, il le conduisit par le haut du Milanais, en évitant les villes, jusqu'à Gênes. Après six jours de marche, il pénétra par le dehors de la ville, sans même traverser les faubourgs, dans la citadelle avec son prisonnier. Il l'y laissa peu de temps, et le 31 mai, la flotte espagnole étant prête à quitter le port, il fit descendre de grand matin, du château au môle, François Ier, qui, toujours suivi d'Alarcon et de ses arquebusiers, monta sur la galère capitane de Castille.

Les seize navires composant la flotte, et sur lesquels furent distribuées les troupes espagnoles, se dirigèrent vers Porto-Fino, où les retint le temps contraire. Le roi éprouvait un grand déplaisir de cette translation. Il redoutait le climat de Naples, et disait que le mener au bord de la mer, c'était vouloir le faire mourir (2). Instruit de bonne heure qu'il devait être conduit dans l'Italie méridionale, il avait cru pouvoir recouvrer sa liberté dans le passage de Gênes à Naples. L'armée navale de la France était plus forte que celle de l'Espagne. Les navires réunis d'André Doria, du baron de Saint-Blancard, du frère hospitalier Bernardin, montés par quelques troupes résolues, pouvaient attaquer les navires ennemis et l'enlever à ses gardiens. Dès le 12 mai, François Ier était parvenu à donner secrètement des informations à la régente, et lui avait écrit qu'on n'aurait à combattre que quatorze galères et dix-huit cents arquebusiers espagnols. Il avait ajouté, avec une confiance un peu téméraire, qu'il n'y avait qu'à user de diligence, « car si elle est faite, disait-il à sa mère, j'ai espérance que bientôt vous pourrez revoir votre très humble et très obéissant fils (3). » Les préparatifs pour le délivrer s'étaient poursuivis avec promptitude. Une partie de la flotte française devait se rendre le 31 mai dans les eaux de Gênes, où la joindraient successivement les autres navires qu'on armait. Le maréchal de Montmorency, échangé un mois auparavant avec don Ugo de Moncada, après avoir vu la régente à Lyon, avait rejoint le roi à Gênes, presque à la veille de son embarquement. Il était investi du commandement général des armées de mer, et sans doute il apprit au roi que tout s'apprêtait pour sa délivrance.

Mais François Ier renonça lui-même à une entreprise non moins incertaine que périlleuse en obtenant que Lannoy le menât en Espagne auprès de Charles-Quint. Il désirait ardemment une entrevue

(1) Lettre de La Barre, bailli de Paris, à la régente. — *Captivité de François Ier*, p. 183.
(2) Lettre de sir John Russell du 16 mai 1525. — Ms. cott. Vitell., B. VIII, p. 104.
(3) Cette lettre est dans *Captivité de François Ier*, p. 180.

avec l'empereur, s'imaginant qu'ils arrangeraient ensemble tous leurs différends et établiraient entre eux une solide amitié. Lannoy souhaitait aussi faciliter cette union, qu'il croyait praticable de près, impossible de loin, et de plus il redoutait le climat de Naples pour son précieux prisonnier pendant les mois de juillet, d'août et de septembre (1). Il se rendit donc aisément au vœu de François Ier, et, sans consulter les autres chefs impériaux, sans prévenir même l'empereur, au mépris des uns, à l'insu de l'autre, il changea tout seul ce qui avait été arrêté en commun. Le 8 juin 1525, il conclut à Porto-Fino, avec le maréchal de Montmorency, un accord en vertu duquel six galères françaises se joindraient aux galères espagnoles et l'aideraient à transporter sans risque François Ier à Barcelone. Il ne devait y avoir aucune hostilité de part ni d'autre soit durant le trajet, soit quinze jours après que les deux flottes seraient revenues sur les côtes d'Italie et dans les ports de France (2). Lannoy plaça des soldats espagnols sur les vaisseaux français, et un peu avant de mettre à la voile il écrivit du port de Villefranche à l'empereur : « Sire, nous avons vingt galères bien armées et suis bien asseuré du reste de l'armée de mer de France, qui ne nous fera aucun empêchement. Je vous amène le roi, ce qui, j'en suis certain, vous sera chose agréable, car il ne tiendra qu'à votre majesté de promptement achever ses affaires (3). » Il monta lui-même sur le navire qui avait été disposé avec soin pour recevoir et transporter François Ier.

Le 10 juin, à trois heures avant le jour, on fit voile vers l'Espagne. Le roi, qu'animait l'espoir d'un accord prochain avec l'empereur, était fort content. Entré dans le port de Palamos le 17 (4), il arriva le 19 à Barcelone, où il fut reçu avec les plus grands honneurs. Logé dans le palais de l'archevêque de Tarragone, il y devint l'objet des plus respectueux empressemens. Les conseillers de la principauté de Catalogne lui présentèrent leurs hommages, et le même jour les dames les plus considérables du pays, au nombre de vingt-deux, ayant à leur tête la comtesse de Palamos, dona Isabel de Requesens, veuve de don Ramon de Cardona, ancien vice-roi de Naples, qui commandait les Espagnols aux batailles de Ravenne et de Marignan, et dona Juana de Requesens, femme de don Pedro de Cardona, gouverneur de Catalogne, formant une élégante caval-

(1) Lettre du 8 juin 1525 du vice-roi de Naples à Henri VIII. — Mss. cott. Vitell., B. VII, p. 146. — *Captivité*, p. 210.

(2) *Captivité de François Ier*, p. 212.

(3) Lettre de Lannoy à l'empereur, du 10 juin 1525. — Lanz, t. Ier, p. 164.

(4) Lettre de Lannoy à l'empereur, du 17 juin, dans les *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 605.

cade, vinrent le visiter. François Ier les reçut avec la plus aimable courtoisie : il s'entretint gaîment avec elles et leur dit que rien n'avait autant de prix pour lui que leur agréable visite (1).

Le jour suivant, il alla à la messe dans la principale église de Barcelone, au milieu d'une immense foule avide de le voir et sensible à la grandeur de son courage comme de son malheur. Le vice-roi de Naples et le capitaine Alarcon l'accompagnaient avec beaucoup de *caballeros* soit de la cité, soit de la flotte. Le roi traversa Barcelone entouré des hallebardiers du vice-roi et suivi d'une compagnie de soldats armés d'escopettes et de piques; l'église avait été ornée de riches tentures, éclairée d'une éblouissante quantité de lumières, et près du maître-autel, du côté de la sacristie, se trouvait sous un dais un siége placé pour François Ier : il s'y tint à genoux pendant la plus grande partie de la messe, ayant derrière lui le vice-roi de Naples, Alarcon et quelques grands seigneurs. Après les offices, pendant lesquels on n'omit aucune des cérémonies qui sont d'usage avec les rois, il sortit de l'église, monta à cheval et se rendit dans le palais archiépiscopal, qu'il quitta le lendemain pour s'embarquer de nouveau et faire voile vers Valence. Il y trouva le même accueil. Il alla au palais royal, où il visita sa parente, la reine Germaine de Foix. De là, il fut conduit dans les montagnes des Morisques, à Benisano, qui appartenait à don Geronimo Cabanillas, gouverneur de Valence; c'était un lieu fort agréable, propre à la chasse, dont il prit le divertissement, toujours en compagnie d'Alarcon et de ses gardes. Il y resta pendant quelque temps dans une anxiété croissante par suite du silence prolongé que gardait à son sujet l'empereur.

Charles-Quint était à Tolède, tenant les cortès de Castille et songeant à recommencer la guerre, lorsqu'il apprit le débarquement en Catalogne du prisonnier qu'il avait ordonné de transporter à Naples. Il en fut étonné. L'on remarqua que, contre son usage, il jura par l'ordre de la Toison d'or que le roi avait été conduit en Espagne sans son commandement et à son insu (2). A la surprise qu'il en éprouva se joignit le vif mécontentement de ses généraux en Italie. Ceux-ci ressentirent comme un affront le changement de résolution que le vice-roi de Naples avait décidé tout seul, et dont il il ne les avait pas même prévenus. Le duc de Bourbon s'en plaignit

(1) *Commentarios de los hechos del señor Alarcon,* etc., por don Antonio Suarez de Alarcon, in-fol., Madrid 1665, p. lib. 10, f. 300, col. 1.

(2) Lettre du 21 juin 1525 d'Andrea Navagero, ambassadeur de Venise auprès de Charles-Quint. — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero,* da Emm. Ant. Cicogna dans *delle Inscrizioni Veniziane,* fascicolo 22; grand in-4°, p. 177, col. 1 et note 50 de la page 238.

dans les termes les plus emportés. Il écrivit à l'empereur qu'en agissant ainsi le vice-roi « lui avait fait grande honte (1). » Il soutint d'ailleurs que, par « cette soudaine allée en Espagne, » il ferait perdre à l'empereur le pape, les Vénitiens, les autres potentats d'Italie. Il se plaignit de plus d'avoir été laissé sans argent pour payer les troupes et lever des Allemands afin de rompre les grandes menées qui commençaient à se pratiquer partout. Attaquant avec passion le vice-roi, il déclarait à l'empereur que Lannoy avait moins servi qu'entravé ses prospérités, et il ajouta : « Quand il vous plaira m'en ouyr, je vous dirai en sa présence des choses auxquelles vous connoîtrez qu'il a fallu que bien autre que lui ait mis la main à vos affaires. » Chez le marquis de Pescara, le sentiment de cette injure accrut l'irritation causée par l'oubli où étaient laissés ses éclatans services. Le comté confisqué de Carpi, demandé pour lui, ne lui avait pas même été donné par Charles-Quint, aussi lent à récompenser qu'à se résoudre. Pescara parlait tout haut et très fièrement de ses griefs. Il rendit pour ainsi dire publique la lettre qu'il écrivit à l'empereur pour se plaindre des procédés offensans du vice-roi (2) et lui faire arriver ses autres mécontentemens.

Cependant Lannoy, après avoir établi François Ier à Benisano, était parti pour Tolède afin de connaître et aussi d'éclairer les volontés de son maître. Le roi, de son côté, avait envoyé auprès de Charles-Quint le maréchal de Montmorency, chargé de sa part de lui demander trois choses : une entrevue qui servirait à aplanir en quelques instans toutes les difficultés, une trêve qui permettrait à l'archevêque d'Embrun et à Jean de Selve, premier président du parlement de Paris, munis des pouvoirs de la régente sa mère, de traiter régulièrement des conditions de la paix en Espagne, enfin un sauf-conduit pour la duchesse d'Alençon, sa sœur, dont la présence seconderait la prompte conclusion d'un accord. Charles-Quint hésita quelque temps. Sa première pensée avait été de faire enfermer le roi de France dans sa forteresse de Jativa, que rendaient inaccessible, aux environs montagneux de Valence, un double fossé et trente tours, ou de le placer dans un autre lieu non moins fort et non moins sûr, mais qui serait éloigné des bords de la mer (3). Lannoy, qui jouissait d'une grande confiance auprès de Charles-

(1) Lettre de Charles de Bourbon à l'empereur du 12 juin 1525. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

(2) Pescara le dit lui-même à l'empereur dans la lettre qu'il lui écrivit le 30 juillet. « Todo el mundo visto lo passado ha syempre creydo que yo no estava contento.... Y mucho mas ver despues que yo screvi à V. Md, etc.... » *Archives impériales et royales de Vienne.*

(3) Lettre de Charles V à Lannoy, dans les manuscrits historiques du comte de Wynants, citée par M. Gachard.

Quint, parvint à changer ses résolutions. Il lui fit entendre qu'il disposerait plus complétement de son prisonnier en Espagne qu'en Italie, et qu'en le rapprochant de lui il arriverait bien mieux à ses fins par un traité auquel le roi de France se montrait enclin que par une guerre que rendaient périlleuse le refroidissement de l'Angleterre et l'animosité de l'Italie. Après un peu d'incertitude, l'empereur se décida à reprendre les voies pacifiques. Il consentit à la trêve qui devait durer six mois, et il accorda le sauf-conduit pour la duchesse d'Alençon, en ayant soin d'avertir que, si elle n'arrivait pas avec le pouvoir de céder le duché de Bourgogne, il était inutile qu'elle vînt. Il se tut sur l'entrevue demandée par François Ier (1), bien résolu à ne voir le prisonnier qu'après que tout aurait été conclu avec le roi.

Mais, puisqu'il traitait de nouveau, il prit le parti d'établir François Ier dans le voisinage de Tolède, afin qu'il fût plus à sa portée, et que les négociateurs de la régente, qui arrivèrent vers ce temps à sa cour, pussent aisément communiquer avec lui. Il ordonna donc de le conduire au château de Madrid (2), situé à huit lieues de Tolède. Le commandeur Figueroa alla porter ses ordres à Alarcon, et l'empereur envoya l'évêque d'Avila au-devant du roi pour le complimenter de sa part. François Ier quitta assez joyeux Benisano le 20 juillet. Le gouverneur de Valence, le comte Abayda, le neveu du comte de la Oliva, beaucoup de seigneurs et de *caballeros* l'accompagnèrent jusqu'à Requeña, où il trouva l'évêque d'Avila. A Santorcáz, il revit le vice-roi de Naples que l'empereur avait dépêché vers lui. Pendant les trois semaines qu'il mit à traverser l'Espagne, de Benisano à Madrid, son voyage fut d'un roi et non d'un prisonnier. A Guadalajara, il reçut du duc de l'Infantado, auquel cette ville appartenait, les plus magnifiques fêtes. Trois jours durant, ce grand seigneur le fit assister à des courses de taureaux, lui donna le spectacle de joutes et de tournois, lui offrit tous les divertissemens qu'on ne trouvait qu'à la cour des princes. De Guadalajara, François Ier vint à Alcala de Henarès. Toute la ville, ayant à sa tête la célèbre université d'Alcala, qui comptait onze mille étudians immatriculés, se porta à sa rencontre et lui fit une réception solennelle (3). Il arriva enfin le 17 août à Madrid, où l'attendait la plus longue et la plus pénible captivité.

(1) Négociation du seigneur de Montmorency, dans *Captivité de François Ier*, p. 238 et 241. — Lettre du 31 juillet 1525 de Charles V à l'archiduc Ferdinand, dans Lanz, t. Ier, p. 166.

(2) « Escrivio luego su magestad al señor Alarcon, ordenandose prosiguiesse el viage encaminandose à Madrid. » *Commentarios de los hechos del señor Alarcon*, fº 301, col. 2.

(3) Sur le voyage du roi, voir *Commentarios de los hechos del señor Alarcon*, fº 302

VII.

François Ier fut d'abord enfermé dans la tour carrée de los Lujanes, ainsi nommée parce qu'elle appartenait à don Fernando Lujan. Elle avait été choisie comme la plus forte des tours qui flanquaient l'enceinte de Madrid. François Ier n'y resta pas longtemps. L'Alcazar, destiné à lui servir de demeure, étant prêt à le recevoir, il y fut conduit et établi. Le donjon où il devait passer tant de mois dans les tristesses de la prison, les accablemens de la maladie, les angoisses d'une négociation agitée et interminable, était haut, étroit et sombre. Il s'élevait non loin du Manzanarès, presque à sec dans cette saison, et avait vue sur la campagne aride du vaste plateau de Madrid. La chambre disposée pour le roi prisonnier n'était pas très spacieuse; on y arrivait par une seule entrée, et l'unique fenêtre qui y laissait pénétrer la lumière s'ouvrait du côté du midi, à environ cent pieds du sol, à peu de distance du Manzanarès. Cette fenêtre, pratiquée dans l'épaisseur de la muraille, était assez grande pour former comme un cabinet par son profond enfoncement. Vitrée intérieurement, elle se fermait au dehors par une double grille de barreaux de fer scellés dans le mur. Un lit pour le roi, des coffres pour les objets de sa toilette et de son service, quelques tables et des siéges pour ceux qui étaient admis à lui tenir compagnie ou à le visiter, composaient l'ameublement de cette chambre, dont les murailles se couvrirent bientôt de tentures à fleurs de lis apportées de France et sur lesquelles se détachaient, avec l'écusson royal, l'emblématique salamandre de François Ier et son F couronnée (1). Alarcon, placé dans le voisinage du roi avec sa troupe d'arquebusiers, qui occupait surtout la partie inférieure de la tour, n'avait pas de peine à veiller sur le prisonnier confié à sa garde.

Bien avant qu'il entrât dans une demeure où il devait rester plus longtemps qu'il ne le croyait, les ambassadeurs de la régente sa mère, François de Tournon, archevêque d'Embrun, et Jean de Selve, premier président du parlement de Paris, s'étaient rendus auprès de l'empereur à Tolède. Les instructions qu'ils avaient reçues (2) ne leur permettaient d'aller, pour le rétablissement de la paix et la délivrance du roi, ni jusqu'aux propositions portées par

et 303; — lettres du bailli La Barre à la duchesse d'Alençon, et de Bryon à Mme d'Angoulême, dans *Captivité de François Ier*, p. 262, 263; — Sandoval, t. Ier, liv. XXIII, § 10.

(1) Le dessin d'un fragment de cette belle tapisserie a été imprimé, d'après une copie du temps, dans *Captivité de François Ier*, planche VIII, p. 507.

(2) Les instructions sont du 28 avril et du 6 juin, dans *Captivité de François Ier*, p. 174 et 198.

Beaurain à Pizzighetone, ni jusqu'aux offres dictées et remises par François I[er] à don Ugo de Moncada. Il leur était défendu de consentir à aucune cession du territoire français, et ils devaient se borner à proposer une rançon en argent, ainsi que le double mariage du roi avec la reine Éléonore, sœur de Charles-Quint, et du dauphin avec l'infante Marie, sa nièce. Ils pouvaient renoncer successivement au royaume de Naples, au duché de Milan, à la seigneurie de Gênes, au comté d'Asti, à la ville de Hesdin, à celle de Tournay, à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois. En aucun cas, ils ne devaient accorder le duché de Bourgogne, qu'ils n'auraient pas plus voulu encourir la responsabilité de céder qu'ils ne reconnaissaient au roi le pouvoir de le détacher de la couronne.

Arrivés le 15 juillet à Tolède, les ambassadeurs de la régente eurent le 17 leur audience de l'empereur. Le premier président, Jean de Selve, adressa à Charles-Quint un long et pompeux discours dans lequel il lui cita tous les grands exemples de magnanimité en faisant un appel trop savant et assez inutile à la sienne. Il discuta les faits de l'histoire qui prouvaient l'annexion de la Bourgogne au domaine de France, et il exposa les lois du royaume qui n'en permettaient plus la séparation (1). Charles-Quint répondit, sur le premier point, qu'il voulait user de libéralité envers le roi, puisqu'il n'entendait lui imposer aucune rançon, et qu'il « ne lui demandait que le sien, » et sur le second point, qu'il ne connaissait pas assez l'histoire et les lois pour en débattre l'exactitude et l'application (2). Il dit aux ambassadeurs de France qu'il les renvoyait à cet égard aux gens de son conseil.

C'est sur le duché de Bourgogne et ses dépendances que le 20 juillet roula la discussion entre les délégués de l'empereur et les plénipotentiaires de la régente. Les premiers étaient : le grand chancelier de Charles-Quint, l'habile et opiniâtre Mercurino de Gattinara, qui avait la principale conduite des affaires de son maître et, plus qu'un autre, exerçait de l'influence sur ses résolutions; son grand-chambellan, le comte Henri de Nassau; le vice-roi de Naples, Lannoy, son grand-écuyer; le gouverneur de Bresse, Gorrevod, son *mayordomo mayor*, le grand-commandeur de Santiago, le vieux Hernando de Vega, qui avait été un des fidèles serviteurs de son aïeul Ferdinand le Catholique, le seigneur du Rœulx Beaurain et le secrétaire d'état Jean Allemand. Les raisons historiques et légales données des deux parts à l'appui des prétentions qu'on voulait faire prévaloir furent exposées surtout par le grand-chancelier Gattinara et par le premier président de Selve.

(1) Ce discours est dans *Captivité de François I[er]*.

(2) Lettre écrite de Tolède le 19 juillet 1525 à la duchesse d'Angoulême par l'archevêque d'Embrun et le premier président de Selve. — *Captivité de François I[er]*, p. 255.

Le chancelier Gattinara soutint que l'empereur agissait avec une libérale générosité en n'exigeant aucune sorte de rançon du roi et en ne revendiquant qu'une partie de ce qui lui appartenait en France. Sans réclamer tout le royaume qui avait été donné par le pape Boniface VIII à l'empereur Albert, l'un de ses ancêtres, il aurait pu, disait-il, redemander le Dauphiné et tout le territoire situé sur la rive gauche du Rhône qui avait fait partie de l'empire, le comté de Toulouse et le Languedoc, que les rois de France avaient enlevés à la maison d'Aragon, dont l'empereur était l'héritier. Il se bornait à revendiquer les possessions plus récemment arrachées à la maison de Bourgogne par le roi Louis XI et injustement détenues par ses successeurs les rois Charles VIII, Louis XII et François Ier : le duché de Bourgogne, qui était, selon lui, un fief héréditaire et non un apanage; les comtés, villes, terres et seigneuries accordés aux ducs Philippe le Bon et Charles le Téméraire par les traités d'Arras en 1435, de Conflans en 1465, de Péronne en 1468, et parmi lesquels étaient les comtés de Mâcon et d'Auxerre, ainsi que le ressort de Saint-Laurent; enfin la cessation des droits de suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, cessation convenue par les rois Louis XI dans le traité de Péronne et Louis XII dans le traité de mariage de l'archiduc Charles, aujourd'hui empereur, avec sa fille Claude, si les stipulations d'Arras ne s'exécutaient pas et si le mariage était rompu.

Le premier président de Selve répondit que les renonciations auxquelles l'empereur semblait se résigner n'avaient rien d'effectif. Il n'eut pas de peine à prouver que le pape Boniface VIII n'avait pas eu le pouvoir de conférer le royaume de France à l'archiduc Albert, parce qu'il n'en avait pas le droit, que le Dauphiné, la Provence, avaient été régulièrement transmis à la maison de France par des cessions légitimes, que les prétentions de la maison d'Aragon sur le comté de Toulouse étaient moins fondées que ne l'étaient celles des rois très chrétiens sur les royaumes d'Aragon, de Mayorque et de Minorque, sans qu'ils les revendiquassent, — que la France renonçait à des droits très clairs et fort incontestables sur le royaume de Naples, le duché de Milan et la seigneurie de Gênes; qu'elle cédait Hesdin et Tournay, et qu'elle faisait l'abandon de sa suzeraineté sur les comtés de Flandre et d'Artois, mais qu'elle ne pouvait pas rendre les villes sur la Somme cédées par le traité d'Arras au duc Philippe le Bon, et rachetables moyennant 400,000 écus qu'avait payés le roi Louis XI, — qu'elle ne pouvait pas davantage délaisser le duché de Bourgogne, qui était un apanage de même nature que le royaume, et dès lors non réversible aux femmes, et qui, rentré dans le domaine de la couronne parce que la fille du dernier duc de Bourgogne avait été incapable d'en hériter, ne sau-

rait plus être détaché (1). Les conseillers impériaux et les négociateurs français débattirent les intérêts et maintinrent les vues des deux princes avec une ardeur et une opiniâtreté égales dans des conférences qui se prolongèrent en s'animant. D'aucun côté, on n'entendait céder. L'empereur réclamait avant tout la Bourgogne, sans la remise de laquelle il était décidé à ne rien conclure, et les ambassadeurs de la régente avaient pour instruction formelle de ne pas y renoncer. François Ier venait même de le leur défendre expressément. « Le moins que vous pourriez offrir de cela, leur avait-il écrit, serait trop pour mon vouloir (2). » Les conférences, devenant plus agitées et restant tout à fait inutiles, se rompirent. Le président de Selve et l'archevêque d'Embrun en adressèrent la relation au roi prisonnier. En voyant les exigences aussi obstinées que rigoureuses du conseil de l'empereur, François Ier comprit que l'empereur, qui se refusait à une entrevue avec lui, voulait le réduire, en le retenant captif, à abandonner la Bourgogne. Il dicta alors une protestation contre cette violence morale et dit « qu'il aimait mieux tolérer longue prison que faire chose à lui honteuse et dommageable à son royaume (3). » Toutefois, malgré cette noble résolution, prévoyant qu'une captivité prolongée et les nécessités de la France pourraient le contraindre à céder, il déclara d'avance nulle et sans valeur la cession de la Bourgogne faite sous cette contrainte, et annonça que, redevenu libre, il en poursuivrait le recouvrement avec toutes les forces de son royaume contre celui qui la lui aurait ainsi arrachée (4). Il demeura un mois dans l'Alcazar de Madrid sans que l'empereur fît un pas vers lui, et sans que les ambassadeurs de France renouassent à Tolède la négociation, qui ne devait être reprise qu'à l'arrivée de la duchesse d'Alençon.

VIII.

Mais il se prenait alors en Angleterre des arrangemens et il se tramait en Italie des complots qui semblaient de nature à faire fléchir les volontés ambitieuses de Charles-Quint et à le rendre plus accommodant sur les conditions de la paix. La régente de France s'était appliquée à détacher de l'empereur le roi d'Angleterre, jaloux d'une grandeur qu'il ne partageait pas, et à préparer le soulèvement des états italiens contre la puissance de Charles-

(1) Procès-verbaux des conférences de Tolède dans *Captivité de François Ier*, p. 264 et suiv.

(2) Lettre de François Ier à l'archevêque d'Embrun, du 5 août, dans *Captivité de François Ier*, p. 294.

(3) Protestation du 16 août dans *Captivité de François Ier*, p. 302.

(4) *Ibid.*, p. 302, 303. C'est ce qu'il avait annoncé en Italie au vice-roi de Naples, au marquis de Pescara, à Ant. de Leyva, à Alarcon et à l'abbé de Najera, p. 303.

Quint, devenue oppressive pour les uns, alarmante pour les autres. Elle avait de nouveau envoyé auprès de Henri VIII et du cardinal Wolsey J.-Joach. Passano et le président Brinon, qui avaient été sur le point de réussir dans leur précédente négociation. Elle espérait, non sans raison, qu'avec des offres d'argent un peu plus fortes et sans aucune cession de territoire elle parviendrait à rompre l'alliance déjà ébranlée de Henri VIII et de Charles-Quint, et à donner le roi d'Angleterre pour appui à la France.

Les négociations se poursuivirent jusqu'à ce que l'accord fût conclu, l'avide ministre de Henri VIII cherchant à obtenir le plus d'argent et les plénipotentiaires de la régente à en promettre le moins qu'il se pourrait. Il fut enfin stipulé que le roi d'Angleterre recevrait de la France 2 millions de couronnes, dont 50,000 un mois après la publication du traité de paix, et 100,000 tous les ans en deux termes qui échoiraient au 1er novembre et au 1er mai. Ces 100,000 couronnes devaient être payées au roi sa vie durant. Afin de mieux assurer l'acquittement annuel de cette pension, le roi d'Angleterre ne se contenta point de la ratification de la régente; il exigea l'approbation des parlemens de Paris, de Rouen, de Toulouse, de Bordeaux. Il demanda de plus des engagemens de la part des principales villes, comme Paris, Rouen, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Amiens, Tours, etc., et de la part des seigneurs les plus considérables, tels que le duc de Vendôme, le cardinal de Bourbon, le comte de Saint-Paul, le maréchal de Lautrec (1). A ces conditions le traité fut signé et une ligue défensive conclue (2). Wolsey, qui de son côté rentra en jouissance de sa pension et dut même en toucher les arrérages, dit alors aux ambassadeurs de la régente « que le roi son maître et lui avaient trouvé les Espagnols en leur prospérité plus ingrats et superbes que nation qu'ils eussent jamais pratiquée (3). » Il leur fit même concevoir des espérances qu'ils communiquèrent à leur cour. « Le cardinal d'York, ajoutèrent-ils en écrivant à la duchesse d'Angoulême, se propose de faire autres grandes choses qui aideront à la libération du roi notre maître, au grand profit et honneur de vous, madame, de tout le royaume, et à l'humiliation et dépression de l'élu empereur (4). »

(1) Lettres du président Brinon et de J.-Joach. Passano à la régente, des 29 et 31 juillet, 18 août, 3 septembre, 30 octobre, dans les *Archives de l'empire*, sect. hist., J. 965, liasse 3, nos 1, 2, 3, 4, 6.

(2) Le traité est du 30 août 1525, la ratification de la régente du 25 septembre, celle de François Ier du 27 décembre, dans Turner, t. Ier, p. 463; dans Rymer, p. 113.

(3) Lettre de Brinon et de J.-J. Passano du 29 juillet 1525. — *Ibid.*, no 4.

(4) Le 26 octobre, les ambassadeurs de la régente eurent une entrevue avec Henri VIII, qui leur dit « qu'il avoyt toujours veu les Françoys vrays et loyaulx à leur prince, et que depuis ceste dernière victoire l'expérience en a esté faicte plus grande que jamais, car le roy prins, un des plus grands princes de France son ennemy, tous les princes

Tandis que se négociait ce traité qui devait faire passer le roi Henri VIII d'une alliance à l'autre, des projets bien autrement graves s'agitaient en Italie. Ces projets, s'ils réussissaient, devaient amener une confédération de tous les états italiens, enlever aux impériaux le Milanais, déposséder les Espagnols du royaume de Naples et anéantir la domination de Charles-Quint dans toute la péninsule. Les Italiens avaient constamment nourri la pensée de se délivrer des peuples étrangers qu'ils appelaient les *barbares*, et qui avaient successivement pénétré chez eux à partir de l'invasion de 1496. N'étant pas assez forts ni assez unis pour le faire tout seuls, ils se servaient des étrangers les uns contre les autres. Ils avaient d'abord tenté d'expulser les Français, qu'ils redoutaient particulièrement à cause de leur prétention sur le royaume de Naples et de la possession du Milanais, qui n'était un moment perdu par eux que pour être repris de nouveau. A l'aide des Espagnols et des Suisses, ils en avaient chassé Louis XII; à l'aide des Espagnols et des Allemands, ils venaient d'en chasser François Ier. Le pape Jules II s'était mis à la tête de la ligue contre le premier de ces princes, le pape Léon X contre le second. La dépossession des Français paraissant définitive, puisque leurs armées avaient été si souvent contraintes d'évacuer l'Italie à la suite de défaites répétées dont la dernière avait été une catastrophe, le danger qui menaçait les états italiens ne venait plus que du côté des Espagnols. Le prévoyant Clément VII et les habiles Vénitiens l'avaient compris de bonne heure, puisque, sans s'unir à François Ier, déjà moins redouté, quoiqu'il n'eût pas encore été battu, ils s'étaient séparés de Charles-Quint, dont ils pressentaient les succès et craignaient les agrandissemens; mais en se séparant de lui ils n'avaient ni empêché sa victoire, ni prévenu sa domination. Cette domination s'exerçait violemment dans la haute Italie. Répandus sur le territoire du Milanais, dont le duc Francesco Sforza était le souverain annulé, occupant les pays de Plaisance et de Parme, qui appartenaient au saint-siége, les impériaux vivaient à discrétion dans la péninsule assujétie qu'ils avaient mise à rançon (1). Le désir de se soustraire à cette onéreuse dépendance avait été si prompt que, vingt jours après la bataille de Pavie, le pape, les Vénitiens, les Florentins, les seigneuries de Sienne, de Lucques et de Mantoue songeaient à faire avec le duc de Milan une ligue *pour la défense et les libertés de l'Ita-*

chrétiens animés contre le royaulme, il ne s'est trouvé prince, seigneur ne homme de nom en France qui ait branlé, chose singulière et admirable par tout le monde. » Lettre du 30 octobre 1525, *ibid.*, n° 6.

(1) Lettre de l'évêque de Bath, ambassadeur d'Angleterre auprès du saint-siége, écrite le 6 avril 1525 de Rome au cardinal Wolsey. — Ellis, *Original Letters*, 2e série, t. Ier, p. 318 à 321.

lie (1); mais le sentiment de la crainte l'avait emporté d'abord chez eux sur le besoin de la défense. Ils s'étaient tournés à l'envi vers l'empereur avec terreur et avec adulation. Les Vénitiens lui avaient envoyé deux ambassadeurs extraordinaires, Andrea Navagero et Lorenzo Priuli, pour le féliciter des succès qui les inquiétaient et s'excuser de ne l'avoir pas fait plus tôt. « Vous exprimerez, leur disait le sénat de la république, à son impériale et catholique majesté la joie que nous avons ressentie de la victoire glorieuse qu'a remportée son armée et de la capture du roi très chrétien. Vous vous en réjouirez en notre nom avec cette abondance efficace de paroles affectueuses qu'exigent notre perpétuelle révérence envers son impériale et catholique majesté et la confédération qui existait entre nous. Vous le ferez de façon à laisser bien imprimé dans son esprit ce que nous vous recommandons (2). » Clément VII était allé encore plus loin que le sénat de Venise. Tandis que l'astucieuse république rappelait, comme subsistant toujours, l'ancienne ligue dont elle s'était secrètement retirée, le pape effrayé conclut avec l'empereur une ligue nouvelle. Il fit partir pour l'Espagne, où il avait déjà le comte Balthasar Castiglione en qualité de nonce, le cardinal Salviati, revêtu du titre de légat. Tous les potentats italiens, les plus petits ainsi que les plus considérables, avaient des représentans empressés à la cour de l'empereur, et l'Italie semblait beaucoup plus résignée à une entière soumission que prête à un soulèvement.

Cependant l'esprit d'indépendance s'y ranima bientôt, et l'on y reprit le plan d'union et de défense imaginé après la bataille de Pavie. L'ancien duc de Milan, Maximilien Sforza, depuis longtemps prisonnier sur les bords de la Loire, fit proposer à son frère Francesco Sforza, de la part de la régente Louise de Savoie, une ligue de l'Italie avec la France pour renverser au-delà des Alpes la domination accablante de Charles-Quint. La régente offrait de reconnaître le duc, de lui donner une princesse de la maison royale et de le soutenir dans ses états avec une puissante armée. Peu de

(1) « The effect is that the pope, the Venitians, the Florentyns, the duke off Ferrare, the signoryes off Senys, Luke and Mantoua.... Shold make a lygge for the defence and libertys off Italye; wherin they rekyn that the duke off Mylan wold att lenghe, when tyme shold be gladly enter. » Lettre de l'évêque de Bath à Wolsey, du 19 mars 1525, dans Ellis, *ibid.*, p. 305, 306.

(2) « .... Cum lei nostro nomine vi rallegrarete cum quella efficace, affectuosa et larga forma di parole che a voi maggior sera possibile, siccome ricerca la perpetua observantia nostra verso lei et la confederation che habbiamo cum sua cesarea et catholica maesta, de modo che lassiate bene impresso nella mente sua quanto vi predicemo.... » Délibération du sénat du 11 mars. — *Della Vita e delle opere de Andrea Navavgero*, app. docum. M. p. 345.

temps après, elle renouvela ses offres directement par l'entremise d'un Italien nommé messer Lorenzo Toscano, qu'elle envoya auprès du duc de Milan, de la seigneurie de Venise et du souverain pontife (1). S'ils se décidaient à conclure entre eux et avec elle une étroite alliance pour jeter les impériaux hors de la péninsule, elle renoncerait au nom de son fils à tout droit sur le Milanais en faveur de Francesco Sforza, qui épouserait ou la duchesse d'Alençon, devenue veuve, ou la princesse Renée, fille de Louis XII; elle abandonnerait toute prétention sur le royaume de Naples, dont le pape disposerait comme et pour qui il voudrait: enfin elle fournirait à la ligue six cents hommes d'armes et six mille fantassins, sous le commandement du comte de Saint-Paul, et lui compterait 40,000 ducats par mois (2).

Clément VII entra dans ce dessein, poussé surtout par le dataire Giov.-Mattheo Giberto, son intime confident et l'adversaire le plus résolu des impériaux; mais sa cauteleuse prudence voulut s'assurer auparavant de nombreux et solides appuis. Outre les Florentins, qui obéissaient à ses directions et qu'il entraînerait sans peine, il désirait l'active coopération des Vénitiens et du duc Sforza. La république circonspecte de Venise était fort alarmée par le voisinage des troupes espagnoles qui occupaient la Lombardie occidentale, que la ligne de l'Adda séparait seule de la Lombardie orientale, demeurée en son pouvoir. Déjà sollicitée à ce sujet par le comte Ludovico Canossa, évêque de Bayeux et ambassadeur de France, elle s'était montrée prête à suivre le pape et à former avec les autres souverains d'Italie cette confédération libératrice. Clément VII avait envoyé dans le Milanais le Génois Domenico Sauli, ami commun du dataire Giberto et du chancelier du duc de Milan, Girolamo Morone, pour faire comprendre à Francesco Sforza les avantages d'une union qui le tirerait de son assujettissement, et assurerait l'indépendance de toute la péninsule.

Afin de n'avoir que des gouvernemens italiens en Italie, Clément VII et Giberto, de concert avec les Vénitiens, conçurent le projet non-seulement d'arracher le Milanais à l'empereur, mais de lui enlever le royaume de Naples. Suzerain de ce royaume, le pape ne devait pas manquer de prétextes pour le lui ôter ni de raisons

(1) Lettre du dataire Giov.-Mattheo Giberto à Ennio Philonardo, évêque de Veruli, nonce du pape auprès des cantons helvétiques, du 1er juillet 1525. — *Lettere di principi*, t. Ier, fo 164 vo.

(2) Lettre du dataire Giberto au comte Ludovico Canossa, ambassadeur du roi très chrétien à Venise, du 9 juillet 1525. — *Lettere di principi*, t. Ier, fo 168 vo et 169 ro. — « ...Et facendo questo, disait le dataire, l'Italia si congiungera di liga et amicitia perpetua col regno di Francia. » *Ibid.*, fo 168 vo.

pour le donner à un autre. Le choix de celui auquel était réservé le trône de Naples fut singulièrement hardi : on espéra, en l'offrant au marquis de Pescara, priver du même coup l'empereur du plus habile de ses généraux et placer à la tête de la ligue italienne un chef capable de la bien conduire et intéressé à la faire triompher.

Fernand d'Avalos, Espagnol par le sang, était Italien par la naissance. Ses ancêtres étaient venus avec les princes de la maison d'Aragon dans le royaume des Deux-Siciles et s'y étaient établis. Dès sa jeunesse, il avait pris part à toutes les guerres, et il était devenu un capitaine accompli. Les succès qu'avaient obtenus les impériaux depuis quatre années étaient dus surtout à son audace et à son habileté. A la sûreté de vue qui fait entreprendre, il joignait la hardiesse d'exécution qui fait réussir. La prise de Milan en 1521, les défaites successives des Français en Lombardie, la victoire de Pavie, pouvaient lui être attribuées, et il ne manquait pas d'en revendiquer la gloire. Jusque-là les grands services qu'il avait rendus étaient restés sans autre récompense que des louanges stériles. Le fier sentiment de ce qu'il était et de ce qu'il valait lui avait fait quitter un moment l'armée dans les derniers jours de la vie de Prospero Colonna, à qui Fernand d'Avalos ne supportait pas d'être soumis. L'offensant oubli où il avait été laissé après la dernière campagne et la translation du roi de France en Espagne ordonnée par Lannoy tout seul l'avaient profondément blessé. Il avait fait entendre de hautaines et amères paroles. L'éclat de son irritation et les plaintes de son orgueil firent croire qu'il se détacherait aisément de l'empereur, et qu'on gagnerait à la cause italienne cet Italien en l'attirant par l'appât d'une couronne et la satisfaction d'une vengeance.

L'insinuant Morone fut chargé de sonder Pescara et de lui offrir ce qu'il n'aurait jamais osé ambitionner. Il lui parla des sujets qu'il avait d'être mécontent, l'entretint des agitations de l'Italie, et lui demanda ce qu'il en pensait. Pescara convint que l'union des états italiens et de la France serait fort dangereuse pour l'empereur, et qu'elle pourrait bien lui faire perdre le royaume de Naples. — « Et si cela était, ajouta Morone, à qui le donnerait-on? — Je ne sais, répondit Pescara; mais on trouverait bien qui l'accepterait. — Ce serait peut-être votre excellence qui l'aurait, continua Morone en souriant, si toutefois cela lui convenait. » Après cette insinuation, Morone s'arrêta et ne poussa pas l'entretien plus loin (1).

(1) Lettre de Pescara à Charles-Quint du 30 juillet. — *Archives impériales et royales de Vienne.* — « *Esame* di Girolamo Morone in prigione del marchese di Pescara, nel castello di Pavia a' 25 ottobre 1525. » — *Ricordi inediti di Girolamo Morone,* publicati dal C. Tullio Dandolo; Milano 1855, in-8°, p. 148 à 179.

Mais le général de l'empereur ayant entendu cette proposition d'infidélité sans s'y montrer contraire, le chancelier du duc de Milan s'assura encore mieux des intentions du pape, qui lui furent confirmées par le dataire Giberto. Il aborda ensuite nettement le marquis de Pescara. Il lui demanda sa parole de soldat et de chevalier de ne jamais révéler ni à l'empereur ni à personne ce qu'il allait lui dire et de garder le secret le plus absolu, quelque résolution qu'il prît. Pescara la donna sans hésiter. Morone lui dit alors qu'il avait à lui proposer les choses les plus importantes et à lui découvrir les projets du pape en sa faveur. Il l'instruisit en même temps de tout ce qui se tramait en Italie, dont les forces seraient mises sous son commandement, et où il recevrait du souverain pontife la couronne des Deux-Siciles.

Pescara déclara aussitôt que son honneur passait avant tout, qu'il ne l'exposerait pas pour tous les royaumes du monde, et qu'il aimerait mieux mourir de la mort la plus cruelle qu'y porter la moindre atteinte, — qu'il ne pensait pas pouvoir, sans y manquer, quitter l'empereur pour se donner à d'autres, surtout étant son vassal, son capitaine, et ayant dans le moment toute la charge de son armée. Il ajouta cependant qu'au cas où il pourrait garder son honneur, il ferait tout ce que désirait sa sainteté, pour montrer qu'il était quelque chose, se venger des injures qu'il avait reçues, obtenir les grâces du pape et devenir le capitaine-général des Italiens, estimant que rien ne saurait lui être plus agréable ni lui arriver en sa vie de plus heureux que de posséder un royaume dans sa patrie. Il finit en disant qu'il y penserait, et il demanda à Morone de chercher de son côté comment le marquis de Pescara pourrait, sans encourir de blâme envers Charles-Quint, accepter la proposition de Clément VII.

En attendant l'adhésion de Pescara, on n'omit rien pour compléter la grande ligue italienne et lui procurer les moyens d'agir avec ensemble et avec vigueur. Le dataire Giberto, au nom du pape, pressa les Vénitiens de la conclure après l'avoir approuvée. Il écrivait au nonce Ghinucci à Londres afin qu'il décidât Henri VIII et le cardinal Wolsey, auprès desquels se rendait dans le même dessein Gregorio Casale, à s'accorder promptement avec la France (1). Les Suisses avaient été les soldats du pape Jules II et les protecteurs du duché de Milan contre Louis XII. De Rome, on espéra leur faire reprendre le même rôle contre Charles-Quint. Les cantons helvétiques avaient un grand intérêt à empêcher que l'empereur se rendît

(1) Lettre de Giberto à messer Hieronimo Ghinucci du 10 juillet. — *Lettere di principi*, t. Ier, fo 169 vo.

maître du Milanais et cernât ainsi leurs montagnes, qui seraient entourées, du côté de l'Allemagne, par les états héréditaires de la maison d'Autriche, — du côté de la France par la Franche-Comté, — du côté de l'Italie par la Lombardie et le Tyrol. Leur sécurité exigeait que le duché de Milan, débarrassé des troupes impériales, ne reconnût pour maître qu'un petit prince indépendant de la maison Sforza. C'est ce qu'écrivit coup sur coup le dataire Giberto à Ennio Philonardo, évêque de Veruli, nonce du saint-siége auprès des cantons, en le chargeant de préparer mystérieusement une levée de dix mille Suisses, que le pape emploierait partout où il voudrait, sans excepter Naples et sans avoir la crainte que ces troupes fussent rappelées. L'ambassadeur de France, dont la cour avait les mêmes desseins et les mêmes intérêts, devait seconder le nonce du pape. « Les Suisses, écrivait le dataire Giberto à l'évêque de Veruli, auront une occasion de regagner ce qu'ils ont perdu pendant les quatre dernières années et de se montrer de nouveau invincibles, comme ils l'ont été autrefois. Ils seront encouragés par le désir de la France et par le vœu non-seulement de sa sainteté et des seigneurs vénitiens, mais de tout le reste de l'Italie, unie pour se rendre libre (1). »

L'accord n'était cependant point encore terminé. En envoyant messer Lorenzo Toscano à Venise et à Rome, la régente lui avait donné la mission de le préparer et non le pouvoir de le conclure. On dépêcha donc de la cour pontificale Sigismondo de Carpi, secrétaire du comte Alberto Pio, ambassadeur de France auprès de Clément VII, pour qu'il se rendît à Lyon, à travers les états vénitiens et le pays des Grisons, et arrangeât tout avec la régente. La régente devait prendre envers Francesco Sforza les engagemens que naguère elle avait elle-même proposés : laisser le pape disposer du royaume de Naples en faveur du marquis de Pescara, fournir à la ligue italienne six cents lances, six mille fantassins soldés pendant six mois, avec une artillerie bien équipée, — mettre à la disposition de la ligue dix ou douze galères avec quelques gros navires portant quatre mille fantassins destinés à des entreprises contre Gênes ou contre Naples, enfin assister la ligue de 50,000 ducats par mois, en payant les deux premiers mois d'avance (2). En retour, l'Italie devait s'unir à la France par une amitié indissoluble, s'engager, après avoir été délivrée, à mettre en campagne à ses frais mille lances et douze mille fantassins pour tirer de prison le

(1) Lettre de Giberto à l'évêque de Veruli, du 1er juillet.—*Lettere di principi*, t. Ier, fo 165 ro.

(2) Gio.-Mattheo Giberto datario a monsignor di Baiusa, ambasciator di Francia a Venetia. — *Lettere di principi*, t. Ier, fo 168 vo.

roi très chrétien et défendre son royaume. Les Italiens demandaient surtout que la régente ne cherchât point dans cette ligue un moyen d'obtenir plus tôt de l'empereur intimidé la délivrance du roi son fils à des conditions qui seraient moins onéreuses pour lui, mais qui deviendraient fatales pour eux. « La régente peut tout espérer, disaient-ils, d'une union perpétuelle avec l'Italie, tandis qu'un accord avec l'empereur laisserait la France comme asservie et à la discrétion de son ennemi. » Les négociations se poursuivaient en ce moment avec un tel concert, on avait de si grandes espérances de les mener à bonne fin, on se croyait si près d'agir avec des forces irrésistibles, que, dans sa confiance et dans sa joie, le dataire Giberto, dont le cœur était tout italien, s'écriait : « Il me semble voir se renouveler le monde, et, d'une extrême misère, l'Italie arriver à une très grande félicité (1). »

Tout marchait. La levée des Suisses se ménageait en secret. Les Vénitiens se mettaient en armes. Le traité de la France et de l'Angleterre, recommandé par Clément VII, allait se conclure. Selon le désir de Pescara, le pape avait été consulté pour savoir comment il pourrait, sans encourir de blâme, quitter le service impérial et accepter les offres qui lui étaient faites au nom de la ligue italienne. Morone avait établi subtilement que Pescara ne mériterait aucun reproche et ne s'exposerait à aucune honte en servant contre l'empereur dans le royaume de Naples, pourvu qu'au préalable il eût renoncé à tous les offices qu'il tenait de lui et eût quitté le commandement de son armée. Il avait donné par écrit à Pescara toutes les raisons qui lui permettaient de trahir son souverain avec honneur, qui devaient l'induire à monter sur un trône usurpé par patriotisme, et qui l'obligeaient à déférer au vœu du pape par obéissance. Pescara cependant ne se tint pas pour persuadé. Il prétendit qu'il avait besoin, avant de se décider, de consulter un de ses amis, docteur napolitain, sans l'avis duquel il n'entreprenait rien d'important. Il voulait connaître ce que pensait ce casuiste des devoirs difficiles dans les positions délicates, parce qu'il avait à cœur, disait-il, de pouvoir se justifier à tout événement (2).

Pescara semblait sincère dans ses hésitations. On eût dit qu'il flottait entre les scrupules de la fidélité et les convoitises de l'ambition. Il n'en était rien pourtant. Dès le premier moment, il avait pris son parti. En lui, l'Espagnol l'avait emporté sur l'Italien, le

(1) « Provedendo, come si aspetta, mi par di veder rinovare il mondo, et da una estrema miseria, Italia cominciare à tornare in grandissima felicità. » Lettre de Giberto à Ghinucci. — *Lettere di principi*, t. Ier, f° 160 v°.

(2) Lettre de Pescara à l'empereur du 30 juillet 1525. — *Archives impériales et royales de Vienne*, et confession écrite de Gir. Morone dans les *Ricordi*, etc., p. 148-179.

ressentiment du serviteur maltraité avait cédé au dévouement du vassal fidèle, et l'appât d'un royaume n'avait pas séduit son âme avide de grandeurs, soit qu'il crût indigne de l'acquérir par une trahison, soit qu'il en regardât la possession comme chimérique. Il n'écouta ce qui lui fut proposé que pour connaître l'étendue et les ressources de la conspiration contre l'empereur son maître; il n'objecta des scrupules et ne demanda des consultations que pour gagner du temps; il ne rechercha des délais que pour prévenir Charles-Quint des dangers auxquels il était exposé en Italie et l'aider à s'en préserver.

Ce scrupuleux en fait d'honneur s'était condamné à une trahison. S'il ne la commit point envers l'empereur, il s'en rendit coupable à l'égard de ceux auxquels il avait engagé sa foi, et qu'il dénonça pour lui avoir offert un royaume. En découvrant à Charles-Quint ce qu'il avait promis tout au moins de garder secret, il sentit l'indignité du rôle qu'il jouait, et il écrivit à son maître : « Ces pratiques ne me conviennent pas. Cependant, puisque la nécessité les a amenées, je m'en réjouis afin de servir votre majesté, non sans beaucoup de honte, parce que je reconnais que je manque à quelqu'un, bien que ce soit pour ne pas manquer à celui auquel je dois le plus (1). » Il envoya donc en Espagne un homme de sa confiance, Juan-Baptista Gastaldo, qui, formé à son école, devint plus tard un des habiles généraux de Charles-Quint. Gastaldo porta à l'empereur des dépêches très étendues dans lesquelles Pescara lui exposait avec alarme les projets de la confédération qui se préparait en Italie, en France et même en Angleterre. Il lui annonçait que les Vénitiens, les Florentins, le pape, le duc de Milan, etc., ligués avec la régente de France, lèveraient des forces considérables, que la guerre commencerait par la France avec cinq cents lances, dix mille Suisses et un bon équipage d'artillerie, que les Vénitiens et le pape mettraient leurs troupes dans les places les plus voisines du Milanais, les Vénitiens à Brescia et à Crème, le pape à Parme et à Plaisance, et les feraient avancer du côté de Milan, dont le duc Sforza fermerait les portes aux impériaux, comme le doge Adorno leur fermerait celles de Gênes, et qu'ils espéraient par là venir à bout de l'armée impériale dispersée et la détruire.

Afin de parer à un danger qui semblait pressant, Pescara s'assura des places d'Alexandrie et de Verceil, concentra de son mieux les

(1) « Y aunque no me contenten estas platicas, porque la necessitad las trae y el caso lo requiere, huelgo dellas por servyr a V. M^{ad}, y no sin mucha verguença porque no dexo de conoscer que falto a alguno aunque sea por no faltar a quien mas devo. » Lettre du marquis de Pescara à l'empereur du 30 juillet.—*Archives impériales et royales de Vienne.*

troupes espagnoles, demanda en toute hâte à l'empereur 300,000 ducats pour les payer, le supplia d'envoyer avec ses galères et ses gros navires cinq ou six mille hommes de renfort auxquels serait donnée la destination la plus utile dès qu'ils arriveraient à Monaco. Il le conjura en même temps de faire au plus tôt la paix avec le roi de France, sans exiger la Bourgogne, afin que le roi de France lui abandonnât toute l'Italie, qu'il pourrait ainsi mettre à la raison. Il ajouta, en insistant beaucoup sur la nécessité de cette paix à des conditions qui la rendissent possible, que c'était également l'avis d'Antonio de Leyva, de l'abbé de Najera et de ses meilleurs serviteurs. « Si votre majesté ne se hâte point de la conclure, lui écrivit-il avec une franchise hardie, elle s'en repentira, et elle gémira de ne l'avoir pas fait lorsque ses affaires n'auront plus de remède... Il n'y a personne ici qui ne redoute la grandeur de votre majesté; il n'y a personne ici qui n'abhorre le joug de cette armée : votre majesté n'a pas d'amis en Italie, où le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue lui sont aussi contraires que les ducs de Milan et de Gênes, où Lucques est plus française que Paris et où Sienne le sera bientôt autant, et votre majesté y a peu de serviteurs qui ne soient fatigués et découragés (1). »

La connaissance des trames qui s'ourdissaient contre lui et la crainte des périls dont il était menacé devaient-elles décider Charles-Quint à se relâcher de ses prétentions, à conclure promptement une paix prudente avec François Ier? C'est ce qu'on verra bientôt.

MIGNET.

(1) « Que V. Mad acuerde luego sus cosas con el rey de Francia que, sy no ha mudado voluntad se dara todo lo de Italya, y myre V. Mad que sy no lo haze le costara muy caro y lo que agora le ruegan, rogando no lo hallara, y no cure V. M. de Borgogna ny de otra cosa de traer y tener el rey de Francia con sigo hasta dar cabo en esto de Italia con su voluntad y ayuda.... Sy no lo haze se arapentira dello y se dolera en tiempo que no ternan remedio las cosas.... Nynguno hay que no tema la grandeza de V. M., nynguno hay que no aboreza el jugo deste exercito.... Concurren el duque de Ferrara, el de Mylan es principal en ello, y el de Genova no es mas ny tiene mas voluntad del papa, Florentines del dependen y Mantua tambien, Luca es mas francesa que Paris, y Syena lo sera.... Nynguno ay amigo y muy pocos los servidores que no esten cansados y desconfyados. « *Ibid.* — Pescara redit les mêmes choses à Charles-Quint, insiste sur les mêmes dangers, recommande les plus grandes précautions et renouvelle principalement le conseil de s'entendre au plus tôt avec le roi de France en n'exigeant pas de lui la cession de la Bourgogne, dans les lettres du 12 et du 20 août et dans celle du 8 septembre. — *Archives impériales et royales de Vienne.*

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

X.

UNE VISITE A L'ARMÉE DU POTOMAC.

27 janvier 1865.

Je suis depuis trois jours à l'armée du Potomac (1). La veille de mon départ de New-York, le général de Trobriand, qui malgré sa longue naturalisation américaine n'a pas cessé d'être le plus français des hommes, revenait dans sa famille passer dix jours en congé. Il m'invita à l'aller voir à son quartier-général, à l'extrême gauche de l'armée de Grant. Je savais que les deux armées étaient dans leurs quartiers d'hiver, et que sauf une canonnade quotidienne à l'extrême droite, du côté de Dutch-Gap, sur les lignes de cette armée du James dont Butler vient d'être dépossédé, on semblait avoir fait la convention tacite de ne pas brûler une amorce avant que le temps de l'action fût venu. Le seul ennemi qu'on rencontre en ce moment au camp du général Grant est un froid vif et clair, qui enferme le soldat grelottant sous la tente et m'engourdit les doigts sous mes gants fourrés. Depuis quelques mois, les gens les plus pacifiques, des femmes même, y sont venus, et il a fallu un ordre exprès du général en chef pour empêcher les officiers d'y installer leurs familles. J'ac-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

ceptai de grand cœur la gracieuse hospitalité qui m'était offerte, et dimanche dernier, muni d'une passe autographe du président Lincoln, je partais avec le général par le paquebot de City-Point.

La navigation fut longue et monotone. Au lieu des vingt-quatre heures qui d'ordinaire suffisent au voyage, elle nous en prit au moins quarante. Les glaces qui encombraient le Potomac et parmi lesquelles nous avions à nous frayer un chemin avec nos roues battantes, les brouillards qui survinrent le soir, nous obligèrent à passer la nuit à l'ancre vers l'embouchure du fleuve. Sur ces côtes plates et basses, découpées de baies profondes, où la mer expire sur de longs bancs de sable, la marée glisse mollement au fond des estuaires et n'est ni assez violente ni assez rapide pour rompre et disperser les glaces. En hiver, les bateaux fendent leur passage à travers la croûte solide qui les enveloppe et les serre quelquefois comme dans un étau. Il avait justement fait la veille le plus abominable temps de l'année, un temps particulier au climat américain et qui sort tout à fait des habitudes de notre ciel d'Europe. Avec un vent glacé, il tombait par rafales quelque chose qui n'était ni de la pluie, ni de la grêle, ni de la neige, ni de la neige fondante, ni du grésil fin et léger; c'étaient des morceaux de glace solide couvrant la terre d'un sable glissant qui formait bientôt une croûte épaisse. Rien de plus piteux alors que l'aspect sibérien des choses et des hommes : on les dirait vêtus de haillons neigeux, débris souillés d'une draperie de frimas usée par la pluie et le soleil. Les crinières des chevaux sont enchâssées dans des incrustations de glace; elles forment des cuirasses sur leur dos, des stalactites à leurs queues. Les arbres sont tout entiers revêtus d'une écorce de glace, pris comme les mouches dans l'ambre ou comme les fruits confits dans le sucre liquide. S'il survenait un rayon de soleil, il allumerait un diamant au bout de chaque branche et ferait scintiller la campagne comme un écrin; mais le ciel est gris et terne. Ces rives du Potomac, que j'ai vues l'an dernier brillantes de verdure, sont maintenant d'un blanc triste et sale; cette eau, que je voyais un soir au coucher du soleil resplendir de toutes les couleurs de la palette d'un peintre, dort jaune et limoneuse sous sa croûte livide. La glace éclate et craque sous notre poids, ses débris flottent dans notre sillage, mais nous n'avançons que pas à pas. Voici le vieux port commerçant d'Alexandrie, place de guerre en sentinelle sur la rive virginienne, reprise aux rebelles au début de la guerre; voici Mount-Vernon, l'ancienne résidence et à présent le tombeau du *père* de la république américaine, puis la nuit, le repos, le silence, l'impatience et l'ennui. Le public du bord est uniquement composé d'officiers, de soldats et d'employés de l'armée. J'y vois le jeune visage imberbe du vétéran échappé de collége, presque enfant et qui a fait déjà six campagnes;

la forte et solide carrure du grand fermier de l'Indiana à barbe grise, entré à cinquante ans soldat dans l'armée, qui a conquis à la pointe de l'épée son épaulette de colonel; l'aventurier canadien gouailleur, — l'artilleur allemand, flegmatique et lourd, gauche et gourmé sous sa grosse moustache blonde, avec son grand sabre sur les talons, — puis toute une foule de demi-soldats, d'uniformes dépareillés, de fournisseurs et de marchands en habit de ville. Comme partout on m'observe avec curiosité, en faisant mille suppositions; déjà l'on commence à m'assaillir de questions. — Quel est ce général? de quel corps, quelle division, quelle brigade? Suis-je son aide-de-camp? attaché à son état-major? qui peut m'avoir mis en relations si familières avec lui? Je satisfais brièvement à ces demandes avec la dignité que fait rejaillir sur moi le rang de mon compagnon de route. Tandis que la foule se groupe autour du poêle, sous une des deux lampes écourtées économiquement par le capitaine, le général et moi nous lâchons la bride à une conversation vagabonde qui nous fait en quelques heures aussi bons amis que nous étions étrangers la veille.

C'est une figure très agréable que celle de ce soldat lettré et homme du monde, en qui n'a pas menti le sang d'une race militaire, mais qui joint encore les sensations d'un artiste à l'intrépidité de sa profession nouvelle. Quand un vieil homme de guerre raconte ses campagnes, on sent que la longue habitude l'a rendu insensible aux terreurs grandioses de son métier : il nous inspire plus d'étonnement que de sympathie, et il s'en faut de bien peu que nous n'ayons horreur d'un courage aussi dénaturé. La mitraille est son élément, l'horrible est un jeu pour ses sens endurcis. Il parle de morts, de blessés, de carnage, comme un bourreau parle de tortures ou comme un chirurgien parle d'opérations. Une mine qui éclate et engloutit des centaines d'hommes sous ses débris, un vaisseau criblé de boulets qui sombre, une colonne d'assaut labourée par le canon, fauchée par la mitraille, les brèches sanglantes faites dans cette masse humaine qui pour fuir le danger se précipite en avant, furieuse, hors d'haleine, par-dessus morts et blessés, un combat de deux jours et de deux nuits où amis et ennemis se cherchent et se massacrent dans les ténèbres, un régiment qui va au feu avec 600 hommes et qui revient avec 50, tout cela n'est dans la bouche d'un vieux soldat qu'un bulletin sec et glacé; mais quand un homme est nouveau dans le métier de la guerre, il y éprouve des émotions poignantes qui retentissent dans sa parole; ses récits sont animés, colorés, en même temps qu'effroyables. On aime à voir les émotions de la nature humaine après l'effort héroïque d'une volonté qui se maîtrise.

Le lendemain, nous nous réveillons sur la rivière du Potomac.

Nous levons l'ancre, touchons à Point-Lookout, promontoire sablonneux de la baie de Chesapeake, à l'extrémité de la presqu'île du Maryland, où sont gardés 10,000 prisonniers rebelles, puis nous tournons à droite, le cap sur Fortress-Monroë. La côte noire et basse de la Virginie s'aligne à l'horizon; on rencontre çà et là des *gun-boats* en croisière, des flottes de transport, espèces d'îles mouvantes que meut un petit bateau à vapeur placé au centre du bataillon serré. La côte s'éloigne, la mer grossit, nous tournons la pointe Comfort; nous traversons l'embouchure de la rivière York, rendue fameuse par le long siége de Yorktown, et nous retrouvons les eaux calmes dans la rade de Fortress-Monroë, dont les rivages ne se signalent à la nuit noire que par les feux allumés de toutes parts. Encore une nuit de repos, et nous nous mettons en marche au point du jour.

Voici donc la rivière James; à gauche Norfolk, le petit canton de la Virginie orientale rentré sous l'autorité du gouvernement national, et derrière — les immenses étendues de forêts marécageuses connues sous le nom lugubre de *Dismal Swamp*, terre maudite où maint voyageur égaré s'est effondré sans laisser de traces, et où le poète Longfellow fait chercher refuge parmi les broussailles et les reptiles des marécages à son vieil esclave fugitif; — à droite, cette péninsule restée célèbre depuis la sanglante campagne de Mac Clellan, première et rude leçon de l'inexpérience américaine. La rivière elle-même est large comme un bras de mer, jaune et troublée, écaillée de glaçons flottans. Plus loin, elle se resserre et se laisse embrasser d'un coup d'œil dans le cadre harmonieux de ses rives. D'immenses forêts de pins, des éboulemens rougeâtres, quelques escarpemens de roches friables, des chênes défeuillés aux bras robustes mêlés à la verdure sombre des pins, des lignes grises de futaies régulières aux branches déployées en éventail, sans une feuille jaune ou brune pour festonner la grisaille nue des troncs et des branchages, et toujours un épais manteau de verdure déployé sur les collines, — voilà ce que nous montre un soleil d'hiver à la froide lumière, qui rappelle à peine les splendeurs de la saison chaude en ce pays de sauvagerie féconde et somptueuse. Le fleuve serpente dans la vallée, découvrant sur ses bords des terres cultivées jadis, aujourd'hui livrées en friche aux inondations de l'hiver. Sur la plage même et plongeant dans les eaux du James s'élèvent des arbres étranges dont le tronc massif et noueux, suspendu sur une pyramide de racines, domine les eaux lors même qu'elles baignent et noient son piédestal bizarre. Ces géans bossus de la vallée semblent les piliers de grandes digues déracinées par le fleuve. L'été, quand ils se couvrent de feuilles, leurs touffes épaisses de verdure, sortant du sein des eaux, doivent former un archipel

plein de grâce et de fraîcheur. Quelques maisons blanches couronnent les côteaux sur la gauche, on y voit partout les traces des plantations désertes; mais sur la droite les huttes mêmes sont rares, et l'on reconnaît la forêt hérissée, impénétrable, où l'armée de Mac Clellan se frayait un chemin à coups de hache, traînant ses canons et ses équipages sur les troncs couchés des grands arbres abattus, et dont les *settlers* ruinés, à demi sauvages, fatiguent encore par une guerre d'embuscades et de brigandages les postes clair-semés çà et là sur la côte. — Voilà *Harrison's Landing*, ses jetées de pilotis, son fort, son hameau de tentes et de cabanes, gardé encore par un régiment fédéral, et la vaste trouée de terre grise faite dans la forêt, pour les colons à venir, par les coups de canon. C'est là que l'armée entière, épuisée par ses victoires mêmes, dans cette retraite héroïque et désastreuse dont vous avez gardé le souvenir, vint, régiment par régiment et brigade par brigade, se reformer à portée de la mer et attendre pendant de longs mois une nouvelle campagne qui ne fut jamais faite. Le nom seul d'*Harrison's Landing* rappelle aux rares survivans de cette lutte gigantesque souffrance, anxiété, humiliation, colère, sombre et mortel ennui durant la longue oisiveté où l'indécision des chefs tenait en suspens l'armée impatiente et découragée. — La péninsule, c'est la terre classique de ces temps déjà fabuleux. Hommes, choses, idées, tout a changé depuis ces trois années. La guerre a balayé plus d'une génération de soldats; plus d'une armée a fondu en une seule campagne comme la neige en une journée de soleil; des corps tout entiers qui n'ont pas fini leurs trois ans de service ne remplissent plus un régiment, et les quelques vétérans criblés de blessures qui survivent dans les rangs des recrues nouvelles sont pareils aux témoins de la révolution ou aux contemporains de l'ancien régime, objets d'étonnement et de respect, comme ces colonnes isolées d'un temple en ruine qui servent à soutenir la muraille où les a enchâssées l'architecte moderne. Quelques-uns, enfans au début de la guerre, ont à peine barbe au menton; mais ils peuvent dire qu'ils ont vécu tout un siècle, et que la mort a fauché autour d'eux plus de têtes que si la leur était blanchie et courbée par les années.

Voici enfin *City-Point*, la ville improvisée, le grand arsenal du général Grant, la capitale de cette province qui s'appelle l'armée combinée du Potomac et du James. Depuis une heure environ, nous entendions vers le nord-ouest de sourdes détonations, tantôt ralenties, tantôt pressées : c'est la canonnade, bruit habituel en ces parages, mais plus violente en ce moment et plus opiniâtre qu'elle n'a coutume de l'être dans ces paresseuses journées d'hiver. A peine se demande-t-on ce qu'elle annonce; la flotte marchande qui encombre la rivière dort sur ses ancres; les *steamers* de toute forme

et de toute grandeur s'entre-croisent et soulèvent des vagues. Le port est encombré de ballots et de caisses; une active population d'ouvriers blancs et noirs s'agite sous l'uniforme bleu, et derrière les hangars de planches qui bordent les quais de pilotis voyez la grosse locomotive qui roule avec sa cloche sonore, poussant devant elle un long train de fourgons pesans. C'est le chemin de fer de l'armée du Potomac, long de 19 milles, improvisé en cinq jours par le corps des travailleurs du génie. Voilà comment on fait la guerre aujourd'hui; nous sommes loin de la guerre des forteresses, de la guerre des expéditions lointaines, des siéges mesquins et des combats en plein champ, des campagnes décidées par la prise de quelque place forte isolée ou la conquête stratégique de quelque glorieux champ de bataille. Ce n'est plus le temps des Gustave-Adolphe ou même des Napoléon. Les armées elles-mêmes sont les places fortes qu'il faut prendre, et partout où elles se posent, elles transforment une région tout entière en citadelle. Elles ne se déplacent pas d'un jour à l'autre avec armes et bagages, vivres et munitions, tentes et pieux de défense, le tout sur le dos du soldat, à la façon des légions de César : il leur faut leurs équipages, leurs longs trains de chariots attelés de six mules, leurs chemins de fer provisoires; il leur faut des flottes entières occupées à les nourrir et des bases d'opérations maritimes, et pour les héberger des villes tout entières qu'un coup de baguette fait surgir de la solitude. On ne peut faire l'Annibal ou l'Alexandre que dans un pays sans défense, avec un gouverneur Brown à demi complice et une Georgie aussi riche en vivres qu'épuisée d'hommes. Malheur au général Sherman, s'il eût trouvé devant lui l'armée de Lee, ou s'il lui eût fallu subsister sans chemins de fer dans cette Virginie déserte et désolée par la guerre! Les impatiens demandent pourquoi l'armée du Potomac n'a pas pris Petersburg quand celle de l'ouest prenait la Georgie? Qu'ils y viennent avant d'en juger, et qu'ils se rendent compte du sang qu'il en coûte pour chaque pouce de terre gagné sur le cercle étroit et redoutable où s'est massée la rébellion.

City-Point est situé sur un petit promontoire élevé, au confluent du James et de l'Appomatox; c'est le Balaklava de l'armée américaine et le centre des opérations combinées contre Richmond et Petersburg. C'est là que Grant, généralissime de toutes les armées, a établi son quartier-général. Plus loin, sur le James, Butler ou maintenant son successeur Ord occupe le terrain compris entre le fleuve et son affluent l'Appomatox, qui forme un peu plus loin la limite des deux lignes ennemies, jusqu'au point où celle des rebelles le franchit pour environner le sud de Petersburg. Vers le sud-ouest, Meade, avec l'ancienne armée du Potomac, s'allonge en demi-cercle autour de cette ville, sa droite appuyée sur l'Appo-

matox, sa gauche fortifiée derrière le petit cours d'eau de *Hatcher's Run*. Sheridan, dans la vallée de la Shenandoah, au nord-ouest de Richmond, obéit, vous le savez, aux ordres de Grant, qui vient, la semaine dernière, de se concerter avec lui à Washington. Enfin Sherman lui-même ne fait qu'exécuter les plans conçus par cette espèce de grand-connétable des armées fédérales. Cependant le général Grant travaille activement à étendre ses lignes vers la gauche, afin de mieux envelopper Johnston et Lee. C'est là que Richmond a sa dernière, son unique communication avec le sud, par le chemin de fer de Danville, dont les fédéraux s'approchent à pas comptés. C'est maintenant la seule artère qui alimente le gouvernement rebelle; il en possédait deux l'année dernière, le *Weldon rail-road*, deux fois détruit, que le général de Trobriand a saccagé lui-même il y a six semaines jusqu'à une distance de 30 milles, celui de Danville enfin, que ses avant-postes menacent, et qu'il sera sans doute bientôt chargé de couper. Une fois ce dernier fil tranché, la capitale confédérée meurt de faim, tandis que, chacun de son côté, tous les morceaux du territoire s'en vont à la dérive. Tout à l'heure les fédéraux prenaient Fort-Fisher, la clé de Wilmington, le dernier port commerçant des confédérés : la seule voie qui leur reste ouverte est celle si dangereuse et si lointaine de Galveston, dans le Texas. Chaque nouveau mouvement des armées fédérales est comme un coup de hache qui tranche un nouveau tronçon de leur puissance. On prétend que ces tronçons mutilés se remueront encore comme ceux du serpent; mais ils ont beau essayer de se rejoindre, leurs forces s'épuisent dans ces convulsions d'agonie, et quand la tête aura été écrasée à Richmond, le corps aveugle et énervé sera une proie facile au vainqueur.

Mais je suis loin de City-Point. Le village d'ailleurs est peu remarquable, composé de quelques baraques récentes, de quelques vieilles maisons de bois que les généraux habitent, de plusieurs cabarets sous la tente où par défense expresse on ne vend ni vin ni eau-de-vie, mais où nous déjeunons avec des huîtres bouillies. Au-delà sont des faubourgs immenses, à perte de vue, plantés de huttes couvertes pour la plupart de toile ou de branchages, et qui s'étendent mêlés de bouquets de bois et de forteresses jusqu'à l'autre aile de l'armée, à huit ou dix lieues d'ici. On me montre le quartier du général Grant, un petit groupe de maisonnettes rustiques sous un bouquet de pins sauvages. Je n'ai pas vu le grand homme lui-même : mon compagnon lui fit une visite, et comptait annoncer la mienne au général Meade, d'où par ricochet j'aurais passé au général Grant; mais nous apprîmes que Meade était parti soudainement pour Philadelphie, où l'appelait la maladie de son fils.

Le chemin de fer militaire de l'armée du Potomac s'étend sur une longueur de 20 milles, entre *City-Point* et *Patrick-Station*, sur un plateau coupé çà et là de vallons en pente douce. La voie en est rude, inégale, pleine de montées et de descentes; elle traverse les vallées sur des charpentes grossières à claire-voie au lieu de remblais. Tout y roule cependant sans encombre, et le seul accident qu'on y compte est l'explosion d'une locomotive qui a tué cinq ou six hommes, égratignure insignifiante dans une guerre où on les sacrifie par milliers. Nous nous hissons, faute de mieux, dans un fourgon de marchandises, et là, tantôt assis sur nos sacs, tantôt arc-boutés sur nos jambes pour résister aux secousses variées et imprévues de la machine, soldats, officiers, généraux, civiliens, dans un pêle-mêle tout démocratique, nous grelottons ensemble sous la bise du nord qui souffle par la baie grande ouverte. Les uns mâchent et crachent du tabac, nous bombardant de leurs fusées liquides à la vitesse accélérée d'un ou deux projectiles par minute; d'autres, et moi-même dans le nombre, fument de gros cigares pour se tenir chaud. Les soldats, grimpés sur l'impériale, battent la semelle avec une énergie désespérée. De temps en temps dégringolade soudaine : nous sommes projetés en avant par une force irrésistible, et nous nous ruons en tas les uns sur les autres, ou bien nous perdons tous à la fois l'équilibre, et dans notre effort pour le reprendre nous nous trouvons tous assis par terre avant d'y songer. Cependant le général et moi nous discourions sur les confins de la philosophie et de la littérature, et nous descendions à loisir des sommets de l'esthétique aux vallons coquets de l'art moderne, quand un pauvre diable de nègre, endormi sans y songer, fléchit sur ses jarrets et vint rouler entre nous, après quoi il nous montra ses grandes dents blanches avec un de ces larges rires qui dilatent si expressivement les faces noires. Je me mis alors à regarder autour de moi, et à considérer l'étrange, le monotone aspect de ce vaste plateau dénudé où quelques mois auparavant s'étendaient les forêts séculaires, aujourd'hui si aride, si foulé, si déshonoré qu'on croirait à une longue et ancienne dévastation. Çà et là on traverse encore des bouquets de grands pins éclaircis; mais ceux qui demeurent semblent avoir eux-mêmes subi l'influence de la destruction. De grands troncs abattus gisent à leurs pieds, frappés à coups redoublés par les haches; de longs attelages de mules entraînent leurs tronçons mutilés. Ici des fourgons échoués dans des fondrières, là des chars cahotés péniblement à travers les racines décharnées qui hérissent la terre grise et stérile; là une redoute avec ses fossés, ses murailles de troncs d'arbres et de sable jaune, ses lignes extérieures de chevaux de frise et son drapeau à demi déguenillé flottant au bout d'un mât; partout enfin des fourmilières de huttes

alignées, faites de bois et de branchages, avec des cheminées de terre glaise surmontées d'un tonneau percé d'où s'échappe en rampant une fumée grêle, avec une tente de toile pour unique abri; par places un quartier-général entouré de palissades, et une population de capotes bleues dispersée à travers tout cela, armée de pioches, de pelles, de haches ou de fusils : — voilà ce que c'est qu'un camp de cent mille hommes. Nul si pauvre village, nul hameau perdu, nulle chaumière vermoulue n'a l'air aussi misérable que cette immense ville de boue disséminée sur tout un pays, avec ses maisonnettes basses, rampantes, terreuses comme des taupinières, et quelquefois à demi noyées dans un marécage où clapotent ses tristes habitans. On se figure toujours un camp sous des couleurs pittoresques et poétiques, avec ses rangées de tentes blanches, ses bannières éclatantes, ses faisceaux d'armes, ses groupes animés auprès des feux de bivouac, et la nature fraîche et sauvage alentour. — Voici la guerre véritable, joignant aux horreurs du champ de bataille la misère, la laideur et l'ennui. « Le bivouac, me disait le général, est gai et pittoresque en été, quand on arrive en un lieu nouveau, et que les pavillons se dressent parmi la verdure, à l'ombre des grands pins de la forêt. » — Mais voilà ce que la guerre en peu de semaines fait d'un pays autrefois beau et fertile. Elle use hommes et choses en quelques heures, et les nations en quelques années. Je comprends qu'on s'accoutume et qu'on se plaise même dans l'ouragan de la bataille, mais la plus dure épreuve est de vivre ensuite au milieu des ruines.

Nous approchons déjà. Là-bas, cette maison blanche est dans les lignes ennemies; je vois les huttes des confédérés, leurs tentes, leurs retranchemens sur l'autre versant de la vallée. Ces deux clochers lointains sont ceux de Petersburg. Combien l'année dernière la rumeur de la prise de Petersburg était follement prématurée! On l'attaquait alors par le nord; on s'efforce à présent de l'envelopper par le sud et de balayer les rebelles vers Richmond. — Voici la *Boynton plank-road*, une des rares voies de communication antérieures à la guerre et signalée depuis par bien des combats. — Voici le chemin de fer de Petersburg, détruit déjà depuis l'été dernier. — A droite, à l'horizon, cette silhouette conique qui se dessine sur le ciel est l'observatoire élevé par le général Butler en face de son canal de Dutch-Gap. Plus loin, nous franchissons le *Weldon railroad*, détruit au mois de décembre; à gauche s'étend la ligne sombre des forêts virginiennes. — Ce qui est plus curieux encore, ce sont des rebelles en chair et en os. Regardez-les vite tandis qu'ils courent sur la chaussée pour se dégeler en attendant qu'on les embarque. Sont-ce des prisonniers? — Ce sont des déserteurs qui sans doute

ont franchi les piquets la nuit dernière, au risque de se faire fusiller au passage par les deux partis. Ventre affamé donne du courage, et mieux vaut courir le risque de la baïonnette ou de la potence que de se laisser geler vivant et à jeûn par le froid terrible des nuits d'hiver. Les voilà bien heureux, car ils sont au moins certains d'avoir à manger tout leur soûl. Cependant ces drôles ne sont pas partis les mains vides. Voyez, ils ont chacun une couverture sur les épaules en guise de manteau, pour cacher leurs haillons. Où ont-ils pris ces objets de luxe? Le quartier-maître vient apparemment de les leur fournir aux frais du gouvernement fédéral, car on sait que le gouvernement confédéré ne donne à ses défenseurs qu'une couverture pour quatre hommes. Ils ont bu ce matin du café *yankee*, et ils l'ont trouvé meilleur que la décoction de seigle bouilli qu'y substitue l'ingénieuse pénurie de leurs maîtres. Les pauvres hères, avec leurs pantalons troués aux genoux, leurs vestes trouées aux coudes, et tout cela sans forme, sans couleur, teint d'une boue jaunâtre! Est-ce là leur uniforme? On dirait plutôt les haillons d'un balayeur des rues. C'est la couleur du *butternut*, cette noix dont ils se servent faute d'autres teintures, et dont le nom leur est resté en sobriquet. On les appelle encore du nom de leur monnaie, *gray-backs*, et le fait est qu'ils ont la mine déguenillée, la saleté indescriptible d'un billet de banque usé. Plusieurs sont des enfans, d'autres se courbent et grisonnent. Leurs longs cheveux pendans, leur mine idiote, leur démarche gauche et pesante, contrastent misérablement avec l'air robuste et martial des gardes qui les conduisent. Ce sont pourtant « les chevaleresques guerriers du sud; » les autres ne sont que de vils *Yankees*, des mercenaires. Parmi ces *soldats-citoyens* il en est bien peu, dit-on, qui sachent lire, tant est grande dans le bienheureux pays de l'esclavage l'ignorance, l'inertie des basses classes : c'est la seconde pierre angulaire de l'aristocratie du sud. Le paysan en Georgie et en Caroline n'est qu'une chose, presque un bétail comme le nègre, qu'on fait voter comme une machine, et qu'on mène en troupeau à la boucherie en lui contant pour l'exciter mille folies qu'il prend pour articles de foi : que les *Yankees* veulent le réduire en esclavage, que désormais l'homme noir exploitera l'homme blanc comme sa chose, que les *Yankees* massacrent tous les enfans nouveau-nés, qu'ils violent les femmes pour les tuer ensuite! Voilà jusqu'où va la crédulité du *petit blanc* du sud, autre esclave que cette révolution va émanciper et instruire; voilà l'état social qu'engendre l'esclavage et qu'admirent sans doute les partisans du sud.

Nous arrivons enfin : une ambulance traînée par deux chevaux vigoureux et velus comme des ours nous cahote à travers bourbiers et troncs d'arbres jusqu'au quartier-général de la première

brigade, 3e division, 2e corps de l'armée du Potomac, une brigade exceptionnelle en nombre et dont le général parle avec fierté, car elle peut mettre environ 3.000 hommes en ligne de bataille. D'autres brigades, déduction faite des malades, des absens et des morts, comptent à peine 1,500 ou 1,600 hommes. Telles sont les armées vues de près, celles surtout qui, comme l'armée américaine, n'ont pas notre heureuse institution du bataillon de dépôt pour combler à mesure les vides de chaque régiment. Une armée est un gouffre où l'on jette les hommes par milliers, et d'où ils ressortent par centaines, si même ils en ressortent jamais.

La première brigade campe en dehors des lignes fortifiées de l'armée du Potomac, — sur un terrain récemment occupé et un peu moins désolé que dans le voisinage de City-Point. Le sol y est sec et solide, ce qui rend le campement plus commode et plus salubre. Les souches même des grands pins décapités n'ont point encore perdu leur écorce et leur séve, tandis que les herbes et les broussailles n'ont pas cessé de croître alentour. Le quartier-général est entouré d'une barrière de verdure faite des branches entrelacées des pins abattus; un portique arrondi et décoré de guirlandes porte en lettres vertes les initiales du général. A l'intérieur, autour d'une petite place d'armes, sont rangées régulièrement les cabanes des officiers de l'état-major, couvertes de la toile de leurs tentes fixée aux pignons pointus. Un autre rideau de branchages percé de deux portes abrite les appartemens particuliers du général : ceux-ci se composent d'un corridor ou plutôt d'un trottoir de planches à ciel ouvert et de deux cabanes aussi coquettement arrangées que possible par la main rude, mais ingénieuse, d'architectes improvisés. La petite maison, à l'intérieur, est tendue de sacs d'avoine décousus et cloués aux murs. On a établi une sorte de parquet avec des planchettes dérobées à des caisses vides et artistement jointes sur un sol bien nivelé. L'âtre, pétri en terre glaise, où pétille un feu clair aux senteurs résineuses, a deux poutres vertes pour chambranles et une véritable cheminée, avec manteau raboté et tablette de bois de pin. La porte se compose de quatre ou cinq traverses et d'une toile tendue, le loquet d'une latte flexible et amincie. Le toit enfin est une tente de cotonnade clouée à la charpente. C'est là le salon, meublé d'une table de bois blanc, de trois chaises pliantes et d'une rangée de patères faisant portemanteaux. Quant à la chambre à coucher, qui s'ouvre au fond, c'est tout simplement une tente avec un petit poêle de fonte qu'on allume dans les nuits de grande gelée; le lit, large d'un pied et demi, n'a que des sangles et des couvertures. Voilà le petit palais d'un soldat. L'autre cabane, pareille à la première, mais dépourvue de chaises, n'a qu'un lit de lattes, monté sur quatre pieds branlans : c'est le réduit réservé aux hôtes et aux « nobles étrangers. » Cha-

cun de ces petits chalets a sa cloison de verdure et ses dépendances privées, dont l'ingénieuse et simple construction joint le comfort à l'économie. Plus loin est la salle à manger, de construction moins heureuse, toujours pleine d'âcres vapeurs, avec une cheminée qui fume et pour toit une vieille tente de rebut dont les blessures laissent voir le ciel. C'est là dedans qu'on vit, en face d'un brasier de bois de chêne qui chasse à peine la gelée pénétrante, se rôtissant d'un côté sans se réchauffer de l'autre, allumant en vain dans ses veines de grands incendies de café bouilli, de *bitter* et de *whiskey*, mais respirant le grand air de la campagne et contractant des appétits d'ogre sans quitter le coin du feu. En arrière, à distance respectueuse du petit enclos réservé, s'élève une écurie de construction primitive, faite, comme les *corrals* du désert argentin, d'une enceinte serrée de grands pieux fichés en terre et surmontés d'un toit rustique de branches de pins encore vertes.

Des planches et cinq couvertures sous un pareil toit sont une couchette un peu fraîche quand un verre d'eau se convertit chaque nuit en glace solide, et que mon encre même gèle au fond de mon écritoire. La première nuit de bivouac fut donc assez mauvaise. On dit que le froid engourdit, je dis au contraire qu'il réveille. D'ailleurs tous les bruits inusités d'une armée, les tambours se répondant de place en place, les fifres et les grosses caisses promenés par tout le camp sur une musique étrange, les clairons sonnant de temps en temps l'appel et l'alarme, le galop redoublé des chevaux sur la terre durcie, le cliquetis des fourreaux et des épées, le pas retentissant et rapide des patrouilles et des vedettes, le bruit des voix, des rires, le commandement des chefs, les tumultueuses clameurs des bataillons qui passent, mais surtout ce concert toujours grandissant des clairons et des tambours qui battaient à l'unisson une sorte de marche guerrière, tandis que le canon lointain roulait sa lourde voix solennelle avec un bruit de tonnerre, tout me fit croire à quelque alerte inattendue et à quelque ordre soudain des chefs. Je me levai, j'ouvris ma porte; la nuit était belle, étoilée, lumineuse, mais rien ne sentait encore les approches du matin: ce ne pouvait pas être le réveil ordinaire du camp. Le froid me ramena dans mes couvertures, mais le vacarme ne s'apaisait point. Le canon grondait de plus en plus fort; les décharges se suivaient et se pressaient sans relâche. Que se passait-il donc? Allais-je être témoin de quelque engagement? J'essayais, durant les intervalles de la canonnade, de démêler un feu de mousqueterie imaginaire dans les roulemens lointains du tambour. De guerre lasse enfin je me rendormis; quand je rouvris les yeux, le jour commençait à poindre: tout était tranquille, silencieux, rien ne bougeait encore dans les tentes voisines. Avais-je donc rêvé? — On me dit en effet qu'il y

avait eu pendant la nuit un *heavy firing* du côté de Dutch-Gap, causé sans doute par une attaque des canonnières rebelles sur les batteries fédérales. Les grandes eaux ont enfin débouché le canal encombré d'abord par les débris de la mine, de façon que le grand œuvre du général Butler offre non-seulement une brèche à l'artillerie confédérée, mais encore un passage direct et mal défendu à travers nos lignes. Depuis deux jours, nous attendons les journaux pour savoir les détails de l'affaire : journaux et lettres n'arrivent point. Ce soir, la canonnade se ranime encore; mais je ne pourrai vous en dire la cause qu'à mon retour à Washington. On se figure que l'armée est le meilleur lieu du monde pour se rendre compte des événemens de la guerre. Nulle part en effet les nouvelles ne peuvent être plus promptes et plus complètes qu'aux quartiers du général en chef à City-Point. Quant aux chefs de corps et aux officiers subalternes, ce sont des machines qui commandent à d'autres machines. On leur laisse peut-être un certain libre arbitre dans l'exécution des ordres généraux qu'on leur donne; mais ils ne connaissent rien que leur consigne, et ne se rendent même pas compte des manœuvres auxquelles ils sont employés. Quant au branle-bas général qui m'avait tant étonné, j'appris que 300 hommes de la brigade avaient, durant la nuit, reçu l'ordre de se rendre aux avant-postes. Voilà ce qui avait ému mon oreille novice et troublé mon sommeil de conscrit.

Nous montâmes à cheval après le déjeuner pour visiter les divers quartiers voisins : d'abord le major-général Mott, commandant la division, un grand homme de belle figure, qui a de belles manières, un regard doux et bienveillant, tout l'air d'un vrai *gentleman*. On le dit immensément riche, et c'est un remarquable exemple de patriotisme que ce sacrifice fait à cinquante ans par un homme à qui la vie a toujours été si facile. Il a débuté, il y a quatre ans, comme colonel du régiment qu'il avait formé lui-même, et ses épaulettes de général, conquises à la pointe de l'épée, ne sont qu'un dédommagement bien faible de tout ce qu'il a abandonné. Notre seconde visite fut pour le général Humphries, commandant le 2e corps : celui-là est un *West-Pointer*, un homme d'éducation militaire, mais de tournure aussi pacifique que possible avec ses yeux myopes, ses lunettes, sa tête penchée en avant, son uniforme incomplet, ses gants de tricot et sa casquette ronde, — aimable du reste et instruit, ayant une légère teinture de l'Europe, une manière de causer fort agréable. Cet homme si paisible avec son demi-sourire et son sang-froid plein de courtoisie est un des plus rudes combattans de l'armée. Sous le feu, pendant la charge, au milieu des boulets et des balles, il a toujours la même sérénité souriante, fumant des cigarettes et arrangeant son lorgnon sur son nez avec le calme d'un

homme qui réfléchit au coin du feu. Son quartier-général, non moins que sa personne, mérite un mot de description: on y retrouve les goûts soigneux et corrects du maître. Au milieu de la plaine déserte s'élève un bouquet de pins de haute venue, entouré d'un enclos de branchages. A l'intérieur, une double rangée de huttes proprettes borde une sorte de parterre à la française, où des touffes de houx et des branches de pins plantées en terre remplacent les fleurs et les gazons. Les intervalles sont couverts de sable blanc; au fond, la tente du général, défendue par une double cloison formant antichambre, tendue de papier, meublée luxueusement de chaises de paille, ornée d'une cheminée en brique. L'aspect de ce réduit est tout à fait gai quand le soleil illumine la tente qui sert de plafond; les grands arbres, trois fois hauts comme nos pins rabougris de France, balancent leurs larges panaches avec un bruit de forêt dans le ciel bleu vif d'un beau jour d'hiver. C'est une oasis verte au milieu de ce Sahara artificiel, qui plaît par le contraste et récrée les yeux fatigués. Je ne sache pas de grande charmille, de beau parc, de majestueuses prairies ombragées de chênes, pas de Tuileries, de Windsor ni de Versailles qui m'ait fait autant de plaisir que ce petit enclos du général Humphries.

De là nous gagnons les lignes : en face, à quelques centaines de mètres, sont celles de l'ennemi. Dans l'intervalle sont les piquets des deux armées. Nous franchissons le terrain déblayé, préparé aux feux croisés de l'artillerie, et hérissé de place en place d'abatis et de chevaux de frise. Un sentier courant sur l'extrême limite indique la frontière de l'armée, l'espace où il est permis de se mouvoir librement, mais qu'il est interdit, sous peine de fusillade, de dépasser sans l'ordre des chefs. De petites barricades de troncs d'arbres, de branchages et de terre, élevées à mi-hauteur d'homme, protégent de vingt en vingt mètres les petits détachemens disséminés. C'est là derrière que les hommes s'abritent, couchés à plat ventre, pour échanger le coup de fusil avec l'ennemi. En face de chacune de ces petites redoutes, à trente mètres en avant, se tient la vedette, relevée à tour de rôle par ses quatre ou cinq compagnons. Quiconque s'aventure sur ce terrain prohibé est un déserteur. Pour le moment, les piquets sont assis paisiblement au coin de leur feu. Quelques-uns, roulés dans leurs couvertures, se chauffent au soleil : longue et monotone faction de vingt-quatre heures, qui devient cruelle dans le froid de la nuit. Un peu plus loin, ces points bruns sont les vedettes rebelles. Tandis que les *Yankees* vont déblayant le terrain devant eux, les rebelles restent volontiers sous le couvert de leurs forêts, tapis dans les herbes et les broussailles. Il est un point où les deux lignes passent à travers bois. C'est là que, malgré les défenses sévères, on a vu souvent les

ennemis fraterniser ensemble, causer, faire le commerce, échanger le café fédéral contre le tabac rebelle, ou même jouer aux cartes après un dîner fait en commun. Il y a entre les deux lignes une convention tacite et comme un engagement d'honneur de ne pas faire feu sans en donner d'abord l'avis loyal à l'ennemi : *Eh! Yankees, get into your pits! We are ordered to begin the fire* (1). Alors les vedettes se replient, on s'accroupit dans les *rifle-pits*, un ou deux coups sont tirés en l'air en forme de salut; puis l'œuvre de sang commence; chaque homme est là, en embuscade, le fusil en joue, l'œil au guet, la main prête, et tout ce qui paraît, jambe, bras ou tête, est impitoyablement abattu. Il y a deux minutes, ces hommes s'entretenaient amicalement; maintenant ils s'entre-tuent comme des bêtes fauves, avec une joie féroce. Qu'y a-t-il donc entre eux qui les divise? Ni haine, ni colère, ni même rancune profonde; c'est leur consigne et l'indifférence du soldat pour la vie des autres et pour la sienne propre. Ils tuent par métier, avec plus de sang-froid que le chasseur qui abat un lièvre ou le tireur qui vise la poupée.

La guerre a d'autres contrastes lugubrement comiques. Il y a sur la gauche une maison située entre les deux lignes, spacieuse, presque opulente pour ce sauvage pays de Virginie. Un vieillard l'habite, qui a mieux aimé rester exposé au feu que de l'abandonner : les soldats le nourrissent comme un mendiant. Nous tournions une redoute, après avoir passé un ruisseau à gué, en brisant la glace sous les pas de nos chevaux, quand nous voyons dans l'angle des remparts deux étranges figures courbées, occupées en apparence à semer grain à grain du blé ou du colza. Elles grattaient le terrain sablonneux avec de petites baguettes et semblaient y ramasser ou y déposer je ne sais quoi d'invisible. On eût dit deux maniaques obstinés à semer des récoltes imaginaires dans ce qui fut autrefois leur champ. C'est le châtelain et la châtelaine de céans, peut-être riches autrefois, qui aujourd'hui n'ont plus d'autre ressource que de recueillir les balles perdues et de les revendre au poids du plomb. Triste et pauvre existence que celle de ces deux vieux solitaires sur les confins sanglans des deux armées, récoltant une moisson de balles meurtrières à la place même où l'an dernier peut-être ils avaient planté le maïs ou les ignames qui devaient les nourrir!

Le lendemain, je cavalcade à la revue de la deuxième division, botté et éperonné, dans l'état-major de mon général. C'est toujours une belle chose que ces longues lignes symétriques, immobiles,

(1) « Hé! *Yankees!* rentrez dans vos trous! Nous avons reçu l'ordre de commencer le feu! »

devant lesquelles chevauche l'escadron fringant des officiers généraux et des aides-de-camp. A notre tour, nous prenons position en masse épaisse, les généraux en tête, et les troupes défilent devant nous. Je ne vous parle pas des bannières criblées d'éclats de bombes, déchirées en loques informes, ni même des hampes nues où restent à peine attachées quelques franges d'un haillon flottant. Les soldats vous diront que c'est un emblème souvent trompeur, et qu'il suffit de quelques mois de campagne pour user jusqu'à la dernière miette le plus neuf des drapeaux; mais les régimens, chose plus terrible, ne sont pas moins usés que leurs enseignes. Pleins de recrues nouvelles, comptant tout au plus 50 pour 100 de vétérans, plusieurs pourtant n'atteignent plus à l'effectif réel d'une compagnie. J'en ai vu un qui n'avait pas cinquante hommes. Ils sont commandés soit par un capitaine, soit par un major, soit même par un second lieutenant, seul officier épargné dans la dernière campagne. On en a vu, après certaines batailles, rester sous le commandement d'un sergent. Dans notre armée, les cadres des régimens réduits seraient remplis en une semaine : ici on laisse leurs rangs s'éclaircir jusqu'à ce qu'on les consolide, c'est-à-dire qu'on en rassemble plusieurs en un seul. C'est une conséquence naturelle de cette organisation volontaire qui a prévalu à l'origine, et dont la trace subsiste encore dans l'individualité obstinée des anciens corps. Telle compagnie de tel régiment renferme tout ce qui reste de telle brigade ou de telle division, et dans la formation même des escouades vous retrouvez encore l'ancienne distinction originelle des régimens et des bataillons.

Mais revenons à la revue. Le général Humphries m'aperçoit, m'appelle auprès de lui, tandis que les régimens passent devant nous, chaque drapeau mutilé s'abaissant devant le général, qui chaque fois se découvre avec respect. Les uniformes sont blanchis, tannés par l'usage; les hommes, de tailles inégales et mal assorties, vétérans pour la plupart endurcis au service, marchent en bel ordre et marquent le pas d'un air martial : quelques traînards relégués aux derniers rangs, sans doute des nouveau-venus, ont les mouvemens gauches et comme engourdis par le froid. La forêt mouvante des habits bleus et des baïonnettes se disperse, s'épand dans la plaine au bruit des fanfares. Alors nous mettons pied à terre au quartier du brigadier-général X..., commandant la division par intérim. Nous nous pressons dans sa tente, et là commencent à couler le *whiskey*, les *grogs*, les *cocktails*, les *milk-punchs*, les *mint-juleps*, les *egg-nogs* et autres produits savoureux du génie américain. Nous étions là tous généraux ou colonels commandant des brigades, sauf un autre *civil* et moi. Il faut vous dire qu'en Amérique le *pékin* n'est pas vu avec le même mépris qu'en France

dans une réunion de soldats. Tous ces messieurs se rappellent avoir été *pékins* eux-mêmes, commerçans, avocats, ingénieurs, *clergymen*, et gardent sous l'uniforme les mœurs douces et rangées de leur ancienne profession. Je les examinai attentivement, et malgré l'excitation des liqueurs fortes, dont ils prenaient de copieuses rasades, malgré la franchise d'une réunion où régnait la plus grande licence, pas un, — sauf notre hôte, — n'oublia un seul instant le langage et les manières d'un *gentleman*. Celui-ci, petit homme, maigre et commun, qui a perdu une main, intrépide, à ce qu'il paraît, mais mal embouché, s'excita, se mit à raconter les exploits de son régiment, à nous imposer silence par son bavardage et à nous fatiguer tous; mais Mott, Humphries, Madill et un certain général Smith, une des belles et héroïques figures de l'armée, se tenaient mieux que beaucoup de leurs compatriotes dans un salon. On dirait presque que l'uniforme, la vie militaire, l'habitude de l'obéissance et celle du commandement leur ont donné quelque chose de plus réservé et de plus digne. Dieu sait qu'on trouve des butors partout et qu'ils abondent autant chez nous qu'en Amérique. Tels que les voilà, les officiers généraux de l'armée américaine ne sont certainement inférieurs à ceux d'aucune autre armée.

La visite s'acheva par une petite scène comique que nous donna après boire le général X... « Messieurs, nous dit-il, nous combattons pour l'émancipation des noirs. Je vais vous en montrer les premiers fruits. » Sur quoi la porte s'ouvre, et un petit négrillon d'environ treize ans entre dans la tente. L'histoire de ce petit malheureux est assez curieuse et dénote un caractère. Un jour le général X..., faisant son tour des lignes, se voit abordé par un enfant qui gaillardement lui fait le salut militaire. *I've flanked them, general, I've flanked them* (1). C'était un petit déserteur de la ligne ennemie, échappé seul de chez son maître, allant tout seul chercher fortune dans le pays de la liberté. On en fit un domestique, et un officier le mena à Washington. — « Fameuse ville! disait-il à son retour; fameuse ville où un homme blanc me cire mes bottes pour dix sous! » Pourtant il ne passait que d'un servage à l'autre, et ce n'est pas ce qu'était venu chercher ce petit *Gavroche* africain sur la foi des vagues *on dit* qui pénètrent jusqu'aux oreilles inquiètes et étonnées de la classe servile. On en fit un amusement, un jouet, une sorte de petit chien savant. Le voilà donc introduit parmi nous, un peu ébahi malgré sa hardiesse, qui s'efforce de sourire et de gambader. On le fait chanter, on lui fait pousser des cris d'animaux; le général son maître se fait apporter un fouet, et claque

(1) « Je les ai tournés, général; je les ai tournés. » Littéralement : je les ai pris en flanc.

pour l'exciter. Tout à coup l'enfant s'arrête, l'air tout bouleversé, les yeux gonflés, et de grosses larmes lui roulent sur les joues. La mèche du fouet l'avait touché, effleuré à peine; mais c'était le fouet, cela rappelait l'esclavage et l'humiliation. Quelques-uns des spectateurs le plaignaient à voix basse, mais n'osaient prendre publiquement sa défense; les autres partent d'un éclat de rire. Lentement il se console, il essuie ses larmes, et recommence docilement à danser au son d'un *banjo* qu'on apporte. Le *banjo* est un instrument d'origine africaine et d'harmonie aussi singulière que sa forme. C'est une guitare à quatre cordes, dont la caisse est remplacée par un petit tambourin. Le retentissement des cordes frappées dans cette boîte de peau d'âne a quelque chose de sauvage et d'âpre qui participe à la fois de la guitare et du tambour. L'air qu'on jouait était simple, plus que simple, consistant en une mélopée de deux mesures indéfiniment répétée, et pourtant il n'en fallait pas plus à cette race musicale par nature pour se pénétrer d'une sorte d'extase voluptueuse. La porte s'ouvrait, une tête noire s'avançait timidement, et, encouragée par les éclats de rire, entrait décidément dans la tente. Un soldat pinçait le *banjo*. Un nègre armé de castagnettes s'abandonnait aux torrens de l'harmonie. Les yeux fermés, la tête penchée en arrière, le corps ondoyant, il battait une cadence claire, rapide, variée, entraînante, avec des mouvemens agiles et languissans tels que n'en trouvera jamais nulle *gitana* d'Espagne ou nulle danseuse d'opéra. Chose étrange, il y avait je ne sais quoi d'enivrant et d'harmonieux dans les claquemens de ces morceaux de bois. Les bras, mobiles, ondoyans, fuyans comme des couleuvres, avaient une grâce morbide et sensuelle que n'enseigneront jamais ni les Taglioni ni les Petitpa. En regardant cette figure noire et difforme, on songeait aux bayadères de l'Inde ou aux almées de l'Orient, ou bien on se figurait le soleil d'Afrique, la chaude et humide contrée de ses pères, et tout un peuple de formes noires nonchalantes s'animant avec frénésie au son d'une musique barbare. C'est le magnétisme de l'inspiration musicale, et ce pauvre être dégradé avait sa part d'inspiration et de génie. A chaque instant, l'émotion devenait plus forte, l'enthousiasme plus irrésistible, le roulement des castagnettes plus perçant, plus sonore, plus étincelant de fantaisie; la tête se tordait à demi pâmée, les jambes s'agitaient avec un frémissement de bonheur; enfin les voilà qui partent, et le musicien se met en danse avec les petits singes agiles qui au bruit de la musique avaient surgi de tous côtés. Ils dansèrent ainsi jusqu'à bout de forces, excités et encouragés par nos rires, après quoi on mit les pauvres diables à la porte, et les libations recommencèrent de plus belle. Quand je regagnai mon cheval, si *rationnel* que je fusse d'ailleurs, la terre oscillait sous mes pieds, qui

pesaient mille quintaux, et mes doigts engourdis se refusaient obstinément dans l'épaisse obscurité de la nuit à distinguer les cordons de la bride de ceux du bridon. Grâce à la sûreté merveilleuse de ces chevaux aguerris, j'arrivai pourtant à la maison sans encombre, et me mis gravement à déchiffrer au coin du feu un journal dont les lettres dansaient la sarabande en dépit de mes efforts pour lire posément.

Trois longues journées se sont écoulées sans que j'aie eu le courage d'écrire. C'est que rien n'est moins naturel au camp que d'exercer sa pensée. Le plein air si âpre et si accablant dans cette froide saison de l'année, le feu de souches auprès duquel on s'accroupit et qu'on entretient en grelottant, le continuel chorus des fifres et des tambours, les nuits blanches qu'on passe à se pelotonner sous un monceau de couvertures, les veilles marquées par les tambours, les clairons et le bruyant passage des escouades qui vont aux avant-postes, jusqu'au pas lent et mesuré de la sentinelle qui monte la garde silencieusement à la porte du quartier-général, jusqu'au vent qui frappe les toiles de la tente et chante dans les grands pins, toutes les influences physiques et morales me poussent à l'inaction, au silence, à l'engourdissement et à l'ennui. Je ne m'étonne pas que les soldats aiment la bataille; ils y goûtent le plaisir de l'action après l'existence routinière et monotone des quartiers d'hiver. Point de nouvelles, point d'idées, point de livres et surtout point l'envie d'en lire; le *whiskey*, le tabac, les longues matinées de sommeil et les longs soirs sous la tente, parfois la revue et la parade; enfin, de semaine en semaine, deux heures à passer aux *pickets* avec une couverture sur l'épaule et une carabine au bras, en observation à cent pas des rebelles : il n'y a pas là, même avec la perspective de la gloire et la chance de se faire casser la tête, de quoi enflammer l'imagination d'un homme accoutumé aux douceurs de la vie civile. J'ai vu un major-général crier l'oisiveté et l'ennui, mendier des journaux et des livres, réduit, pour tuer le temps, à monter à cheval pour faire à ses voisins des visites sans objet. Seul mon hôte conserve toute l'activité, tout le brillant de son esprit aimable : il sait dans cet air glacial tenir allumée l'étincelle de l'intelligence et de la bonne humeur.

28 janvier.

Je viens de passer avec le général la revue des ambulances et trains de la division. C'est dans ces détails d'organisation matérielle qu'est la grande et ordinaire faiblesse des armées provisoires. Les Américains s'en sont aperçus au début de la guerre, quand ils lançaient au hasard leurs bataillons à peine formés dans un pays hostile ou sans ressources. Ils ont profité des leçons de l'expérience,

et je ne crois pas qu'à présent il y ait une armée au monde dont les équipages soient mieux entretenus. Ce vaste champ de manœuvres, ces longues lignes noires de caissons et de chariots formées sur trois rangs de profondeur, le bon ordre, la tenue parfaite de ces centaines d'attelages de six mules avec leurs crins coupés en brosse et leurs conducteurs noirs à cheval, immobiles, tenant les rênes dans leurs mains, me donnent l'idée d'une discipline et d'une organisation bien supérieures à ce que les Européens s'imaginent sur le seul mot d'armée volontaire.

C'est que le plus grand ordre règne aujourd'hui dans cette masse, autrefois si peu régulière. Les Américains ont plus peut-être qu'aucun autre peuple du monde le génie de l'organisation et de la discipline; ce que nous faisons par une longue habitude, ils le font par le concert instantané et intelligent de toutes les volontés, et ils improvisent en quelques semaines ce que nous mettons des siècles à former. L'armée dite *volontaire* est maintenant semblable en tout à l'armée *permanente;* en réalité, elle n'est plus volontaire que de nom, puisqu'elle est levée par décret du président, avec l'appât des primes d'engagement, et sous la menace de la conscription; elle ne se compose, à vrai dire, que de mercenaires et de conscrits; ses officiers prennent rang, tant que durera la guerre, à côté de ceux de l'armée régulière. La seule différence sensible est dans la forme du recrutement et dans la durée du service. L'armée volontaire est recrutée par les états particuliers et mobilisée par le gouvernement fédéral; ses officiers sont nommés par les gouverneurs des états. Les engagemens ne doivent durer qu'une, deux ou trois années au plus; cette armée sera licenciée après la paix, et officiers et soldats redeviendront citoyens. L'armée permanente au contraire, qui est, à vrai dire, la seule armée des États-Unis, est recrutée directement par le gouvernement fédéral, et elle a droit éternellement au rang et à la paie. Il en résulte des contrastes et des cumuls singuliers. Comme tous les officiers *en titre* de l'armée régulière ne sont pas en activité de service, on en voit qui acceptent des commissions dans l'armée volontaire, de manière qu'on cite des capitaines de réguliers qui sont généraux de volontaires, et par contre des capitaines de volontaires qui ont dans l'autre armée le rang de colonel. Tout cela du reste est provisoire, et la fin de la guerre amènera probablement un changement radical dans le système militaire des États-Unis. Il est douteux qu'en présence des états du sud vaincus et mécontens on puisse congédier tous les volontaires et réduire l'armée permanente à 40,000 hommes de troupes régulières. J'entends dire qu'on retiendra sous les drapeaux au moins 100 ou 150,000 hommes, qui seront alors définitivement enrôlés. En même temps il faudrait fixer un mode de

recrutement légal, car une organisation permanente ne peut s'établir sans règles. On ne peut employer indéfiniment l'expédient des primes et des mercenaires. Dans un pays comme l'Amérique, où chacun trouve aisément un emploi, les *bounties*, même les plus hautes, ne rempliraient pas en temps de paix une armée de 100,000 hommes. Faudrait-il donc recourir à ces *drafts* irréguliers et discrétionnaires qui frappent le peuple au hasard, et ne produisent jamais ce qu'on en veut obtenir? A supposer même que l'achat des mercenaires pût remplir les rangs de l'armée, continuera-t-on ces pratiques odieuses d'embauchage et de contrainte qui sans doute sont excusables en temps de nécessité pressante, mais qui déshonoreraient à la longue le gouvernement des États-Unis? Doit-on voir les recruteurs rôder en permanence dans les ports de mer, débauchant les matelots étrangers, les menant au cabaret ou chez les filles publiques, et leur faisant boire des drogues empoisonnées qui les mettent en cinq minutes à leur merci? Doit-on importer d'Irlande, d'Allemagne, du Canada, des troupeaux de bétail militaire, et répéter sur les blancs la traite dont on a racheté les noirs? Je sais que plusieurs états, celui de Massachusetts en tête, ne se sont pas fait scrupule d'un pareil commerce, et qu'il y a sous les côtes de la Nouvelle-Angleterre une petite île où des hommes enrôlés en Europe comme ouvriers sont détenus et menacés jusqu'à ce que, de guerre lasse, ils consentent à se faire soldats; mais ces infamies ne peuvent devenir un système. On ne pourra non plus, après la guerre, escroquer aux soldats la moitié de leur prime sous prétexte de la leur remettre à l'expiration de leur engagement, dépôt que la mort du créancier dispense souvent de rembourser. Les enjôleurs ne pourront plus, sitôt que l'attention du pays et du congrès se portera sur ces matières, empocher les 100 dollars de gratification qu'on leur alloue par tête d'homme engagé, et rejeter sur l'état la responsabilité de leurs guet-apens ou de leurs mensonges. Le jour de la justice doit venir au lendemain de la paix, car le peuple maître de lui-même qui encouragerait ces pratiques honteuses mériterait d'être mis au ban de la civilisation et de l'humanité. Il faudra, si, comme on l'annonce, l'armée est maintenue à plus de 100,000 hommes, que le congrès vote une loi de recrutement régulière et irréprochable, et qu'il ne reste du moins aucune trace d'injustice dans ce terrible et désormais inévitable impôt du sang (1).

Le système mercenaire ne fait pas d'ailleurs une armée solide: il

(1) Les réductions de l'effectif ont été plus grandes et plus faciles encore que n'osaient l'espérer les Américains. Aujourd'hui l'armée volontaire a diminué de 800,000 hommes, et le président Johnson veut prochainement réduire à 50,000 hommes toutes les forces

rassemble momentanément par l'appât du gain des individus épars que l'espérance d'un nouveau gain dissémine. Il n'y a pas une armée mercenaire qui puisse durer trois années sans se renouveler incessamment. A peine est-elle organisée qu'elle commence à fondre. Le feu seul, la rude discipline et les dangers de l'évasion peuvent la tenir en main quelques mois. Les rebelles tirent le canon toutes les nuits pour empêcher la désertion de leurs hommes. Du reste la désertion ne fait pas moins de vides dans l'armée fédérale que dans l'armée rebelle. Du mois de mai 1863 au mois de septembre 1864, on a compté jusqu'à 60,000 déserteurs. Il y a toute une classe d'aventuriers dont le métier est de s'engager et de se réengager sans cesse en plaçant chaque fois leur prime en lieu sûr, jusqu'à ce qu'on les découvre et qu'on les fusille. On a vu de ces coquins qui avaient volé successivement jusqu'à dix-sept *bounties*. Il ne se passe pas de semaine à l'armée qu'on n'exécute plusieurs de ces *bounty-jumpers*, comme on les appelle; mais il est rare qu'on arrive à découvrir l'homme véritable sous la couche épaisse de faux noms dont il s'est revêtu. Ils font ainsi de régiment en régiment le tour de l'armée. S'ils ont simplement déserté, on les fusille en soldats; s'ils ont passé à l'ennemi, on les pend comme des traîtres. Le gouvernement de Richmond fait tout ce qu'il peut pour encourager leur profession. Il leur offre bon dîner, bon gîte, et passage gratuit sur ses *blockade-runners* pour s'en retourner dans leur pays. La plupart de ces industriels sont Irlandais, Canadiens ou Allemands. D'où qu'ils viennent, le fait seul n'en reste pas moins la condamnation du système qui voudrait remplir l'armée d'étrangers mercenaires au lieu de soldats citoyens.

En somme, tous ces expédiens n'ont pas beaucoup servi. Ils n'ont pas empêché qu'au fond l'armée des États-Unis ne fût véritablement américaine. Sauf les 100,000 soldats nègres qu'on ne peut appeler étrangers, et qui, plus que personne, combattent pour leur propre cause, il n'y a guère sous les drapeaux que des citoyens des États-Unis. Quelques états du nord ont essayé de remplir leurs cadres avec des esclaves fugitifs : ils n'ont pu, malgré tous leurs efforts, en enrôler que 2,000 environ pendant l'année, et le prix moyen de chaque soldat nègre ainsi obtenu est de 3,500 dollars. L'armée du James contient, avec ses dix régimens noirs, quelques régimens étrangers et cosmopolites. Il y a des Indiens dans le contingent des états de l'ouest, jusqu'à des Chinois dans le contingent de New-York et dans celui de la Californie; mais la grande force de

militaires du gouvernement des États-Unis, en disposant les cadres de façon à pouvoir les porter d'un jour à l'autre à 82,600 hommes. Cette réduction pourra s'accomplir le jour où la police des états du sud sera rendue aux milices locales.

l'armée américaine est dans ces énergiques bataillons de l'ouest, composés de robustes fils de fermiers aguerris d'avance par les fatigues d'une vie rude et militante, — dans cette jeunesse généreuse des états de l'est, qui d'un élan de patriotisme unanime a laissé le comptoir, l'usine, les bancs de l'école, le cabinet de l'avocat, le *pulpit* même du ministre, toutes les espérances et toutes les promesses de la vie, pour aller mourir obscurément sur de lointains champs de bataille. En une seule année, 400 jeunes gens, élèves de l'université de Cambridge et appartenant aux meilleures familles du pays, se sont engagés simples soldats dans l'armée. La seule classe des instituteurs, qui est influente et éclairée, a peut-être fourni 100,000 hommes aux armées fédérales. La conscription n'a pas ralenti ce mouvement patriotique : elle a excité au contraire la générosité des citoyens, et donné une impulsion nouvelle à ces prodigieuses souscriptions volontaires qui se font dans chaque ville, dans chaque paroisse, à chaque appel nouveau du président, pour engager des hommes, exonérer ou remplacer les citoyens tombés au sort. On calcule qu'en définitive, sur presque 3 millions de soldats qui ont été levés pendant la guerre (1), la conscription n'en a pas fourni 35,000. — Cet immense effort d'une nation libre est dû peut-être au caractère d'une race énergique, intrépide et persévérante : mettez à la place des Américains les Chinois, les Mexicains ou les Russes, et sans doute, à moins d'un pouvoir absolu qui leur imposât à coups de bâton la discipline, ils se seraient fatigués de tant de sacrifices et de revers. Il en faut, pour une grande part, attribuer l'honneur à la puissance de la liberté. Croyez-vous que le peuple américain lui-même eût donné ce grand exemple au monde, s'il eût été déshabitué de l'initiative et de la vertu civique par la tutelle d'une administration centralisée et d'une grande armée permanente? La démocratie une fois de plus a prouvé sa force, elle l'avait déjà prouvée alors qu'au milieu de notre révolution elle tenait tête à l'Europe et jetait à la frontière quatorze armées de conscrits qui valaient des vétérans; mais au lendemain de ce triomphe elle tombait épuisée dans les bras du pouvoir absolu. Il lui reste à montrer sa sagesse, sa persévérance et sa vertu : c'est l'ex-

(1) Les comptes officiels et authentiques du ministre de la guerre donnent un total de 2,759,049 hommes appelés sous les drapeaux par le président du 15 avril 1861 au 14 avril 1865. Il en a été levé seulement 2,656,553, qui ont servi dans l'armée ou dans la marine. Les premiers engagemens n'étaient que de trois mois : ils furent étendus successivement de trois à six et neuf mois, puis à un, deux et trois ans; ce dernier terme fut définitif. Les chiffres que j'ai cités ne comprennent pas les milices mobilisées dans l'été de 1863, qui ne servirent que pendant quelques semaines, et qui s'élevaient à plus de 120,000 hommes.

périence qu'aujourd'hui les États-Unis font pour elle en restant fidèles après quatre ans de guerre intérieure aux traditions de leur liberté; c'est ce qu'ils achèveront de prouver au monde après la guerre, le jour où, comme on l'espère, cette armée d'un million d'hommes s'évanouira, rentrera dans la vie civile, et déposera les armes aussi facilement qu'elle les a prises au jour du danger public (1).

Du steamer *Webster*, rivière James, 29 janvier.

Je suis rassasié de la vie militaire. Les deux jours derniers se sont passés d'une façon banale. Quelques promenades à cheval, quelques visites, quelques démonstrations de stratégie où je n'entends pas grand'chose, et de longues flâneries devant l'âtre flambant du général, au bruit mélancolique des grands pins gémissans sous le vent du nord : tel est le programme de la journée. Le soir, pour tout délassement, on joue aux cartes ou aux échecs sur une table branlante, dans l'atmosphère enfumée de la salle à manger, ou bien on fume gravement des pipes entremêlées de verres de liqueurs. Involontairement l'esprit s'endort et le corps même s'engourdit. Parfois je quitte la tente du général pour aller causer avec les jeunes gens de l'état-major. — Polis, prévenans, doux, sérieux, quelques-uns de bonne famille et de bonne société, je n'ai rien à leur reprocher que la somnolence inévitable de la saison.

(1) On évalue à 1,000,516 hommes l'effectif de l'armée des États-Unis au 1er mai 1865. Elle comptait au 1er mars 965,591 hommes, dont 602,598 pouvaient être mis en ligne de bataille. Le reste était dispersé dans les garnisons, les hôpitaux, les prisons du sud, ou absent par congé. Le nombre total des hommes enrôlés dans l'armée et dans la marine pendant les seize derniers mois de la guerre est de 675,452. Les pertes de la guerre s'élèvent pour le nord, en morts et blessés, à plus d'un million. On a compté au moins 326,000 morts. Au 15 novembre dernier, sept mois seulement après la paix, l'armée volontaire était déjà réduite de 800,900 hommes. Cette immense multitude a été licenciée en quelques mois, presque sans désordre, et, sauf dans les états du sud, où sa protection est nécessaire aux affranchis, toute trace du pouvoir militaire a déjà disparu. Les vétérans qui tiennent au métier des armes prennent du service dans l'armée régulière. Les autres, et c'est le plus grand nombre, aiment mieux rentrer dans leurs foyers. M. Stanton, le ministre de la guerre, avait d'abord voulu garder sous les drapeaux, jusqu'à l'ouverture du congrès, le *veteran reserve corps*, ou corps de vétérans réengagés pendant la guerre après l'expiration de leur premier terme de service; mais il vit qu'il aurait peine à les retenir, et qu'il valait mieux les licencier au plus vite. Un voyageur anglais, sir Morton Peto, qui a visité les États-Unis à la fin de l'année dernière, raconte qu'à Chicago il vit une imprimerie dirigée par un ancien secrétaire de l'ambassade de Londres. Le propriétaire le conduisit dans ses ateliers et lui montra ses ouvriers au travail. « Ce sont d'anciens soldats, lui dit-il; celui-ci était major, celui-là capitaine, cet autre lieutenant, cet autre encore simple fusilier. Ils m'ont quitté, il y a trois ans, en me faisant promettre seulement de rendre leur emploi à ceux qui reviendraient de la guerre. On les a licenciés il y a quelques jours, et les voilà tous assidus au travail comme s'ils n'avaient jamais quitté l'atelier. »

Je me fais raconter leurs campagnes. L'un d'eux, l'année dernière, fut blessé et fait prisonnier : on le jeta dans la prison de Libby, si faible qu'il ne pouvait plus se soutenir. Il perdait tout son sang, mais « j'étais résolu, me dit-il, à ne pas mourir. » Par bonheur, il appartenait à une secte de la franc-maçonnerie qui a beaucoup d'affiliés dans les états du sud. Il fit le signe convenu pour appeler du secours; un de ses gardes y répondit, — un officier confédéré qui le soigna, le nourrit et le fit guérir. — Un autre, naïvement héroïque, me disait du ton le plus simple : « J'aime bien les jours de bataille. » En effet, ce sont de terribles fêtes! Pendant la campagne meurtrière qui mena Grant du Potomac au James, on se battit presque tous les jours. 30,000 hommes restèrent couchés dans les forêts de la *Wilderness*. Pendant cinq jours, on se massacra jour et nuit sans se voir, dans des fourrés impénétrables, sans presque avancer d'une ligne. Le soir, les vivans épuisés dormaient pêle-mêle avec les morts. A Chancellorville, le feu se mit au champ de bataille, et morts et blessés furent brûlés ensemble dans les hautes herbes. —Les Américains, qui font tout grandement et qui s'en vantent, peuvent dire que c'est une guerre de géans.

Voilà l'école qui a formé leurs généraux. Vous vous amusez à railler la science improvisée des officiers de l'armée américaine. Le temps est passé, je vous l'assure, où des scribes, des avocats, des *clergymen*, qui peut-être n'avaient jamais tenu un fusil ni une épée, s'improvisaient du premier coup colonels ou capitaines, et où les généraux tombaient du ciel tout formés. Les *West-Pointers*, élèves de l'école militaire, qui sont un peu les aristocrates de l'armée et qui se donnaient d'abord le plaisir d'humilier les autres, sont bien forcés aujourd'hui de les accepter pour leurs égaux. A présent quatre ans de pratique et de rude expérience en ont fait des officiers certainement meilleurs que tel de nos vétérans de garnison qui passe général sans avoir jamais vu le feu. Après tout, nos grands capitaines de la république et de l'empire ont-ils eu d'autre école que celle de l'expérience? — Ces jeunes gens de vingt années à peine sont à la guerre depuis quatre ans. Celui-ci a été blessé cinq fois en une année, tel autre s'est engagé comme simple soldat : un seul était lieutenant dès le début. La liste des camarades morts dépasse de beaucoup celle des vivans. Ils ne font pas la guerre par plaisir ni par ambition, ils n'ont pas d'avancemens, de croix ni de pensions à gagner; mais ils songent à leurs familles, à leurs études, à leur carrière abandonnée, et ils appellent impatiemment l'heure de la délivrance. L'un d'eux me disait qu'il avait sa fiancée qui l'attendait à la maison, et qu'il comptait bien, si Dieu

lui prêtait vie, l'épouser un jour. La guerre n'est pas pour eux un métier, c'est un devoir austère auquel ils sacrifient sans récompense la plus belle part de leur jeunesse. Comparez ces soldats patriotes à certains de nos traîneurs de sabre et de nos beaux fils de famille oisifs qui embrassent le métier des armes pour le plaisir de l'uniforme ou de l'épaulette, et vous comprendrez la distance qui sépare une nation militaire d'une nation de citoyens.

Pénétrons à présent dans la tente du soldat. Elle est plus petite et plus basse que celle de l'officier. Quatre hommes couchent ensemble sur une espèce de table basse, et ils mettent en commun leurs couvertures. Par ce temps froid de l'hiver, ils se blottissent auprès du feu. La discipline leur interdit d'ailleurs de rôder au dehors, et la discipline est à présent fort sévère dans l'armée américaine. Avec l'unité du costume s'est introduite l'habitude de l'obéissance et l'unité du commandement. Les *Yankees* n'ont pourtant pas la gaucherie correcte et la raideur machinale de l'armée anglaise, armée d'automates admirables au feu comme à la parade. Aucun soldat, pas même le nôtre, n'a plus d'initiative et de génie. Donnez-lui une hache, des clous et un rabot; il vous construira des tables, des chaises, tout un ameublement de son invention. Donnez-lui de la terre glaise et des lattes; il se fera des cheminées incombustibles. Il est forgeron, machiniste, armurier, sellier, tailleur et terrassier quand il le faut. Il lit, il passe les journées d'hiver à écrire de longues lettres à sa famille; il emporte même ses tablettes aux piquets et compose des récits de bataille entre deux coups de fusil. C'est le plus civilisé et le plus savant des soldats. Cependant l'ordre hiérarchique est aussi bien observé que dans les armées passivement dociles de la Russie ou de l'Autriche. On cite, comme d'un mauvais exemple, les officiers qui se laissent traiter trop démocratiquement par leurs hommes. — Pour la vie matérielle, elle est abondante et saine : les soldats font trois repas par jour; les rations sont prodigues surtout en viande fraîche, en légumes et en café : c'est la boisson qui remplace ici les liqueurs fortes. Eau-de-vie, vin, bière, tous les spiritueux sont interdits sévèrement. On dit du reste que le général en chef donne lui-même l'exemple de la sobriété qu'il a prescrite en ne laissant boire à sa table que de l'eau pure. Quelquefois le commissaire des subsistances distribue aux hommes une ration extraordinaire de *whiskey*, mais seulement les jours de marche ou de bataille. La présence des femmes n'est pas tolérée, et le général a dit que les autres officiers pourraient recevoir leurs femmes le jour où Mme Grant viendrait elle-même le visiter. S'il arrive aux soldats d'user un peu trop vivement des droits du vainqueur sur les fermières virginiennes, ils sont pendus sans

merci, pour l'exemple, dit-on, et pour faire mentir les calomnies des rebelles. Plusieurs colonels interdisent les cartes dans leurs régimens et veulent faire du soldat un solitaire au milieu du camp. C'est là une rigueur exagérée et une affectation d'autorité puérile. Les sages se dispensent de cette tyrannie et se gardent bien d'étouffer chez leurs hommes cette grande force morale, la bonne humeur.....

Le bruit courait hier que le général Lee venait d'être investi chez les rebelles d'une dignité semblable à celle du général Grant, ce qui, dans l'état désespéré de la Virginie, équivaudrait à la dictature et au pouvoir absolu. Johnston aurait pris le commandement particulier de l'armée de Richmond, et le président Davis serait réduit, si Lee le voulait bien, au rôle d'un très petit garçon. Ceux qui connaissent le caractère des deux hommes pensent que la dictature de Lee ne serait qu'un autre nom pour la toute-puissance de Davis. C'est ce que me disait l'autre jour, chez le général M..., au milieu des libations et des cigares, un certain M. C..., jadis l'intime ami de l'*archi-rebelle*, pour qui il a conservé une grande indulgence et une certaine admiration. C'est assurément une figure originale et fière que ce fils d'un marchand de chevaux taré, ce *Yankee* devenu un homme du sud, ce parvenu de la démocratie adopté pour chef par l'aristocratie de l'esclavage, cet ambitieux obstiné qui, après quatre ans d'une lutte inutile et criminelle, quand tout faiblit et s'affaisse, soutient encore à lui seul le poids de la ruine universelle, sans fléchir sous la redoutable responsabilité qui l'écrase. C'est, me dit M. C..., un *noble fellow*, même dans ses crimes : aussi bon, aussi simple, aussi doux dans la vie privée que fougueux et intraitable dans la vie publique, il a ces passions violentes, cette volonté despotique, cette puissance dominatrice irrésistible, qui n'appartiennent qu'aux hommes supérieurs. Ce n'est point, comme son collègue le vice-président Stephens, un de ces hommes qui suivent l'exemple du crime sans oser le donner eux-mêmes, et qui ne méritent pas l'honneur d'une éclatante punition : ces têtes-là se courbent trop bas pour qu'on songe à les frapper. Davis est un de ces hommes dont la tête hautaine provoque la vengeance. Plus sa cause est désespérée, plus il outrage ses vainqueurs, comme s'il prenait plaisir à défier leur colère et à irriter leur justice. Si c'est un homme criminel, ce n'est pas un homme méprisable, et la grandeur tragique de son caractère contraste avec l'honnêteté faible et timorée du général Lee. Celui-ci voulait l'union, et il a servi les rebelles; il souhaite la paix, et il fait la guerre; — la dictature est sous sa main, et plutôt que de la prendre, il aime mieux obéir à un despotisme qui ruine son pays :

homme intègre, désintéressé, toujours trompé par de généreux sentimens, mais le plus impropre du monde à ce rôle de sauveur qu'on lui attribue, et fait seulement pour servir d'instrument docile à la volonté d'autrui.

Cependant l'air est tout plein de rumeurs pacifiques. On annonce un second voyage de M. Blair à Richmond : il n'est donc pas vrai que ses ouvertures officieuses aient été ignominieusement repoussées. Virginien de naissance, ancien et intime ami de Davis, il saura, dit-on, mieux que personne exercer quelque influence sur cet esprit opiniâtre et hautain. Enfin n'est-ce pas un signe des temps et un bon augure que de voir l'armée elle-même souhaiter la paix de toutes ses forces? On s'attend encore à une dernière campagne, à une ou deux grandes batailles, à beaucoup de sang versé; mais personne ne doute plus que cette année ne doive clore la grande guerre en menant les fédéraux camper au pied du capitole de Richmond.

Je m'arrête. Nous sommes en mer depuis une heure; le bateau grince, le plancher rebondit, la foule s'agite à côté de moi; un nègre qui chante et joue du *banjo* me donne des distractions; enfin le soir avance et la nuit va tomber. Nous avons passé la Fortress-Monroë, et nous nous dirigeons non pas vers Washington, — les glaces du Potomac nous barrent le passage, — mais vers Annapolis, le seul port libre sur la côte du Maryland.

Washington, 31 janvier.

J'ai encore à vous conter mon retour de l'armée. Avant-hier matin, au lever du jour, je montais dans le *car* des officiers avec une bande joyeuse d'aides-de-camp en congé, parcourant de nouveau les étapes connues. Voici la tranchée sur le bord de laquelle on a élevé un parapet de sable pour protéger le chemin de fer contre les bombes, d'ailleurs inoffensives, que l'ennemi a longtemps jetées sur les trains qui passaient. Voilà City-Point, la baraque du *provost-marshal*, la cohue et la poussée autour du guichet où se délivrent les passes, une autre cohue au bas de la colline qui assiége le guichet des billets du bateau à vapeur, deux heures enfin dans la gelée à piétiner sur place pour obtenir nos papiers respectifs. Un aide-de-camp du général de Trobriand me présente à un autre général qui retourne à Washington. Tous les officiers présens de la brigade se joignent à nous, et au nombre de huit ou dix, au grand étonnement des badauds, nous nous constituons son état-major. Tout le long du voyage, le général Madill nous couvre de son ombre, nous faisant, avec la meilleure grâce du monde, part des priviléges attachés à son rang. C'est à lui que je dois d'avoir trouvé

un lit sur le bateau, une place dans le chemin de fer, un abri contre la gelée à la jonction d'Annapolis.

Nous passons le soir à Fortress-Monroë, endroit peu pittoresque et peu attrayant; les gros bastions de la forteresse s'alignent sur une plage basse, les vaisseaux de guerre se balancent lentement sur les vagues : tout est gris, noir ou jaunâtre, d'une froideur triste et blafarde. Il est amusant de voir mes compagnons, qui depuis deux ans peut-être n'ont pas quitté l'armée, découvrir avec admiration une robe de femme sur le rivage et se la montrer avec convoitise comme un objet rare et merveilleux. Ensuite les braves garçons s'entassent comme des sardines dans la cabine du général pour jouer aux cartes sur leurs genoux. Le lendemain, par une radieuse et froide matinée, nous entrons dans la rade d'Annapolis. Le site est riant et aimable; la petite ville, environnée d'arbres, ne fait pas grande figure sur le rivage, mais elle a un aspect gai et champêtre, même au milieu des glaces de ce rude hiver. C'est ici, vous le savez, la capitale du Maryland, et une des plus anciennes villes d'Amérique. Elle a des colléges, une académie navale des États-Unis et d'illustres souvenirs : c'est à Annapolis que Washington se démit de son commandement après la guerre de l'indépendance. Le port, ouvert en toute saison, situé dans cette espèce de mer intérieure qu'abrite la péninsule du Delaware, entouré de deux longs bras de terre qui le protégent, est un des meilleurs de cette côte. Annapolis serait la rivale de Baltimore sans l'espèce de sommeil inerte où l'institution de l'esclavage et une longue habitude d'oisiveté semblent l'avoir engourdie. Les bateaux à vapeur amenés là par les glaces animent la rade et se pressent autour des jetées trop étroites. La ville elle-même, où nous descendons, ressemble à un village : quelques-unes de ses anciennes rues pavées ont l'immobilité et l'ennui de nos villes de province, où l'herbe pousse sous les pieds des passans. Il est visible qu'il y a là, comme chez nous, une petite aristocratie bourgeoise vivant de ses rentes, traînant du café au club une existence improductive. Ce sont peut-être des remarques bien affirmatives pour être faites en quelques minutes et dans l'espace d'un déjeuner. Je vous livre mon impression telle quelle, sans chercher si mes idées ont donné cette physionomie aux choses, ou si les choses ont réellement fait naître en moi ces idées.

Nous trouvons au chemin de fer, assiégeant une salle étroite et grande comme la main, une multitude de soldats en congé, qui se débattent pour obtenir passage sur les trains rares et encombrés. Chaque fois qu'un wagon se présente, il est en un clin d'œil rempli jusqu'à la gorge. Les employés, peu accoutumés à ce mouvement

extrême, ne savent comment faire. Il y a là de malheureux soldats qui, sur leurs quinze jours de congé, en ont déjà passé cinq à solliciter en vain le transport gratuit auquel ils ont droit. La condition de ces malheureux est désolante : pas un sou dans leur poche, car leur paie ne doit leur être comptée qu'à Washington, — et le temps passe dans l'attente vaine d'une justice qu'on ne veut pas leur faire. C'est là le plus grand vice de l'organisation militaire américaine : soldes, transports, feuilles de route, tout reste incertain et irrégulier. Les droits du gouvernement et les devoirs des compagnies de chemins de fer ne sont pas encore bien fixés. Les soldats, blessés ou valides, au lieu d'être conduits à leur destination sous la garde et sous la protection du gouvernement, sont livrés à eux-mêmes et doivent se tirer d'affaire tout seuls. Que de fois dans les salles d'attente encombrées, où à peine ils trouvaient une chaise pour se reposer, ou bien sous la pluie et la neige durant de longues heures, ou bien dans la foule inattentive qui les bouscule, se frayant péniblement un chemin jusqu'au wagon où ils cherchent à se hisser avec leurs mains débiles, — que de fois n'ai-je pas vu des malades, des blessés, des amputés sur leurs béquilles, avec l'expression de la souffrance sur leurs visages pâles, mais sans plaintes ni murmures contre la négligence du gouvernement qui les jetait ainsi mutilés à la porte de ses hôpitaux! — Aujourd'hui les pauvres gens ne savent à qui s'adresser, où trouver un appui. Ils viennent, faute de mieux, parler au général, qui ne peut rien. C'est là un de ces exemples de laisser-aller qui me font regretter notre administration minutieuse et omnipotente; mais les Américains n'en sentent pas le défaut.

Après un long retard, de vaines impatiences, des pourparlers éternels, nous voilà enfin repartis, bourrés à étouffer dans un *car* où nos officiers recommencent leurs bruyans jeux de cartes. Bientôt les bouteilles de *whiskey* sortent des poches, elles circulent à la ronde, passent et repassent maintes fois, recevant de chacun une vigoureuse accolade : plaisirs et gaieté de soldats.

Nous arrivons à *Annapolis-Junction*, lieu désert où s'embranche le chemin de Washington : ici trois heures d'attente, la glace, la bise, et les deux auberges, seules maisons du hameau, fermées par ordre du ministre de la guerre pendant le passage des troupes. Nous frappons en vain aux portes closes, aux fenêtres vitrées. A la fin, le capitaine H..., moitié diplomatie, moitié menaces, en fait ouvrir une pour le général et son état-major : nous nous y précipitons au nombre de trente environ. Les dames, les blessés sont introduits dans la salle voisine; nous autres, avec notre *whiskey* et nos cigares, nous prenons possession d'une grande chambre humide, dépeuplée de chaises. D'abord nous accomplissons grave-

ment la cérémonie d'usage, les rondes de présentations et de poignées de main à l'américaine, suivies d'une rasade générale à notre santé commune. Tous ces messieurs sont ronds, bons enfans et hospitaliers. Il y a dans le nombre quatre costumes civils : moi-même, un certain général Singleton, *peace-democrat* de l'Illinois, adjoint à la mission officieuse de M. Blair et parti avant-hier de Richmond, — véritable homme de l'ouest avec ses longs cheveux fauves, sa barbe inculte, sa grosse casquette de peaux de loutre et sa dégaine d'ouvrier endimanché, — puis un gros *Yankee* massif avec une barbe de bouc recourbée en avant, une petite tête ronde sur un corps d'éléphant et un petit chapeau microscopique sur l'oreille; ce gracieux personnage fait des passes avec ses bras et ses jambes, des grimaces joyeuses avec sa grande gueule édentée, et ses petits yeux bridés pleurent le *whiskey* dont il s'est rempli. — Le dernier est un *gentleman* bouffonnement grave et solennel, affectant en plaisanterie des airs majestueux, disant de pompeuses bêtises d'une voix pâteuse et indistincte, — l'œil vague et fixe, mais rayonnant de cette joie intime dont un ivrogne ne peut jamais maîtriser tout à fait l'expression. Le petit lieutenant W..., donné en escorte par le général Ord à Singleton et à des dames qu'il ramène de Richmond, me présente à ces deux messieurs : ce sont des chapelains de son corps. Le plus grave, avec des poignées de main et des salutations tragiques, me dit : « Vous êtes de Paris? J'y ai longtemps été occupé du grand œuvre. — Quelle œuvre? — La société chrétienne! — Ah çà, dis-je au petit lieutenant, vos aumôniers me paraissent de bien bonne humeur, celui-là surtout est tout à fait jovial. — Oh! me répondit-il, *he's tight, that's all;* traduction libre : le révérend père a un peu bu. Voilà les mœurs de messieurs les chapelains de l'armée américaine, et le plus étrange, c'est que personne ne semble s'en étonner. Il est admis que l'homme de Dieu a, lui aussi, des faiblesses humaines, témoin celui que le général T... a mis à la porte de sa brigade pour délassemens dignes des galères. Ce peuple le plus religieux du monde n'est pas, vous le voyez, très agenouillé devant le ministre de l'Évangile. Il le paie, le met à l'engrais, lui demande des sermons, et n'en exige pas plus long. Il ne voit guère en lui qu'un parleur mercenaire qui l'aide à s'édifier le dimanche, et dont le talent, non la moralité, fait la valeur.

Les camps sont d'ailleurs une mauvaise école pour les manières. J'avais déjà remarqué à Annapolis ce jeune lieutenant W..., dont le visage imberbe, presque féminin, le regard doux, la taille jeune et mince contrastaient singulièrement avec l'équipage sordide et grossier d'un soldat en campagne. On ne pouvait s'empêcher de considérer avec intérêt cette figure frêle et encore enfantine jetée dans

le milieu brutal où je la voyais. Quand j'appris qu'il était fils d'un membre du cabinet et d'une des meilleures familles du pays, je ne m'étonnai plus de cet air de distinction et de bonne grâce que ne pouvait effacer toute la grossièreté convenue des façons militaires. J'éprouvais un déplaisir extrême à voir cette bouche fine et imberbe mordre à pleines dents dans un morceau de tabac concassé et lancer une salive jaunâtre avec l'aplomb d'un vieux loup de mer, ou bien à entendre déborder de ces lèvres enfantines le déluge des gros mots qui composent le vocabulaire habituel du soldat. Ce blanc-bec est plus homme pourtant que beaucoup de grands nigauds barbus frais émoulus du séminaire ou du collége. Avec ses vingt ans à peine, il a fait le tour du monde sur un vaisseau de la marine américaine, où on l'avait engagé comme mousse à quatorze ans. Depuis la guerre, il a passé à l'armée de terre, dont il est déjà un vétéran. Je le regardais avec sympathie et presque avec pitié, en me disant qu'il était dommage de moissonner une si jeune écorce. Je le retrouvai le soir même chez M[me] Blair, à qui nous fîmes visite ensemble, — et là pipe, chique, eau-de-vie, jurons, air martial, avaient disparu. Ce n'était plus qu'un jeune homme doux, souriant, un écolier en vacances, modeste, inoffensif et timide comme une jeune fille. Le lendemain pourtant il devait reprendre le sabre, l'uniforme, les bottes ferrées, la rudesse et la vie aventureuse de son métier cruel.

Il me mena dans la salle voisine pour me présenter aux dames fugitives de Richmond. Bien qu'elles semblassent peu disposées à entrer en conversation suivie, je leur arrachai quelques curieux détails sur la vie de la capitale rebelle. Leurs airs de patriotisme offensé quand on semblait croire Richmond dans la misère et le deuil, leurs récits complaisans de ses fêtes et de ses plaisirs étaient en eux-mêmes des traits de caractère amusans et curieux. Tout en élevant fièrement le drapeau rebelle en paroles, elles l'abaissent en fait quand elles cherchent refuge chez l'ennemi, et leur fuite prudente ne parle pas trop pour la solidité de la maison dont elles me vantent les splendeurs. A les en croire, la vie est aussi calme, aussi facile à Richmond qu'à New-York, les subsistances y sont même à meilleur marché, les articles de toilette sont seuls hors de prix. Jamais du reste, m'affirment-elles, la capitale de la Virginie n'a été si gaie ni si pleine de luxe. Les voitures, les chevaux, les concerts, les bals, jusqu'à un théâtre, rien n'y manque pour faire l'illusion de la prospérité... « Au bruit du canon, » leur disais-je. — « Le canon! on l'entend quelquefois quand le ciel est bien pur; mais Richmond est loin de la guerre. » — C'est ainsi que les sociétés s'accoutument à une existence orageuse et précaire, et qu'elles se

croient en sûreté à cinq lieues des armées ennemies, comme le marin sur sa planche fragile, ou le danseur de corde sur son câble au milieu du Niagara.

Mais jetons un coup d'œil sur la foule qui goutte à goutte a suinté du dehors et remplit maintenant la maison. On ne saurait voir plus triste assemblage. Là-bas, couché sur un banc, un malade de la dyssenterie, plus semblable à un mort qu'à un vivant, dont les yeux pourtant tournent encore quand il ne peut plus lever la tête, et qui tout à l'heure va trébucher entre ses deux guides, n'ayant même plus la force de se soutenir sur leurs épaules avec ses bras étendus; ici des amputés que les passans coudoient et qui se garantissent avec peine des chocs douloureux sur leurs moignons malades. Ils n'ont pas encore appris l'usage de leurs béquilles et s'en vont mal assurés, à petits pas, sans vouloir pourtant recevoir d'assistance. Au dehors, une foule de peuple, quelque cinq ou six cents personnes prennent en patience le froid et la neige. Des officiers font des quêtes pour les malades et les besoigneux. Cependant on a fait silence dans l'autre chambre. Nos hommes, l'un après l'autre, se sont couchés par terre, le long des murailles, et, le *whiskey* aidant, ils dorment de ce profond et facile sommeil du soldat que ne réveille ni le clairon ni le tambour. Quelques-uns rêvent les yeux ouverts, une pipe ou un cigare entre les dents; d'autres ont fait cercle au milieu de la salle, et, accroupis près du poêle, jouent joyeusement aux cartes. Au fond, Singleton et mon patron le général sont assis sur les seules chaises de l'appartement, en conversation intermittente et alanguie. On parle de Richmond, et Singleton donne de curieux détails sur la vie qu'on mène dans la capitale confédérée. Nulle part, dit-il, les subsistances ne sont à plus bas prix contre de l'or. Le bon marché relatif que je remarque aux États-Unis, et qui vient de la crise monétaire causée par le régime du papier-monnaie, est encore plus grand chez les rebelles. En revanche, la cherté porte sur les vêtemens, les étoffes, et en général tous les objets manufacturés, toutes les marchandises d'importation étrangère. Cherté et bon marché procèdent de la même cause, qui fait surabonder la matière première inutile, et sont, comme aux États-Unis, le signe de la même gêne, on peut dire ici de la même détresse. Tandis que le coton, la térébenthine, le tabac, s'accumulent sur les plantations ou dans les magasins, et que l'agriculture, frustrée de ses profits ordinaires, ne sème plus que du maïs, des pommes de terre et du blé, les produits des manufactures d'Europe s'encombrent à l'île anglaise de Nassau, sans obtenir passage aux états du sud. L'or cependant oscille entre quarante et soixante contre un, et le plus haut prix des

graybacks confédéres est de trois *cents* le dollar (1), le cours habituel et moyen étant de deux *cents* seulement. Le général Singleton a tiré de sa poche la note d'un dîner fait il y a trois jours à *Spottswood-house*, l'hôtel le plus élégant de Richmond : 80 dollars par tête pour le dîner même, soit pour quatre convives 320 dollars, — plus le vin, les liqueurs, le café, les cigares de la Havane, — total : plus de 800 dollars. En revanche, il rapporte un bloc énorme de tabac à chiquer, lourd comme un quintal et dur comme du bois, où les couteaux de messieurs les officiers du général Ord avaient déjà fait plus d'une blessure : tabac de première qualité et d'arome exquis, acheté pour 25 *cents* en *currency* des États-Unis, ce qui ferait un peu plus de 11 sous de notre monnaie. A la faveur de cette terrible disproportion des marchés, il s'est fait à Richmond, à Wilmington et à Charleston, sans doute aussi à Liverpool et à New-York, d'immenses fortunes parmi les spéculateurs et les négocians. Les *steamers* qu'ils font construire en Angleterre pour courir le blocus (*run the blockade*) ne leur coûtent pas la moitié du profit que leur donne un seul voyage heureux. La valeur du coton varie tellement du marché de Charleston à celui de Nassau, qu'il n'y a pas plus de comparaison possible entre la marchandise avant et la marchandise après le voyage qu'entre l'or anglais et la *currency* confédérée. Je suppose que la double opération réussisse et que le navire, après avoir déposé son tabac, son coton et ses résines à Nassau entre les mains des acheteurs anglais, rapporte à Wilmington une cargaison d'armes, de plomb, d'acier, de souliers, de draps, de toiles, et des cent mille riens dont les dames de Richmond n'ont pas encore appris à se priver. La rareté de ces arrivages fait de l'heureux armateur le maître du marché, et il exige pour ses marchandises n'importe quel prix extravagant qu'il est sûr de trouver. Voilà sa fortune faite d'un seul coup. Ou bien, s'il se contente du profit de l'exportation, et qu'il rapporte à Richmond la livre sterling que les Anglais lui ont donnée en paiement, il se trouve, grâce à la prime de l'or, encore plus riche qu'à Nassau.

L'or est la seule base stable du commerce chez les confédérés comme aux États-Unis, avec cette différence que la monnaie légale a ici une valeur réelle fondée sur un espoir sérieux de remboursement, tandis que chez les rebelles elle n'en a d'autre que la commodité actuelle et l'utilité d'un moyen d'échange. Ce n'est qu'en Amérique qu'on peut voir se soutenir ainsi un papier sans valeur aucune et sans durée possible. La grande habitude que les Américains ont prise de cette monnaie fictive fait qu'ils l'acceptent volon-

(1) Le *cent* est la centième partie du dollar, de la valeur d'un peu plus d'un sou.

tiers pour s'en débarrasser le lendemain, et sans vue plus lointaine que l'usage immédiat qu'ils en vont faire. Lorsqu'ils reçoivent du papier confédéré, ils reçoivent non pas le vingtième, le quarantième, le centième ou toute autre fraction du dollar d'or, mais simplement l'instrument d'échange légal qui circule sur leurs marchés. Peu importe donc si l'or est à 65 ou à 30 contre un; ces variations n'indiquent ni catastrophe, ni résurrection des finances rebelles, mais simplement les vicissitudes d'une spéculation passagère et l'abondance ou la rareté momentanée du métal précieux. Passé certaines limites, il n'y a plus entre le crédit et les espèces de rapport ni de proportions possibles. Il y a longtemps que la monnaie confédérée les a dépassées, et qu'elle n'est soutenue au milieu de la banqueroute vingt fois consommée que par le cours forcé et par l'isolement de la guerre.

C'est ainsi que des spéculateurs habiles et audacieux pêchent dans les eaux troubles et trafiquent honteusement de la misère publique. S'ils craignent beaucoup la prise dont les croisières fédérales menacent toujours leurs vaisseaux, ils trouvent à Nassau et en Angleterre des compagnies d'assurance qui partagent avec eux le risque et le bénéfice. Cependant, à mesure que le blocus se concentre et que les principaux ports de la confédération sont occupés par l'ennemi, ce commerce devient plus difficile et plus dangereux. La prise du fort Fisher, en fermant Wilmington aux *blockade-runners*, leur a porté un coup irréparable. Il y a dans Nassau d'immenses cargaisons destinées aux états du sud, et qui maintenant, faute d'issue pour y pénétrer, devront être expédiées au marché de New-York. M. Singleton dit que la ruine de Wilmington est une perte insignifiante, amplement compensée par la reprise inattendue du commerce de Charleston en dépit des bombes et des escadres fédérales; mais je me défie un peu des jugemens trop favorables d'un *peace-democrat* presque complice des rebelles, et de ses propos encore moins impartiaux que ses jugemens. Singleton, comme tous ceux qui veulent la paix à tout prix, essaie de faire croire à l'éternité de la guerre et à la puissance toujours entière de la confédération du sud. Autant écouter et croire un émissaire de Jefferson Davis que de prendre au mot Singleton sur ce qui touche la grandeur et la force de ses bons amis du sud. Bien que son voyage même et sa mission semi-officielle de négociateur, ou plutôt d'éclaireur pacifique, envoyé pour reconnaître le terrain de l'ennemi, montrent combien la cause de l'Union a gagné depuis l'an dernier, et quel rapprochement d'espérances patriotiques s'est opéré entre l'administration républicaine et les démocrates, même les plus acharnés, il n'a pas assez dépouillé le vieil homme pour n'être pas soupçonné d'un cer-

tain parti-pris. Je le crois pourtant sincère lorsqu'il affirme que le sud a encore les matériaux d'une dernière et terrible campagne, que le gouvernement de Richmond a dans ses magasins 1,070,000 balles de coton, une quantité incommensurable de tabac, et assez de maïs pour nourrir toutes ses armées. La fertilité du sol est si grande dans la plupart des états du sud, que les substances grossières y viennent presque sans culture. L'*indian corn*, les patates douces, le seigle, n'y manqueront jamais, à moins que la terre ne reste en friche. Une population de quelques milliers d'esclaves et de quelques millions de porcs, qui pourvoient tout seuls à leur propre vie, peuvent y nourrir matériellement la population oisive et combattante; mais il ne suffit pas d'avoir du pain de maïs à mettre sous la dent du peuple et de satisfaire tant bien que mal la faim des soldats. Un peuple civilisé a bien d'autres et non moins impérieux besoins que le blocus irrite. Si belles que soient les récoltes, si l'on n'a plus ni routes ni chemins de fer pour les répartir, ni bras pour les moissonner, ni marchés pour les vendre, la misère et la faim domptent bientôt les plus opiniâtres résistances et les plus héroïques résolutions.

Je n'ai pas voulu interroger le général Singleton sur la question de la paix. Je ne tardai point d'ailleurs à voir que lui et M. Blair en faisaient un secret d'état. Hier soir, chez Mme Blair, je hasardai sous forme timide un vœu de curiosité modeste. Elle répondit aussitôt, sans que j'eusse directement provoqué la réponse, qu'elle-même ne savait rien, et que son beau-père n'avait pas parlé. Malgré les injures des journaux de Richmond et les provocations blessantes de celui même qui publie les opinions présidentielles, malgré l'annonce méprisante que Francis P. Blair, *of Lincolndom*, venait les espionner dans leur capitale, Davis, son ancien ami, l'avait à son premier voyage accueilli à bras ouverts, familièrement reçu, invité à prendre le thé en famille. M. Blair, après conférence avec le président Lincoln, vient justement de repartir pour City-Point; mais rien n'a transpiré jusqu'à moi des négociations d'ailleurs tout officieuses qu'il dit avoir entreprises sous sa responsabilité privée et en son nom personnel.

On murmure que les choses sont au fond bien plus avancées, — que le général Grant a reçu cette semaine des ouvertures pacifiques qu'il a transmises au président Lincoln sans vouloir y répondre lui-même. Le lieutenant-général se serait contenté de dire aux envoyés du sud qu'il n'avait aucuns pouvoirs pour entrer en négociations, ni même conclure un armistice, avant que le président les lui eût confiés. Ce soldat, ce victorieux, ce chef rigoureux d'une armée de 100,000 hommes, ce commandant suprême de toutes les

forces militaires des États-Unis ne croit pas pouvoir s'affranchir de l'autorité civile, ni usurper illégalement des attributions qui lui seraient sans aucun doute confirmées par la voix publique. Maître absolu dans son armée, où la volonté même du président cède à la sienne, il ne se croit pas dispensé d'obéir à la majesté souveraine des lois de son pays. Dans cette modestie noble et fière, il faut assurément faire la part du grand caractère, du patriotisme intègre et désintéressé du général Grant : tous les autres généraux populaires ne seraient peut-être pas si réservés ni si honnêtes (1); mais il faut surtout y reconnaître l'influence des institutions et des mœurs républicaines. L'Amérique est peut-être le seul pays du monde où l'on voie cet admirable et rare spectacle du pouvoir militaire incliné volontairement devant l'autorité civile, et ne méditant aucune de ces usurpations fatales qui chez nous couronnent la gloire des grands hommes aux dépens de la morale et de la liberté des peuples.

C'est qu'on n'a pas en Amérique le goût de l'obéissance et de la domination militaires. Si le sentiment national a pu soulever des millions d'hommes, faire surgir coup sur coup dix armées en quatre ans, n'allez pas croire que la guerre civile y ait fait naître cet esprit militaire ou plutôt *prétorien* qui fleurit de préférence chez les peuples où règne encore, sous le voile d'une fausse démocratie, une espèce de sentiment aristocratique dégénéré. Je suppose une société démocratique en apparence, où, par une étrange anomalie, l'oisiveté brillante et inutile soit encore l'objet de l'admiration publique, où les rancunes aveugles et les ridicules préjugés des classes aient survécu au nivellement égalitaire, — où l'on attache moins de prix à l'honnêteté commune et bourgeoise qu'à une affectation d'honneur superficiel et frelaté : cette société sera vouée fatalement à la domination militaire, à l'esprit de charlatanisme et d'antichambre, au despotisme et au bon plaisir, jusqu'au jour du moins où elle rougira de ses vices. Quel est ce portrait? Dieu veuille que ce ne soit pas le nôtre! ce n'est pas à coup sûr celui du peuple américain. Nul autre peuple ne pratique d'une manière plus complète et plus naturelle les principes de l'égalité moderne. On peut dire à la rigueur qu'il n'y a qu'une seule classe en Amérique, la classe laborieuse, commerçante et industrielle, qui comprend tout le peuple. Ces hommes si positifs par nature et par habitude, ouverts seule-

(1) Témoin le général Sherman, qu'on ne peut accuser d'ambition césarienne, et qui pourtant, après la prise de Richmond et la capitulation de Lee, prit sur lui d'accorder au général Johnston, dont il tenait l'armée à sa merci, une espèce d'amnistie politique générale au moins prématurée, que son gouvernement fut obligé de désavouer avec éclat.

ment aux aspects utiles et pratiques des choses, ne se plaisent pas dans une vaine ostentation du point d'honneur. Un officier américain battu par l'ennemi ne couvrira pas sa défaite de gasconnades glorieuses comme un mandarin chinois ou un hidalgo mexicain, et personne ne verra dans son aveu dénué d'artifice une preuve de cynisme ou de lâcheté. — Est-il enfin un autre pays du monde où l'on ait plus de mépris pour ces habitudes d'oisiveté aristocratique dont nous tirons encore vanité? Voilà pourquoi l'esprit militaire n'entrera jamais dans ses mœurs. La guerre n'est pas pour les Américains une occasion de déployer des vertus brillantes et de se faire applaudir sur un grand théâtre, une espèce d'art comme celui du musicien ou du bateleur, c'est une nécessité qu'ils subissent avec courage, et dont ils sauront venir à bout.

N'écoutez pas les faux prophètes qui prédisent à l'Amérique un despotisme militaire couronné par l'avénement prochain d'une monarchie. Ce ne peut être que le rêve des esclavagistes réactionnaires et l'humeur noire de quelques ambitieux désappointés. L'armée américaine ne saurait devenir ni un pouvoir politique durable ni l'instrument d'une longue dictature. L'indépendance des uns, le patriotisme des autres ne le permettront jamais. Si un général victorieux voulait retourner ses armes contre la liberté de son pays, ses troupes l'abandonneraient ou se chargeraient de le punir. Si quelques soldats après la guerre tournent au brigandage au lieu de rentrer dans la vie civile, la fusillade et la potence, dont les Américains savent user comme les autres, en auront vite raison. L'armée permanente, dont l'augmentation demeure certaine, ne sera jamais assez forte pour être un danger. Enfin, quand même un César (et la démocratie américaine ne produit pas de tels hommes) régnerait dans Washington au son du tambour, la république ne serait pas ébranlée. Pour qu'un peuple démocratique passe à la monarchie ou même à la dictature, il faut qu'une longue et lente révolution ait rassemblé tous les pouvoirs en un même lieu. Il n'est pas étonnant que la république romaine soit tombée, quand deux pouvoirs seulement, le peuple de la ville et l'armée, disposaient des destinées du monde. Tout général populaire dans la plèbe romaine était naturellement maître de l'empire. Nous-mêmes, si nous tombons si aisément d'une main dans une autre, c'est que nous avons un centre national et politique dont il suffit de s'emparer pour nous dicter souverainement des lois. L'Amérique a bien raison de ne pas nous l'envier, et de croire que le maintien de ses institutions fédératives est aussi nécessaire que son unité nationale au salut de sa liberté.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LA

PHILOSOPHIE DE GOETHE

IV.

DES TYPES PHILOSOPHIQUES DANS LA POÉSIE DE GOETHE : PROMÉTHÉE, MÉPHISTOPHÉLÈS, FAUST.

I. *Œuvres de Goethe*, traduction nouvelle par M. Jacques Porchat, 10 vol. in-8°. — II. *Œuvres scientifiques de Goethe*, analysées et appréciées par M. Ernest Faivre. — III. *Œuvres d'Histoire naturelle de Goethe*, traduites et annotées par M. Ch. Martins. — IV. *Conversations de Goethe* pendant les dernières années de sa vie, recueillies par Eckermann, traduites par M. Émile Délerot. — V. *Correspondance entre Goethe et Schiller*, traduction de Mme de Carlowitz, annotée et accompagnée d'études historiques et littéraires par M. Saint-René Taillandier, 1863. — VI. *Le Faust de Goethe*, d'après les principaux commentateurs allemands, par F. Blanchet.

Nous avons exposé l'origine et l'ensemble des conceptions de Goethe sur la nature et sur la destinée humaine (1). Nous croyons être fondé à dire, d'après les preuves que nous en avons données, que Goethe a sa philosophie, si l'on ne réserve pas exclusivement ce mot à un dogmatisme régulier, approfondi, qui n'était ni dans le tempérament du poète, ni dans ses intentions. Si la philosophie n'est pas nécessairement circonscrite dans une forme systématique, si elle est aussi bien une manière d'être originale et personnelle de l'intelligence vis-à-vis des choses, une façon individuelle de voir la réalité, pourvu que cette manière d'être et de sentir ait une certaine élévation et que cette vue des choses soit suffisamment compréhensive, qui mieux que Goethe, parmi les grands esprits du

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre, du 1er et du 15 novembre 1865.

XIXe siècle, mérite d'être considéré comme un esprit philosophique pour ses affinités intellectuelles avec des penseurs tels que Spinoza, pour son universelle curiosité, pour l'ardeur de ses recherches et la hardiesse de ses conceptions sur les origines et les lois des êtres?

« Tu es né pour donner à la réalité une forme poétique, » lui disait un jour Merck, un de ses meilleurs amis, un de ceux qui l'ont le mieux connu et le moins flatté. « Ta tendance, ta direction inévitable est de transformer la réalité en poésie, la nature en art. » C'est peut-être le mot le plus juste qui ait été dit sur le génie de Goethe. Là est véritablement le lien entre les deux parties de sa vie qui semblent d'abord si profondément distinctes, entre les deux hommes que l'on s'étonne de rencontrer en lui, l'artiste et le savant. Il semble qu'il y ait une opposition radicale entre ces deux formes de l'activité intellectuelle : l'une qui pour avoir le secret de la vie commence par la détruire, qui pour analyser la pièce maîtresse de l'organisme en comprime le jeu et en décompose les mouvemens, qui dissout l'ensemble vivant pour le comprendre, qui, en isolant les parties, en rompt l'harmonie et en mutile fatalement la beauté, — l'autre qui tend en toutes choses à l'ensemble harmonieux, à la synthèse vivante, qui s'essaie à retrouver partout la force secrète, la vie des choses, à reproduire la forme idéale des objets, la beauté plastique de chaque corps et de chaque figure. A de bien rares exceptions près, ces deux tendances se rencontrent isolées et dans des esprits très différens. Elles se montrent à nous unies et réconciliées dans Goethe. Il a senti de très bonne heure, dans les calmes profondeurs de son âme, la fascination de la nature. Il a obéi à l'attrait vainqueur, mais en le faisant servir à son développement poétique, à la culture secrète de son génie intérieur. Il a mis de l'harmonie dans ses facultés en les subordonnant à un but unique : expliquer le monde par la science pour mieux le reproduire par l'art. La poésie, en effet, n'est pas seulement pour lui une œuvre d'inspiration tout intérieure ni de fantaisie pure : son ambition la plus haute est de s'inspirer de la réalité pour en fixer la brillante et mobile image dans les formes plastiques de son génie. Lui-même déclare que la beauté de la nature l'invite et le dispose à la production. « Celui à qui la nature commence à dévoiler son mystère éprouve un attrait invincible pour l'art, son plus digne interprète. » C'est dans le même sens qu'il dit ailleurs de sa poésie qu'elle est *éminemment objective*, marquant par là que la source en est dans la réalité vivante, — que ses principales œuvres esthétiques sont le dernier résultat, le terme de l'évolution d'une idée philosophique éclose dans l'observation des phénomènes et de leurs rapports, parvenue dans l'art à sa forme suprême, — enfin que sa pensée scientifique, enivrée de ses contemplations et de

ses découvertes, ne trouvait que dans la poésie son apaisement et sa délivrance.

On peut juger, d'après cela, en quel sens il faut entendre la création poétique chez Goethe. Par l'étude constante de la réalité, par la contemplation des lois générales, par la méditation des grands problèmes, il remplit sa pensée de faits, de lois et d'idées scientifiques; mais ce travail assidu et ces vastes connaissances n'étouffent pas la réclamation énergique des facultés créatrices; c'est maintenant à leur tour d'agir. A un jour donné, dans une heure privilégiée d'émotion poétique, cette masse confuse de détails, cette multitude de notions générales, non liées entre elles, s'ébranle. Une conception esthétique apparaît, obscure et vague d'abord, puis se déterminant et se précisant de plus en plus, s'emparant de cet amas de phénomènes et de problèmes enfermés dans chacun d'eux, éliminant les uns, recueillant les autres pour les relier dans un ensemble, imposant à toutes ces notions isolées une direction générale, un centre déterminé, une forme,—les organisant. Quelque type caractéristique, choisi par le poète, fera l'unité de l'œuvre, lui donnera son nom. Le comble de l'art sera atteint, si un grand intérêt, un sentiment humain et puissant domine l'ensemble et attendrit ce drame des idées pures en y mêlant quelque chose de l'homme. C'est alors qu'on peut dire que l'inspiration a fait son œuvre vraiment divine; elle a créé la vie dans ces formes inanimées. Tout avait déjà pris un corps, une figure; tout maintenant va s'animer pour une existence idéale à la fois et réelle. Heureuse l'œuvre ainsi conçue dans les régions les plus hautes de la pensée, et dans laquelle a passé, avec le frisson sacré du poète, la palpitation immortelle de la vie! L'émotion de la foule humaine s'attache à de pareilles œuvres et ne les quitte plus à travers les siècles.

I.

Il y a donc une interprétation nouvelle, en un sens, à donner de cette poésie, à la fois savante et inspirée, qui rappelle à plusieurs égards l'inspiration alexandrine. Nous essaierons de montrer par quels liens l'invention poétique de Goethe se rattache à sa philosophie générale. Ce serait assurément ne rien comprendre à son génie que de ne pas marquer, parmi les sources les plus hautes et les plus actives de son inspiration, cette métaphysique de la nature qui occupe les sommets les plus élevés de son esprit. Il nous a paru intéressant de remonter aussi loin que possible vers ces hauteurs, jusqu'à la source qui en jaillit. Nous allons maintenant descendre avec elle la pente par où elle se précipite, la suivre dans son cours

varié, montrer comment elle se répand à flots pressés et se distribue dans l'œuvre immense de Goethe, communiquant à certaines parties de cette œuvre quelque chose de cette limpidité froide et de cet éclat presque dur des sommets glacés d'où elle descend.

La philosophie de Goethe s'exprime de deux manières dans son œuvre poétique : d'abord par la conception de certains types qui sont des idées autant que des personnages dramatiques, puis par la tentative plusieurs fois répétée de traduire sous forme de symboles et d'allégories la science de la nature. Nous examinerons une autre fois comment il s'est inspiré des notions qu'il s'était formées sur la nature, quelle influence son génie en a ressentie, quelles traces de ses méditations et de ses recherches scientifiques se sont imprimées au cœur même de sa poésie, particulièrement dans le *second Faust*. Aujourd'hui nous voudrions, par une analyse rigoureuse, dégager et mettre en lumière l'idée philosophique qui a présidé à la formation de ces types particulièrement chers au poète, Prométhée, Faust et Méphistophélès.

Un fragment antique, le *Prométhée*, fut la première révélation publique de ce spinozisme poétique qui déjà se formait dans son esprit. L'ouvrage fut composé vers 1775, au retour de ce fameux voyage du Rhin, où le jeune voyageur s'était aventuré de gaîté de cœur à la suite des triomphes équivoques de Lavater, et d'où il était revenu avec des préventions très fortes contre la religion du pieux prédicateur, mélange d'intrigues et de mysticité. Ce beau fragment semble être le contre-coup immédiat du désenchantement de Goethe à l'endroit du christianisme sentimental, et de sa ferveur spinoziste, ravivée, entretenue par Jacobi dans la solitude de Pempelfort. On dirait que le jeune poète s'essaie à la résistance contre les tyrannies mystiques qui ont pesé un instant sur le libre essor de ses facultés créatrices. « Je me séparai *même des dieux*, nous dit-il, à la manière de Prométhée... La fable de Prométhée devint en moi vivante; je coupai à ma taille la robe antique du titan, et, sans autres méditations, je commençai à écrire une pièce dans laquelle est représenté le mécontentement que Prométhée provoque chez Jupiter et les autres dieux en formant les hommes de sa propre main, en les animant par la faveur de Minerve et en fondant une troisième dynastie. Et véritablement les dieux qui régnaient alors avaient tout sujet de se plaindre, parce qu'on pouvait les considérer comme des intrus, injustement établis entre les titans et les hommes... La mythologie grecque présente ainsi une richesse inépuisable de symboles divins et humains... Cependant l'idée titanique et gigantesque d'un assaut livré au ciel ne fournit aucun élément à ma poésie. Il me convenait mieux de retracer cette résistance paisible, plastique au be-

soin, patiente, qui reconnaît la puissance supérieure, mais qui voudrait s'égaler à elle (1). »

La mythologie grecque lui fournissait ainsi fort à propos un des plus poétiques symboles par lesquels pût s'exprimer l'attitude déjà militante de sa pensée. On comprend aisément ce que représente dans l'esprit de Goethe cette deuxième dynastie de dieux, rois intrus, véritables usurpateurs, médiateurs inutiles entre la première et la troisième dynastie, entre les titans et les hommes. Ces dieux qui n'ont pu ni organiser le monde, ni créer l'homme, à quoi servent-ils? Quand ils disparaîtront, ils ne laisseront pas de place vide dans le drame immense de la création, dans l'histoire du monde. Donc à l'origine il y a les titans, c'est-à-dire les forces élémentaires de la nature, et Prométhée, le plus habile, le plus industrieux de tous, qui représente l'instinct secret de l'organisme universel, la force plastique et créatrice, élaborant la masse confuse des choses, dirigeant les énergies aveugles des titans, ses frères, dans le sens de l'ordre et de la loi, formant l'homme enfin. Au terme de ce travail gigantesque, l'homme apparaît, le plus fragile et le plus fort des êtres. Il pense. Dès lors, le règne des titans eux-mêmes est fini. La terre a reçu son vrai maître, qui la domptera en attendant que les propriétés secrètes de la matière et les lois physiques, ramassées dans sa main, lui permettent de conquérir les cieux. Entre les forces aveugles, dirigées par l'instinct artiste de la nature, et la pensée, enfin éveillée dans l'homme et créant en lui la liberté, que vient faire la dynastie de ces dieux fainéans, qui ne savent occuper que par les durs caprices de la tyrannie les loisirs d'une royauté imbécile, méprisée des vrais travailleurs, des titans, ces ouvriers du monde, et du plus grand de tous, désigné par sa grandeur même à des haines plus violentes, Prométhée, l'ouvrier de l'homme? L'allusion est directe, le symbole transparent. Entre la nature et l'homme, tout intermédiaire prétendu divin doit disparaître; la raison dissipe ces fantômes, fils de la nuit et de la peur. Si ce n'est pas là la pensée même de Goethe, nous nous sommes bien mépris.

Qu'on relise, pour s'en convaincre, quelques-unes des brillantes apostrophes de Prométhée contre les dieux, quand il refuse l'offre qu'on lui fait de partager l'empire :

« PROMÉTHÉE. — Les dieux veulent partager avec moi, et j'estime que je n'ai rien à partager avec eux. Ce que j'ai, ils ne peuvent le ravir, et ce qu'ils ont, je consens qu'ils le gardent. Ici le *mien*, là le *tien*, et de la sorte nous sommes séparés.

(1) *Vérité et poésie*, troisième partie.

« Épiméthée. — Le *tien*, que comprend-il?

« Prométhée. — Le cercle que remplit mon activité. Rien au-dessous et rien au-dessus... Ces étoiles là-haut, quel droit ont-elles sur moi pour m'envisager ainsi? »

Et lorsque Mercure, irrité de l'arrogance du titan, s'écrie: « Misérable! parler ainsi à tes dieux, aux dieux infinis! » Prométhée répond fièrement :

« Aux dieux! je ne suis pas un dieu, et je me crois autant que l'un de vous. Infinis?... Tout-puissans?... Que pouvez-vous donc?... Pouvez-vous resserrer en balle dans ma main le vaste espace du ciel et de la terre? Pouvez-vous me séparer de moi-même? Pouvez-vous m'étendre, me déployer en un monde?

« Mercure. — Le destin!

« Prométhée. — Reconnais-tu sa puissance? Moi aussi! va, je ne sers pas des vassaux! »

Minerve, la bonne conseillère, veut apaiser ce courroux d'une âme libre révoltée contre les puissances qui prétendent mettre une borne à son orgueilleuse liberté; tous ses conseils sont vains.

« Minerve. — Ta haine est injuste! Les dieux ont reçu en partage la durée et la puissance, et la sagesse, et l'amour.

« Prométhée. — Mais ils n'ont pas seuls tout cela. J'ai comme eux la durée! Nous sommes tous éternels!... Je ne me souviens pas d'avoir commencé; je ne me sens point destiné à finir, et je ne vois pas la fin. Je suis donc éternel, car je suis!... Et la sagesse... (Il conduit Minerve auprès des statues.) Considère ce front! N'est-ce pas ma main qui l'a modelé? Et cette forte poitrine, comme elle se porte au-devant du péril, qui l'assiége de tous côtés! (Il s'arrête auprès d'une statue de femme.) Et toi, Pandore, vase sacré où reposent tous les dons qui charment sous le vaste ciel, sur la terre immense, tous les sentimens de joie qui m'ont à jamais vivifié, ce qui m'a versé le soulagement sous les frais ombrages, ce que le soleil amoureux fit jamais éclore en mon sein de joies printanières, ce que les tièdes ondes de la mer y répandirent jamais de tendresse, et toute pure clarté céleste, toute paisible volupté de l'âme que je goûtai jamais,... tout cela, tout, ma Pandore! »

Lisons surtout le célèbre monologue qui termine le drame en lui donnant son vrai sens. L'importance historique de ces strophes nous fait un devoir de les citer entièrement dans leur superbe insolence :

« O Jupiter! couvre ton ciel de nuages, et, comme l'enfant qui abat les têtes des chardons, exerce-toi sur les chênes et sur les cimes des montagnes; il faudra bien pourtant que tu laisses debout ma terre et ma cabane que tu n'as point bâtie, et mon foyer et sa flamme que tu m'envies. — Je ne connais rien sous le soleil de plus pauvre que vous autres dieux! Vous nourrissez misérablement votre majesté d'offrandes et d'encens, et vous

seriez réduits à mourir de faim, n'étaient les enfans et les mendians, pauvres fous qui se repaissent d'espérances. — Quand j'étais enfant et dans la détresse, je tournais vers le soleil mon œil égaré, comme s'il y avait eu par-delà une oreille pour entendre ma plainte, un cœur comme le mien pour compatir à l'affligé. — Qui me vint en aide contre l'orgueil des titans? Qui me sauva de la mort, de l'esclavage?... N'est-ce pas toi, ô mon cœur, n'est-ce pas toi qui as tout fait? Dans ton illusion, jeune et bon, tu rendais de ferventes actions de grâces au dormeur de là haut! — Moi, t'honorer!... Pourquoi?... As-tu jamais apaisé les douleurs de l'opprimé? As-tu jamais essuyé les larmes de l'affligé? Qui m'a forgé un cœur d'homme? N'est-ce pas le temps tout-puissant et le destin éternel, mes maîtres et les tiens? T'imaginais-tu peut-être que je dusse haïr la vie, fuir dans les déserts, parce que toutes les fleurs de mes rêves n'ont pas donné leurs fruits? — Ici je m'occupe à créer des hommes à mon image, une race qui soit semblable à moi, pour souffrir, pour pleurer, pour jouir, — et te dédaigner — comme moi! »

Voilà certes de brillans morceaux lyriques; mais il ne faut pas se méprendre sur le caractère de ces fragmens, ils n'ont d'antique rien absolument que le titre général sous lequel ils sont réunis et le nom des personnages qui s'y succèdent. Ils sont tout modernes d'accent et de pensée. Nous ne reconnaissons plus ici le titan mythologique, le Prométhée grec; nous ne sentons plus ici la terreur sacrée que communique au spectateur l'émotion profonde du vieil Eschyle. Qu'on ne s'y trompe pas, le drame d'Eschyle n'est pas le drame philosophique de la pensée qui s'éveille de son oppression et de la liberté qui s'affranchit : c'est un drame théologique dont les dieux sont les acteurs et dont le sujet véritable est non pas la révolte de l'humanité contre les puissances célestes, mais une lutte entre les immortels, une compétition de pouvoirs entre un dieu subordonné, bienfaiteur imprudent d'une race nouvelle, la race des hommes, et le roi de l'Olympe, qui, maître de la vie, ne peut la laisser surprendre par un autre sans châtier le sacrilége. Le grand vaincu de Jupiter ne nie pas l'autorité du maître et ne conteste pas sa victoire. La Puissance et la Force, ministres aveugles de la colère royale, en l'enchaînant à son rocher, lui ont trop bien prouvé qu'on ne résiste pas à Jupiter, et comme il convient à un dieu vaincu, calme même dans sa colère, il subit la dure loi qui lui est faite. Sa seule vengeance est d'inquiéter l'orgueilleuse prospérité de Jupiter par des prédictions sinistres, et d'agiter dans de vagues et sombres paroles l'espoir des révolutions prochaines. Représentant d'une dynastie déchue, il se console en annonçant des chutes de races royales, des avénemens nouveaux. « Souverains d'hier, s'écrie le captif enchaîné, vous régnez à peine, et vous vous croyez dans une forteresse inaccessible aux revers.

Ne sais-je pas que de là deux rois sont déjà tombés? Le troisième, celui d'aujourd'hui, je verrai aussi sa chute : elle sera honteuse et prompte. » Il n'est pas insensible pourtant; même dans sa fierté résignée, il lui échappe une plainte.

« PROMÉTHÉE. — Hélas!

« MERCURE. — C'est là un mot que Jupiter ignore.

« PROMÉTHÉE. — Le temps est un maître qui enseigne toute chose. »

Ce qui le rassure, ce n'est pas l'impuissance de Jupiter, son maître et celui du monde pendant de longs siècles encore, c'est sa propre immortalité :

« Ni par violence ni par artifice, Jupiter ne m'amènera jamais à parler avant d'avoir relâché mes liens... Il ne fléchira pas ma constance; je ne lui dirai pas qui doit le faire tomber du trône... Être maltraité de son ennemi n'a rien d'étrange. Qu'ainsi donc soient lancés contre moi les traits enflammés de la foudre, que l'air s'ébranle aux roulemens du tonnerre, au souffle impétueux des vents; que la terre soit arrachée de ses fondemens et les flots de la mer lancés dans les routes du ciel; que l'irrésistible tourbillon de la nécessité emporte mon corps au fond du noir Tartare; quoi qu'il arrive, je ne puis mourir. »

Tel est le vrai Prométhée, figure légendaire placée sur les confins des cosmogonies antiques, par-delà l'histoire, à la limite des siècles qui séparent l'âge du chaos de la formation du monde, à cette époque mythique où les puissances célestes, encore mal définies dans leurs droits réciproques et leur autorité nouvelle, se disputent l'empire du monde et de la vie. Tout le drame d'Eschyle est plein de l'âme religieuse du temps et du poète. Sans doute les sympathies du spectateur sont contre la violence mystérieuse de Jupiter: elles sont pour la douleur et le courage de Prométhée, et il semble d'abord que ce soit là presque un effet impie obtenu par l'art; mais qu'on y réfléchisse : Jupiter est un roi nouveau, c'est un usurpateur. Le droit ancien, la légitimité dynastique sont en faveur de Saturne et des titans. En se déclarant pour Prométhée, Eschyle se rattachait au droit antique; il remontait aux origines de la dynastie céleste; il protestait à sa manière contre le droit moderne, qui n'était à son sens qu'une usurpation consacrée par la force. Plus tard, quand le destin a parlé, quand Prométhée lui-même a fait sa soumission en révélant à Jupiter le secret qu'il tient de sa mère Thémis et lui permet ainsi d'échapper à la fatalité, Eschyle se soumet avec son héros, il accepte l'ordre nouveau des choses divines, et célèbre avec magnificence, dans *Prométhée délivré*, la réconciliation des dieux. C'est qu'Eschyle n'est pas seulement le plus grand poète; avec Hésiode, il est le grand théologien de l'antiquité grec-

que. Sa trilogie de *Prométhée* n'était rien moins, aux yeux des Grecs, que les archives sacrées des révolutions célestes, des avénemens et des chutes des dynasties divines dans l'éternité mystérieuse du vieil olympe. Le drame chez lui porte le signe de son origine hiératique. Il est sorti du temple, et il en conserve l'ineffaçable caractère. Issu des théogonies antiques, il en a retenu la solennité et la terreur.

Combien différent est le Prométhée moderne, celui de Byron, celui de Shelley, celui de Goethe! Ici c'est un Prométhée philosophe, qui n'a plus rien d'antique ni de religieux, et dans lequel chacun de ces grands poètes a cherché à retracer le modèle qu'il portait en lui. Le Prométhée de Byron, dans une pièce célèbre de ses *mélanges*, c'est l'homme en lutte avec la destinée, en triomphant par l'indomptable essor de sa liberté, rompant cette trame et ces piéges du sort dans lesquels les faibles seuls restent captifs, se faisant à lui-même son sort et ses destins. Le drame de Shelley célèbre la délivrance du vieux captif du Caucase par l'avénement d'une foi nouvelle, la foi à la puissance de la nature, seule maîtresse, seule reine, la mort des vieilles superstitions, la destruction des vieilles tyrannies. L'idée de Goethe tient le milieu entre celle de Byron et celle de Shelley. La croyance philosophique qui l'inspire, c'est la grande antithèse du destin, résumant toutes les lois mécaniques et physiques dont se compose l'ordre universel, et de l'activité libre, qui n'a de limites que la fatalité des choses; c'est l'opposition et le rapport de la nature et de l'homme qui s'agite au sein de l'ordre universel, s'en distinguant par sa volonté, sans pourtant arriver à s'en séparer jamais; c'est le problème de la liberté humaine de toutes parts enveloppée par la nécessité : pure illusion selon le spinozisme conséquent, insoluble énigme pour les panthéistes tels que Goethe, qui ne vont pas jusqu'au terme de la logique, aussi loin que les conduit le principe de l'unité absolue. Il n'y a que deux réalités, selon Goethe, en face l'une de l'autre : la nature avec l'ensemble des fatalités dont elle se compose, l'homme avec sa pensée et sa volonté libre. Toute puissance qui ne serait ni la nature ni l'homme ne pourrait trouver son rôle et sa place dans l'ordre des choses éternelles. L'universelle fatalité la rendrait inutile et par conséquent la supprimerait. S'ils existaient, ces pouvoirs supérieurs à l'homme ne seraient eux-mêmes que les *vassaux du destin*, et dès lors de quel droit régneraient-ils sur nous, étant vassaux comme nous? Osons suivre jusqu'au fond la pensée de Goethe sous le transparent symbole emprunté au vieil Eschyle. — Il n'y a que les enfans en détresse qui puissent lever au ciel leur regard avec leur prière. Il n'existe pas là-haut un cœur

comme le mien pour compatir à ma misère. Il faut que je le sache et que je m'y résigne. L'homme n'est libre qu'à une condition, c'est dans sa lutte avec la nature de ne compter que sur lui et de n'espérer d'appui que dans son propre cœur; mais là où il agit, il est roi, il est dieu. Il peut dire comme Prométhée : « Je suis maître, je possède tout, aussi loin que s'étend le cercle que remplit mon activité. Rien au-dessous et rien au-dessus! » C'est le cri superbe de l'humanité qui ne veut rien devoir à un maître, et qui prétend être elle-même, elle seule, sous un ciel inflexible et sourd, l'ouvrière de ses destins. Toutes les révoltes philosophiques de Goethe, tout son orgueil, sont dans le cri de Prométhée.

L'Allemagne y répondit. Goethe lui-même s'étonna de l'écho immense et profond qu'il avait éveillé et qui répéta le lyrique blasphème du titan. « Ce fut, nous dit-il, la première étincelle d'une explosion qui découvrit au public les secrètes affinités d'hommes respectables, affinités qui sommeillaient en eux, à leur insu, dans les parties les plus éclairées de la société (1); » mais ce qui donne à l'œuvre du jeune poète une importance inattendue, c'est la profession de foi spinoziste de Lessing, dont le *Prométhée* fut l'occasion. Laissons raconter à Jacobi lui-même cet épisode étrange qui confirme pleinement l'interprétation de cette œuvre, telle que nous l'avons présentée. Son récit, curieux à tant de titres, et en lui-même et par la longue polémique qu'il souleva, se trouve dans la *première lettre* à Mendelssohn, écrite dans le courant de l'année 1783. « J'avais toujours professé beaucoup de respect pour ce grand homme, surtout depuis ses querelles théologiques, principalement après avoir lu sa *Parabole;* j'avais vivement désiré de faire sa connaissance personnelle... » Mon *Alwill* eut le bonheur de l'intéresser. Il m'écrivit en 1779. J'allai le voir à Wolfenbüttel. Entre autres communications que je lui fis, je lui donnai à lire le poème de *Prométhée* de Goethe. Au lieu d'en être scandalisé, Lessing se déclara très satisfait de la forme et du fond. « Le point de vue du poème, dit-il, est le mien. Les idées orthodoxes sur la Divinité ne sont plus les miennes; ἓν καὶ πᾶν est ma devise. — Vous êtes donc de l'avis de Spinoza? lui demandai-je. — Si je dois me nommer d'après quelqu'un, répondit Lessing, oui, je suis spinoziste. » Nous fûmes interrompus ici. Le lendemain Lessing vint me trouver pour s'expliquer avec moi sur son ἓν καὶ πᾶν. Je ne lui cachai pas que j'avais été surpris et affligé de sa déclaration, parce qu'en partie j'étais venu le voir pour implorer son secours contre Spinoza. « Il n'y a pas d'autre philosophie, me répondit-il, que celle de Spinoza.

(1) *Vérité et poésie*, troisième partie.

— Cela peut être, lui répondis-je, car le déterminisme conséquent conduit au fatalisme, et tout le reste découle de là. — Nous nous entendons dès lors, reprit Lessing; je suis d'autant plus curieux d'apprendre de vous ce que vous regardez comme l'esprit de Spinoza. — Cet esprit, répondis-je, n'est autre que l'antique axiome *ex nihilo nihil fit*, que Spinoza appliqua d'après des notions plus abstraites que les anciens *cabbalistes*. Il rejeta tout passage de l'infini au fini, toutes les causes secondes, transitoires, éloignées, et à la place de l'*Ensoph émanant* de la cabbale il mit un principe *immanent*, une cause inhérente éternelle et immuable de l'univers, une et identique avec tous ses effets pris ensemble (1). »

Bien des indications précieuses seraient à recueillir dans cette lettre. On remarquera certainement l'idée que Lessing se fait du spinozisme, embrassant sous ce nom, comme Goethe et comme l'Allemagne elle-même, des doctrines de panthéisme très générales et très vagues; mais cette lettre intéresse particulièrement tous ceux qui suivent avec curiosité les évolutions de l'esprit humain à travers les âges : elle donne une date précise à la première explosion d'une insurrection philosophique qui depuis quelque temps couvait dans les âmes. Au sortir d'un long sommeil dogmatique et orthodoxe, l'Allemagne se réveille comme en sursaut, tout étonnée du travail qui s'est accompli en elle à son insu, un peu inquiète de trouver le panthéisme au fond de sa conscience. Il serait inutile de contester la victoire subite de l'esprit nouveau. Mendelssohn aura beau s'indigner, protester contre Jacobi, s'épuiser dans une polémique irritante où il laissera sa vie; l'œuvre *démoniaque* (2), comme dirait Goethe, est accomplie. Le Méphistophélès germanique s'appelle Spinoza, en attendant qu'il se nomme Schelling, Hegel. L'heure est loin encore, — doit-elle même venir? — où le démon de l'Allemagne, devenu son génie intime et familier, sera exorcisé par une philosophie meilleure. Or celui qui a donné le signal de l'avénement du panthéisme dans l'esprit germanique, ce n'est pas un professeur d'université, ce n'est pas un philosophe, c'est un poète qui a jeté dans un élan lyrique, sous le nom antique de Prométhée, un défi à la vieille orthodoxie philosophique et religieuse. Lessing ne s'y est pas trompé, et l'on nous pardonnera d'avoir aussi longuement insisté sur un simple fragment, presque oublié aujourd'hui, si on considère que, par un concours étrange de circonstances, ce fragment était destiné à marquer une ère nouvelle dans la philosophie allemande.

(1) Traduction de M. Willm.

(2) Nous montrerons plus tard quel sens Goethe donne à ce mot, qui revient à chaque instant dans ses *lettres* et ses *conversations*.

II.

Prométhée n'était que la révolte d'un esprit superbe contre les traditions de l'église et de l'école. C'est dans *Faust* qu'il faut contempler l'épanouissement poétique de cette philosophie nouvelle: dans aucune autre œuvre, on n'en trouverait une expression plus complète, une plus large synthèse; mais, en abordant l'étude philosophique de ce drame, on hésite devant la tâche que l'on entreprend et surtout devant la difficulté particulière qui s'attache à des sujets célèbres. Quel critique, dans ce siècle, n'a pas tenté à sa manière une analyse de *Faust* et présenté au public son interprétation particulière de l'idée du poème (1)?

Ce qui redouble la difficulté, c'est la complexité infinie de l'œuvre privilégiée de Goethe : il y a versé un peu confusément et au hasard de l'inspiration toutes ses conceptions les plus hautes et les plus bizarres, ses notions ou ses rêves sur la nature et l'humanité, sur la politique et l'histoire, sur la morale et sur l'art, son esthétique et sa métaphysique, sa science et son génie, toute son âme enfin et sa vie. Que l'on songe à l'immense intervalle de temps rempli par l'élaboration poétique de *Faust!* Dès 1773, Goethe en avait jeté quelques scènes sur le papier. C'est à l'âge de vingt-quatre ans qu'il rencontra pour la première fois dans la taverne d'Auerbach, à Leipzig, le héros de son poème futur, dans un vieux tableau où le peintre l'avait représenté chevauchant à travers les airs sur un tonneau. La légende lui était déjà familière. Cette peinture populaire donna une forme, un corps à la légende devant les yeux de son esprit. Peu à peu le plan du drame s'organisa, et deux ans après Goethe pouvait lire quelques scènes détachées à Klopstock, qui l'encouragea vivement à continuer. Ce n'est pourtant que quinze années plus tard qu'il publia, sous le titre de *Fragment*, le premier *Faust*. C'était toute la substance et l'action du poème, moins certains développemens qui furent insérés dans la suite, pour compléter ou élargir le sens philosophique du drame, tels que la *Dédicace*, les deux *Prologues*, qui datent de 1797; mais déjà en 1780 Goethe songeait à continuer son poème dans des proportions qui devaient excéder de beaucoup le plan primitif. Il lisait à la cour de Weimar un fragment d'*Hélène*, qui témoigne de son dessein. De 1800 à 1805, sous l'impression vive de cette belle amitié littéraire qu'il entretint avec Schiller et qui fut l'honneur de sa vie, sous l'excitation de ses conseils, il travaille avec une activité nou-

(1) M. Henri Blaze de Bury, le premier, a fait connaître à la France le second *Faust* par une analyse très complète et une traduction.

velle à cet étrange et brillant épisode d'*Hélène*, sans trop savoir encore comment il le rattachera au reste de l'ouvrage. La mort de Schiller, survenue en 1805, sembla lui ravir tout d'un coup son courage et ses forces. Pendant près de vingt ans, il abandonna ce que son ami l'avait habitué à considérer comme l'œuvre et le monument de sa vie; mais vers 1824, à l'âge de soixante-quinze ans (notez bien ce chiffre invraisemblable d'années pour une pareille œuvre), une sorte de jeunesse poétique se refait dans son génie : tout cède à l'impatience qu'il éprouve d'achever ce grand drame et de livrer sa pensée complète à la postérité, qu'il sent déjà prochaine. Ses forces renouvelées s'excitent et se pressent. Le fragment d'*Hélène*, qui marquait le point culminant de l'œuvre, était presque achevé. La conclusion du drame elle-même était prête. Il ne s'agissait plus que de remplir le cadre déjà tracé, d'ajouter quelques épisodes, de combler les vides. En 1831, les dernières scènes furent écrites, et Goethe avait cette joie suprême, quelques mois seulement avant sa mort, de voir paraître l'œuvre entière telle qu'il l'avait portée dans le secret de sa pensée pendant plus d'un demi-siècle de méditations, d'alternatives d'enthousiasme et de lassitude. Quand il vit la seconde partie terminée : « Je peux maintenant, dit-il, regarder le reste de ma vie comme un pur cadeau; il est au fond maintenant très indifférent que je fasse encore quelque chose ou que je ne fasse rien. »

Cinquante-huit ans écoulés depuis la première inspiration, rencontrée dans la taverne de Leipzig, jusqu'à la publication du second *Faust!* Et cela à travers tant d'événemens publics et privés, à travers la période la plus agitée du XIXe siècle, les guerres, les exils et les restaurations des princes, auxquels la fortune, la vie, l'honneur même de Goethe étaient liés, pendant les années convulsives de la révolution française et de l'empire! Dans un si long intervalle d'années, comment ne pas comprendre que le point de vue du poète ait plus d'une fois changé? Faut-il s'étonner du manque absolu d'unité dans le sujet et même, jusqu'à un certain point, dans l'esprit de l'auteur? Le poète jette sur la trame unie et simple de sa conception primitive tous les ornemens, les fantaisies de son art et les idées philosophiques les plus variées, au point de cacher à l'œil le plus expérimenté son dessein véritable et de déconcerter la critique profane qui veut se rendre compte de l'ordre logique des choses et des idées. Il faut en effet une véritable initiation, obtenue par un long commerce avec la pensée de Goethe, pour se démêler quelque peu dans cet entre-croisement de réalités dramatiques et de symboles, dans cette confusion de personnages historiques et mythologiques, dans cette métamorphose perpétuelle du

sujet et du héros, — poème splendide et monstrueux qui irrite et inquiète l'esprit, dépaysant à chaque instant nos idées, nous faisant passer du moyen âge aux siècles antiques, des terreurs de la légende aux dogmes du naturalisme, des sommets magiques du Brocken à la théorie scientifique des tremblemens de terre, de la cuisine des sorcières à l'*Éthique* de Spinoza. Tantôt Goethe se sert du diable à la façon d'un vrai croyant du xve siècle, puis, comme il le dit poétiquement lui-même, « satisfait d'avoir ainsi mangé son héritage d'enfant du nord, il va s'asseoir à la table des Grecs; » mais bientôt, convive enchanté, ravi d'avoir participé à la faveur de ces dieux et de ces déesses, il se lève du banquet antique et va s'enfermer dans les laboratoires d'Iéna, étudiant avec la même passion le secret des affinités, poursuivant l'origine obscure de la vie, tour à tour dévot, sceptique, amant d'Hélène, adorateur de Spinoza, disciple de Linné, précurseur de Geoffroy Saint-Hilaire. C'est toute une vie qui passe là devant nos yeux, dans ces rapides tableaux, et quelle vie multiple! celle de l'imagination et celle de la science, celle de l'art et celle de la réalité, mille fois mêlées et confondues. On emporte de la méditation prolongée du poème une impression d'éblouissement, d'irritation et de fatigue, dont on ne se délivre que le jour où l'on a renoncé une bonne fois à poursuivre *l'idée* insaisissable pour ne voir que *les idées*, où l'on s'est décidé à sacrifier l'unité esthétique du poème pour n'étudier que les types principaux et les scènes détachées, sans plus se soucier de l'ensemble que l'auteur ne l'a fait lui-même.

Il nous y autorise par les aveux qui lui échappent dans ses conversations avec Eckermann : « Vous venez me demander quelle idée j'ai cherché à incarner dans mon *Faust!* Comme si je le savais, comme si je pouvais le dire moi-même! *Depuis le ciel, à travers le monde, jusqu'à l'enfer*, voilà une explication, s'il en faut une; mais cela n'est pas l'idée, c'est la marche de l'action. On voit le diable perdre son pari, on voit un homme qui sort d'égaremens pénibles et se dirige peu à peu vers le mieux. On dit que le poème raconte l'histoire du salut de Faust. C'est là une remarque juste, utile, et qui peut jeter souvent de la clarté sur l'œuvre; mais ce n'est pas une idée qui puisse servir d'appui et à l'ensemble et à chaque scène détachée. Cela aurait été vraiment joli, si j'avais voulu rattacher à une seule idée, comme à un maigre fil traversant tout le poème, les scènes si diverses, si riches de vie variée, que j'ai introduites dans *Faust!* En général, ce n'était pas ma manière, comme poète, de chercher à incarner une abstraction. Je recevais dans mon âme des impressions de mille espèces, comme mon imagination vive me les offrait; je n'avais plus, comme poète, qu'à donner à

ces impressions, à ces images une forme, à les disposer en tableaux, à les faire apparaître en peintures vivantes, pour qu'en m'écoutant ou en me lisant on éprouvât les impressions que j'avais éprouvées moi-même. L'acte d'Hélène a maintenant une physionomie originale, il forme comme un petit monde à part, qui ne se lie que par un fil léger à ce qui précède et à ce qui suit... C'est là aussi, de vrai, le caractère des autres actes, car au fond les scènes de la cave d'Auerbach, de la cuisine des sorcières, du Blocksberg, du conseil de l'empire, de la mascarade, du papier-monnaie, du laboratoire, de la nuit classique de Walpürgis, forment autant de petits mondes, qui, tout en exerçant l'un sur l'autre une certaine influence, restent indépendans... Il s'agit donc seulement de donner à chaque partie une physionomie nette et bien expressive; quant à l'ensemble, il reste incommensurable, mais comme ces problèmes insolubles que les hommes se sentent entraînés à sonder sans cesse. » Et revenant plusieurs fois sur cette idée : « Le *Faust* est un sujet incommensurable, dit-il ailleurs, et tous les efforts que l'esprit ferait pour le pénétrer entièrement seraient vains. »

Dieu nous garde de mesurer ce que Goethe appelle si naïvement l'incommensurable! C'est proprement là le triomphe de la *poésie objective*, laquelle n'aspire qu'à saisir et à fixer dans une forme esthétique le reflet des mille phénomènes qui passent devant l'esprit du poète. « Je recevais des impressions de mille espèces, physiques, morales; je n'avais plus, comme poète, qu'à les disposer en tableaux, sans me soucier de les enchaîner entre eux. » Que nous voilà loin de cet art grec dont Goethe s'était enchanté! Comme tout cela diffère des procédés de cette poésie si nette, si déterminée dans toutes ses conceptions, admirablement *finie* dans toutes ses œuvres, où rayonne je ne sais quelle sérénité lumineuse dont l'esprit est comme pacifié et éclairé ! — Évidemment c'est au lendemain d'une lecture du second *Faust* que Durand, l'illustre Durand d'Alfred de Musset, avait conçu son œuvre immense :

J'accouchai lentement d'un poème effroyable.
La lune et le soleil se battaient dans mes vers;
Vénus avec le Christ y dansait aux enfers.
Vois combien ma pensée était philosophique :
De tout ce qu'on a fait faire un chef-d'œuvre unique,
Tel fut mon but : Brahma, Jupiter, Mahomet,
Pluton, Job, Marmontel, Néron et Bossuet,
Tout s'y trouvait; mon œuvre est l'immensité même.
Mais le point capital de ce divin poème,
C'est un chœur de lézards chantant au bord de l'eau.

Si l'épigramme ne vaut pas contre l'œuvre de Goethe, marquée à chaque page du signe du génie, elle vaut du moins contre le

genre en lui-même et contre la troupe des imitateurs. Un poème qui contient, de l'aveu de Goethe, l'histoire universelle, la métaphysique, la physique, ce n'est plus un poème, c'est une encyclopédie, une *somme* poétique de l'esprit humain au XIXe siècle. Comédie et tragédie, idylle et satire, poésie descriptive et lyrisme philosophique, tous les genres ont été comme à plaisir rassemblés dans cette œuvre unique, qui ne rentre dans aucune des catégories connues, mais qui au contraire les contient et les dépasse toutes. Cependant il faut marquer à cet égard une différence essentielle entre les deux parties du drame. *L'incommensurable*, comme dit Goethe, ne commence qu'au second *Faust :* « la première partie est presque tout entière consacrée à la peinture d'émotions intimes et personnelles; tout part d'un individu engagé dans certaines idées, agité par certaines passions... Dans la seconde partie, presque rien ne dépend plus d'un individu spécial; là paraît un monde plus élevé, plus large, plus libre de passions, et l'homme qui n'a pas cherché un peu, qui n'a pas eu en lui-même quelques-unes de ces idées, ne saura pas ce que j'ai voulu dire (1). » Cette remarque de Goethe éclaire toute notre critique et la confirme. Le premier *Faust* n'a pas pour objet, comme le second, l'humanité dans l'histoire, ou la nature dans ses évolutions plastiques; son objet précis, déterminé, c'est la peinture d'une âme humaine aux prises avec elle-même d'abord, avec l'esprit du mal ensuite. Le sujet est parfaitement circonscrit : c'est la tentation d'une volonté libre par l'orgueil de la science, par les joies de la vie, par les voluptés, par l'égoïsme. L'action est simple, et si quelques épisodes, pour la plupart ajoutés après coup, viennent en ralentir l'effet, l'harmonie de l'ensemble n'en est pas troublée. L'intérêt, l'émotion y croissent sans cesse. Sans doute là, comme dans toute œuvre vraiment poétique, il y a des types, c'est-à-dire encore des idées générales; mais elles y sont exprimées sous des traits individuels, avec un tel relief de réalité et de vie qu'elles semblent se lever devant nous et marcher à l'appel du poète, et qu'elles garderont éternellement le nom qu'il leur a donné. Elles s'appelleront Faust, Marguerite, Méphistophélès. Ce sont des types, mais par la grâce de l'art ils vivent et vivront toujours. Au contraire, dans le second *Faust*, l'élément général, impersonnel, l'abstraction a tout dévoré. L'action ne se déroule pas autour d'un individu dont les idées et les émotions soient celles de l'humanité qui pense, qui s'agite, qui souffre : il n'y a plus même d'action; tout devient symbole, allégorie. Goethe s'en félicite, bien à tort selon nous. Il croit élever, élargir son sujet en l'affranchissant

(1) *Conversations*, etc, traduction Délerot, t. II, p. 253.

de nos misères et de nos passions. Il ne s'aperçoit pas qu'en élevant trop son sujet il l'a rendu étranger à l'humanité. Il croit qu'il nous ouvre un monde plus riche et plus varié; il ne s'aperçoit pas que ces vagues domaines ne sont plus éclairés que de la pâle lumière de l'abstraction, et que ce drame des idées scientifiques ne peut plus avoir pour spectateurs que les penseurs, les critiques ou les rêveurs. La préférence de Goethe n'enchaînera pas celle de l'humanité. La foule humaine n'a jamais mis en balance un amas d'idées avec une émotion. Elle ne s'arrête pas là où elle n'entend pas l'écho de son rire ou de ses sanglots.

III.

De fait, il serait aisé de démontrer que, s'il n'y a pas à beaucoup près la même profusion de science dans le premier *Faust*, la conception philosophique n'en est point pour cela inférieure. Je n'en veux d'autres preuves que ces deux types, celui qui noue l'action et celui autour de qui elle se noue : Méphistophélès et Faust.

Il ne faut pas s'arrêter ici au côté légendaire de la pièce et des caractères. Assez d'autres l'ont expliqué, commenté, et d'ailleurs, en suivant cette voie, nous nous écarterions trop facilement du sujet que nous nous sommes réservé d'étudier. Négligeons dans Méphistophélès toute cette partie du personnage si essentielle pourtant à l'action scénique, que le poète emprunte aux visions et aux terreurs du moyen âge : le diable faiseur de tours et soumis lui-même aux lois de la sorcellerie, le diable du pentagramme, celui de la taverne d'Auerbach ou encore celui du sabbat, voilà le Satan populaire, personnage fort accrédité auprès des paysans et des bourgeois, tel qu'il fallait le présenter à ces bons Allemands. C'est une de ces mauvaises connaissances que le public aime à retrouver sur la scène; mais le masque de Méphistophélès a deux faces très distinctes : l'une tournée vers la foule avec ses grimaces classiques et ses gentillesses traditionnelles, l'autre tournée vers le public qui pense, et celle-ci marquée d'un signe nouveau. C'est un Méphistophélès tout philosophique qui s'annonce dès le prologue dans cette scène hardie, imitée du livre de Job, où s'engage entre le Seigneur et le diable un pari dont l'âme de Faust est l'enjeu. Le Seigneur abandonne Faust comme sujet d'expérience à Satan. « Va, montre-toi librement, lui dit-il; je n'ai jamais haï tes pareils. De tous les esprits qui nient, le rusé est celui qui m'est le moins à charge. L'activité de l'homme peut trop aisément s'endormir; il se complaît bientôt dans un repos absolu : aussi je lui donne volontiers un compagnon qui stimule, qui opère, et qui, en qualité de diable, doit agir... »

Retenons cette curieuse définition du diable; elle est caractéristique. — Et d'ailleurs elle vient d'assez haut; elle vient d'un personnage fort autorisé, qui a ses raisons pour connaître le fort et le faible des créatures. Plus loin, dans la scène de l'évocation, quand le nuage en se dissipant révèle la présence d'un interlocuteur surnaturel, écoutez cet étrange dialogue :

« Faust. — Comment te nommes-tu? Qui donc es-tu?

« Méphistophélès. — Une partie de cette force qui veut toujours le mal et fait toujours le bien.

« Faust. — Que signifie cette énigme?

« Méphistophélès. — Je suis l'esprit qui nie sans cesse, et cela avec raison, car tout ce qui reçoit l'existence est digne de périr; aussi vaudrait-il mieux que rien ne prît naissance. Ainsi donc tout ce que vous nommez péché, destruction, en un mot le mal, est mon propre élément.

« Faust. — Tu te nommes une partie, et te voilà néanmoins entier devant moi.

« Méphistophélès. — Je te dis l'humble vérité. Si l'homme, ce petit monde d'extravagance, se croit d'ordinaire un tout, moi je suis une partie de la partie qui au commencement était tout, une partie des ténèbres qui enfantèrent la lumière, l'orgueilleuse lumière qui maintenant dispute à sa mère, la Nuit, son ancien rang et l'espace. Et pourtant cela ne lui réussit point; quelques efforts qu'elle fasse, elle demeure attachée à la surface des corps, elle émane des corps, elle les embellit; un corps l'intercepte à son passage: aussi j'espère qu'avant qu'il soit longtemps elle sera détruite avec les corps.

« Faust. — Je connais maintenant tes dignes fonctions : tu ne peux rien détruire en grand, et tu t'y prends en petit.

« Méphistophélès. — Et franchement je n'ai pas fait beaucoup d'ouvrage. Ce qui s'oppose au néant, le réel, ce grossier univers, quelques entreprises que j'aie déjà faites, je n'ai pu l'entamer avec les flots, les tempêtes, les tremblemens de terre, les incendies : la mer et la terre finissent par demeurer tranquilles. Et cette race maudite, cette engeance des animaux et des hommes, on ne peut d'aucune façon trouver prise sur elle. Combien en ai-je déjà ensevelis! Et toujours circule un sang jeune et nouveau. Cela marche sans cesse : c'est à devenir fou. De l'air, de l'eau, comme de la terre, s'échappent mille semences, dans le sec, l'humide, le chaud, le froid. Si je ne m'étais réservé la flamme, je n'aurais rien à part pour moi.

« Faust. — Ainsi donc à la puissance éternellement active, salutaire et créatrice, tu opposes la main glacée de Satan... Étrange fils du chaos! »

« Je suis l'esprit qui nie sans cesse. » Méphistophélès se révèle lui-même comme le principe abstrait de la négation absolue. Il résume en lui toute la métaphysique du mal, par cela seul qu'il nie. Expliquons-nous.

Goethe, d'un seul mot, vient d'introduire Méphistophélès au centre des idées pures, de marquer son rôle et son rang dans la

philosophie de la création. Que le lecteur veuille bien se souvenir de la conception fondamentale du poète-philosophe sur le principe et l'origine des choses : tout va s'éclaircir à ses yeux. La création est pour Goethe l'éternelle évolution de la substance toujours en acte qui, du fond de l'éternité, réalise sans trêve tous les possibles. La nature est la série des forces et des formes, infinie dans le temps et dans l'espace : les forces et les formes composent une chaîne immense qui relie le plus humble et le plus obscur phénomène aux plus glorieuses manifestations de l'éternelle substance, sans qu'il y ait nulle part une solution dans l immense et vivante chaîne de l'être. Dieu, voilà le nom à la fois vulgaire et sacré de cette puissance de vie qui maintient la perpétuité de l'être dans la perpétuité du temps. A proprement parler, Dieu n'est pas un être, il est l'être. Deux grandes choses manifestent sa présence : dans l'âme humaine, c'est l'amour, c'est la joie, qui n'est que le sentiment de l'accroissement de notre être; dans le monde physique, qui n'est distinct qu'en apparence de l'autre, c'est le soleil, puissance fécondante. L'amour et la lumière, voilà les deux agens de la vie universelle, les signes de Dieu dans le monde.

Cependant quel ennemi secret « oppose sa main glacée à cette puissance éternellement active, salutaire et créatrice? » A mesure que s'étend ou que se répare la trame de l'être, quelle malfaisante industrie s'applique à rompre ou à nouer les fils du divin tissu? Que la vie est prompte à combler les vides dans les générations humaines qui se pressent à travers les siècles! mais que la mort est rapide à les ouvrir! Dans cette série infinie et si habilement liée des forces et des formes qui composent la nature, quelle force a en soi un principe suffisant de durée? Elle éclôt un jour, elle produit à la hâte quelques-uns des effets qui dorment dans son sein, elle s'épuise dans l'effort de sa production, et tout ce qu'elle peut faire, c'est de léguer son éphémère fécondité à une autre force qu'elle a excitée à la vie et qui la transmettra à son tour. — Que ces formes dont la nature est remplie sont harmonieuses! que la beauté est belle! mais hélas! avons-nous le temps seulement de les contempler, au moins dans l'ordre le plus élevé de ces formes, au degré supérieur où, dans l'organisme le plus merveilleusement préparé, éclôt la vie ayant conscience d'elle-même? Il semble que la bienfaisante nature n'ait le droit de nous montrer qu'un instant ces formes enchanteresses, cette Hélène éternelle de la poésie, et que la jalousie de quelque dieu inconnu nous envie même ces idéales voluptés de la contemplation désintéressée. A peine achevées dans leurs gracieux contours, dans l'harmonieuse proportion de leurs parties, ces formes divines s'altèrent, dépérissent, se décomposent. La beauté, cette

fleur de la vie, ne brille qu'un instant, et ne laisse après elle que le regret de notre impuissance à retenir cette frêle apparition; mais élevons-nous aux grands objets de la nature. La lumière, qu'adorait Goethe, la lumière, cette gloire sensible de Dieu, combien d'obstacles l'arrêtent et la brisent! Elle ne remplit que la moitié de la vie humaine, elle n'embellit qu'une faible partie du monde, elle n'éclaire la terre que par ses surfaces. Quel vaste et profond empire elle laisse à la nuit, aux ténèbres! — Quant à l'harmonie générale des êtres, si elle se maintient, c'est à travers des désordres toujours renaissans, à travers quelle lutte et quelle discorde des élémens! Partout où se manifeste dans le monde la puissance créatrice, une ombre se lève à côté, limite cette puissance, et dans une certaine mesure l'anéantit. C'est la destruction, c'est la mort, c'est le mal. De quelque nom qu'on l'appelle, c'est toujours au fond la négation. La négation, c'est bien là l'essence du mal, puisque de l'aveu de tous les métaphysiciens, qu'ils s'appellent saint Augustin ou Plotin, Platon ou Spinoza, Malebranche ou Hegel, le mal n'a pas de réalité positive, n'est pas un être métaphysique : c'est uniquement l'absence, la limite du bien, de même que l'ombre n'a pas de réalité positive, mais qu'elle est l'absence, la limite de la lumière, toujours la négation.

Cette doctrine générale de la métaphysique revêt dans le panthéisme un caractère particulier. Dans ce système, l'évolution divine que l'on appelle abusivement la création ne s'opère qu'à la condition que l'*un* devienne plusieurs, que l'essence absolue se divise, et en se divisant se détruise partiellement elle-même. En effet qu'est-ce que la distinction phénoménale des êtres dans cette doctrine, sinon une destruction momentanée et partielle de l'être absolu, se révélant dans des formes particulières qui ne diffèrent les unes des autres que parce qu'elles se limitent réciproquement? L'infini ne peut donc se manifester qu'en se limitant. Voilà un dogme universel dans toutes les écoles panthéistes, soit que comme chez les alexandrins on considère le monde comme une émanation de la troisième hypostase, et par conséquent déjà comme un affaiblissement du premier principe, un obscurcissement de la divine splendeur, soit qu'avec Spinoza on considère la *nature-naturée* comme l'ensemble des modes produits par les attributs infinis, lesquels sont eux-mêmes une déduction incompréhensible de la substance. Au milieu de toutes ces hypothèses spéculatives, un principe commun subsiste : la nécessité pour l'absolu de se révéler par le relatif, pour l'unité de se révéler par la pluralité, pour l'infini de se limiter afin de se manifester sous la forme du monde. Voilà le principe dont Goethe s'est emparé poétiquement, et qu'il énonce par la

bouche de Méphistophélès. « L'homme, ce petit monde d'extravagance, se croit un tout! moi, je sais que je ne suis qu'une partie de ce qui au commencement était tout, une partie des ténèbres qui régnaient avant la lumière, une partie du chaos qui s'agitait avant que la masse confuse des choses reçût son ordre et sa loi...» ou plutôt, car Méphistophélès est un logicien qui ne se laisse pas prendre à de vagues métaphores, « je suis le *néant* qui s'attaque au *réel*, partout où le réel se produit. » N'est-ce pas comme si, élevé à l'école de Proclus, il disait : « Je suis l'ombre où finit la divine lumière, » ou à l'école de Spinoza : « Je suis celui qui fait la diversité et la fragilité des modes divins, » ou à l'école de Hegel : « Je suis la limite où expire l'absolu en se manifestant? »

Méphistophélès est donc la part du néant dans l'œuvre divine : il est le représentant de *celui qui dit non*. Il n'est que cela, mais c'est assez pour qu'il ait son rôle et son rang en face de Dieu. Ce qui du reste est à noter, c'est que, dans le prologue au ciel, le Seigneur traite sans colère cet ennemi intime qui vit dans son œuvre pour la limiter et la détruire. Le dieu de Goethe est trop bon spinoziste pour s'en étonner ou s'en irriter. Il connaît la loi de sa propre essence; il sait que la substance éternellement active et vivante crée sa limite en se divisant, et qu'en ce sens Méphistophélès est sa première créature, étant le principe négatif attaché à toute la création. « Je n'ai jamais haï tes pareils, » lui dit-il. D'ailleurs il ne lui déplaît pas que le Satan métaphysique inquiète l'homme et même le désespère en lui faisant sentir à chaque instant les cruelles limites de son cœur et celles de sa raison, la fragilité de ses amours qui croyaient s'emparer de l'éternité, l'erreur et l'ignorance qui châtient sa science présomptueuse, l'effrayante stérilité de ses efforts devant l'immensité de l'œuvre qu'il doit accomplir. « L'activité de l'homme s'endormirait, si je ne lui donnais un compagnon qui le stimule sans cesse et le force d'agir... » Les dieux sont des dieux : « ils n'ont qu'à jouir de la beauté magnifique et féconde; » mais l'homme a sa propre destinée à faire et l'avenir de sa race à préparer. C'est le mal inévitable, toujours présent, toujours senti, qui devient ainsi le *stimulus* de l'activité bienfaisante, le principe de l'héroïsme, l'universel agent du progrès humain.

Sortons de la métaphysique où Goethe nous a fait pénétrer à la suite de Méphistophélès et rentrons dans le drame. Considérons le diable non plus comme le principe abstrait de la négation, mais comme un personnage réel, agissant. Nous verrons qu'il garde dans la vie active le même caractère conforme à son principe et à son essence.

Un commentateur allemand, M. Weisse, remarque très justement

que Méphistophélès ne hait pas les hommes, qu'il les méprise. S'il les perd, ce n'est pas pour se réjouir de leurs souffrances, c'est qu'il ne croit pas qu'ils vaillent rien de plus. Cette sombre mélancolie, cette fureur fatale que la foi chrétienne attribue au diable, est aussi étrangère à Méphistophélès que l'élément théologique dont il provient. C'est un diable bien élevé, bon compagnon en apparence, faisant figure dans le monde avec son habit écarlate galonné d'or, en petit manteau de soie, la plume de coq au chapeau, une épée au côté, aimant à causer avec les femmes, à rire toujours de lui-même et des autres. Le trait principal de son caractère est une froide insolence, une malignité qui ne va pas cependant jusqu'à la cruauté proprement dite, qui ne veut pas la méchanceté pour elle-même, mais qui cherche dans la méchanceté l'exercice de la sagacité de l'esprit, de toutes les facultés intellectuelles. — Je soupçonne Goethe, dans le caprice de ses généalogies fantastiques, d'avoir fait venir son diable de l'autre rive du Rhin. Sous les traits bizarres de Merck, le railleur ami du poète, Méphistophélès est un Français du XVIIIe siècle, de son vivant grand seigneur, ayant ses entrées à Versailles, dînant avec les encyclopédistes, un habitué de cette spirituelle marquise du Deffand, « qui n'espérait, disait-elle, que dans le néant. » Quand on vante si fort les charmes du néant, on a reçu les leçons de Méphistophélès, on a vécu dans le même monde que lui.

Remarquons bien le caractère négatif de son esprit. Goethe, s'entretenant avec Eckermann, a pris soin plusieurs fois de définir en ce sens Méphistophélès, de manière qu'on ne puisse s'y méprendre. A toutes les questions que son *famulus* lui adresse sur l'essence de ce grand personnage : « C'est un être essentiellement négatif, répond invariablement le poète; ne lui attribuez aucune énergie positive d'intelligence. » Il représente assez bien ce que l'on entend en France par le mot *esprit;* mais on se tromperait gravement, si on se servait pour le définir du mot allemand *Geist*, qui dit autre chose et plus. « Il y a dans *Geist* une idée de puissance productive qui manque au mot esprit. » Méphistophélès n'a donc de l'esprit que dans le sens le plus étroit de l'expression française. Or comment se traduit la négation dans l'esprit? Par l'ironie. L'ironie est par excellence le principe négatif de l'esprit, la faculté dissolvante à laquelle rien ne résiste, ni le génie, ni l'héroïsme, ni la science, ni la vertu. Il n'est pas de conviction si profonde, pas d'affection si pure où ne puisse pénétrer cette puissance destructive de l'esprit qui nie en riant. On a une défense contre l'attaque directe et les raisonnemens sceptiques. La négation qui, dans l'ombre des universités, s'exprime par les jeux savans de la dialectique suscite des

résistances aussi obstinées, aussi subtiles que l'attaque elle-même. Les antinomies de Kant n'ont jamais réduit au désespoir la raison humaine; mais il n'est pas d'esprit ou de cœur si bien trempé que ne puisse atteindre la pointe aiguë de l'ironie, et qui ne sente du même coup un froid mortel l'envahir, flétrir la fleur la plus délicate de ses idées ou de ses espérances, sécher la racine de ses amours, quand la raillerie satanique a trouvé le défaut de l'armure et la secrète issue d'une âme.

C'est avec un art supérieur que Méphistophélès manie cette arme légère et fatale. Il déploie dans cet exercice je ne sais quelle grâce perfide qui éblouit, et quand on a senti l'atteinte funeste, il est trop tard. Le cœur qu'il a touché pourra maudire son mal, il n'en guérira pas. Comme il gouverne Faust sans jamais tenter d'enlever de vive force sa volonté rebelle! Comme, pour le faire obéir, il lui fait sentir à chaque instant, en riant, la pointe de son glaive d'or! Comme il soumet habilement les dernières révoltes de sa raison et de sa volonté par la peur du ridicule! Faust est une intelligence puissante, il est d'un ordre supérieur; mais est-ce donc la première fois que le génie même tremble devant l'esprit, surtout devant cet esprit qui excelle à détruire et qui joue ce jeu terrible de montrer l'envers des choses divines et humaines, le mal et la laideur dans la création, le côté grotesque ou trivial de tout grand homme, le pédantisme dans la science, l'hypocrisie des grands mots, la fausseté des grands scrupules, la fragilité dans tout amour, la faiblesse dans toute vertu, la malice et la corruption secrète si aisément éveillées dans l'innocence même, pourvu qu'on mette à cette œuvre des précautions délicates et quelque soin! La vertu n'est qu'une affaire de temps : il faut pour en venir à bout plus de patience et de savoir-faire, voilà tout. On sait cela dans le monde, et le pauvre grand homme, qui n'a vécu que dans les universités, rougit des résistances de sa nature bourgeoise. Comment ne pas céder aux prestiges de ces belles manières, de cette gaîté froide, de ce cynisme élégant d'un diable qui assurément a vécu à la cour? La magie la plus dangereuse du vice a toujours été de rendre la vertu ridicule. Lorsque Faust fuit au désert, lorsque dans la solitude des bois il essaie de s'enivrer des charmes austères de la nature et d'oublier ceux qui ont failli le perdre, avec quelle adresse Méphistophélès le ramène à des images plus riantes, d'abord suaves et pures, puis bientôt à des désirs passionnés et brûlans, enfin à une sorte de fureur physique qu'il excite et gouverne à son gré! La gradation est admirable, et le dernier trait magnifique d'insolence.

« Faust. — Fuis, entremetteur!

« Méphistophélès. — Bien! vous me faites rire avec vos injures. Le Dieu

qui créa les garçons et les filles légitima en même temps le très noble métier de faire naître l'occasion. Allons donc! c'est un grand malheur en vérité! C'est dans la chambre de votre maîtresse que vous courez, je pense, et non pas à la mort! »

L'ironie de Méphistophélès n'est pas sans gaîté; mais la gaîté qu'elle produit n'a rien de commun avec cette joie expansive et confiante qui est un des plus aimables liens des hommes entre eux. C'est une gaîté sèche et dure, nerveuse et vibrante, froide comme l'acier, et dont la présence redoutée met à la torture les âmes naïves. Voyez comme Marguerite s'effraie et se replie sur elle-même au contact de ce personnage, si galant cependant et si spirituel. Dès qu'il est là, elle sent qu'un malheur surnaturel plane autour de ce qu'elle aime. Cette horreur instinctive n'est-ce pas le signe sensible de la puissance du mal dans une âme transparente? n'est-ce pas le dernier avertissement divin donné aux personnages du drame?

« Marguerite. — Cet homme que tu as auprès de toi, je le hais du fond de mon âme. De ma vie rien ne m'a blessé le cœur comme cet odieux visage.

« Faust. — Chère mignonne, ne le crains pas.

« Marguerite. — Sa présence bouleverse mon sang.... Je ne voudrais pas vivre avec ses pareils.... On voit qu'il ne prend aucun intérêt à rien; il porte écrit sur le front qu'il ne peut aimer personne au monde.... Cela me domine si fort que, s'il vient seulement à s'approcher de nous, il me semble en vérité que je ne t'aime plus. »

N'est-ce pas l'effet infaillible et le signe des esprits négatifs que de produire autour d'eux, avec la honte du bien, la désaffection dans les âmes? Quand ils sont là, ne dirait-on pas qu'une main glacée s'étend sur les cœurs et en arrête l'essor divin? Reconnaissez au contraire les grandes intelligences, les esprits vraiment féconds à leur puissance d'expansion et à la joie qu'ils répandent autour d'eux. Sous le rayonnement affectueux de leur influence, tout s'anime à leur approche, les âmes s'épanouissent, la plus aimable vie se répand parmi les hommes : leur présence est un bienfait; elle est déjà comme une promesse du bonheur.

IV.

Faust est plus grand que Méphistophélès; il s'élève infiniment au-dessus de lui et par ses aspirations et par ses souffrances que raille l'esprit malin : « il n'use, l'insensé, ni de boisson, ni de nourriture terrestre; l'inquiétude le pousse dans l'espace; il connaît à moitié sa folie; il veut du ciel les plus belles étoiles, de la terre chaque sublime volupté, et rien de ce qui est proche ou de ce qui

est éloigné ne saurait calmer l'agitation profonde de son cœur. » A ces signes, le Seigneur, dans le prologue au ciel, reconnaît son serviteur. « Tout égaré qu'il est, il me sert encore, et je le conduirai bientôt à la lumière. » Ainsi la bonté de Dieu aperçoit jusque dans les tempêtes furieuses qui agitent cette âme le signe de son élection et le titre de sa grandeur. Et de fait après les terribles épreuves que lui suscite l'enfer qu'il porte dans son propre cœur, l'enfer de ses passions, Faust sera sauvé.

Le désir de la vérité, la douleur de ne la pouvoir atteindre, n'est-ce pas là en effet le double titre de l'homme? Faust est en même temps et cette misère et cette grandeur dont parlait magnifiquement Pascal. Il ignore, mais il sait qu'il ignore. Il doute, mais il souffre de douter. Tandis que Méphistophélès nie en riant et jette son froid sarcasme à travers le ciel et la terre, Faust se lamente et se désespère. Ces deux natures d'intelligence sont éternelles dans le monde et s'incarnent dans deux races qui se perpétuent à travers les siècles. Dans tous les temps se renouvelle cette triste famille d'esprits à la fois frivoles et insolens, les vrais fils de Méphistophélès, qui semblent nés pour faire la nuit ou la ruine partout où ils passent, railleurs implacables de tout effort héroïque de la volonté ou de la pensée, et dont l'activité perverse ne s'applique qu'à paralyser l'activité divine de l'homme, l'éternelle ouvrière du progrès. Il serait injuste de confondre avec cette race, née de Méphistophélès, les frères de Faust. Ceux-ci, même dans leur éloignement, restent encore dignes de la vérité. Si parfois ils en désespèrent, c'est pour l'avoir trop aimée. Le doute satanique a pour point de départ et pour but le néant; le doute vraiment humain vient de l'infini et y retourne. L'un nie qu'il y ait nulle part ni bien ni mal, ni vrai ni faux; l'autre se tourmente d'entrevoir à chaque instant des lueurs de la divine aurore et de les perdre sans cesse. L'un est une négation et un blasphème, l'autre est une aspiration de l'homme, du fond de ses ténèbres et de ses angoisses, vers la paix et la lumière. En un sens, il est encore une affirmation; dans quelques intelligences, il se change en une sorte de supplication, il devient presque une prière.

Si jamais ce désespoir dut agiter certaines âmes profondes et sincères, ce fut vers la fin de ce XV[e] siècle, à l'époque où la légende a placé la vie fabuleuse de Faust, sur ces limites confuses qui séparent la scolastique expirante du grand mouvement de la renaissance. La science officielle des universités était comme un vaste corps de doctrines dont l'âme s'était retirée. Elle ne subsistait plus que par la vénération qui s'attache aux choses antiques et par l'impossibilité de la remplacer. L'enseignement des écoles irritait l'intelligence par ses promesses et la trompait par son néant. Il fau

voir dans les célèbres monologues de Faust quelle sombre peinture de la passion dévorante, du savoir éternellement déçu, de l'exaltation de la pensée dans le vide et de son affaissement sur elle-même, de ses ivresses rapides et de ses défaillances, de l'ambition de tout saisir dans un grand effort et du désespoir de n'étreindre que des ombres et des mots! Faust est rempli de cette tristesse que donne aux esprits supérieurs le vague sentiment de la science vraie, quand ils la comparent à la science illusoire dont ils ont étreint le fantôme. A certaines époques de l'histoire, il y a ainsi comme des interrègnes dans l'esprit humain. L'idée qui les a soutenues longtemps s'est retirée des formes usées de la science : les formes nouvelles n'existent pas encore, et c'est à peine si l'imagination peut en tracer le vague contour. C'est le moment où les Wagner, les philistins de la métaphysique, les écoliers de la routine, triomphent, parce qu'ils ont à leur disposition les livres, les formules, et qu'ils croient dominer la foule humaine du haut de ces débris d'une science morte, que la première flamme va réduire en cendres et en fumée.

Une seule chose pourrait sauver Faust du désespoir et l'arracher aux extrémités où ce désespoir l'entraîne, aux sacriléges folies qui le fascinent. La science traditionnelle des hommes l'a misérablement trompé. La magie, qui est la science de l'enfer, va le perdre. Il pourrait échapper à la fois et aux déceptions du savoir humain et au piége infernal en se livrant aux influences de la bienfaisante nature. Cette voie de salut est offerte deux fois à Faust, deux fois il est près d'y entrer. Une sorte de fatalité le rejette en arrière parmi les hallucinations et les mensonges. Je crois que l'on n'a pas assez remarqué jusqu'à présent le combat qui se livre dans l'âme de Faust entre ces tentations contraires : celle qui l'entraîne dans l'empire ténébreux et qui finira par dominer en lui, celle qui l'attire vers la sérénité lumineuse et les harmonies divines de la réalité vivante, du vaste monde. Là est un des traits les plus philosophiques du personnage de Faust. On nous permettra d'y insister. Assurément ce drame intime s'est passé dans l'âme de Goethe lui-même, et l'on croirait entendre les confidences du poète quand Faust s'écrie : « Oh! si tu voyais ma souffrance pour la dernière fois, lune brillante qui m'as trouvé si souvent à minuit veillant à ce pupitre! Alors, ma triste amie, c'est sur les livres et le papier que tu m'es apparue! Ah! si je pouvais sur les cimes des montagnes marcher à ta douce clarté, planer avec les esprits autour de tes cavernes, à la faveur de tes pâles rayons courir dans les prairies, et, délivré de toutes les fumées de la science, me baigner dans ta rosée! » Il s'enchante à la contemplation de la vie universelle, et la décrit dans un magnifique morceau lyrique avec l'émotion sacrée que Goethe a dû ressentir plus d'une fois : « Quel ravissement à

cette vue s'empare soudain de mon être! Je sens la jeune et sainte volupté de la vie qui se rallume et ruisselle dans mes nerfs et dans mes veines... Suis-je donc un dieu? Pour moi tout s'éclaircit... La nature créatrice se révèle à mon âme... Comme tout s'agite pour l'œuvre universelle! comme une chose opère et vit dans l'autre! comme les puissances célestes montent et descendent, et se passent de main en main les seaux d'or, s'élancent du ciel sur la terre avec leurs ailes d'où la bénédiction s'exhale, et font retentir de sons harmonieux tout l'univers! » Jamais l'œuvre de la nature n'a été célébrée dans une plus belle poésie humaine. Faust, dans son mystique essor, rejoint à travers deux siècles Spinoza, et traduit en strophes splendides les théorèmes abstraits qui raviront un jour la raison de Goethe; mais l'heure n'est pas venue de pénétrer le grand mystère. « Quel spectacle! s'écrie Faust : hélas! ce n'est qu'un spectacle. Où te saisir, nature infinie? Et vous, mamelles, sources de toute vie, auxquelles sont suspendus le ciel et la terre, vers qui se presse la poitrine flétrie,... vous ruisselez, vous abreuvez, et je languis en vain!... »

Et lorsque, cédant à son ardente évocation, l'esprit de la terre apparaît devant lui en spectre de flammes, écoutez comme cet esprit, qui n'a rien de commun avec Méphistophélès et qui n'est rien moins que l'ouvrier divin de la nature, définit son œuvre : « Dans les flots de la vie, dans l'orage de l'action, je monte et je descends, je vais et je viens; naissance et mort, une mer éternelle, un labeur changeant, une vie ardente! Ainsi je travaille sur le bruyant métier du temps, et je tisse la robe vivante de la Divinité. » Qui ne saisirait sous ces belles images, heurtées, pressées, la véritable pensée du poète? « Naissance et mort, une mer éternelle, un labeur toujours changeant, une vie ardente, » voilà bien le spectacle de l'activité universelle et des transformations sans trêve de l'éternelle substance. « Cette robe vivante de la Divinité, tissée sur le bruyant métier du temps, » n'est-ce pas le voile brillant des phénomènes sous lequel se cache l'être immuable dans son austère et inaccessible majesté? N'est-ce pas le monde, avec ses formes et ses couleurs, révélation de l'idée pure, sans couleurs et sans formes, qui en détermine souverainement toutes les évolutions et déploie à travers ses harmonies réglées la loi de son essence, la divine fatalité? Faust croit toucher enfin à la clé de la vraie science : « Toi qui circules autour du vaste monde, laborieux esprit, combien je me sens près de toi! » Mais l'esprit ne juge pas que Faust soit suffisamment initié; il le repousse avec dédain. « Tu es l'égal de l'esprit que tu comprends; tu n'es pas le mien! » répond-il au présomptueux, et il disparaît. Faust retombe en proie au désespoir. Il s'est approché si près de la vérité libératrice, et le voilà plus pauvre, plus déshé-

rité que jamais! Il a vu briller devant lui l'aube d'une philosophie nouvelle, et il est rejeté au plus profond de la nuit. « Je ne suis pas ton égal! De qui donc?... Moi l'image de la Divinité! Et pas même ton égal? Moi qui déjà croyais toucher au miroir de l'éternelle vérité... Moi dont la force libre osait déjà, pleine d'espérance, se répandre dans les veines de la nature, et, devenue créatrice, goûter la vie des dieux, combien dois-je expier mon audace! Une parole foudroyante m'a emporté bien loin... Je ne dois pas me permettre de m'égaler à toi! Si j'ai eu la force de t'évoquer, je n'ai pas eu la force de te retenir! Dans ce moment délicieux, je me sentais si petit, si grand! Tu m'as repoussé cruellement dans l'incertaine destinée de l'humanité... Qui m'instruira maintenant? »

La contemplation des lois générales, l'idée de la vraie science, la vraie philosophie n'a pu sauver le docteur Faust. Il l'a entrevue un instant et l'a perdue aussitôt. Cependant on peut jouir de la nature simplement, sans arrière-pensée, sans aucun but scientifique, et même alors, réduite non en idées, mais en impressions pures, cette jouissance pourrait guérir une âme malade du mal de Faust. Il y a de telles influences maternelles dans l'air que nous respirons, dans le sol qui nous nourrit, dans le ciel qui nous éclaire, dans la limpidité des eaux, dans la sérénité des montagnes ou l'auguste profondeur des bois, que bien des désespoirs s'y sont calmés. Que d'âmes farouches s'y sont amollies! que de cœurs fermés s'y sont ouverts! Faust essaie de ce divin remède, et l'on peut tout espérer d'abord, quand on voit le docteur oublier, au milieu de la foule joyeuse, dans la campagne déjà parfumée par avril, ses soucis, sa fatigue de vivre et de penser, sa résolution de mourir et cette libation suprême que le son des cloches et les chants de la fête de Pâques tout à l'heure ont fait tomber de ses mains. « Montons quelques pas encore jusqu'à cette pierre... Ah! ne troublons pas la jouissance d'une heure si belle par ces tristes pensées. Vois comme dans les feux du soleil couchant brillent les cabanes entourées de verdure! Il marche et décline, le jour expire, mais le soleil hâte sa course, et fait éclore en d'autres lieux une vie nouvelle. Oh! que n'ai-je des ailes pour m'élever de terre et voler toujours, toujours, après lui!... » C'est une extase, et les extases ne durent pas. L'âme de Faust se rajeunissait dans le sein de la grande et féconde nature. Il aurait pu abandonner les rêves ou du moins les transformer en poésie vivante. Il aurait pu être à la fois homme et poète : il eût été sauvé; mais non, il va rentrer dans la nuit de son vieux logis et de ses sombres pensées. Après cette belle journée, après ces pures jouissances, la fatalité l'attend et ne lâchera plus une proie si belle. « Hélas! s'écrie le pauvre désespéré, je ne sens déjà plus la joie s'épancher de mon sein. Pourquoi donc faut-il que sitôt le fleuve

tarisse et que de nouveau la soif nous consume? » Cependant une dernière méditation philosophique l'arrête à cette heure suprême sur la pente qui l'entraîne vers l'illusion, vers le néant, personnifié par Méphistophélès. Il ouvre le Nouveau Testament, et son exégèse ardente et hardie a bientôt dévoré le texte divin. « Au commencement était le *Verbe.* » — « Me voilà déjà arrêté. Qui m'aidera à poursuivre? Je ne puis absolument donner tant de valeur à la *parole;* il faut que je traduise autrement, si je suis bien éclairé par l'esprit. Il est écrit : « Au commencement était l'*intelligence.* » Pèse bien la première ligne, et que ta plume ne se hâte pas trop. Est-ce l'*intelligence* qui fait et produit tout? Il faudrait lire : « Au commencement était la *force...* » Mais à l'instant même où j'écris ce mot, quelque chose m'avertit de ne pas m'y arrêter; l'esprit vient à mon secours : tout à coup je me sens éclairé, et j'écris avec confiance : « Au commencement était l'*action.* » — Voyez-vous par quelle progression subtile et savante le docteur passe de l'orthodoxie chrétienne au panthéisme le plus hardi? Le *Verbe* lui semble présenter un sens trop étroit. Le *Verbe* devient l'*intelligence*, et déjà nous sortons du christianisme pour entrer dans la philosophie pure; mais l'*intelligence* ne peut rien si elle n'est associée à la *force*, si elle ne se transforme en *cause*. Et la cause elle-même, n'est-ce pas une abstraction de rêveur et de métaphysicien? où a-t-on vu des causes en soi? qu'est-ce qu'une force en dehors des phénomènes où elle se réalise? Causes en acte ou forces réalisées, à la bonne heure, mais ne nous parlez pas de ces vagues puissances où dorment éternellement des séries d'effets possibles qui ne se révéleront jamais : tout cela, c'est le monde imaginaire des purs abstraits. Allons au fait, et coupons court à la rêverie métaphysique : disons « l'*action* éternelle. » Et ainsi, par une série de métamorphoses, l'Évangile de saint Jean sera devenu celui des panthéistes. « Au commencement était le Verbe; » lisez : « Au commencement était la nature en acte dans tous les siècles, le vrai Dieu, le seul Dieu. »

C'est le dernier effort de Goethe pour sauver à sa manière son héros des artifices qui l'entourent, pour le délivrer par la philosophie des prestiges où il va succomber. La pensée de Faust est trop vacillante encore pour s'enhardir dans cette carrière des idées nouvelles qui s'ouvre devant son esprit. Il ne s'y maintient pas et retombe dans la magie, qui était la philosophie occulte et défendue de son temps, la philosophie des libres penseurs, assez libres pour oser rechercher jusque dans l'enfer le principe et le secret des choses. Déjà depuis longtemps il s'est adonné à cette poursuite ardente des derniers mystères. « J'ai voulu voir si par la force et la

parole de l'esprit quelques secrets ne se seraient point révélés, en sorte que je n'aie plus besoin de dire avec des sueurs d'angoisse ce que je ne sais pas, que je reconnaisse enfin ce qui maintient l'univers dans ses profondeurs, que je contemple toutes les forces actives et les germes, et ne fasse plus un vain trafic de paroles que je ne comprends plus. » Il n'a que trop bien réussi. Le monde des esprits est à ses ordres, et Méphistophélès paraît devant lui. Alors éclate cette lutte suprême, décisive, entre le docteur, qui veut mourir tout entier avec le vieux monde où il a vécu et qu'il écrase sous un magnifique anathème, — et Méphistophélès, qui se moque de cette triste sagesse du désespoir et propose de lui apprendre ce qu'il ne sait pas, ce que c'est que la vie. « Non! répond Faust; sous tous les vêtemens, je sentirai les misères de l'étroite vie terrestre. Je suis trop vieux pour m'en tenir aux amusemens, trop jeune pour être sans désir. Le monde, que peut-il me donner? « Renonce, il le faut! il le faut, renonce! » Voilà l'éternel refrain qui résonne aux oreilles de chacun, et que durant notre vie chaque heure nous chante d'une voix enrouée... Le dieu qui habite en mon sein peut émouvoir profondément tout mon être; lui qui règne sur toutes mes forces, il ne peut les faire agir au dehors, et par là l'existence est un fardeau pour moi; je désire la mort, je hais la vie... Ah! maudit tout ce qui entoure notre âme de séductions et de prestiges! Soit dès ce jour maudite la haute opinion dont l'esprit s'enveloppe lui-même! Maudits soient les prestiges de l'apparence qui s'empare de nos sens! Maudite l'imposture qui, dans nos rêves, nous montre un fantôme de gloire et d'immortelle renommée!... Maudit soit le suc embaumé du raisin! maudites les suprêmes faveurs de l'amour! maudite l'espérance! maudite la foi! Et maudite, avant tout, la patience! » L'antique univers s'écroule bruyamment avec tous ses prestiges et toutes ses richesses. avec toutes ses réalités et ses mensonges, avec toutes les vertus qui en faisaient la vraie parure et les illusions qui en faisaient la splendeur, monde mêlé d'être et de néant, de bien et de mal, théâtre disposé pour l'activité de l'homme plus que pour son bonheur.

Un monde nouveau, plus brillant et plus magnifique, mais plein de mensonges, sans aucune des réalités ni des vertus qu'il a maudites, se révèle à l'imagination abusée de Faust. L'illusion déployée par un art magique s'élève, s'étend autour de lui, l'enveloppe et l'entraîne. A ce moment, Faust ne nous appartient plus, il entre dans une vie nouvelle. Le drame commence. Marguerite n'est pas loin, et avec elle les amours charmantes et fatales, les enchantemens, les délires, les crimes, toutes ces émotions qui s'enchaînent

et qui forment la trame merveilleuse du poème. Dès lors, comme il était juste, l'idée scientifique et philosophique s'efface de plus en plus devant le sentiment poétique et humain. C'est d'une autre critique que celle de la philosophie que relèvent la terreur et la pitié de ce drame immortel. Elles n'appartiennent plus qu'à l'art qui les a produites, qui les juge et qui les consacre.

Notons cependant le contraste simple et saisissant du caractère de Marguerite avec celui de Faust. A bien prendre les choses, la philosophie n'est-elle pas mêlée partout dans ce poème comme dans la vie?

Certes, s'il y avait dans toute l'Allemagne, à la fin du xv[e] siècle, une âme incapable de comprendre Faust, il semble bien que c'était celle de Marguerite. Elle est séparée de l'intelligence de Faust de tout l'intervalle qui sépare le ciel de la terre. Comment comprendrait-elle cette ardeur dévorante de savoir, cette hauteur et cet orgueil de la pensée, ces lassitudes désespérées qui en sont le châtiment, ces orages qui descendent du cerveau de Faust dans son cœur, et qui tour à tour y produisent des courans furieux de passion et de sensualité? Comment aurait-elle l'intuition de ces phénomènes mystérieux et violens, de cette psychologie morbide de la raison humaine, elle, la simple fille qui appartient à un monde vulgaire par sa naissance, par ses habitudes, par les pensées et les relations au milieu desquelles elle passe sa triste vie? Si Faust est le révolté de l'idéal, à coup sûr Marguerite est bien l'humble fille de la réalité. Elle habite un pauvre logis, où elle élève sa petite sœur, où elle prend soin de sa mère infirme; elle n'a jamais dépassé l'étroit horizon de la rue où elle est née; toute sa société se compose de voisines médisantes ou bavardes. Elle a dû en prendre les vulgarités et les niaiseries. Toute sa littérature se borne à quelques *lieder* qu'elle a appris dès le berceau. Et, quand un sentiment vague commencera d'envahir son âme et de la troubler, elle n'aura pour exprimer ce trouble naissant d'un cœur qui s'ignore que quelques ballades comme celle du roi de Thulé, qu'elle chantera près de sa fenêtre, assise à son rouet, sans même comprendre par quelle harmonie la tristesse de ce chant se met d'accord avec sa peine secrète.

Et cependant, dès qu'elle paraît, un charme immortel se répand sur la scène. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'essence de Marguerite est la candeur; cette âme est la vie ignorante, la nature même; c'est le cœur de la femme avant toute science et toute expérience, dans son idéale transparence et sa naïve pureté. Certes, comme on l'a dit, ce n'était pas une médiocre hardiesse que de représenter une séduction aussi rapide, aussi aisée que celle de

Marguerite, sans blesser en elle l'idée de la dignité féminine. Il n'y avait qu'un être tel que la Marguerite de Goethe qui pût tomber de la manière dont elle tombe, et dans sa chute rester *intérieurement pure*. Un caractère de femme plus réfléchi, plus intelligent, aurait subi une tout autre dégradation. — C'est la science du bien et du mal qui dégrade dans toute faute : une âme inconsciente, comme celle de Marguerite, est chose fragile et profonde à la fois, presque irresponsable à force de candeur. En cela réside la poétique opposition entre les deux amans devenus inséparables par l'émotion du poète et par celle de la postérité. Ce qui a perdu Faust, c'est l'abus de la science; ce qui sauve Marguerite, même dans sa faute, c'est son ignorance presque divine. Elle conserve encore je ne sais quelle innocence qui la protége contre l'avilissement vulgaire de cette triste histoire : la séduction. Et tel est l'art du poète, que Marguerite, même coupable, demeure dans nos souvenirs comme un type de grâce et de pureté.

Chaque poète a dans son œuvre, parmi les créations de son génie, un type privilégié auquel il a confié quelques-unes de ses pensées les plus profondes, quelques-uns de ses rêves les plus chers, qu'il anime de l'essence même de son âme et d'un souffle de sa vie propre. La personnalité du poète se dédouble par un effet merveilleux de l'art, et cette partie détachée de lui-même, vivant par la grâce de la poésie, touchée du rayon de l'idéal, va se joindre à l'élite sacrée qui brille d'un éclat immortel dans la nuit des siècles. Pour Goethe, ce type choisi entre tous, objet de toutes ses tendresses poétiques, le fils privilégié de son âme en même temps que de son art, c'est Faust. Le poète a vécu de sa vie, souffert de ses doutes et de ses lassitudes infinies, aimé avec ces ardeurs des sens et aussi avec ce désespoir de ne pouvoir aimer davantage et de porter jusque dans les orages de sa passion la clairvoyance fatale et la tristesse de sa pensée. Hélas! qui le sait mieux que le poète lui-même? La pensée tue l'amour, et nul mieux que lui n'a connu ces luttes étranges où le cœur, trop éclairé, se désespère de ses sécheresses et de ses langueurs. De tous les supplices infligés à l'humaine nature, le plus cruel peut-être est l'impuissance d'aimer. Or quel amour peut résister à cette intensité d'analyse, à cette dévorante activité de la pensée, à cette puissance funeste de voir le fond des choses, d'apercevoir d'avance l'inanité de ces désirs qui remplissent tout l'être de leur violence et de leur bruit, la misère de ces bonheurs qui, tant qu'ils sont espérés, nous donnent l'image d'une félicité divine et qui, une fois obtenus, effraient l'âme de leur néant, la fragilité enfin de ces belles amours dont les sermens insensés s'emparaient de l'éternité et qui ont à peine la force de

remplir quelques années, s'éteignant misérablement avant la vie éphémère qu'elles devaient charmer? Les grandes âmes comme celle de Faust veulent mettre dans leurs amours l'infini qu'entrevoit leur pensée. Elles ne veulent pas aimer à moins. Et c'est précisément cette pensée qui, par ses puissances fatales, paralyse toutes les ardeurs, glace toutes les illusions, jetant ses froides clartés dans cette nuit enchantée du cœur que l'amour remplit de ses magiques prestiges. Voilà pourquoi, dans les scènes immortelles qui remplissent la première partie du *Faust*, l'amour qui nous ravit, c'est celui de Marguerite, qui seule aime véritablement jusqu'à en mourir, parce qu'elle aime avec toutes ses facultés poétiques d'illusion. Là seulement est l'amour, parce que là seulement est l'inexpérience du mal, la sublime candeur qui ne sait pas que tout ce qui est humain porte en soi sa fin et son néant. Qui oserait dire que Faust a vraiment aimé? Il le voudrait, il l'espère en vain. De tous les bonheurs terrestres, le seul qu'il envie désormais, c'est celui-là, c'est aussi le seul que son triste compagnon ne puisse lui donner jamais. Comment donnerait-il cette félicité suprême du délire sacré, de l'enthousiasme héroïque qui va jusqu'au don de soi-même, et qui est vraiment l'amour, le railleur funeste, destiné par son rôle, dans cette épopée divine et terrestre à la fois, à tout détruire, à tout nier, à tout flétrir? C'est là l'histoire du triste cœur de l'humanité, dans lequel se combattent éternellement ces deux principes, l'enthousiasme et la négation, l'amour et l'ironie. Et n'est-ce pas aussi, prise au plus profond de son âme, l'histoire du poète lui-même? Répondez, ombres tristes et charmantes de celles qu'il a rencontrées au printemps de sa vie, vous surtout, Marguerite, dont il a consacré le nom, vous aussi, Frédérique, et tant d'autres, qu'il a cru peut-être aimer un jour, et qu'il a si prudemment abandonnées sur sa route, de peur de ne les plus aimer le lendemain et d'embarrasser d'un souci inutile l'égoïsme souverain et la marche triomphale de son génie!

Le premier *Faust* est surtout philosophique par la conception des types et la peinture des caractères. C'est dans le second *Faust* que nous verrons la métaphysique du poète et sa philosophie de la nature se donner libre carrière, et qu'il sera intéressant d'assister à cette lutte étrange, où s'épuise le poète, entre la science et l'art: un art dominateur et superbe, s'efforçant de réduire sous l'empire de ses formes et de ses lois la science rebelle, et finissant par se perdre dans le symbole et dans l'abstraction pure.

E. Caro.

BARBERINE AU JOUG

ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE (1).

I.

Le déjeuner, à Bissett-Grange, est exempt de toute formalité. Sir Marmaduke Wentworth, le maître de la maison, s'éveille à six heures, et après avoir absorbé une ample écuelle de potage au gruau, — son unique repas du matin, — quitte le château pour aller tantôt d'un côté tantôt de l'autre visiter ses fermiers, inspecter le bétail, vaquer enfin à ses devoirs de grand propriétaire, que nul ne prend plus à cœur, au moins pendant six mois de l'année. Quant à ses hôtes, il les oublie absolument, et confiés au soin d'une espèce de factotum-parasite, le capitaine Stone, ils disposent d'eux-mêmes à leur gré. La table est servie, et de neuf heures à midi, selon le caprice de son sommeil et de son appétit, chacun des convives y vient prendre place.

Ils sont une douzaine tout au moins, et en bonne conscience on ne saurait en donner ici la liste. Arrêtons-nous à ceux dont le rôle importe à ce récit.

Dans ce personnage sérieux et volontiers muet qui arbore dès le matin un costume presque irréprochable, et qui vient d'entrer don-

(1) L'œuvre que nous voudrions introduire en France a fixé justement l'attention du public anglais sur M. Edmund Yates, déjà connu par quelques recueils d'*essais*, comme les *After office hours*, les *Pages on waiting*, etc. Ce qui a fait le succès du roman de M. Yates, *Broken to harness*, — *Rompu au joug* — (J. Maxwell, édit.), c'est une rare finesse d'observation ainsi qu'une remarquable exactitude dans les tableaux de la vie intime anglaise. Il y a de plus dans cette histoire un intérêt moral qui nous décide à l'interpréter librement, selon notre usage, en nous attachant à faire ressortir les parties qui méritent mieux qu'un succès local.

nant le bras à une charmante jeune fille, reconnaissons un des magnats financiers de la Cité, M. Townshend. Sa fortune est d'origine récente : elle a été faite dans l'Inde, à la suite d'un riche mariage avec la veuve quelque peu mûre d'un des grands spéculateurs de Calcutta. Ses autres antécédens sont perdus dans les ténèbres du passé. On ne lui connaît en Angleterre ni parenté, ni alliance quelconque; s'il fraie avec quelque membre de l'aristocratie, — s'il est par exemple un des hôtes de Bissett-Grange, — ce doit être en sa qualité de *moneyed-man*, fondateur de sociétés, distributeur d'actions à prime, et de par les bénéfices qu'il procure aux nobles cliens de sa maison de banque. Sa fille Alice appartient à la catégorie des jeunes personnes qui se piquent d'être romanesques, sans trop savoir au juste à quoi elles s'engagent. Ses jolis cheveux blonds abritent une cervelle d'assez mince étoffe, et sous sa large ceinture bat un cœur timide, — où ne manquent ni quelques instincts généreux, ni une certaine bonté native, mais que l'éducation a rétréci et dont elle a réduit l'action au plus strict nécessaire; charmante poupée, plastique et passive, dont un bon mari, — celui que lui donneront le hasard et la volonté paternelle, — tirera aisément parti, pourvu cependant que les grandes épreuves soient épargnées à leur félicité conjugale.

A côté d'elle est venu s'asseoir avec un empressement réel, une indolence affectée, un jeune homme auquel sir Marmaduke accorde une affection toute particulière. Fred (ou Frederick) Lyster, élève d'Addiscombe comme tous les cadets de haute race qui se destinent à la profession des armes, a servi dans l'Inde sous les ordres de Gough et d'Outram. Ses débuts étaient brillans et lui promettaient une belle carrière lorsqu'un de ses oncles, venant à décéder, imagina de lui laisser trois mille livres sterling de rente. Il est d'usage en pareil cas de donner sa démission, et Fred Lyster ne manqua pas de se conformer à l'usage. Depuis ce moment, il n'a guère existé, dans le monde élégant où il entrait, un oisif plus oisif, un ennuyé plus à charge à lui-même. Du moins le dit-il ainsi, poussant vers le ciel une plainte incessante; mais ceux qui ne s'arrêtent pas à la surface, — et sir Marmaduke est du nombre, sans qu'il y paraisse, — vous diront que sous cet air de sybarite dolent, sous ces grimaces de dandysme alangui, se cachent une âme droite, une raison solide, un bon sens précieux. Ainsi soit-il. Nous le verrons à l'œuvre.

A sa gauche est le couvert de miss Lexden: mais miss Lexden n'est pas descendue et ne descendra probablement pas. Il est bien rare qu'elle se donne la peine de venir déjeuner. On la sert chez elle d'habitude, chez elle, c'est-à-dire dans la plus belle et la plus

commode chambre du château, une vaste pièce donnant sur la portion la plus pittoresque du parc, et qu'on a remeublée tout exprès pour la lui consacrer exclusivement. Une pairesse d'Angleterre ne l'en ferait pas déloger et n'oserait d'ailleurs disputer aucun genre de préséance à cette altière et mordante personne, célèbre par son esprit, son égoïsme bien trempé, ses rapports avec les notabilités politiques et littéraires du continent. On vous nommerait au besoin les deux ou trois « anciens ministres » qui la tiennent au courant des affaires d'Espagne, d'Italie et de France. Elle correspond avec d'illustres exilés, qu'elle informe à temps et à propos de mille petites transactions diplomatiques soigneusement dérobées aux commérages de la presse. Là, par exemple, se bornent les services qu'ils peuvent attendre d'elle, et jamais une parcelle des amples revenus qu'elle applique exclusivement à la satisfaction de ses goûts individuels ne s'est égarée dans la caisse de ses amis politiques. — *Franchement, ce serait une duperie*, vous dirait-elle en français, avec un sourire à la Talleyrand, si vous vous avisiez en pareille matière de quelque sollicitation indiscrète. N'insistez pas pour savoir comment il se fait qu'une pareille personne, si médiocrement sympathique, exerce sur le propriétaire de Bissett-Grange un ascendant que son titre de cousine n'explique pas tout à fait, et obtient de lui des égards qu'il n'aurait pas pour la duchesse le mieux en cour, — ou si vous y tenez absolument, nous allons être réduit à trahir un des secrets de cet excellent homme. Sir Marmaduke, au beau temps où florissait Brummel, — peut-être un peu plus tard, mais n'importe, — était lancé dans les plus extravagantes dissipations, et Dieu sait ce qui fût advenu de son immense fortune comme de sa robuste santé, si, subitement frappé de la grâce, — de la grâce personnifiée en une jeune parente, — il n'eût été retiré par elle de l'abîme où il allait disparaître tout entier. Il l'aima loyalement, et lui avait déjà sacrifié la plupart de ses périlleuses relations, la plupart de ses tristes accoutumances, lorsqu'elle lui fut ravie après trois mois de mutuel « engagement. » Par bonheur, l'œuvre réparatrice était à moitié faite, et le souvenir de la fiancée qu'il venait de perdre, le respect des promesses qu'ils avaient solennellement échangées, protégèrent sir Marmaduke contre les tentations qui vinrent sans doute l'assiéger encore. Si nous ajoutons que cette cousine défunte était la sœur cadette de miss Lexden, nous aurons suffisamment éclairci, pour les esprits subtils et les cœurs bien doués, les relations presque fraternelles de sir Marmaduke Wentworth et de sa redoutable parente.

Arrivons maintenant à la belle Barberine, la nièce de miss Lexden, et saluons tout d'abord en elle la vogue qu'elle obtint dans le monde

quand sa tante jugea bon de l'y produire. Elle avait alors dix-neuf ans, et depuis ce glorieux début elle a bien perdu quelque chose de son éclatante et radieuse fraîcheur; mais que de grâce et d'élégance lui reste encore! quelle distinction dans cette taille souple et haute, dans ce front qui semble fait pour une couronne, dans la finesse de ce nez légèrement aquilin, dans le tour délicat et sculptural de ces petites oreilles rosées que dégagent les torsades massives d'une chevelure habilement maintenue! Et ces mains, en vit-on jamais de pareilles? Une seule fois peut-être, lors de la vente qui eut lieu à Gore-House, après la mort de lady Blessington. Ce jour-là, soigneusement mises sous verre et mollement étalées sur un coussin de velours noir, apparurent, modelées en cire par un artiste de premier ordre, deux mains fameuses dont nul pinceau, nul burin n'avait pu rendre l'exquise blancheur et l'irréprochable fini. Telles sont celles de miss Barberine, qui le sait de reste, et en joue comme une Espagnole de son éventail, car elle est ambitieuse et ne fait pas bon marché de son ascendant royal. A droite, à gauche, aux premiers rangs, aux derniers, elle entend qu'on plie le genou, et que nul ne résiste au charme vainqueur, pas plus celui-ci que celui-là, l'homme d'épée que l'homme de loi, l'adolescent dont la joue n'a pas désappris à rougir que le vieillard abrité sous sa chevelure de neige. On l'a vue à Oxford, durant la *commemoration-week*, tourner les têtes des vénérables doyens de l'université, comme au bal de la reine elle soulevait une espèce d'émeute parmi la fine fleur de l'état-major, et aux courses d'Ascott tenait groupée autour d'elle l'élite des *gentlemen-riders*, le tout parce que miss Barberine Lexden est passée maîtresse dans le grand art de cette coquetterie agressive et tambour battant, sans masque ni scrupules, qui trouble, déconcerte les idées reçues, s'affiche, se proclame sous le nom de *flirtation*, et de par sa hardiesse même revendique une foule de privilèges que personne au monde n'oserait lui contester.

A cela près, — mais n'est-ce donc rien que *cela?* — nous serions embarrassé de lui découvrir une supériorité quelconque sur la plupart des aimables personnes qui lui disputent les triomphes de salon et l'éphémère empire de la vogue. Elle n'est, en fait de facultés innées ou de talens acquis, ni au-dessus ni au-dessous de ce qu'un statisticien appellerait la « moyenne. » Sa belle voix de *contralto*, qui pourrait être conduite avec plus d'art, n'en a pas moins des vibrations sympathiques auxquelles se rendent, en dépit d'eux-mêmes, les connaisseurs les moins complaisans. Elle parle couramment le français, accentue l'allemand sans ces efforts gutturaux qui le rendent si désagréable; ses doigts courent lestement sur le clavier, et à défaut de solidité parfaite son jeu a tout le brillant re-

quis pour enlever les suffrages vulgaires. Bref, elle a tiré le meilleur parti possible d'une éducation bien incomplète.

Ces derniers mots demandent à être expliqués. Il faut savoir, pour les comprendre, que le père de Barberine, cadet d'une excellente famille, perdit tous ses droits aux libéralités paternelles en enlevant d'abord, en épousant ensuite la fille d'un vicaire du comté de Hereford, chez lequel il se préparait à ses derniers examens. N'ayant plus les moyens de se maintenir à l'université, force lui fut d'accepter un emploi subalterne que le crédit de sa famille lui fit obtenir. Là, comme beaucoup de gens déclassés, il perdit courage, contracta de fâcheuses habitudes, se créa des relations qui hâtèrent sa déchéance finale, et mourut à bout de ressources dans une prison pour dettes, laissant une veuve et une fille qu'il recommandait à sa sœur aînée restée célibataire et à laquelle allait écheoir l'héritage dont il s'était vu dépouillé par sa propre faute. Miss Susan Lexden, dans un premier moment d'émotion, vint voir ces deux pauvres créatures abandonnées qu'elle projetait de recueillir auprès d'elle; mais elle recula effrayée devant le visage flétri, la tournure épaisse, les dehors incultes de sa malheureuse belle-sœur. Cette demi-paysanne, transportée à Londres dans une sphère tout à fait infime, y avait pris un langage et des façons intolérables pour une société comme celle où miss Lexden s'était ménagé, non sans peine, une si brillante position. Aussi pensa-t-elle avoir fait suffisamment honneur à la recommandation de son frère quand elle eut assuré aux deux êtres qu'il lui confiait une petite annuité de cinquante livres sterling. Ajoutant à cet insuffisant revenu le produit de quelques travaux d'aiguille, la veuve parvint à se soutenir, elle et son enfant, jusqu'au moment où la mort vint l'enlever à son tour. Quelques années s'étaient écoulées; Barberine, assez grande pour n'être plus gênante, n'avait pas encore atteint cet âge où deviennent irrémédiables les vices d'une éducation mal commencée. De plus, elle se recommandait par les promesses d'une beauté remarquable. On amena donc l'orpheline dans l'imposante maison de Gloucester-Place, Portman-Square, où la vieille miss Lexden, quotidiennement visitée tour à tour par un ancien sigisbée, un médecin de bonne composition et un certain nombre d'amis intimes, soignant sa santé, faisant chère lie, promenant régulièrement sa précieuse et paresseuse personne dans un ample carrosse grassement attelé, menait une bonne existence, profane et païenne à souhait. La pupille qu'elle venait de se donner y jeta quelques agrémens de plus. A quatorze ans, certaines fillettes ont déjà le don de plaire et d'attirer. Miss Lexden vit quelques-uns de ses amis devenir plus assidus et se mettre en plus grands frais d'amabilité. Ce n'étaient ni les moins riches, ni les moins bien posés, ni les plus jeunes, ni les plus célibataires. —

Affreux pécheurs! disait-elle souvent *in petto;* mais elle savait gré à Barberine de ramener ainsi dans sa ruche l'essaim chaque jour éclairci qui menaçait de s'envoler tout à fait. Elle lui donna des maîtres de toute espèce, encouragée qu'elle était par les rapides progrès de son intelligente protégée. Elle l'envoya même passer un an à Paris dans un pensionnat de premier ordre, pour donner le dernier fini à sa prononciation française, — peut-être aussi pour l'initier à certaines grâces de maintien, à certaines finesses de regard qu'on dit particulières aux reines de Longchamps, aux premiers sujets de la Comédie-Française, et à ces déesses, inconnues ou trop connues, qui viennent aux avant-scènes parisiennes affronter le feu croisé des lorgnettes.

Le sol était riche et la semence abondante, la moisson devait être précoce. A dix-sept ans, miss Barberine avait déjà sur la conscience deux ou trois affaires, peu sérieuses il est vrai, mais qui pronostiquaient un bel avenir. Pour l'amour d'elle, un professeur de chant s'était fait congédier; un comte italien, surpris en flagrant délit de billets doux, avait été rudement malmené par le concierge du pensionnat, et que sais-je encore? Ces historiettes, fidèlement rapportées à miss Lexden, avaient le privilége de la faire rire aux larmes, et jamais elle n'était plus affectueuse, plus caressante pour sa nièce qu'après avoir reçu les confidences de cette gentille espiègle. A dix-neuf ans, celle-ci fut *présentée*, fit fureur comme nous l'avons déjà dit, et vit défiler à ses pieds le cortége des prétendans : tantôt un jeune pair, mal pourvu de biens, et qui guignait le désirable héritage de la vieille tante, ou bien un *commoner* opulent, mais un peu mûr, et d'un sérieux inquiétant, d'une jalousie manifeste, parfois un veuf bien avisé qui comptait sur son expérience du ménage pour écarter toutes les amertumes de l'hyménée et n'en goûter désormais que le miel. La belle les écoutait tous, n'en désespérant tout à fait aucun, et tirait doucement l'hameçon où ils étaient pris jusqu'à ce qu'ils se fussent mis complétement à sa discrétion. Elle les lâchait alors, et les laissait bouche béante sur l'aride grève. Dans la langue des *flirts*, cette situation désagréable s'exprime fort bien par le seul mot *stranded* (engravé), qui implique à lui seul une longue métaphore. Aux sages remontrances que se permettait miss Lexden, Barberine répondait simplement qu'elle ne se souciait d'aucun de ces gens-là, qu'à la loterie le quine seul peut compter, et qu'à tant faire que de se vendre, elle voulait être payée le plus cher possible, — propos d'une sagesse douteuse, mais qui, n'ayant rien de sentimental, ne portaient aucun ombrage aux idées mondaines d'une tante éminemment positive.

Veuillez remarquer en passant qu'un tel portrait ressemble à bien des originaux. On pérore volontiers contre la dureté des pa-

rens et contre leurs sordides calculs, mais très souvent ils jouent un rôle purement passif. Plus fréquemment qu'on ne pense, ces blanches et virginales poitrines logent un « cœur de roche, » comme disaient les romances d'autrefois, où n'a jamais pénétré le moindre rayon de tendresse, et pour lequel l'apogée du bonheur humain se résume par la jouissance d'un équipage et d'une loge à l'Opéra.

Si maintenant on ne connaît pas Barberine, en vérité ce n'est pas notre faute, car nous ne croyons avoir omis aucun détail essentiel. Un mot cependant : nous n'avons pas dit que le bleu était sa couleur favorite, et qu'elle préférait l'odeur de la violette à tous les autres parfums connus.

Pendant que nous nous attardions à la pourtraire ainsi, le maître de la maison est venu rejoindre ses hôtes, et, plongeant ses mains dans ses poches, il en retire deux lettres qu'il décachette sans cérémonie. — Bon, s'écrie-t-il ensuite, deux visages de plus pour ce soir... Stone, mon ami, donnez les ordres voulus en pareille circonstance... Tâchez de trouver deux niches à l'usage de ces nouveau-venus...

— Que vous nommez? interrompit Lyster.

— Que je ne nomme point, repartit sir Marmaduke avec une intention moqueuse... Depuis quand se permet-on de me questionner?

— Je me permets tout, comme vous savez, dit alors Barberine, qui s'était déjà levée de table pour se rapprocher du baronet, fort sensible à ses prévenances indirectes... Vous n'allez pas me rabrouer comme si j'étais un ex-capitaine de l'armée des Indes.

— Oh! vous... c'est une autre affaire... Je vous dirai tout, et d'autant plus volontiers que je ne vous apprendrai pas grand'chose. L'un de ces messieurs que j'attends porte le nom de Beresford. L'autre est un érudit professeur. Là, maintenant que voulez-vous de plus?

— Je ne demande rien à ce vaste univers, répliqua Barberine,... sauf une partie de *croquet* avec M. Lyster, si tant est qu'il soit disponible, ajouta-t-elle en voyant le jeune Anglo-Indien s'absorber imprudemment dans la contemplation de miss Townshend et de ses blonds cheveux.

Le *croquet* doit une bonne partie de sa rapide popularité à ce qu'il met en lumière, et sous le jour le plus favorable, quelques détails essentiels de la grâce féminine. On ne laisse pas traîner sur la pelouse, parfois humide, une robe à longue queue; tout ce qui gêne les mouvemens et dérobe aux regards les perfections d'un buste bien pris doit être écarté sans que personne puisse y trouver à redire; le maniement du marteau, l'agile action des pieds qui maintiennent la boule, le sourire qui accompagne un coup bien réussi,

tout cela compte pour autant de bénéfices nets, et si le calcul n'est pas toujours juste, il n'est jamais déraisonnable.

La partie achevée, les deux antagonistes, jusque-là silencieux, se redressèrent en face l'un de l'autre. Ce n'était pas absolument leur premier duel. Pendant deux fois vingt-quatre heures depuis leur rencontre à Bissett-Grange, ils étaient restés à l'état de puissances belligérantes, chacun d'eux essayant sur l'autre l'ascendant de ses fascinations; mais, se trouvant à peu près de même force, ils avaient, de commun accord, les atouts épuisés, abattu leur jeu et signé un traité de paix, voire un traité d'amitié pure, désintéressée et par conséquent inaltérable.

— Je vous assure, dit tout à coup Lyster à la belle Barberine, je vous assure que vous m'inspirez une pitié profonde.

— Bah! cher capitaine;... expliquez-moi cela, lui répondit-elle avec un sourire narquois.

— C'est que vous allez peut-être me trouver indiscret... Mais non, vous me savez déjà d'une franchise stupide... Eh bien! je vous plains d'être comme Cléopâtre dans *le Songe des Belles* (1), lorsqu'elle se plaint de cette forêt solitaire où elle n'a pas d'hommes à gouverner... Vous avez bien voulu m'épargner, ce dont je vous rends toute sorte de grâces, mais voilà une clémence qui vous réduit à la plus absolue disette... Où trouver désormais un sujet d'expérimentation? Sir Marmaduke, le capitaine Stone,... et puis rien, c'est à-dire rien au total... C'est peu de chose, savez-vous!... Mais j'oubliais les arrivans de ce soir... Connaissez-vous Beresford?

— Qui ne connaît le brillant commissaire de la *tin-tax?* Qui ne l'a quelque peu rencontré dans les salons officiels?... Mais, par cela même, son arrivée me donne peu d'espérance et me laissera probablement dans le fâcheux dénûment où vous étiez vous-même, cher capitaine, avant que la blonde Alice n'y eût mis ordre. M. Charles Beresford est de la race dont le poète français a dit :

. . . . . Corsaires à corsaires,
L'un l'autre s'attaquant, ne font pas leurs affaires.

— Soit; mais l'autre invité... le savant professeur?

— Ah! pour celui-là, mille fois merci!... Je n'aurais jamais pensé que vous me prêteriez les qualités voulues pour disputer à Minerve un de ses plus fervens adeptes... Et puis, veuillez y prendre garde, un si docte personnage doit nécessairement porter des lunettes bleues... Elles sont d'uniforme dans ce régiment-là... Ainsi barbouillé d'azur, comment voulez-vous que je l'éblouisse?... N'importe, il faut réfléchir à vos sages insinuations; mais pour cela quelques instans de solitude ne seront pas de trop.

(1) *The Dream of fair Women*, d'Alfred Tennyson.

Là-dessus, le saluant avec une humilité de commande, Barberine quitta la pelouse. Le capitaine la suivait de l'œil en allumant un *cheroot*. — Bon, se disait-il, je suis sûr qu'elle y pensait déjà... Belle créature, agile, souple, belliqueuse, une vraie panthère qui rentre à la jungle... Pour qu'elle ne m'ait pas tourné la tête, pour qu'elle me laisse aussi impassible, il faut que je sois devenu bien caduc... Miss Townshend cependant... Mais ce n'est vraiment pas la même catégorie de sentimens.

Le premier coup du dîner trouva Barberine à sa toilette. Elle recommençait à nouveau, pour la seconde fois, l'édifice compliqué de sa coiffure, dans lequel passait et repassait un long ruban de velours noir, coquettement fixé de côté par une magnifique turquoise. La robe était de soie bleue ornée de dentelles noires, et le tout s'harmoniait sans doute assez bien, car la belle enfant, sur le point de descendre, laissa un sourire d'adieu à son miroir. Dans le salon à peine éclairé, où dès son entrée sir Marmaduke lui présenta le « professeur Churchill, » qui devait lui donner le bras pour la conduire à table, elle put simplement constater qu'il était de haute taille et ne portait aucune sorte de lunettes, ni bleues ni autres; mais, une fois sous le lustre de la salle à manger, elle faillit laisser échapper un cri de surprise en se trouvant à côté d'un parfait *gentleman* âgé de trente ans au plus, et dont le visage mâle, encadré par une chevelure et une barbe légèrement ondées, était digne en tout point, avec son large front, sa pâleur mate et saine, de figurer sur une toile de Velasquez ou de Titien. Préoccupée en dépit d'elle-même par l'étrange différence de ce type élégant avec celui qu'elle s'était représenté d'avance : — Voyons, monsieur Churchill, demanda-t-elle à son voisin lorsqu'ils eurent échangé quelques lieux communs de politesse obligée, vous n'êtes certainement pas un professeur?

Un joyeux éclat de rire inaugura la réponse du jeune homme. — Si vraiment, reprit-il; du moins suis-je immatriculé comme tel sur les registres de la vieille université de Leipzig, et voilà pourquoi notre excellent amphitryon, qui par parenthèse est mon parrain, m'affuble de ce titre gothique... Je ne m'en pare jamais, croyez-le bien, miss Lexden, et la surprise que je lis dans vos yeux me prouve que j'ai raison... Vous ne me trouvez pas, semble-t-il, le « physique de l'emploi. »

— J'avoue, reprit Barberine un peu décontenancée, que je ne m'étais pas fait de vous une idée bien exacte.

— Je n'en dirai pas autant de vous, miss Lexden, et la réalité ne s'est pas trouvée inférieure à tout ce que j'avais pu entendre de plus flatteur sur votre compte... Au surplus, vous ne m'étiez pas absolument inconnue.

— Vraiment? s'écria Barberine, à qui cette nouvelle ne paraissait pas désagréable.

— Je vous avais entrevue, et plus d'une fois... Il y a dix ans, par exemple, dans un hôtel que vous habitiez tout enfant avec monsieur votre père,... beaucoup plus récemment à l'opéra italien, et enfin dans la grande allée de Hyde-Park, où nos chevaux se sont croisés quelques semaines avant la fin de la saison.

Une interpellation de sir Marmaduke rompit ici l'*à-parte* des deux jeunes gens, et tandis que Frank Churchill prenait le dé de la conversation, qu'il garda pendant le reste du dîner, Barberine restait livrée à ses réflexions : elles n'avaient rien que de favorable au nouveau-venu, dont elle trouvait la physionomie singulièrement spirituelle; il lui plaisait aussi par sa gaîté, son entrain juvéniles, tempérés par un tact exquis, une réserve naturelle, qui les maintenaient invariablement dans de justes bornes. Son attitude, son langage, toujours en parfaite harmonie, ne pouvaient manquer d'être appréciés par une personne chez qui l'habitude des salons avait développé le délicat sentiment des plus subtiles nuances. — Un professeur, se disait Barberine, un professeur ne va guère à l'opéra; un professeur ne monte pas à cheval; un professeur n'a pas ce parfait usage du monde. Jamais je n'ai rencontré un *gentleman* accompli sous l'habit d'un professeur, et le filleul de sir Marmaduke ne saurait être qu'un *gentleman*.

Après huit grandes journées de continuels rapports, de promenades en commun, de cavalcades à trois ou quatre, ces premières impressions de miss Barberine s'étaient plutôt affermies et consolidées. Frank Churchill n'était pas de ces natures superficielles bonnes pour l'apparat et non pour l'usage quotidien. Sa sincérité, sa droiture, donnaient une valeur exceptionnelle à ses plus simples paroles, à l'expression de ses moindres regards. Aucun mystère dans sa vie, limpide comme cristal. — Ma mère, avait-il dit à Barberine, m'a deux fois donné la vie. Je lui dois tout ce que je suis et le peu que je vaux. Vous seriez effrayée, si je les énumérais devant vous, des sacrifices qu'elle s'est imposés pour mon éducation, de la vie laborieuse qu'elle a menée jusqu'au jour où mon travail est devenu un gagne-pain. — Brodant sur ce texte avec une éloquence passionnée, il avait peine à contenir l'élan de la reconnaissance filiale que trahissait sa voix émue. Barberine, étrangère à cet ordre de sentimens, — malgré certaines analogies de situation qui la frappaient vaguement et lui causaient une sorte de remords, — contemplait avec intérêt ce beau visage qui semblait vibrer, ce regard presque humide où brillait une sorte de fierté attendrie. — Mon Dieu! s'écria-t-elle tout à coup. Quel bon fils vous êtes, et comme votre mère,... comme vous devez aimer votre mère! acheva-

t-elle en se reprenant, non sans avoir quelque peu rougi. Lyster, qui était en tiers ou plutôt en quatrième dans cette conversation, ne put s'empêcher de sourire et jeta comme à la dérobée un regard d'intelligence du côté de miss Alice Townshend, qui baissa les yeux, et sur les joues de laquelle on aurait pu remarquer aussi à ce moment même un léger supplément d'animation.

Churchill avait-il surpris quelque chose de ce dialogue muet? C'est ce que nous ignorons; mais il reprit avec plus de feu : — Ma mère résume pour moi toutes les affections de ce monde; espoirs et craintes, je partage tout avec elle; mes aspirations sont les siennes, aux heures de doute elle me fortifie et me console. En même temps qu'une mère, il semble que le ciel m'ait donné une sœur.

— Pourquoi ne dites-vous pas une femme? interrompit Barberine, dont l'accent cette fois avait quelque chose de sardonique... Savez-vous bien que vous nous parlez là d'une combinaison de rôles et de vertus qui se rencontre rarement?

— Pas si rarement que vous le pensez... dans notre classe du moins, reprit Churchill, en qui certaines notions *radicales* existaient à l'état latent, car habituellement il n'en faisait pas étalage. — Dans la vôtre, où la maternité n'est qu'une mission subordonnée...

— Laissons là ces distinctions arbitraires, interrompit encore une fois son interlocutrice. Les joies et les devoirs de la maternité ne sont pas, que je sache, affaire de caste, et je ne comprends guère votre manie de vous poser toujours en véritable paria. Si vous en étiez un, je vous prierais de m'aider à retrouver un gant que je cherche en vain depuis cinq minutes... Alice, capitaine Lyster, venez donc me prêter main-forte... Pourquoi vous écarter ainsi à tout propos?

Cette dernière question était, nous avons lieu de le croire, une réplique au malin sourire que s'était permis l'ex-capitaine et une allusion indirecte aux progrès que miss Townshend faisait évidemment dans son âme indécise. Nos deux couples se rejoignirent, et la conversation redevint assez insignifiante. Quant au gant, on le chercha mal, car il ne fut point retrouvé.

Le soir du jour où cette escarmouche avait eu lieu, Barberine se retira d'assez bonne heure. Elle sentait un vague besoin de se soustraire à une influence qui déjà l'inquiétait. Parker, sa femme de chambre, qui rarement échappait à quelque gronderie quand elle avait à démêler la chevelure touffue de sa jeune maîtresse, la trouva ce soir-là remarquablement accommodante. Deux ou trois écarts du peigne passèrent inaperçus. Une seule fois miss Barberine, à propos de rien, frappa de son pied mignon les fleurs veloutées du

tapis. — Sa classe, ma classe! pourquoi donc parle-t-il sans cesse de ces choses-là? se demandait-elle avec l'impatience d'une enfant gâtée.

Au même moment, Churchill, quittant le fumoir et renonçant aux causeries parfois un peu décolletées que les hommes se permettent au sortir de table, avait requis le sommelier de faire monter chez lui une bouteille de *claret*. Accoudé à la fenêtre du parc, sur lequel planaient les clartés de la lune, il avait allumé son vieux *meerschaum* et tentait cette épreuve délicate qui consiste à se débarrasser, en l'épuisant par elle-même, d'une pensée importune. Ce n'était pas un enfant d'amour féru, s'abandonnant à un rêve malsain; c'était un homme en pleine possession de lui-même, qui sent pour la première fois battre son cœur et lui demande compte de cette émotion inconnue. Revenant sur une idée qui l'obsédait : — Sans doute, se disait-il, sans aucun doute nous n'avons pas vécu dans la même sphère; entre sa position et la mienne il y a disparité complète, inégalité flagrante... Après tout cependant, le niveau de l'éducation existe pour tous : une vie sans reproche légitime des visées encore plus ambitieuses... Et si elle voulait,... si elle voulait...

La phrase ne s'acheva pas, mais Churchill, tirant de sa poche un joli petit gant gris-perle à deux boutons, y appliqua dévotement ses lèvres. Il est à craindre qu'un pareil enfantillage ne le déconsidère aux yeux de bien des gens. Et par exemple qu'aurait dit Harding, le rédacteur en chef du *Statesman*, s'il avait vu son *alter ego*, son plus vaillant acolyte, son collaborateur favori, en extase devant un brimborion pareil?

Le lendemain, Barberine arriva d'assez bonne heure au déjeuner. Par extraordinaire, Frank Churchill n'était pas encore descendu, — son couvert encore intact le prouvait de reste, — et à côté de ce couvert immaculé trois lettres étalées attendaient qu'on les vînt ouvrir. Barberine les remarqua; elle ne put s'empêcher de noter aussi que l'une d'elles, celle de dessus, serrée dans une longue enveloppe rose, portait une suscription singulièrement griffonnée. Les écritures ont leur physionomie, et celle-ci semblait attester une éducation peu soignée, des habitudes, une manière de vivre étrangères à toute espèce de raffinemens. La couleur inusitée du papier faisait ressortir encore l'inélégante disproportion des caractères qu'y avait jetés à la hâte une main de femme, — oui, de femme, sans aucun doute; — mais une main malhabile, brusque en ses mouvemens, une main alourdie par de vulgaires travaux, et dont les doigts, rouges peut-être, peut-être labourés par l'aiguille, carrés du bout à coup sûr, n'avaient jamais eu rien de commun avec les jolies griffes roses de miss Barberine.

Elle venait de s'asseoir, pensive, et n'avait pu détacher encore

son regard de cette lettre suspecte, quand Churchill entra le sourire sur les lèvres. Ce sourire s'éteignit, et la physionomie du jeune professeur prit quelque chose de contraint lorsqu'il eut aperçu à côté de son assiette, et par conséquent sous l'œil de sa jolie voisine, l'enveloppe de couleur rose. Il prit à la hâte les trois lettres, et, sans en rompre le cachet, les glissa pêle-mêle dans sa poche. L'incident ne pouvait avoir et n'eut en effet aucune suite apparente. Barberine se montra tout aussi gaie qu'à l'ordinaire, et quand elle partit avec miss Townshend pour une excursion projetée dès la veille, elle ne parut pas s'apercevoir que Frank Churchill ne caracolait pas comme de coutume autour du *break* qui les emportait toutes deux.

Le capitaine Lyster, quand elle rentrèrent, remontait dans un *dog-cart* l'avenue du château. — Je reviens de Brighton, leur dit-il par manière d'apologie. Il a bien fallu conduire à la station ce pauvre Churchill, que certaines nouvelles, arrivées ce matin, ont forcé de partir pour Londres... Son absence d'ailleurs ne sera pas longue. Nous le reverrons, il me l'a promis, d'ici à deux jours.

Ces derniers mots étant très expressément adressés à Barberine, elle ne se crut pas dispensée d'y répondre. — Avez-vous bien pesé la portée de ce que vous m'annoncez là? demanda-t-elle avec un sourire pervers... Prenez garde, capitaine, de nous induire en illusion!... Vous êtes sûr que Bissett-Grange reverra M. Churchill? Depuis le jour où nous parvint la nouvelle que Sébastopol avait succombé, l'Angleterre, savez-vous, n'a rien appris d'aussi important!

— Raillez, raillez, pensait Lyster; au fond, ma belle moqueuse, vous n'êtes pas aussi indifférente que vous voulez bien nous le donner à croire.

Peut-être bien le capitaine avait-il deviné juste. Ce brusque départ, avec lequel l'enveloppe rose devait avoir une connexité mystérieuse, tourmentait plus qu'elle n'eût voulu se l'avouer à elle-même l'inquiète et jalouse Barberine. Que n'eût-elle pas donné pour qu'un miroir magique lui révélât ce que faisait à cette heure précise l'ingrat fugitif sur les traces duquel s'envolaient ses pensées! — Si le ciel eût exaucé ce vœu, elle aurait vu Frank, tout seul dans un wagon de première classe, un numéro du *Times* à demi déplié sur ses genoux, pétrir entre ses doigts et contempler *con amore* un gant gris-perle.

II.

Faut-il rappeler que deux nouveaux hôtes avaient été annoncés par sir Marmaduke Wentworth aux résidens de Bissett-Grange, et

que de ces deux personnages un seul s'était montré fidèle à sa promesse? Le second, forcé, disait-il, d'ajourner sa visite, s'était excusé par lettre. Un employé du gouvernement est réputé ne s'appartenir point, et le commissaire de la *tin-tax* n'avait rien perdu par son inexactitude dans l'estime de ceux qui attendaient son arrivée. Reste à savoir si leur indulgence eût été la même en supposant que lecture leur eût été donnée du billet qui avait retardé le départ de M. Charles Beresford. Il était ainsi conçu :

« Que devenez-vous, mon bon Charley? Depuis trois grandes semaines, on ne vous a point vu à *la Tanière*. Je pars la semaine prochaine pour Scarborough, où m'attendent un certain nombre de mes élèves, et où l'on m'annonce que je pourrai acheter quelques bêtes de prix avant l'ouverture des chasses. Venez demain me demander à dîner. Vous trouverez quelques braves garçons, heureux de vous revoir, et parmi eux (aussi brave et aussi garçon que pas un) votre humble servante, fort désireuse de constater sur votre front dégarni les progrès de cette calvitie qui vous désole. Venez, Charley. A sept heures je compte sur vous. »

Pour unique signature deux initiales : un K et un M, c'est-à-dire, en toutes lettres, Kate Mellon. Et comme on pourrait là-dessus ranger ce nom dans une catégorie à laquelle il n'appartient point, nous avons hâte de rectifier les idées qu'auraient fait concevoir les familiarités épistolaires de cette demoiselle, demoiselle en effet, et des plus irréprochables, malgré l'accent cavalier de ses billets du matin; demoiselle sans peur, il est vrai, mais aussi sans reproche, car il ne faudrait pas accepter pour bon et prendre au pied de la lettre tout ce qu'en ont pu dire les personnes de son sexe qui jalousent sa beauté ou sa renommée équestre. — Bon, nous direz-vous, une écuyère vertueuse!... — Écuyère tant que vous voudrez; Kate Mellon effectivement l'a été dans sa toute première adolescence, mais depuis quelques années déjà c'est comme professeur d'équitation qu'elle tient l'établissement désigné sous le nom de « la Tanière » par ce nombreux public plus ou moins englobé dans les spéculations du *turf*. Ajouterons-nous qu'elle n'a pas sa pareille dans le grand art de dompter un cheval rebelle, d'assouplir, de discipliner le coursier le plus rétif, et que son intrépidité fait pâlir celle de maint jockey émérite? Sans doute nous dirons tout cela, quitte à toucher médiocrement certaines personnes que laissent déplorablement insensibles les grandes qualités d'un *horse-breaker*; mais, nous le dirons aussi, miss Kate, « bonne enfant » par excellence, a le cœur le plus droit, la conscience la plus tranquille, le bon sens le plus sûr qu'une mère puisse souhaiter à sa fille. Lancée dans le monde le plus aventureux, aussi peu protégée que possible, n'ayant pour sauvegarder sa dignité que les inspirations de son âme haute et pure, elle a su se

maintenir jusqu'ici, — nonobstant sa profession scabreuse, ses relations innombrables avec des gens de toute catégorie, le sans-gêne de ses manières, la liberté de son langage, — en possession de l'estime générale. Personne, on le sait, ne lui manquerait impunément. Une altière *lady*, à qui elle enseignait l'art de mener elle-même sa *barouche*, a voulu certain jour la traiter de haut en bas et la « remettre à sa place; » Kate est descendue sans mot dire, immédiatement, en pleine campagne, jetant les rênes au nez de sa noble élève, qui s'est trouvée fort mal à l'aise, et dont les chevaux rétifs ont failli mettre en cannelle le fragile équipage. Pas un mot équivoque n'est toléré à la table de miss Mellon, et on raconte qu'elle a cravaché en plein défilé de Hyde-Park un apprenti diplomate qui, s'étant impatronisé chez elle, avait donné à penser, par quelques propos tenus au club, qu'il n'y allait pas simplement pour le roi de Prusse. Aussi la connait-on maintenant, et dans la mesure voulue elle obtient le respect qu'elle mérite. Ses intimes sont avec elle sur le pied d'une familiarité que pas une femme du monde ne voudrait tolérer; mais cette familiarité, qu'ils savent sans conséquence, ne dépasse jamais certaines limites et n'encourage chez eux aucun espoir déplacé. *No nonsense about her*, disent les connaisseurs, et les meilleures familles, rassurées par cet arrêt, accordent leur patronage à miss Mellon, dont le manége est devenu le rendez-vous de la jeune aristocratie féminine.

Grand problème que ce succès, car enfin on ne sait rien des antécédens de la belle Kate : elle est sans parens, sans répondans connus. Les mieux instruits sont tentés de croire que son nom même ne lui appartient pas. Du moins n'est-ce pas celui de l'homme qui a traité pour la vente de la petite ferme sur l'emplacement de laquelle « la Tanière » a été organisée telle qu'on la voit maintenant. On a réparé l'habitation, aménagé, décoré les étables, construit le manége et les selleries, tout ceci sans l'intervention de la jeune fille au nom de qui l'achat de *Myrtle-farm* avait été conclu; puis un beau matin elle est venue prendre possession de l'établissement, que son zèle, son intelligence, son économie, ont fait rapidement prospérer. Quant au mystérieux intermédiaire, une fois son œuvre accomplie, on n'a plus entendu parler de lui. Le gnome, le farfadet a disparu sous terre. Cet être ambigu ne portait pas le nom de Mellon, et il approchait de la soixantaine; c'est tout ce que la mémoire des hommes a gardé de son passage.

Cet exposé complet n'était pas de trop, personne n'en disconviendra, pour qu'on voulût bien accompagner Charles Beresford au dîner de garçons que lui proposait si lestement notre amazone. Elle en donnait assez fréquemment de pareils, non sans émouvoir la bile puritaine de quelques-uns de ses voisins, indignés d'entendre

avant et après minuit le retentissement joyeux d'une espèce de bacchanale, des rires, des éclats de voix, souvent même des refrains profanes, sortir de cette maison habitée par une simple demoiselle. En comptant bien les chevaux qui avaient amené les convives ou les voitures de maîtres qui les venaient prendre, on s'assurait aisément qu'aucun d'eux ne s'oubliait après les autres. Aucun doute d'ailleurs n'existait sur ce point; mais il n'en était pas moins assez dépitant et de fort mauvais exemple que des gens si peu réglés dans leurs habitudes parussent aussi satisfaits, aussi exempts de remords, aussi disposés à s'amuser. Ainsi du moins le pensaient nos « saints » embusqués derrière leurs volets, ou se retournant sur leurs maigres oreillers.

Ce soir-là, leur pieuse animosité aurait eu quelques consolations. Tom Burton avec ses chansonnettes, le vieux capitaine Charleville avec ses effets d'argot, ne parvenaient pas à égayer le festin. *Charley* Beresford, ordinairement si plein de verve, — quand une fois il avait secoué les habitudes de la morgue administrative, — semblait ne pouvoir se débarrasser de quelque souci rongeur, et miss Kate, contrairement à ses habitudes peu mélancoliques, le suivait de l'œil avec une sympathie inquiétante. Profitons de sa distraction pour la contempler à loisir. Ses joues pleines et fermes, ses beaux yeux violets au regard loyal, l'or de sa chevelure où les clartés de la lampe allument par instans de fauves éclairs, sa petite taille, un peu forte peut-être, mais remarquable par ses proportions harmonieuses et bien accusées, ses bras dont la vigueur musculaire se laisse deviner plutôt qu'elle ne se révèle sous un derme blanc et serré, l'ivoire étincelant de ses dents mis à jour par le large sourire de ses lèvres opulentes, — en faut-il davantage pour faire comprendre que miss Mellon compte parmi les nombreux admirateurs de son talent plus d'un pauvre diable discrètement épris de ses charmes?

Un peu plus tôt que de coutume le dîner tirait évidemment à sa fin. L'entretien languissait : le rire sonore de miss Kate, enlevé de temps à autre par quelque saillie imprévue, baissait de ton et semblait étouffé par l'épaisse fumée des cigares, car on fumait devant elle : l'intrépide cavalière se serait méprisée, si l'odeur des *puros* et des *panatellas* l'eût incommodée le moins du monde. En ce moment même, une pincée de *latakié*, délicatement roulée dans un *papelito*, venait de se glisser entre ses lèvres roses et charnues. Les convives s'éclipsaient un à un. Il n'en restait plus que trois qui s'apprêtaient à prendre congé. L'un d'eux, Charleville, offrant à Beresford de le prendre dans son phaéton : — Merci, répondit ce dernier; je suis venu à cheval, et ma monture est déjà depuis cinq minutes au bas du perron.

— Je vous en demanderai encore tout autant, lui dit alors son hôtesse presque à demi-voix, mais sans aucun mystère. J'ai quelque chose à vous dire en particulier... Maintenant, Charley, ajouta-t-elle quand ils furent seuls, vous allez tout me conter, tout, absolument tout, sans feinte ni réserve.

Puis, comme Beresford essayait un sourire d'étonnement : — Ne prenez pas de ces airs-là, reprit-elle... vous ne réussiriez pas à me donner le change. Vous êtes battu de l'oiseau, vous n'avez plus le mot pour rire, vous êtes ennuyé, ennuyeux à porter le diable en terre; tout cela, chez un homme trempé comme vous, doit avoir des motifs sérieux... Exposez-les, vos motifs, et pas de vaines défaites!

Malgré ce que cette apostrophe pouvait avoir de familier dans la forme, Beresford ne put se méprendre à l'accent cordial des questions qui lui étaient ainsi adressées à brûle-pourpoint.

— *Vieille dame*, répondit-il (*old lady* étant un de ces nombreux sobriquets sous lesquels miss Kate se laissait volontiers désigner par ses amis), vous êtes un amusant échantillon de votre espèce, mais vous avez bon cœur, et je ne saurais m'empêcher de vous laisser mettre le nez dans mes petites affaires, ce qui est, je vous jure, un privilége assez rare... Je suis sur mes fins, ma bonne Kitty,... distancé, hors de concours... Cette année m'aura été fatale. La balance de mes paris se solde par un effrayant passif,... et je me trouve acculé à mes dernières ressources.

— Pauvre Charley! dit alors la belle enfant, qui l'écoutait avec un intérêt profond. C'est donc une *déveine* complète...

Même aux heures d'émotion, dominée par l'habitude, notre amazone se laissait aller, comme on voit, à parler cette « langue verte, » ce *slang* spécial qui modifie peu à peu le vocabulaire classique.

— Je suis coulé, corps et biens, reprit Beresford, si quelque bon mariage ne me tire de là.

— Un mariage!... Vous pensez à vous marier? s'écria miss Mellon avec un étonnement sincère.

— Et comment n'y pas songer?... Ah! si le ciel m'envoyait une bonne petite femme bien dotée, comme je planterais là le *turf* et ses hasards!... Quelle aimable et bourgeoise existence je m'arrangerais, émaillée de bons dîners et de paisibles habitudes!... Je ne voudrais plus monter que des chevaux d'évêque, et ma femme aurait un mari modèle, c'est moi qui vous en réponds... Le malheur est que les héritières les mieux accommodées sont aussi, de par une invariable compensation, les plus laides et les plus disgracieuses.

— A la bonne heure, Charley; mais on ne peut pas tout avoir...

Marié, vous!... Pourquoi cette idée ne peut-elle m'entrer dans la tête?...

Ils demeurèrent quelques instans silencieux et pensifs, Kate regardant Beresford et celui-ci absorbé en apparence dans la contemplation du hideux fantôme qu'il venait d'évoquer : une femme riche et laide liée à lui en vertu de nœuds éternels! Tout à coup, par un mouvement assez brusque, miss Mellon se rapprocha de la table où il était accoudé, et tambourinant une espèce de pas redoublé : — La position est grave, dit-elle en personne qui prend son parti; elle veut être pesée à loisir. Nous venons de constater ensemble qu'il ne faut pas s'attendre à trouver avec de l'argent toutes les autres qualités réunies au grand complet... Il y a cependant concessions et concessions... On pourrait sacrifier à la fortune non la beauté, mais le rang...

— D'accord, répondit le brillant commissaire en secouant la cendre de son cigare,... les sacs au besoin tiendraient lieu de parchemins,... et je ne suis pas intraitable sur le chapitre des aïeux... Encore faut-il trouver ce phénix... Vous en chargeriez-vous, *old lady?* Ce serait un fameux service à me rendre.

— Pourquoi pas? reprit Kate, qui le regardait toujours. On pourrait indiquer telle personne dont l'origine, il est vrai, n'a rien de flatteur, mais qui ne manque ni de sagesse ni de bon sens, et qui, sans être absolument belle, n'a pas de quoi se croire déplaisante.

— Vous l'appelez?

— Une brave fille, continua Kate, qui certainement s'attacherait à vous, qui vous soignerait fidèlement, et dont vous n'auriez jamais à vous plaindre.

— Je connais l'antienne, passons sur les qualités... Peut-on savoir?

— Sa modeste fortune, elle l'a honnêtement gagnée. Elle ne vous cacherait rien de son passé, car il n'a rien dont vous dussiez rougir...

Tout en parlant ainsi avec un accent de plus en plus animé, miss Kate s'était peu à peu laissé glisser de sa chaise sur le tapis; les deux mains sur les genoux de son interlocuteur décontenancé, elle tenait fixé sur son visage un regard à la fois brillant et suppliant. Ses mains fiévreuses avaient rejeté en arrière sa chevelure abondante; ses lèvres entr'ouvertes semblaient attendre, altérées, la réponse qui allait décider de son sort.

Cette réponse, suspendue un moment, puis articulée mot à mot, avec lenteur, ne laissait aucun doute, aucun espoir.

— Ceci, chère Kate, est tout simplement impossible.

— Impossible! répéta la jeune fille éperdue.

— Comment vous figurez-vous... Mais à quoi bon entrer dans de pareilles explications?... Votre démarche est la preuve que vous ne les comprendriez même pas... C'est ma faute au surplus; je ne devais pas lever ce lièvre-là... Maintenant adieu, chère petite, et ne me refusez pas une poignée de main amicale... Vous m'écrirez, n'est-ce pas?... Adieu, chère enfant, nous nous reverrons d'ici à peu.

Elle lui avait abandonné ses mains glacées, et demeura immobile, même après avoir entendu, sur le sable des allées, le pas du cheval qui s'éloignait. Peu après néanmoins, elle se redressa, frappant du pied le parquet et des deux mains voilant son visage inondé de larmes; puis elle courut à son bureau. Là, sans s'arrêter, avec une impétuosité passionnée, elle couvrit de son écriture hardie quatre ou cinq feuillets de papier historié qu'elle glissa dans une enveloppe rose. L'adresse fut ensuite ainsi tracée : — Frank Churchill, *esq.*, aux bureaux du *Statesman.*

Peut-être est-il inutile d'ajouter que des bureaux du *Statesman* cette lettre fut renvoyée à Bissett-Grange, où elle passa, on l'a vu, sous les yeux de miss Barberine. En revanche il serait bon de nous demander ce qui autorisait Charles Beresford à regarder comme impossible, « absolument impossible, » d'accepter la combinaison charitablement imaginée par miss Mellon. Dix ans plus tôt, à la bonne heure! Le refus allait de soi. Beresford, quoique sans fortune personnelle, avait à Londres une existence claire et nette, un rôle bien défini, une réputation de jeune homme qui lui ouvraient de brillantes perspectives. Dans la cohue des *routs* aristocratiques, sa haute taille et sa gracieuse figure étaient pour ainsi dire inévitables. Personne n'était plus répandu, plus connu, plus généralement accepté de tous et de toutes. Les officiers des *body-guards*, tout comme les douairières de Portland-Square, les membres du corps diplomatique et les divinités éphémères du corps de ballet vivaient avec lui dans les meilleurs termes. Les comédiens à la mode recherchaient son patronage, et l'imploraient franchement quand il s'agissait de placer les billets de leur « bénéfice; » il avait pour tante la veuve d'un ancien secrétaire d'état et pour oncle un évêque, chez lesquels il dînait trois ou quatre fois par saison, quitte à les planter là de bonne heure pour expier derrière les coulisses de quelque théâtre, ou dans la libre atmosphère d'*Argyll-Rooms*, les sournoises concessions qu'il venait de faire à l'esprit de famille. Ajoutez aux devoirs de la vie de salon, aux plaisirs de la vie de club, les distractions du *sportsman* et celles de ce jeu acharné qui s'établit à propos des courses : vous comprendrez sans peine comment, jusqu'à sa trentième année, Beresford, libre de tout assujétissement et de toute préoccupation sérieuse, fut un des jeunes

gens à la fois les plus oisifs et les plus occupés de ce bas monde, nous ne dirons pas un des plus heureux, car chacun envisage le bonheur à un point de vue particulier.

Mais à cette époque, — sans raisons apparentes, — son étoile sembla pâlir. De secrets embarras entravaient sa marche, autrefois si leste et si dégagée. Il partit pour Bruges, sans qu'on pût assigner d'autres motifs à cette disparition que le désir d'échapper à certaines importunités désagréables; puis, un office public venant à vaquer, on vit l'oncle évêque et la veuve de l'ancien ministre assiéger de leurs instances le personnage le plus influent du cabinet. Il s'agissait d'un friand morceau, un des commissariats de la *tin-tax*, que l'on croyait destiné à M. Simnel, le secrétaire de cette administration spéciale. M. Simnel, malheureusement pour lui, venait de déplaire au ministre par son initiative quelque peu envahissante, et Charles Beresford, le neveu de qui vous savez, revint de son exil momentané pour prendre possession d'un siége au bureau de Rutland-House, les *solicitors* de sa tante et de son oncle s'étant empressés d'arranger ses affaires avec des créanciers que l'espérance rendait plus accommodans. Charles Beresford cadet sans le sou et Charles Beresford fonctionnaire public, certain de recevoir aux guichets de la Banque, sur *cheques* non sujets à protêt, la somme annuelle de mille livres sterling répartie en quatre termes, n'était plus à leurs yeux le même personnage. Il le comprenait du reste ainsi, et mit aussitôt une sourdine à ses habitudes les plus bruyantes. Les héros du pugilat, les hôtes ordinaires des foyers dramatiques, les maîtres de ces tavernes où se tient ce qu'on pourrait appeler la « bourse du *turf* » le voyaient encore, mais plus rarement, et il s'était arrangé pour que son nom, désormais officiel, fût remplacé chez eux par la simple désignation de « Guv'nor (1). » Heureux homme, s'il avait su porter en toute chose le même esprit de prudence et de modération! Mais il avait, comme tant d'autres, la main d'autant plus ouverte qu'il y tombait plus d'argent. Il appartenait à trois clubs différens. Son appartement de South-Audley-street ne ressemblait en rien à ce qu'on appelle un logement de garçon. Un phaéton-poste et trois chevaux, dont un de selle, des parties à Richmond, un grand luxe de gants frais et d'orfévrerie, en fait de vins toutes les recherches du vrai connaisseur, chaque année un voyage à Bade, — il n'en fallait pas davantage pour que, deux ans après son entrée en charge (il en avait alors trente-six), Charles Beresford, en sus de son revenu dévoré jusqu'au dernier *farthing*, se vît en retard de trois ou quatre mille livres. Or il ne pouvait ni transiger avec ses nouveaux créanciers,

(1) Abréviation du mot *governor* qui équivaut à celui de *father* partout où la familiarité domine le respect filial.

ni réclamer devant les tribunaux le privilége de l'insolvabilité. La presse, la maudite presse, eût poussé de beaux cris! Et le ministère, qui avait à sauver du *haro* deux ou trois brebis galeuses, n'aurait pas manqué d'apaiser l'indignation publique en lui sacrifiant, comme naguère on sacrifia Jonas, l'infortuné *commissioner*. Encore s'il se fût agi de simples fournisseurs! mais comment se tirer d'affaire avec la compagnie d'assurance auprès de laquelle deux amis, tous deux riches et bien placés, avaient consenti à lui servir de caution? Comment se débarrasser du *solicitor* Parkinson, qui voulait bien « faire le papier » de Beresford, mais seulement lorsqu'une seconde signature y était apposée?... Non, non, il était bien *sur ses fins*, comme il l'avait avoué à miss Mellon, et le mariage seul pouvait encore sauver ce naufragé du célibat, surnageant à grand'peine et battu des flots.

C'est d'ailleurs ce que lui répéta le secrétaire Simnel, dont le cabinet, protégé contre les intrus par une double escouade d'obséquieux huissiers, abritait leurs conversations intimes, peu faites pour les oreilles du premier venu. Simnel, véritable enfant de ses œuvres, devait sa position à son active entremise dans les élections de Combcardigham, où le candidat ministériel, le candidat whig, eût infailliblement succombé aux influences tories sans les efforts spontanés de ce personnage, alors simple *partner junior* d'une agence d'affaires. Récompensé de son zèle, six mois après, par un emploi relativement inférieur dans le *Tin-tax office*, il avait mis à profit l'ineptie de quelques-uns des commissaires, la vie dissipée de quelques autres, l'ignorance de celui-ci, la paresse de celui-là, pour devenir la cheville ouvrière, l'homme indispensable de cette mécanique administrative. On le respectait pour son infatigable assiduité, la netteté, la vigueur de son esprit, la régularité de sa conduite. On le craignait, et les commis tremblaient devant lui, malgré son affabilité un peu sévère, parce qu'on le savait à l'occasion froidement implacable. Beresford, qui s'était mis dans sa dépendance en lui empruntant par cent et deux cents livres une somme assez élevée, éprouvait pour lui ces deux sentimens presque à dose égale. Jamais il n'entrait chez le secrétaire du conseil sans une certaine palpitation de cœur, un certain émoi que tout écolier connaît bien pour les avoir éprouvés sur le seuil de la classe. D'un autre côté, par un inexplicable phénomène, il ne pouvait rien cacher à ce mentor sardonique et froid, dont la pénétration eût d'ailleurs déjoué ses ruses les mieux ourdies.

C'est en riant d'un air contraint et en affectant un dédain, selon nous, assez déplacé, qu'il fit part à Simnel de la sentimentale proposition de miss Mellon. Son récit fut accueilli avec un silence de mort. Le secrétaire était sérieux, attentif, et si son interlocuteur

avait étudié avec plus de soin le jeu de sa physionomie, il eût constaté çà et là les symptômes d'une émotion contenue. De l'incident en lui-même Simnel ne parut tenir aucun compte : le refus de Beresford était tout naturel; l'union d'un fonctionnaire de cet ordre avec une maîtresse d'équitation offrait des inconvéniens trop palpables pour qu'il pût exister à cet égard deux opinions. En pareil cas, on hausse les épaules, et tout est dit. D'autre part, la nécessité d'un hymen mieux assorti — et surtout plus avantageux encore sous le rapport de la fortune — n'était pas d'une moindre évidence. Une occasion de ce genre pouvait se rencontrer à Bissett-Grange; il fallait donc partir, se montrer, vaincre et conclure au plus vite. Les deux avisés personnages passèrent en revue les hôtes de sir Marmaduke. Tout compte fait, Barberine et miss Townshend furent les seules dont on pesa sérieusement les qualités et le mérite : encore la première fut-elle à peu près écartée. Beresford, qui l'avait souvent rencontrée, désespérait d'une prise si difficile, redoutant une coquetterie si expérimentée; il se méfiait surtout de miss Susan Lexden, cette tante armée en guerre, ce Talleyrand en jupons que n'éblouirait certainement pas son auréole officielle et qui, d'une lieue, flairerait en lui le coureur de dot aux abois. Quant à miss Townshend, il ne la connaissait que par les propos du monde : on la disait très douce, très naïve, très romanesque, et rien en elle n'écartait l'idée d'un rapide entraînement. On pouvait donc tenter l'aventure, mais une question préalable qui se présente d'elle-même au début de toute campagne arrêtait net l'entreprenant commissaire : le nerf de la guerre faisait défaut. Devait-il espérer que Simnel lui vînt encore en aide?

A son grand étonnement, ce créancier modèle fit lui-même un premier pas dans ce sens. — M. Townshend est puissamment riche, dit-il à Beresford, mais son passé ne m'a jamais paru d'une limpidité complète. C'est ce qui empêche bien des gens de songer à sa fille, et ce qui pourrait le déterminer en votre faveur. Allons, allons, l'heure est venue de donner un coup de collier... N'est-ce pas huit cents livres que vous me devez? ajouta-t-il en consultant pour la forme un petit registre de comptabilité.

— Huit cent vingt-cinq, répondit Beresford avec une légère grimace; mais je ne demanderais pas mieux que la dette fût portée à mille... Les chiffres ronds ont toujours eu mes sympathies. D'ailleurs, continua-t-il pour prévenir toute objection, le taux de l'intérêt...

— Oh! mon cher, interrompit Simnel, nous ne parlerons pas de ceci... Vos six pour cent, je les trouverais facilement avec de tout autres garanties... Les actions privilégiées de Bombay, le Grand-Central Luxembourg, vingt autres compagnies que je pourrais vou

nommer paient au moins cela, et mieux que cela... Si donc vous pensez me rendre service...

— Pouvez-vous donc douter de mes intentions? interrompit à son tour le commissaire. Ne sais-je pas tout ce que je dois à votre obligeante amitié? Si jamais j'étais à même de m'acquitter...

— Vous le pourrez, si vous épousez miss Townshend, ajouta vivement Simnel, qui semblait pressé de le ramener à la question.

Quand Beresford fut parti, emportant un bon de deux cents livres sterling sur la *London and Westminster bank*, Simnel, renversé sur son fauteuil et tenant ses genoux à deux mains, resta comme perdu dans la contemplation des choses futures. — Va, disait-il *in petto*, va te heurter à une porte fermée. Pour que ce banquier te donnât sa fille, il faudrait qu'il ne l'eût pas déjà promise au vieux Schröder... Par parenthèse, à quoi répond cette combinaison, en elle-même assez étrange?... Les *Pernambucos*, les *Cotopaxis* y doivent être pour quelque chose. Townshend en avait gardé plus que sa part. Il y a aussi la faillite de cette compagnie d'assurance qui lui emporte de dix à quinze mille livres sterling... Ah! mais dites donc, n'allez pas vous ruiner! ajouta-t-il, toujours à part lui, avec un sourire dont il avait le secret, et sans qu'il fût aisé de savoir à qui s'adressait une telle recommandation... Que vaudrait alors ce morceau de papier déposé là, dans le double fond de ce tiroir, comme une poire pour la soif?... Il sera bientôt temps de s'en servir... Quant à épouser Kate, mon bon Charley, c'est une affaire qui ne se conclura pas de mon vivant, et j'ai barre sur vous aussi, mon aimable cadet.

III.

Quand une passion naissante obtient quelque répit, elle est sujette à d'assez brusques retours. Après trois ou quatre jours passés à Londres, Frank Churchill, rendu au sentiment des réalités humaines, s'étonnait presque d'avoir pu rêver un mariage avec la fière miss Lexden. — Est-ce donc là, se demandait-il, la femme qui convient à un pauvre diable comme moi. Ai-je un cadre à lui offrir qui soit digne de cette beauté splendide? N'y aurait-il pas anomalie flagrante entre les habitudes de sa vie passée et celles qu'il faudrait bien, de toute nécessité, lui faire adopter, lui imposer au besoin? Elle qui se meut jusqu'ici dans les sphères supérieures, comment la plier à nos modestes usages? Suis-je d'ailleurs en état de la maîtriser, de la guider comme il convient? — En se posant cette dernière question, le jeune homme interrogeait les souvenirs des relations, assez limitées d'ailleurs, qu'il avait eues avec quelques-unes de ses contemporaines plus ou moins attentives à ses hommages;

mais ces souvenirs cosmopolites ne lui fournissaient aucune indication applicable à sa situation présente. Comment naviguer au milieu de tant d'écueils? Il ne pouvait se dissimuler que Barberine eût manifesté pour lui des dispositions éminemment favorables; mais fallait-il abuser de ce flatteur entraînement? Sa beauté, son esprit, ses relations, tout légitimait chez elle l'espoir d'un brillant mariage. Ces avantages lui constituaient une sorte de « capital » sur lequel il ne pouvait se croire aucun droit, puisqu'il n'avait pas à lui en offrir les équivalens, — une vie ample et commode, un certain état de maison, mille superfluités que l'accoutumance lui rendait indispensables. Transplantée du West-End en pleine Mésopotamie (1), comment se ferait-elle aux solitudes de Great-Adullam-Street et de Teglat-Pileser-Square, quartiers inconnus du beau monde, et les seuls cependant que pût habiter un rédacteur habituel du *Statesman*, sous peine de dépenser en loyer d'abord, puis en voitures, le plus clair de son revenu, gagné jour par jour? Plus de dîners priés, plus de bals, plus de soirées! De temps en temps une loge d'opéra, revenant-bon de la profession littéraire dû à l'obligeante camaraderie du critique musical! Mais Barberine monterait-elle volontiers jusqu'à cette loge haut perchée? Habituée des avant-scènes, consentirait-elle à se laisser voir dans le voisinage presque immédiat de ces niches triangulaires auxquelles un public irrévérent a donné le nom pittoresque de *bonnets d'évêque?*

Une fois entraîné au courant de ces vulgaires considérations, le pauvre Frank voyait crouler successivement ses châteaux en Espagne. Il voyait aussi arriver à la file un nombre indéfini de marmots, et son humble logis devenir trop étroit, et les privations engendrer les privations, car il ne spéculait en aucune façon sur les problématiques générosités de la tante Susan. Qu'arriverait-il dans telle hypothèse désastreuse, si son travail venait à manquer, sa santé à décliner, le *Statesman* à changer de propriétaires? « Impossible, cent fois impossible! s'écriait-il intérieurement avec une conviction désespérée. C'est du repos qu'il me faut, et ce repos, les huit jours passés à Bissett-Grange ne me l'ont pas donné, bien au contraire... J'y reviens, mais seulement pour toucher barre et m'enfuir bien vite... Où donc alors? A Scarborough peut-être?... Oh! non, j'ai mes raisons pour ne m'y pas montrer... J'irai quelque part, au bord de la mer, passer tout un mois à prendre du poisson et à faire des ricochets sur l'eau... Je dormirai, je fumerai, je m'abêtirai à plaisir... Nous reprendrons ensuite le harnais, sans trop de regrets, il faut l'espérer, et dans tous les cas sans avoir failli à nos devoirs. »

(1) *Mesopotamia*, équivalent d'*Old-Jewry* (Vieille-Juiverie), un des quartiers les moins aristocratiques de la capitale anglaise.

C'est dans le wagon du chemin de fer que maître Frank formait ces résolutions héroïques. Et cependant où était le gant gris-perle? Où voulez-vous qu'il fût, si ce n'est entre les doigts du jeune voyageur solitaire? Au bout de la longue avenue, il renvoya le tilbury qui l'avait amené de la station, il voulut gagner à pied le château. Les arbres, à peine effleurés par l'automne, étaient d'une couleur magnifique; le ciel resplendissait. La brise, un peu fraîche, balayait çà et là les premières feuilles tombées. Un chevreuil, de temps à autre, avançait la tête hors des taillis, où il rentrait en froissant les branches sonores, effrayé par quelque bruit lointain. Un de ces paysages anglais, calmes, opulens, bien ordonnés, dont la main de l'homme respecte en les émondant la richesse et la grâce! Churchill, tout en l'admirant, ne put s'empêcher de porter envie à l'heureux possesseur d'un si beau domaine, car son radicalisme, assez légèrement trempé d'ailleurs, ne l'empêchait pas de comprendre, à la vue de ces splendeurs héréditaires, les bienfaits relatifs de la primogéniture féodale. Aux électeurs indépendans de Brighton ou de Southwark, il eût paru bien peu digne de leurs suffrages; mais nous saurons compatir à sa faiblesse, nous saurons comprendre les regrets et les aspirations d'un pauvre amoureux empêché d'épouser celle qu'il aurait choisie, faute d'un château, d'un parc et d'un équipage à lui offrir.

Tout à coup, en plongeant ses regards dans une grande allée de pins, embranchement de l'avenue où il marchait, Frank aperçut tout au fond de cette allée, adossée contre une barrière, seule, immobile, la tête inclinée en avant, une femme qu'il reconnut à l'instant même malgré la distance; c'était, ce ne pouvait être que Barberine. — Irait-il à elle? passerait-il son chemin? — L'alternative lui appartenait complétement, et la question fut vite résolue. Trois minutes s'étaient écoulées à peine, qu'il arrivait près de miss Lexden.

Le cœur de Frank battit d'une singulière force lorsque Barberine, en se retournant au bruit des pas, tressaillit de prime abord comme une personne prise en flagrant délit. — Déjà de retour! s'écria-t-elle ensuite avec un petit rire nerveux... Personne ici ne s'attendait à vous revoir si tôt.

— Et moi qui me croyais en retard! répliqua Churchill. Mon séjour à Londres s'est prolongé au-delà de toutes mes prévisions... Je n'en suis pas moins très heureux de vous retrouver, et de vous retrouver ici,... sur le théâtre même d'une de nos meilleures promenades... Vous n'êtes certainement pas venue y chercher des souvenirs.

— En vérité, non, car je les estime à leur juste valeur, dit Barberine, qui, remise une fois, semblait se draper dans un manteau de glace... Mon expédition de ce côté avait un objet beaucoup

moins romanesque. Il s'agit simplement d'un gant que j'ai perdu, mais auquel je tiens, et que je voudrais retrouver... C'est tout près d'ici qu'il a dû tomber, monsieur Churchill...

— Serait-ce par hasard ce gant? demanda tout à coup le jeune homme en tirant de sa poche une boîte de cuir de Russie achetée tout exprès pour servir d'asile au cher petit gant gris-perle.

— Précisément, reprit sans autre observation la belle promeneuse, dont les paupières abaissées laissèrent jaillir un vif éclair.

— Je l'ai trouvé l'autre jour en revenant de la chasse, reprit Churchill, et je m'étais promis de vous le restituer sans retard... Veuillez excuser cet oubli...

Tout en lui donnant une si vaine explication, il la regardait fixement, et, comme elle n'ajouta plus un mot, ils marchèrent quelques instans à côté l'un de l'autre dans le plus complet silence.

— Connaissez-vous M. Beresford?... Charles Beresford? reprit enfin Barberine.

— Il m'est arrivé de le rencontrer; mais nous ne voyons pas le même monde.

— Quelle importance vous attachez à ces questions de caste, et comme vous y revenez avec acharnement! Après cela, chacun a sa marotte. M. Beresford n'est donc pas de vos amis?

— Je n'ai pas l'honneur de compter parmi les siens. Pourrais-je savoir à quelle pensée répond la question que vous me faites?

— Je vous le dirais si je le savais moi-même... Ce monsieur est amusant, il a du succès à Bissett-Grange,... et je regrette qu'il soit venu si tard... Nous partons jeudi, ma tante et moi...

Cette dernière phrase, savamment amenée, ne fit pas tressaillir Churchill, qui répondit du ton le plus naturel : — Je profiterai encore moins que vous du séjour de M. Beresford, car je ne serai plus ici demain soir.

— Demain!... je m'en doutais, poursuivit Barberine, un peu honteuse de son exclamation... Ceci d'ailleurs va de soi,... vous devez avoir tant à faire...

— Pas le moins du monde... Je compte employer tout un mois à bayer aux corneilles dans quelque établissement de bains de mer.

— Naturellement: c'est assez l'usage en pareille circonstance... Où serez-vous, je vous prie? Avez-vous en vue l'île de Wight ou les côtes du Devonshire?

— En pareille circonstance! s'écria Churchill, abasourdi cette fois. De quelle circonstance voulez-vous parler, miss Lexden? Il me semble que nous jouons aux propos interrompus.

— Croyez-vous? Après cela, je suis peut-être indiscrète, — indiscrète comme la renommée, monsieur Churchill. Elle nous a porté la nouvelle de votre prochain mariage.

— Mon mariage? Je me marie, moi! Vous avez pu prendre au sérieux cette mauvaise plaisanterie?

Il n'y avait pas à se méprendre sur la valeur d'une si chaleureuse dénégation, et Barberine, voyant son interlocuteur trembler de la tête aux pieds, commençait à se sentir dans un fort grand embarras; mais elle tâchait de faire bonne contenance.

— Pourquoi donc aurais-je refusé de croire à un bruit dont M. Beresford se faisait l'écho? reprit-elle avec une fausse assurance. — Elle continua ensuite d'une voix bien moins élevée : — On nous avait donc trompés, monsieur Churchill?

— Miss Lexden me permettra de penser qu'elle aurait pu s'en douter plus tôt... Ou bien elle ne m'a pas compris, ou bien elle a de mon caractère une idée bien fausse... J'en suis réduit à la prier d'écouter sans trop de colère un aveu dont je comptais m'abstenir, tant je trouve moi-même qu'il est insensé... Si jamais une femme porte mon nom, mademoiselle, cette femme sera Barberine Lexden...

Ici la jeune fille ne put s'empêcher de tressaillir et sembla un moment vouloir parler, mais Frank continuant : Permettez, encore quelques mots, et j'ai fini... Vous savez que je comprends, que j'apprécie toute la distance qui nous sépare (Barberine à ces mots laissa échapper un geste d'impatience)... Mon orgueil, ma susceptibilité, ma délicatesse, — donnez à ce sentiment le nom que vous voudrez, — aurait certainement clos mes lèvres... A présent qu'elles ont trahi mon secret, je ne saurais m'humilier en le désavouant... Veuillez me répondre, Barberine, ne me laissez pas cet affreux doute!

Excessivement pâle et s'étayant à la barrière auprès de laquelle, sans s'en apercevoir, ils étaient revenus, elle ne répondait rien à ces pressantes adjurations. — Miss Lexden, s'écria-t-il de nouveau,... je demande, j'implore une décision immédiate.

Pour toute réponse, elle lui tendit le gant qu'il venait de lui rendre.

Barberine, l'instant d'après, était enlacée dans les bras de Frank.

Il est tout un ordre de sentimens que la parole humaine semble déflorer en y touchant, et nous ne suivrons pas dans les sentiers fleuris de leur rêve ces jeunes gens que le hasard d'une rencontre venait ainsi d'engager l'un à l'autre, sans qu'une volonté délibérée, un calcul froid et conforme aux lois de la raison, eussent précédé cette résolution, également imprévue pour tous les deux. Pendant trois ou quatre jours, encore maîtres de leur secret, ils éprouvaient un véritable ravissement à se chercher, à se rejoindre furtivement, à échanger çà et là quelques paroles à double entente,

quelques regards d'intelligence. Un serrement de main chaque soir, un ou deux baisers muets à l'abri de quelque charmille, des nuits sans sommeil où chacun devinait que l'autre ne dormait point, et qui se trahissaient à leur rencontre matinale par d'étranges pâleurs, — voilà, pour ainsi dire réduite en chiffres, la somme totale de leurs félicités. Churchill partait régulièrement pour la chasse avec les autres invités de sir Marmaduke. Après le *lunch*, il se dérobait sans qu'on y prît garde, — car il avait accoutumé ses compagnons à l'indépendance de ses allures, — et venait retrouver Barberine, encore plus habile que lui à s'isoler, à se *retraire*. Tout ceci était charmant et empreint de l'enfantillage qui est le plus grand charme des premières amours; mais il fallut bien à la longue que leurs causeries, jusque-là si douces, si abandonnées et d'une poésie si vagabonde, prissent enfin un tour plus pratique et plus positif. Le premier qui s'en avisa fut naturellement Frank Churchill. — Nous menons une vie de lotophages, dit-il à Barberine, — assise près de lui sur un banc de gazon et dont il tenait la petite main dégantée, — tout en suivant du bout du doigt les ramifications des petites veines violettes qui couraient sous le délicat épiderme... Il serait imprudent de s'endormir ainsi sur « l'amarante et les lentisques » chantés par Tennyson (1). Mes vacances expirent à la fin du mois... Ne faut-il pas d'ailleurs, *my darling*, que j'aille tout préparer pour vous recevoir? Vos résolutions ne sont pas ébranlées par tout ce que je vous ai dit de votre existence future? Vous êtes bien décidée à me sacrifier le monde, ses pompes, ses fêtes, ses enivremens?... Vous ne voulez pas, comme j'ai cru devoir vous le proposer, suspendre pour quelques mois votre décision finale?

— Qu'il ne soit plus question de cela! s'écria sa jolie compagne avec un accent résolu. Rien ne me répugne autant que l'idée de vivre loin de vous, au milieu de ce monde que je prends chaque jour en horreur, et de vous savoir seul, attelé à d'ingrats travaux... Tout cela pourquoi? pour nous retrouver ensuite plus vieux de six mois ou d'un an, et nantis de quelques guinées que vous n'avez pas aujourd'hui!... Vraiment non... Qu'ajouterait, qu'enlèverait à notre bonheur un peu plus, un peu moins d'aisance? continua Barberine, qui, depuis l'âge de discrétion, n'avait pas eu à se refuser un seul de ses caprices.

— Pauvreté n'est pas vice, disait-on à un philosophe, reprit Churchill. D'accord, mais c'est un ennui de premier ordre, riposta le sage en faisant la grimace. Pensez, enfant, à la Mésopotamie et à ses laideurs, pensez aux abominables fiacres où il vous faudra monter; pensez que Parker, votre élégante soubrette, ne sera plus là

(1) Allusion au poème intitulé : *The Lotos-eaters*.

pour tresser vos cheveux de ses mains adroites, pensez à vos triomphes de Rotten-Row (1), qui ne se renouvelleront plus!... Ah! vraiment, lorsque j'y songe, il me prend de furieux remords, et je suis tenté de me sauver comme un homme sollicité à mal faire.

Sa pantomime n'était pas tout à fait d'accord avec son langage. Soulevé sur son coude, il passait et repassait une main caressante sur les noirs bandeaux de sa bien-aimée. Pour lui répondre, elle se pencha tellement qu'un souffle tiède passa sur les joues de l'heureux fiancé. — Répétez ce blasphème, lui disait-elle... Voyons si vous osez le répéter! — Au lieu d'accepter ce défi, maître Frank se haussa de manière à mettre ses lèvres de niveau avec le front candide qu'on semblait lui présenter. — Vous oubliez donc que j'ai connu la pauvreté, moi? continua l'aimable enfant. Quand je vivais avec mon malheureux père, nous luttions contre une misère implacable, et qui vous ferait envisager comme le comble de l'opulence cette vie dont vous prétendez m'exagérer les rigueurs. D'ailleurs ne serons-nous pas deux à les partager? Taisez-vous, monsieur, vous n'avez pas le sens commun!... Achetez-moi seulement un de ces livres... comment les appelle-t-on?... un *Parfait cuisinier,* je crois,... et vous verrez à l'œuvre un talent que vous ne me supposez guère...

— Ceci me décide, reprit l'amoureux, riant aux éclats. Après tout, l'idée de renoncer à vous n'a rien qui me charme. Maintenant passons aux voies et moyens. Les difficultés ne nous manqueront pas. Votre tante...

— Ma tante vous a toujours marqué beaucoup d'égards.

— Sans doute, sans doute, elle me traite, vu ma position... Barberine, veuillez ne pas froncer le sourcil!... elle me traite, dis-je, fort poliment, sous toutes réserves, et avec cette affabilité particulière dont les gens du monde ont le secret quand ils veulent bien accueillir un écrivain, un peintre, un sculpteur, un *professional-man* enfin, de n'importe quelle catégorie. — Nous ne vous regardons pas comme des nôtres, semble-t-elle dire; mais, tout mal né que vous êtes et réduit à vivre de votre métier, vous n'en possédez pas moins une sorte de distinction, quelquefois même une sorte d'agrément qui nous permet de vous ajouter aux curiosités de notre salon... Voyons, Barberine, votre aimable tante ne fait-elle pas à peu près ce raisonnement?

— Vous avez à coup sûr la monomanie de ces anciens préjugés qui tenaient à la division des castes, repartit avec quelque froideur la nièce de miss Susan. N'importe, je verrai ma tante, et nous saurons à quoi nous en tenir.

(1) La grande allée de Hyde-Park.

— Supposons que nos projets lui déplaisent, supposons de sa part une résistance catégorique : sur quoi dois-je compter, Barberine?

— Sur moi, répondit-elle avec un accent de fierté tout à fait digne d'une Romaine.

Le capitaine Lyster, en attendant, et son rival Beresford entouraient miss Alice Townshend des prévenances et des soins les plus assidus. Le premier y portait néanmoins quelque peu de cette nonchalance, de cette hésitation qui semblaient inhérentes à sa nature, tandis que Beresford ne laissait perdre aucune occasion et brûlait successivement toutes ses cartouches, en homme bien décidé à vaincre ou à mourir. La gentille Alice semblait touchée du loyal dévouement que lui témoignait le premier, avec qui d'ailleurs elle se sentait plus à l'aise, et qui avait sur le second les avantages d'une liaison plus ancienne, d'une plus grande familiarité; mais le brillant commissaire n'en gardait pas moins quelques chances, dues à la supériorité de son bel esprit, à sa haute mine, à la rare distinction de ses manières. Malheureusement pour tous deux, un malin génie, sous les traits du grave M. Townshend, semblait prendre à tâche de contrecarrer leurs efforts avec une application, une impartialité désespérantes. A eux trois, ils faisaient et défaisaient chaque jour la trame de Pénélope. Lyster se trouvait-il, par grande fortune, dans la bibliothèque où miss Alice venait rapporter un livre et commençait-il à balbutier quelque exorde significatif, le banquier ne manquait jamais d'arriver, rappelant à sa fille tel ou tel devoir omis, une lettre à écrire, un compte à régler. Une promenade à cheval était-elle projetée, où Beresford espérait servir de cavalier à miss Townshend, le père de cette aimable personne se trouvait indisposé, ou bien partait tout à coup pour Brighton, et réclamait, faute d'un cocher disponible, l'assistance de sa fille, qui conduisait à merveille. Beresford d'ailleurs resterait libre de les accompagner, si bon lui semblait.

Sans entrer dans le détail de cette double tactique, il nous suffira de savoir qu'elle avait laissé les affaires en plein *statu quo* lorsque, le jour même où Barberine devait s'expliquer avec miss Susan, la table de sir Marmaduke s'enrichit à dîner d'un nouveau convive. C'était M. Schröder, un capitaliste allemand fixé en Angleterre depuis longues années et chargé d'y représenter la puissante maison Schröder, Stutterheim, Hinterhaus et Cie. Jamais, à le voir, on n'aurait supposé à M. Gustave Schröder une supériorité quelconque, non, pas même une certaine subtilité financière. — Approchant de la soixantaine, il avait une physionomie insignifiante, des cheveux gris taillés en brosse et fort irrégulièrement plantés, des yeux presque sans regard et des lèvres minces qu'il rentrait sans cesse comme pour les ronger sournoisement. Il était de plus très

gauche dans tous ses mouvemens et d'une taciturnité remarquable; mais bien qu'il ne parlât guère à personne, pas même à miss Townshend, il semblait prendre à la contempler un plaisir qui agaçait on ne peut davantage le pauvre Lyster. Quant à Beresford, un simple coup d'œil lui suffit pour juger la situation ; il se reconnut hors de concours et accepta sa défaite avec le sang-froid d'un capitaine expérimenté en ces matières. C'était Napoléon voyant déboucher Blücher sur les plaines ondulées de Waterloo. Son visage demeura impassible; il n'eut ni moins de gaîté, ni moins de verve railleuse. Seulement, « rappelé à Londres par ses devoirs officiels, » il annonça son départ pour le surlendemain.

Miss Susan occupait, nous l'avons dit, la plus belle chambre de Bissett-Grange; elle y passait, ajouterons-nous, le plus clair de ses journées, occupée tantôt de ses éternelles correspondances, tantôt de quelque lecture médiocrement orthodoxe. L'ouvrage à la mode, si avancé qu'il pût sembler aux esprits simples, trouvait inévitablement son chemin jusqu'à elle. Il semblait même qu'elle prît plaisir à scandaliser son monde en exaltant les écrivains français ou allemands que les fidèles de toute croyance regardent comme à l'index, les plus frivoles tout comme les plus sérieux, les licences du romancier tout comme les témérités du théosophe, le tout sans trop de choix et de discernement.

Telle Barberine la trouva dans cette solennelle occasion, telle nous la voulons dépeindre : figure de vieil enfant, ronde et sans rides, teint un peu blafard, relevé de roses factices, chevelure équivoque et laissant douter si elle est admirablement conservée ou admirablement teinte : la robe est de moire antique brune; un magnifique châle de dentelles s'étale sur de larges épaules. Les mains de la dame, — deux petites mains grasses et constellées de bagues précieuses, — ont laissé rouler sur le tapis l'ouvrage qu'elle parcourait; il est démontré par là et par l'ensemble de son attitude que la lectrice fatiguée va bientôt se laisser aller à quelque somnolence. L'entrée de sa nièce la réveilla en sursaut. — Bon Dieu! s'écria-t-elle, est-il donc déjà temps de s'habiller?

— Rassurez-vous, répondit Barberine, pressée d'en venir à ses fins, six heures sont à peine sonnées. Nous avons tout le temps de causer, et j'ai justement de quoi rendre la causerie intéressante... Voici longtemps que vous ne m'avez parlé de mes soupirans.

— Pourquoi m'en serais-je préoccupée du moment où vous-même n'y pensez guère? J'aurais voulu vous voir accepter lord Hinchenbrook, d'abord parce qu'il était le *parti* de la saison, puis afin de désespérer cette odieuse poupée de miss Musters; mais vous n'avez pas voulu de lui. Je portais quelque intérêt au jeune Chaldecot à cause de l'intimité qui a toujours existé entre nos deux

familles et aussi parce que la plus belle terre du Yorkshire sera toujours assez intéressante en elle-même : vous l'avez renvoyé aux calendes grecques... Vous devez probablement savoir ce que vous faites en agissant de la sorte, et comme je n'ai pas encore appris à me méfier de votre bon sens, j'attends en paix le résultat de vos longues hésitations.

— Merci, chère tante, de votre bonne opinion... Vous touchez d'ailleurs au terme des ennuis que j'ai pu vous donner... Un mariage vient de s'arranger pour moi.

— A la bonne heure! s'écria miss Lexden, tellement hors de garde que son imprudent sourire laissa paraître la monture dorée de ses fausses dents, sir Charles Chaldecot s'est positivement offert, et...

— Non, chère tante,... ce n'est pas tout à fait cela, et vous n'entendrez plus parler de sir Charles... J'épouse un des *gentlemen* qui partagent avec nous l'hospitalité de Bissett-Grange...

La physionomie de miss Lexden perdit tout à coup son expression animée. On ne vit plus l'or dans lequel ses dents étaient serties: elle secoua les épaules d'un air soucieux. — La, dit-elle, c'est ce dont je m'étais toujours méfiée... Enfin, si trois mille livres sterling de rente vous suffisent, et si vous vous arrangez d'une constitution fatiguée par le climat de l'Inde, c'est votre affaire...

Barberine se mordit les lèvres pour dissimuler un sourire. — Votre pénétration est encore en défaut, ma bonne tante. Jamais le capitaine Lyster ne m'a honorée d'une demande. — Puis elle ajouta, sérieusement cette fois : — Je vais épouser M. Churchill.

— Vous dites! cria la vieille fille de sa voix la plus aiguë... Mais elle reprit, sur un mode moins sauvage, après un instant de silence : Excusez-moi, Barberine, si j'ai cru comprendre que vous parliez d'épouser monsieur,... monsieur Churchill, un des commensaux de cette maison...

— Vous avez parfaitement compris, chère tante. C'est bien cela que je suis venue vous apprendre.

— En ce cas, reprit miss Lexden, modérant encore la portée de son organe, je vous demanderai de vouloir bien sonner Withers... Il est temps de commencer ma toilette.

Barberine, étonnée, allait reprendre la parole, quand elle vit sa tante se lever et, lui tournant le dos, s'acheminer vers la psyché. Machinalement alors elle sonna la femme de chambre, et s'en alla sans qu'un mot de plus fût sorti de ses lèvres.

Le résultat peu satisfaisant de cette première conférence fut communiqué à Churchill dans un court dialogue *sotto voce* qu'il eut avec Barberine pendant qu'ils semblaient tout occupés d'un stéréoscope dressé dans un des coins du salon. La figure du jeune homme se décomposa d'abord, mais il sentit une petite main qui venait

chercher la sienne et reçut en plein cœur un coup d'œil qui lui disait de ne rien craindre. Les dédains de la tante avaient raffermi, bien loin de l'ébranler, la détermination de sa vaillante nièce, désormais piquée au jeu et décidée à tout affronter plutôt que de se démentir elle-même. — Puis-je parler à sir Marmaduke? lui demanda tout bas son prétendu. — Vous le pouvez et le devez... Ce soir même, entendez-vous? lui répondit-elle également à voix basse.

Le propriétaire de Bissett-Grange s'était retiré dans sa chambre et commodément installé devant son feu, — le journal du soir sur ses genoux, à côté d'une petite table où étaient groupés tous les élémens d'un grog en préparation, — lorsque son filleul vint lui faire part de la grande nouvelle.

— Malepeste! s'écria le digne gentilhomme, évidemment fort surpris... Vous n'y allez pas de main morte, mon cher garçon... Barberine Lexden, rien que cela!... Si quelqu'un se plaint que la mariée est trop belle, ce sera vous très certainement... Qui m'eût dit que la petite Barberine?... mais, non; ce n'est plus la *petite Barberine...* J'oublie, moi aussi, que les années passent... Et la tante,.. la tante qui prétendait pour le moins à un marquis,.. sait-elle ce qui se prépare?... Il y aura, comme on dit, « des perruques sur le gazon, » quand elle apprendra de quoi il retourne... Vous dites qu'elle est déjà informée de tout? Comment s'arrange-t-elle de sa déconvenue?

— Je crains, insinua Churchill, que nous n'ayons à nous passer de son aveu.

— Permettez, Frank Churchill, permettez!... Comme l'ancien ami de votre père, j'imagine que j'ai un coup d'épaule à vous donner en cette circonstance... Ne doutez pas que je ne m'emploie à réconcilier la tante et la nièce, soit avant, soit après le mariage... En attendant, j'envoie par vous un baiser à la jolie fiancée.

Le même sujet se traitait tout différemment, à la même heure, dans une autre aile du château. Barberine, mandée chez sa tante, la trouva, elle aussi, au coin de son feu, roulée dans un peignoir de cachemire bleu-foncé. Withers fut provisoirement congédiée, et le débat s'engaga aussitôt. — Je ne vous retiendrai pas longtemps, commença miss Lexden. Il m'importe seulement de savoir si je dois prendre au sérieux ce mariage dont vous êtes convenue, prétendez-vous, avec la personne que vous m'avez nommée... Remarquez bien que je parle ici du « mariage » seulement... Je ne m'arrêterais pas beaucoup à une légère *flirtation*, telle qu'on peut parfaitement se la permettre, faute de mieux, avec un homme agréable, pour charmer les ennuis d'une résidence comme celle où nous sommes.

— Je ne puis, répondit Barberine lentement et sans baisser les yeux, je ne puis que vous répéter ce que vous savez déjà. M. Chur-

chill m'a fait l'honneur de me demander ma main. J'ai accepté d'être sa femme. Il a ma parole, il y compte, et je ne lui manquerai certainement pas.

— Fort... bien, à mer... veille, reprit miss Lexden avec une forte et significative aspiration... Je tenais simplement à être renseignée... Vous pouvez, ceci est évident, disposer de vous-même sans aucune sorte de contrôle... Vous avez fait votre choix, et vous en subirez les conséquences... Je ne chercherai pas le moins du monde à vous influencer. Sachez seulement et retenez bien ceci : m'arrivât-il de vous voir avec une santé détruite, à bout de forces et de courage, maltraitée, abandonnée, mourant de faim, — ce qui ne m'étonnerait pas, étant données votre déchéance et les mœurs de ces gens-là, — je ne lèverais pas un doigt pour vous venir en aide après l'espèce de dégradation que vous m'infligez aujourd'hui. C'est chose dite, et vous ne devez pas ignorer que, moi aussi, je tiens ma parole... Maintenant restons-en là. Pas de querelles entre nous! Laissons les gens qui ne savent pas vivre fournir matière à la médisance et faire hausser les épaules du prochain... Puisque nous ne devons plus demeurer ensemble, je vous serai obligée de prendre vos arrangemens de manière à ne point trop prolonger cette situation gênante... Bonne nuit là-dessus!... Withers, vous pouvez rentrer!... Reconduisez miss Lexden!... Bonne nuit, chère, bonne nuit!...

Ici la vieille demoiselle tendit sa joue plâtrée sur laquelle Barberine appliqua le bout de son nez, — touchante caresse qui permit à la tante et à la nièce de se séparer avec les dehors de la plus parfaite amitié.

Sir Marmaduke, en promettant d'intervenir auprès de sa redoutable cousine, avait consulté sa bienveillance plutôt que son courage. Il lui savait le cœur inflexible et la dent mauvaise. Aussi délégua-t-il ses pouvoirs au capitaine Stone, son fidèle *factotum*, et cet intrépide militaire, quand il reçut ordre de porter à miss Susan les remontrances du maître de Bissett-Grange, témoigna par une grimace éloquente que cette mission ne lui convenait pas autrement. Forcé d'obéir, il partit pour la chambre de miss Lexden comme s'il allait à la tranchée. Contre son attente, il fut reçu avec une exquise politesse. On le pria de s'asseoir, on lui demanda de ses nouvelles; mais quand sa vanité doucement caressée lui eut rendu l'aplomb nécessaire pour aborder le sujet de sa visite, miss Lexden l'arrêta court. — Elle ne comprenait pas, lui dit-elle avec une dignité glacée, qu'un étranger s'immisçât dans des affaires de famille, surtout, prit-elle soin d'ajouter, quand cet étranger n'a aucune sorte de rapports avec l'une ou l'autre des parties et manque

de toutes les qualités requises pour apprécier les délicatesses de certaines situations... Sir Marmaduke n'aurait-il pas eu lieu d'être surpris si, pour traiter les questions de cet ordre, elle lui avait dépêché... Withers?...

Cette assimilation d'un major à la demi-solde avec une impertinente soubrette déconcerta si complétement le pauvre Stone, qu'il sortit de la chambre sans savoir au juste comment on l'avait mis à la porte. Sir Marmaduke prit fort mal cette retraite précipitée et plus mal encore la rude leçon infligée à son représentant. Il saisit en conséquence la première occasion de se présenter chez miss Lexden, curieux de savoir, disait-il, si elle le chasserait de la chambre qu'il lui avait fait meubler. Son parti étant bien pris, il aborda résolûment la question, et après un insignifiant échange de banalités polies : — Je suis venu, Susan, pour vous dire que vous prenez fort mal l'affaire de nos deux jeunes gens.

— Ce n'est pas la première fois, repartit aussitôt la vieille fille, que vous m'aurez rebattu les oreilles de vos absurdes sensibleries.

Miss Lexden, en parlant ainsi, se ménageait les honneurs du premier sang. Cette allusion à l'époque lointaine où sir Marmaduke sollicitait auprès de la sœur cadette l'intervention de la sœur aînée, — et où celle-ci se moquait de lui à dire d'experts, — cette allusion cruelle lui fit perdre un moment contenance.

— Je comprends, reprit-il, que vos espérances déçues ne vous disposent pas en faveur de cet amour dont la sincérité, la loyauté, le désintéressement, m'ont touché... Que voulez-vous? chacun a ses idées là-dessus... La mienne est que la plupart des jeunes personnes destinées à se marier le printemps prochain donneraient ou devraient donner tout au monde pour aimer leur prétendu comme Barberine aime le sien. Je trouve donc ridicule...

— Un moment, Marmaduke!... votre style manque de grâce, et si vous n'y prenez garde, vous allez tomber dans la grossièreté, interrompit miss Lexden, qui battait le rappel du bout du pied sur un tabouret placé devant elle... Mais puisque vous voulez à toute force traiter ce sujet, que j'aborde malgré moi, voici comment j'ai arrêté mes projets. Je vais quitter Bissett-Grange dans le plus bref délai: une fois partie, je ne reverrai plus Barberine. Je ne lui donnerai pas six *pence* pour son trousseau. Je n'augmenterai pas sa garde-robe d'un jupon ni d'une paire de bas. Elle n'aura jamais un liard de ma fortune, et je vais tâcher d'oublier qu'elle ait jamais existé. Cet amour qui vous frappe d'admiration, je ne sais pourquoi, ne l'empêche pas d'être à mon égard tout à fait égoïste, tout à fait ingrate... Je n'en ferai pas le moindre bruit, les scènes de mélodrame n'étant pas à mon usage; il me suffira d'ignorer ce qu'elle peut devenir et de me conduire comme si elle n'était pas née.

Sir Marmaduke quitta la partie dans une véritable exaspération. Une heure plus tard, il fit appeler Barberine dans la bibliothèque, et, tout en lui glissant dans la main un billet de cent livres, il la prévint qu'une femme de confiance était chargée de la conduire à Londres, où elles feraient de concert, aux frais de sir Marmaduke, les emplettes du trousseau. Les arrangemens étaient pris pour la noce. Une des dames invitées à Bissett-Grange, mistress Vincent, remplirait le rôle de *chaperon* à la place de miss Lexden. Miss Alice Townshend serait la *bride's maid*. Il n'y aurait ni grand étalage ni réjouissances extraordinaires, mais jamais personne ne pourrait prétendre que ce mariage eût été tenu secret ou désavoué par la famille. Le digne *gentleman* ajouta un baiser à cette harangue paternelle, dont la péroraison avait été que, lui vivant, ni Frank ni Barberine ne manqueraient d'un ami fidèle et sûr. — Quant à votre tante, avait dit l'orateur par manière de *post-scriptum*, si elle veut faire la sotte, libre à elle! Ceci la regarde.

Churchill était parti pour annoncer à sa mère le changement qui allait se faire dans leur paisible intérieur. Le jour même où il rentrait à Bissett-Grange fut celui que choisit miss Lexden pour quitter à petit bruit le château, sans prendre congé du propriétaire, ni, à vrai dire, d'aucune des personnes présentes. M. Townshend, un peu intimidé par cet exemple, n'aurait pas mieux demandé que de s'enfuir aussi; mais sa fille, aidée de M. Schröder, qui prenait de plus en plus auprès d'elle l'attitude d'un prétendant accueilli, insista fortement pour rester auprès de Barberine. Lyster, suivant un peu tard les traces de Beresford, s'était dérobé au chagrin de voir la docile Alice écouter d'autres vœux que les siens.

Au jour fixé pour la cérémonie, le ciel était pur, et le soleil voulut bien se montrer, sans chaleur, il est vrai, mais non sans éclat. Barberine apparut charmante et radieuse. Sur sa robe de soie blanche, on remarqua d'anciennes dentelles, les plus belles du monde, et qui constituaient à elles seules tout l'héritage de famille. Les fermiers de sir Marmaduke, sans être convoqués, tinrent à honneur de grossir le cortége nuptial. Quand vint l'heure du départ, Churchill, donnant à son excellent parrain la poignée de main des adieux, reçut en échange une enveloppe sur laquelle étaient écrits ces mots: *pour la lune de miel*. Le pli renfermait une *bank-note* de cinquante livres. Les cadeaux ne manquèrent pas non plus à Barberine. La veille au soir, elle avait reçu un écrin renfermant un collier de feuilles de lierre en émail rattachées par des ciselures d'or mat, avec les boucles d'oreille assorties. Au-dessous était la carte du capitaine Lyster avec ses vœux pour le bonheur de la nouvelle mariée. Alice Townshend et Gustave Schröder s'étaient entendus pour lui offrir à deux un splendide bracelet de diamans, pré-

sent symbolique en ce qu'il faisait présager leur union prochaine, qui eut lieu effectivement quelques mois plus tard.

Mais dans l'intervalle bien des incidens avaient déjà marqué l'existence du jeune ménage que nous venons d'accompagner à l'autel, et que nous n'aurons pas l'indiscrétion de suivre dans son voyage d'*honey-mooning*. Pour les mieux faire comprendre, il faut revenir sur le passé, les choses d'autrefois ayant presque toujours leur part d'influence sur celles que nous voyons se produire.

Il faut pourtant, au préalable (et ne fût-ce que pour mémoire), mentionner un épisode qui fit grand bruit parmi les employés du *tin-tax-office*. Un des plus jeunes surnuméraires, qui, sous l'habit d'un simple commis, gardait les instincts d'un chef de division, et dont le cœur trop inflammable était de ceux que la grâce équestre de miss Mellon avait complétement subjugués, ne manquait jamais une occasion de la rencontrer au parc. De manière ou d'autre, il était parvenu à lui manifester le vif attrait qui l'attachait ainsi à ses pas, et « Kitty, » depuis longtemps familiarisée avec de pareils succès, lui accordait de temps à autre, en passant, quelque sourire, quelque bonne parole. C'était bien le moins qu'il méritât, pensait-elle, et du reste elle l'avait charitablement prévenu qu'il n'obtiendrait jamais autre chose. Or, un jour qu'elle avait mis son cheval au pas tout exprès pour laisser à cet humble soupirant la chance de l'entretenir quelques minutes, il l'avait vue tout à coup fort préoccupée d'un cavalier qui arrivait à leur rencontre, et dans lequel il reconnut avec terreur le secrétaire du conseil, M. Simnel en personne, mis avec une recherche exceptionnelle, et qui avait l'air, disait le pauvre Alan Prescott (notre amoureux expéditionnaire), d'un « homme en bonne fortune. » Miss Kate n'eut pas besoin d'éloquence pour déterminer son humble adorateur à s'éclipser vivement: en deux sauts, il disparut au sein des fourrés qui bordaient l'avenue; mais il vit de là Simnel et l'amazone échanger, après une cordiale poignée de main, quelques propos qui lui semblèrent presque suspects. Ils se quittèrent cependant après un quart d'heure de causerie, et Prescott crut comprendre qu'ils se donnaient rendez-vous à *la Tanière* pour un des jours de la semaine suivante.

Quel sens pouvait-on attacher à la rencontre de ces deux personnages? Quel lien mystérieux existait entre eux? Entre le grave Robert Simnel et l'aimable Kate Mellon, où choisir un trait d'union? Questions vraiment ardues, à la solution desquelles travailla plusieurs jours de suite, sous les inspirations d'Alan Prescott, le personnel bavard de Rutland-house.

E.-D. FORGUES.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LA

POLITIQUE RUSSE

DANS LES MERS D'ORIENT

La politique a des épisodes éclatans qui entrent avec toute sorte de fanfares officielles dans l'histoire; elle a aussi des épisodes obscurs, peu connus, difficiles à saisir, et où ne se laisse pas moins lire la pensée d'un gouvernement, quelquefois l'ambition d'une race. La politique russe plus que toute autre se distingue par ce travail multiple, confus, qui embrasse tant de contrées à la fois en Europe et en Asie. Au moment où elle semble arrêtée et vaincue d'un côté, elle se relève et s'étend de l'autre; sous le coup d'une défaite, elle renoue tous les fils de ses vastes et persévérans desseins. L'immensité de sa sphère d'action, la diversité de ses territoires, lui rendent facile un mystère favorable à ses vues; elle n'est pas cependant impénétrable, et c'est ainsi qu'aidés de documens dont la Russie elle-même ne déclinerait pas le témoignage, nous pouvons la suivre encore aujourd'hui dans un de ces épisodes qui se lient au mouvement des intérêts contemporains.

On a peut-être oublié, tant les impressions survivent peu aux événemens, on a oublié sans doute l'émotion excitée chez les nations alliées aux premiers instans de la guerre d'Orient, en 1854, par une simple nouvelle venue de Hong-kong et signalant la présence d'une escadre russe dans les eaux du Japon. L'émotion fut extrême, surtout en Angleterre, où tant d'intérêts commerciaux se sentaient menacés; elle retentit dans la presse, jusque dans le parlement; ce fut un moment une véritable panique. Le danger, on l'a bien su

depuis, n'était pas des plus grands. Le chef des forces russes, l'amiral Putiatine, n'avait pas les velléités belliqueuses qu'on lui supposait; les quelques navires qu'il commandait et dont il allait être bientôt séparé par un naufrage, ces navires en assez mauvais état, quoique réparés plusieurs fois dans les arsenaux britanniques, étaient moins pressés de combattre que de chercher asile dans un port neutre ou sous la protection des forts de Petropavlovsk; mais l'émotion qui s'était produite si bruyamment en Angleterre, et qui passa vite comme toutes les paniques, ne resta pas inaperçue de la Russie; elle devint un trait de lumière pour le cabinet de Saint-Pétersbourg en lui révélant les points vulnérables de ses adversaires, et c'est ce qui le mit sur la voie de deux mesures destinées à se compléter, deux mesures hardies et qu'on était loin de soupçonner alors. La Russie conçut aussitôt la pensée d'équiper en toute hâte une escadre de corsaires, et c'est à partir de ce jour qu'elle résolut d'étendre ses possessions dans la direction de l'Océan-Pacifique, de s'établir sur le littoral d'une manière permanente, afin de se ménager comme une embrasure toujours ouverte sur ces mers sillonnées de milliers de bâtimens.

L'idée commençait à prendre corps dès le mois de mai 1854. On mit aussitôt en mouvement les chantiers d'Archangel, et on décida qu'il fallait avoir à tout prix pour le printemps de 1856 les premiers navires russes appropriés exclusivement au service de la course. Ce devaient être des *sea-dispatch-boats* à hélice, fins voiliers, chacun armé d'un canon à pivot et de deux caronades. Au terme fixé, ces bâtimens étaient en effet construits, et quelques-uns ont pu être vus depuis dans les ports anglais. Il ne manquait que le signal d'entrée en campagne. Par cette mesure préparée dans le mystère, exécutée à l'improviste, au moment où l'on ne s'occupait plus guère des flottes du tsar, qu'on croyait bloquées ou détruites, la Russie pouvait, il faut l'avouer, jeter momentanément un grand trouble dans le commerce de ces mers lointaines. La suspension des hostilités au commencement de 1856 d'abord, le traité de Paris ensuite, vinrent réduire à l'inaction cette force qui n'avait pas eu le temps de se montrer, et dont nul alors ne soupçonnait l'existence. Le cabinet russe en était pour ses frais d'armement; seulement, une fois la paix conclue avec les puissances occidentales, il restait de cette tentative une pensée à laquelle tous ces incidens communiquaient plus d'intensité, plus de précision, et qui dépassait de beaucoup dans sa portée quelques essais d'expéditions de corsaires.

A ce moment en effet, c'est-à-dire pendant ces deux années de lutte avec l'Europe, la Russie venait d'envahir les territoires du Bas-Amour. Elle avait envahi ces territoires tout simplement, sans

s'inquiéter des droits de la Chine, trouvant bon à garder ce qui avait été bon à prendre. C'est l'époque, si l'on s'en souvient, où l'escadre russe, abritée d'abord sous les forts de Petropavlovsk, avait été obligée de quitter ce port, emmenant avec elle la garnison et la population tout entière, pour se réfugier dans le delta de l'Amour, où elle fut immédiatement bloquée par les alliés. Saisissant l'occasion, le général comte Mouraviev, gouverneur de la Sibérie, s'étant avancé au-delà de la frontière, avait occupé les possessions chinoises jusqu'à l'embouchure du fleuve, et s'y était établi sans façon, comme si ces possessions avaient été toujours partie intégrante de la Russie, — le tout sous le prétexte d'aller ravitailler la flotte bloquée et affamée. Bien loin de désavouer son lieutenant, le tsar apprécia si bien au contraire l'importance d'une telle acquisition, qu'après la paix il résolut de l'agrandir encore d'autres territoires vers le sud et de l'île de Sakhaline (Saghalien), appartenant alors par moitié aux Japonais et aux Chinois. C'est ainsi que, sortant à peine d'une lutte qui avait menacé son ascendant en Europe et sa domination dans le Caucase, la Russie allait poser à l'autre extrémité du globe la base d'un nouveau système de conquêtes. Le prince Gortchakof pouvait dire à peu de frais dans ce temps-là que la Russie se recueillait; on ne se doutait guère du genre de recueillement qu'elle pratiquait dans l'extrême Orient. L'amiral Putiatine et le comte Mouraviev furent mandés à Saint-Pétersbourg, on voulait s'éclairer de leurs avis et de leur expérience avant d'arrêter définitivement le plan de la politique à suivre en Chine, au Japon, et même peut-être du côté des États-Unis d'Amérique.

L'amiral Putiatine, qui depuis a eu des malheurs comme ministre de l'instruction publique à Pétersbourg et dont le nom est resté associé à une réaction violente contre les universités, l'amiral Putiatine passe aux yeux de tous ceux qui ont pu le connaître pour un marin distingué et encore plus pour un habile diplomate. Les diverses missions qu'il a remplies postérieurement au Japon et en Chine ont grandi sa renommée en Russie; mais c'est peut-être lors de sa première expédition dans ces contrées de l'extrême Orient qu'il donna les marques les plus signalées d'énergie et de sagacité. L'amiral Putiatine avait éprouvé la disgrâce la plus cruelle pour un marin : dès le début de la guerre de 1854, il avait perdu son navire à Simoda et s'était vu séparé de sa flotte, qui se repliait vers Petropavlovsk, tandis qu'il restait lui-même retenu chez les Japonais, avec lesquels il venait de conclure un traité d'amitié. Victime d'un malencontreux hasard, il avait profité du moins de ce séjour forcé pour étudier le pays et se ménager les moyens d'assurer à la Russie une influence considérable, si ce n'est prépondérante.

Entouré d'un état-major intelligent et nombreux et d'un équipage de quatre cents hommes avec armes et bagages, il avait pu tirer parti de ces avantages et avait réussi non-seulement à gagner la sympathie des Japonais, mais encore à leur inspirer un certain respect, malgré ce que pouvait avoir de quelque peu ridicule la situation d'un si grand personnage échoué sur leur île et bloqué de près par les alliés sur les lieux mêmes de son naufrage. Le camp russe établi à Simoda, non loin de Yeddo, se trouvait littéralement assiégé d'une foule de fonctionnaires de tout grade et de toute espèce de curieux empressés de voir les étrangers, d'observer les habitudes de leur vie quotidienne. Il faut se souvenir qu'à ce moment encore aucune nation européenne, à l'exception des Hollandais, enfermés dans leur factorerie de Nangasaki, n'avait de représentant dans ce mystérieux empire, et les Japonais, jugeant du souverain de la Russie d'après son amiral, s'en étaient fait une idée qui ne s'est plus affaiblie sensiblement dans leur esprit.

C'est le séjour prolongé du diplomate russe au Japon qui a desservi le plus le prestige des alliés d'alors et des autres Européens en général dans ce pays. C'est de cette époque que les Japonais apprenaient à croire et à dire entre eux que les Hollandais n'étaient que de vils marchands, les Anglais des habitans perfides et rapaces d'une île insignifiante, et l'empereur des Français le neveu d'un homme mis autrefois à la raison par le tsar, qui, à bout de patience, avait donné aux Anglais l'ordre de le prendre et de le garder dans une île lointaine. — L'amiral Putiatine avait eu d'ailleurs le temps de visiter tous les ports de la Chine, les Philippines, les Lou-tchou, la Corée, les côtes de la Mandchourie, avant d'aller échouer au Japon, et ce n'est qu'après bien des mois de ce séjour, si fructueusement employé, on le voit, qu'il réussit enfin à passer à travers les lignes du blocus pour aller rejoindre, au milieu de tous les périls de la navigation la plus aventureuse, l'escadre russe de l'Amour. Il remonta le fleuve sur un bateau à vapeur, prit ensuite la route de la Sibérie et se retrouva en 1856 à Saint-Pétersbourg. C'était, on le comprend, un personnage précieux à consulter dans la voie où on entrait et où on était décidé à marcher. La première mesure proposée par le marin diplomate et approuvée par le tsar fut d'armer une escadre de dix navires à vapeur portant 120 canons et 1,800 hommes d'équipage, et de l'envoyer sans retard relever l'honneur du pavillon moscovite sur le théâtre même où pendant toute la guerre de Crimée il avait joué un rôle assez piteux. Une autre circonstance d'ailleurs parlait encore en faveur de cette expédition. Suivant les renseignemens fournis par le général Mouraviev, arrivé aussi de son côté à Pétersbourg, deux députations chinoises étaient déjà venues auprès de lui

pour protester contre l'invasion dont il s'était fait spontanément l'exécuteur, et les préparatifs faits dans les provinces chinoises limitrophes de l'Amour ne laissaient plus de doute sur la nature des résolutions du frère du soleil. La guerre pouvait être considérée comme imminente, et l'escadre dont Putiatine proposait la formation devait être appelée à jouer un rôle aussi utile qu'opportun. Il est vrai que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'entrevoyait cette éventualité qu'avec répugnance, qu'il aurait préféré ne pas attirer aussi ostensiblement l'attention sur la marche de sa politique dans l'extrême Orient. Avant tout, il était cependant bien décidé à ne pas se dessaisir de ses récentes acquisitions territoriales et à combattre les Chinois, s'il ne pouvait faire autrement. Ici comme sur bien d'autre points les événemens vinrent en aide à la politique russe, et lui permirent de suivre sa ligne inflexible en évitant cette publicité pour laquelle elle a toujours eu si peu de goût.

C'était en 1857. La France, l'Angleterre et les États-Unis venaient de se décider à employer les moyens coercitifs contre la Chine pour protéger leur commerce compromis. La Russie fit mine de s'associer à la grande démonstration des puissances maritimes. N'ayant pas ou feignant de ne point avoir d'intérêt direct dans cette question, elle expliquait sa conduite par la volonté bien arrêtée de marcher désormais d'accord avec les autres états dans la voie du progrès et de la civilisation. L'amiral Putiatine se vit encore une fois investi du commandement supérieur de l'escadre russe, dont la force et la composition avaient été indiquées par lui, et il reçut l'ordre de prendre de sa personne la route de la Sibérie, afin d'arriver sur les lieux encore à temps pour joindre sa protestation à celles de lord Elgin, du baron Gros et de M. Reed. L'Europe ne s'occupait que médiocrement des vues particulières dont la Russie pouvait poursuivre la réalisation à l'autre extrémité du globe. L'invasion des immenses contrées du Bas-Amour avait eu lieu pendant la grande bataille qui se livrait sous les murs de Sébastopol, et elle était passée à peu près inaperçue. C'est le malheur de l'Europe de professer, à l'égard de ces régions, une indifférence que l'éloignement explique sans doute, et qui conduit à n'avoir quelquefois que des données insuffisantes sur la géographie même du pays. C'est ainsi qu'au dire des officiers russes, qui assurent avoir tiré parti de la circonstance, les cartes marines à bord des vaisseaux anglais et français, pendant la guerre de 1855, auraient laissé beaucoup à désirer. Il serait arrivé que, trompé sur la configuration véritable de l'île de Sakhaline, les vaisseaux alliés auraient été occupés à guetter la flotte russe dans le passage méridional du détroit de La Pérouse sans soupçonner qu'au même instant elle échappait en passant au

nord, entre l'île et le continent, à travers le détroit de Tartarie. Ces méprises, si tant est qu'elles aient eu la portée que leur attribuent les officiers russes, sont le résultat inévitable du peu d'intérêt qu'excitent d'habitude les péripéties dont cette partie du monde est le théâtre, et ce peu d'intérêt explique à son tour comment les ambassadeurs et agens de toute sorte, envoyés en éclaireurs du monde civilisé vers les contrées de l'extrême Orient, arrivent si souvent avec une provision légère ou incomplète de notions utiles et de renseignemens. Plus intéressée, la Russie est aussi mieux renseignée, et par cela même elle a facilement l'avantage. On allait en avoir encore une fois la preuve.

La situation était celle-ci. Les négociations semblaient engagées entre les représentans des quatre puissances, agissant en commun, et la Chine. Par le fait, l'action des plénipotentiaires était très différente, et cette différence était tout à l'avantage de la diplomatie moscovite. L'amiral Putiatine, avec son habileté ordinaire, n'avait pas eu de peine à persuader à ses collègues d'Europe que le différend entre le cabinet de Pétersbourg et la Chine se réduisait à une rectification de frontières peu importante, à la réparation de quelques dommages essuyés par des sujets russes. Il réussit de cette façon à rester vis-à-vis des Chinois dans une attitude à demi expectante. Pendant que les plénipotentiaires alliés passaient des représentations aux menaces pour finir par une déclaration de guerre et par l'occupation de Tien-tsin, Putiatine, de son côté, faisait tout son possible pour paraître désolé du retard mis à l'arrivée de sa flotte, et en réalité il poursuivait des négociations par des voies jusqu'ici assez peu connues, ce nous semble. Les seuls Européens autorisés depuis quelques siècles jusqu'à ces derniers temps à habiter Pékin étaient les moines de la mission religieuse russe qui se trouvaient en même temps chargés des affaires diplomatiques des tsars dans l'empire du Milieu. Ce fut à l'intermédiaire de ces moines que l'amiral Putiatine recourut pour arriver plus promptement à une entente avec le gouvernement chinois, et il s'en trouva si bien que, entré à Tien-tsin à la suite des alliés, sans avoir combattu, sans avoir même sa flotte, il fut cependant le premier à signer un traité. Faisant ensuite ressortir la différence entre les procédés du gouvernement du tsar et l'attitude impérieuse des puissances de l'Occident, il sut se faire accepter comme conseiller par les Chinois, et se présenter, d'un autre côté, comme un intermédiaire précieux aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, en s'imposant presque comme un médiateur de fait entre les parties belligérantes.

Le traité conclu à Tien-tsin entre la Chine et la Russie recon-

naissait comme appartenant à cette dernière les pays situés sur la rive gauche de l'Amour, — plus, sur la rive droite, les territoires allant de la côte maritime à l'Oussouri, l'un des principaux affluens du fleuve. Cette heureuse issue des négociations de Putiatine était le fruit d'une sagace et habile appréciation des circonstances; mais ce qui est plus étrange, c'est qu'au même instant le général Mouraviev, appuyé d'une force armée considérable, engageait sur le Haut-Amour des pourparlers différens avec d'autres ambassadeurs chinois, signait à deux semaines de distance un traité à part qui s'est appelé le traité d'Aïgoun, et obtenait pour la Russie non-seulement d'autres possessions dans cette partie du Céleste-Empire, mais encore le droit de navigation sur tous les affluens de la rive droite de l'Amour. Ces deux conventions d'ailleurs ont été fondues en un seul traité, ratifié à Saint-Pétersbourg le 10 septembre 1858, et à Pékin le 24 août 1859. Outre les immenses acquisitions qu'elle venait de s'attribuer d'un trait de plume, la Russie entrait de plus en possession de la partie chinoise de l'île de Sakhaline, longue et large langue de terre voisine du Japon. Elle s'assurait la jouissance de tous les avantages commerciaux, de tous les priviléges que la Chine accordait ou qu'elle pourrait accorder dans l'avenir aux *barbares* d'Occident. Enfin, d'après une clause réservée du traité, une commission spéciale devait s'occuper de la démarcation définitive des frontières des deux empires, et c'est dans cette clause, on va le voir, que le général Ignatief, successeur de l'amiral Putiatine, allait trouver bientôt un point de départ pour un nouveau triomphe de la politique russe, marchant encore une fois pour ainsi dire à l'abri des armées alliées, recueillant, elle aussi, et plus effectivement peut-être, sa part des victoires de Takou et de Pékin.

Le jour même où ils entrèrent à Pékin, les alliés se trouvèrent en quelque sorte arrêtés par l'immensité de leur succès. L'empereur de Chine et ses ministres avaient perdu complétement la tête et n'avaient songé qu'à prendre la fuite. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre ne voyaient par conséquent personne avec qui nouer des négociations qui pourtant étaient dans leurs vœux. Ils devaient dès lors s'estimer heureux de rencontrer le diplomate russe, qui venait leur offrir ses bons offices et se prêtait à servir d'intermédiaire. En se mettant ainsi entre les belligérans et en facilitant la conclusion d'une paix désirée par les vainqueurs autant que par les vaincus, le général Ignatief ne pouvait manquer de chercher à tirer avantage d'une position si favorable. Il n'y manqua pas en effet, et la Russie gagna plus que si elle avait combattu. Le général Ignatief, pour prix de ses bons offices, obtint du gou-

vernement chinois un nouveau traité, bientôt ratifié à Pétersbourg le 1er janvier 1861. Par ce traité, la Chine cédait encore de vastes possessions sur l'Amour, et reconnaissait comme frontière en Mandchourie le cours de la petite rivière de Tumen. Le tsar devenait le maître d'un port ouvert à la navigation pendant tout l'hiver, et y fondait la ville de Vladi-Vostok, le *dominateur de l'Orient*. Voilà de quelle façon, et sans brûler une amorce, le gouvernement russe reculait en peu d'années jusqu'au 42e degré dans la mer du Japon sa frontière, située encore en 1855 dans la mer d'Okhotsk, au 62e degré de latitude nord. Il n'est rien de tel qu'une rectification de frontières quand on a l'Empire-Céleste pour voisin!

Devant de si prodigieux changemens territoriaux, un soupçon vient naturellement. On serait tenté de croire qu'en se dépouillant si facilement au profit de la Russie, la Chine ne faisait peut-être que payer des services secrets rendus ou tout du moins promis. Ce n'est pas cependant absolument exact, ou plutôt c'est là encore un côté curieux de ces étranges relations. Il est bien vrai que le gouvernement russe avait promis de mettre à la disposition du Céleste-Empire quarante mille carabines et cinquante canons; mais canons et carabines, expédiés trop tard ou arrêtés à dessein en route, n'arrivèrent qu'après la fin de la guerre, et ils furent refusés par les autorités chinoises elles-mêmes. La mission militaire russe, composée d'officiers de différentes armes, et qui devait organiser, instruire l'armée chinoise, ne servit à rien. Le chef de cette mission, le colonel Baluzek, ne put jamais s'entendre avec les autorités du pays, et s'il resta à Pékin, ce ne fut plus comme instructeur militaire, ce fut comme chargé d'affaires de Russie pendant l'absence du général Ignatief, tandis que les autres officiers attachés à la mission regagnaient leur patrie.

Il est bien vrai aussi qu'à plusieurs reprises, durant ces années, la Chine avait demandé au gouvernement moscovite son assistance contre les *barbares* de l'Occident; mais à ces appels naïfs la diplomatie russe avait invariablement répondu en substance qu'il fallait réserver le secours matériel de la Russie comme une dernière ressource pour des circonstances plus extrêmes, et que pour le moment son assistance diplomatique était infiniment plus utile, qu'en servant d'intermédiaire la Russie était à même de faire tourner au profit du céleste empereur l'influence qu'elle conservait sur ses ennemis, mais que pour obtenir ce résultat elle devait paraître favorable aux alliés et entretenir avec eux les meilleures relations. — « D'ailleurs, ajoutaient les envoyés du tsar, nous serons toujours votre dernier appui, comme nous sommes déjà vos seuls amis fidèles et désintéressés. Il suffit de comparer notre manière

d'agir avec les procédés de tous ces marchands d'opium et autres empoisonneurs de votre brave peuple, pour arriver à la conviction que nous prenons à cœur vos intérêts comme les nôtres, que nous considérons votre sécurité comme faisant partie de la nôtre. Par conséquent, moins d'espace vous aurez à défendre contre l'ennemi commun, mieux vous réussirez à le garantir, tandis que, comme un mur inébranlable, nous vous protégerons du côté où la Providence nous a si visiblement placés pour vous protéger. » Bref, la Russie s'était servie de ses intelligences en Chine pour maintenir sa situation auprès des alliés, et elle s'était servie de son influence sur les alliés pour arracher à la Chine une série de concessions proportionnées aux circonstances. C'était là, somme toute, le secret de son action; on vient d'en voir les conséquences.

Les Chinois se laissaient-ils tromper jusqu'au bout? Il y a eu un moment où ils ont paru commencer à se tenir un peu mieux en garde. Cette méfiance un peu tardive se manifestait sensiblement en 1862, lorsque l'empereur de Chine déclina l'offre que lui faisait la Russie de lui venir en aide contre l'insurrection des Taïpings, de mettre une escadre et un corps de débarquement à sa disposition. Il s'en fallut cependant de peu que cette proposition ne fût acceptée, et les Russes attribuèrent cet échec de leur diplomatie à la confiance où vivaient alors les Chinois de voir arriver d'un moment à l'autre la flotte du capitaine américain Osborne. Il serait peut-être plus simple de croire que les conditions qui accompagnaient l'offre de l'intervention russe firent aussi réfléchir les Chinois, et entrèrent pour beaucoup dans ce refus. Ces conditions étaient en effet moins rassurantes encore que les démonstrations passées de Putiatine et de Mouraviev. La Russie proposait cette fois de déplacer de nouveau la frontière entre les deux empires dans la Mandchourie et de la transporter du cours de l'Oussouri à celui du Sangari, autre tributaire de l'Amour, afin d'annexer encore à ses possessions la magnifique vallée qui se déploie entre ces deux grands cours d'eau. Elle proposait ensuite de prolonger cette nouvelle ligne de démarcation jusqu'à la rivière de Leao, dont le cours vers le golfe de Leaoting formait, à ce qu'elle prétendait, la frontière naturelle des deux empires. — Toujours la rectification de frontières! — Cette combinaison hardie amenait la Russie dans la Mer-Jaune, en face du golfe de Petcheli, à quelques heures de l'embouchure du Peïho, et il n'y a rien d'étrange à supposer qu'une combinaison qui mettait la Russie à si peu de distance de Pékin ait pu ouvrir les yeux aux ministres du céleste empereur. Pour cette fois, le grand coup préparé par le cabinet de Saint-Pétersbourg fut donc manqué. Il faut avouer cependant que si l'arrière-petit-fils de Ca-

therine II était le fils de Philippe de Macédoine, il n'aurait marché ni plus vite ni plus facilement.

Une chose très digne de remarque, c'est que dans tous ces plans d'agrandissemens territoriaux la Russie ne fait jamais allusion à la terre promise dont la possession, selon les prophètes hommes d'état moscovites, doit couronner l'œuvre des conquêtes russes sur ce point de l'extrême Orient : c'est de la Corée que nous voulons parler. Bien loin d'afficher ses prétentions sur cette terre, le cabinet de Saint-Pétersbourg au contraire craint presque de laisser supposer qu'il connaît son existence, et fait défense à tout navire russe d'y aborder avant que l'heure n'ait sonné. Si les derniers projets d'annexion avaient réussi, la Corée serait déjà séparée de la Chine, dont elle est tributaire, par un coin de territoire moscovite, et si cette séparation existait, il est infiniment probable que les vues du gouvernement de Pétersbourg ne tarderaient pas à se dévoiler et à se préciser. Cernée du côté de la terre ferme, la Corée, dont les habitans sont querelleurs par tempérament et mal disposés pour l'étranger, donnerait bientôt des occasions d'intervention, et les Russes sont trop habitués à ces procédés, trop intéressés d'ailleurs, pour ne pas saisir ces occasions, pour ne pas les créer au besoin. Si l'on se rappelle que les premières reconnaissances sur l'Amour se firent sous le prétexte de poursuivre des déserteurs qui n'existèrent jamais, il n'est certes pas téméraire de prévoir que la Russie pourra bien un jour trouver quelque prétexte de ce genre pour préparer et justifier l'envahissement de la Corée.

Cette presqu'île, habitée par une population nombreuse, belliqueuse et très apte à la navigation, fournirait de précieuses recrues aux flottes russes de ces parages. Toutes les traditions de ces populations roulent sur des guerres continuelles avec le Japon et la Chine, et rien ne serait plus facile que de se servir de leurs passions, de leurs ressentimens contre des voisins qu'elles sont accoutumées à détester. Installé dans cette immense langue de terre, le tsar aurait d'un côté la main étendue sur la Mer-Jaune et de l'autre arriverait facilement à faire de la mer du Japon une mer fermée, où le Japonais de Yeddo ne tarderait pas à jouer le rôle du fameux *malade* de la Mer-Noire. On verrait alors le télégraphe de Vladi-Vostok transmettre des ordres de Saint-Pétersbourg à Hakodadé, Yeddo, Miako et Nangasaki, aussi bien qu'à Varsovie, Tiflis, Archangel et Tachkend. La Corée présente de plus la meilleure base d'opérations dans l'Océan-Pacifique, tout comme dans la mer de Chine, et assurerait à la Russie la prépondérance maritime dans cette partie du monde. C'est une sentinelle avancée à cheval sur la grande route du commerce universel, et à ce titre le point stratégique le plus impor-

tant de l'Asie centrale. Vienne le moment, et il n'est peut-être pas éloigné, où la Chine, tombant sous sa corruption séculaire et sous l'influence des idées étrangères importées par des milliers d'aventuriers agissant au nom de tel ou tel gouvernement, se laissera enlever pièce à pièce ses plus belles provinces par celui qui voudra s'en emparer, — ce jour-là ce ne sera certes pas la Russie qui s'abstiendra de prendre part à la curée. Il n'est même pas absolument impossible que, spectatrices de l'anarchie et de la chute de l'Empire-Céleste, les puissances européennes, la Grande-Bretagne la première, ne voient avec une résignation impuissante les empiétemens de la Russie. En présence de toutes ces éventualités, ne serait-il pas de l'intérêt de l'Europe de fixer quelque peu ses regards sur la Corée, de réserver son indépendance, de la protéger contre une domination qui, une fois établie sur ce point, ne pourrait plus être facilement délogée? Mais ceci est du domaine de l'avenir, — d'un avenir qui peut cependant n'être pas fort éloigné.

Pour le moment, la base d'opérations pour la Russie reste dans ces magnifiques contrées de l'Amour que son habileté, sa persévérance et sa hardiesse ont su conquérir. Voyons un instant l'état actuel de ces possessions et ce que la politique moscovite y peut trouver de ressources. L'Asie, devenue russe depuis le 42e degré de latitude nord jusqu'au détroit de Behring, met dès ce moment à la disposition du tsar des baies et des ports dont un certain nombre, situés vers le sud, restent ouverts à la navigation pendant l'année entière, et grâce à des défenses naturelles peuvent devenir autant d'arsenaux imprenables. Sur toute cette étendue de côtes, les bois de construction abondent. Le charbon de terre, signalé dans beaucoup de localités en Mandchourie et vers le Haut-Amour, est déjà exploité avec succès dans l'île de Sakhaline depuis sept ans. Les métaux les plus variés se trouvent partout où on peut faire arriver assez de malheureux déportés pour fouiller la terre, et des usines fondées sur le Haut et le Bas-Amour sont déjà sortis des bateaux à vapeur qui sillonnent ce fleuve gigantesque. Navigable sur un espace de 1,800 milles géographiques, l'Amour arrose des plaines où se montrent le pin et le chêne aussi bien que la vigne et le noyer, et poursuit son cours à travers la Sibérie orientale, pays des plus riches, qui sous une autre administration serait pour le Pacifique ce qu'est devenu pour l'Atlantique le *Far-West* de l'Amérique du Nord. C'est la Sibérie qui aujourd'hui fournit du chanvre, des toiles et des approvisionnemens de toute sorte aux arsenaux de Nicolaïefsk sur le Bas-Amour, d'Olga, de Vladi-Vostok, et c'est grâce à ces ressources sibériennes que l'escadre russe put être ravitaillée par le général Mouraviev en 1855 après l'évacuation de Petropav-

lovsk. Le seul commerce d'exportation qui existe est celui de la viande salée. Les flottes sont par conséquent assurées de trouver les articles de première nécessité, et le cabinet de Saint-Pétersbourg a donc tous les moyens d'exécution ostensibles ou clandestins pour créer dans ces parages une base d'action maritime en compensation de celle qu'il a perdue dans la Mer-Noire.

On a essayé plus d'une fois d'expliquer et de justifier l'occupation des pays de l'Amour par la nécessité à laquelle se trouve réduit le gouvernement du tsar d'assurer à ses sujets des provinces sibériennes des débouchés vers la mer, la Chine, le Japon et la Californie. Le prétexte peut être spécieux et n'est pas sans analogie avec cette théorie du « droit à la mer, » invoquée récemment par des publicistes allemands à propos de l'invasion du Danemark. Par malheur il semblera difficilement admissible à quiconque connaît le système et les tendances du gouvernement de Pétersbourg, lequel ne se préoccupe certainement pas outre mesure de cette nécessité de stimuler le progrès de la colonisation, l'essor de l'industrie, le développement du commerce de la Sibérie, qui verrait plutôt des dangers dans cette transformation. Il faut être un peu neuf dans ces matières pour supposer que la politique des tsars ira de propos délibéré favoriser l'importation d'idées nouvelles et de l'esprit de liberté dans ces régions où elle envoie les condamnés, qu'elle ouvrira des ports et rendra plus accessibles à l'étranger ces pays séparés de la métropole par la chaîne de l'Oural, préparant ainsi l'émancipation plus ou moins lointaine de ces contrées. Les hommes d'état russes n'ont pas de ces naïvetés ou, si l'on veut, de ces préoccupations tout européennes. Ils savent bien, car les lumières ne leur manquent pas, que, fécondée par les cendres de milliers de proscrits, la Sibérie porte en elle-même le germe et les conditions de l'indépendance, et que, relevée de sa situation actuelle par le contact habituel d'hommes libres, elle ne tarderait peut-être pas à briser le lien qui l'attache de loin au palais d'Hiver de la Néva. Cette probabilité, cette possibilité tout au moins, de la séparation de la Sibérie est parfaitement comprise à Pétersbourg, et tout accroissement de la prospérité de ce pays qui ne tournerait pas au profit des ressources militaires de l'empire est envisagé par les hommes d'état moscovites comme une menace et un danger à prévenir. Au fond, la politique russe, en prenant pied dans l'extrême Orient, en y étendant ses possessions et en consolidant sa domination, n'a songé qu'à se créer des forces propres à lui permettre de peser un jour d'un poids plus décisif et plus efficace sur toutes les questions pendantes dans le monde. Pour se convaincre de ceci, il suffit de considérer le système de colonisation toute militaire pra-

tiqué dans ces contrées, les conditions auxquelles sont assujétis les déportés surtout depuis la dernière guerre de Pologne; on n'a qu'à constater enfin la répugnance du gouvernement à laisser pénétrer en Sibérie les colons de race européenne ou anglo-américaine. On peut voir comme une *illustration* des vraies tendances de la politique russe dans deux faits d'un ordre très différent.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg, qui, depuis bien des années, a toujours entretenu une propagande panslaviste plus ou moins active dans l'empire d'Autriche, chargea en 1860 ses agens d'engager les Tchèques, qui émigrent continuellement vers les États-Unis, à aller s'établir dans les pays du Bas-Amour. On élabora même à Pétersbourg divers plans sur ce sujet; mais, cette propagande ayant éveillé les méfiances du cabinet de Vienne, il fut résolu qu'en attendant des circonstances plus propices on essaierait au moins d'attirer vers les possessions russes de l'Amour les Tchèques déjà établis en Amérique et peu satisfaits du sort qu'ils trouvaient dans leur nouvelle patrie; le premier pas fait, on espérait pouvoir ensuite plus facilement détourner vers l'Amour le courant d'émigration venant de cette partie de l'Allemagne. On expédia donc des émissaires russes à Chicago, dans l'Illinois, le Wisconsin et autres districts où vont habituellement se fixer les Tchèques à leur débarquement en Amérique. Ces émigrés, fortement attachés à leur nationalité comme tous les hommes d'origine slave, mal disposés d'ailleurs pour l'élément *yankee*, qui tendait à les absorber, pouvaient facilement se laisser décider à émigrer une seconde fois pour aller s'établir sur un territoire appartenant à la Russie, cette protectrice si empressée et si tendre des Slaves. Dans l'espoir que l'exemple des premiers volontaires entraînerait le reste de la population, qui paraissait fort indécise, les agens russes n'épargnèrent rien pour tenter les plus crédules. Des avantages de toute sorte furent promis, frais de route, établissement d'une ligne de communication régulière entre Vladi-Vostok et la Californie. On capta les journaux tchèques publiés à Chicago et ailleurs; on réussit un instant à en faire des organes aussi dociles que *l'Invalide* ou la *Gazette de Moscou*, et au bout du compte on amena les Tchèques à envoyer des délégués pour choisir l'emplacement des colonies qu'on voulait établir, pour prendre tous les arrangemens nécessaires avec les autorités locales.

Cette députation fut de la part des Russes l'objet des soins les plus empressés et parut satisfaite du climat aussi bien que du sol; mais elle n'avait pas eu de peine à s'apercevoir du peu de liberté dont jouissaient les autres colons, et alors elle exigea comme condition première pour ses compatriotes le droit de s'administrer eux-

mêmes, le droit d'élire leurs magistrats, la garantie formelle qu'ils seraient à toujours exempts du service militaire. Elle proposa, si on l'exigeait, de former une garde nationale plutôt que de courir la chance de fournir des recrues à l'armée russe. Dès que ces propositions furent formulées par les délégués tchèques et présentées comme une sorte d'ultimatum, les Russes, sans insister, les renvoyèrent immédiatement, rejetant de telles prétentions sur l'esprit républicain et anarchiste, qui, selon eux, avait infecté ces braves gens pendant leur séjour en Amérique. L'idée de renforcer la colonisation de l'Amour de milliers d'émigrans laborieux et agriculteurs par excellence fut donc abandonnée dès qu'on entrevit comme condition la nécessité de faire la part d'un certain esprit d'indépendance et de liberté qui aurait fini sans doute par gagner le reste d'une population accoutumée à obéir sans raisonner. De leur côté, les Tchèques ne s'y sont plus laissé tromper; non-seulement ils ont refusé d'émigrer en masse, mais ils ont profité de la leçon; leurs sentimens ont naturellement changé à l'égard du gouvernement russe, et bientôt après ils n'étaient pas les moins chauds, les moins prodigues de protestations dans les manifestations qui avaient lieu aux États-Unis en faveur de la Pologne à l'époque de la dernière insurrection.

Autre fait significatif. S'il est un personnage ayant rendu d'immenses services à la Russie, c'est certes le général Mouraviev, qui a reçu le nom de Mouraviev-Amourski, et qui n'a rien de commun avec le proconsul de Wilna, dont il n'est pas même parent. C'est le général Mouraviev qui est le véritable conquérant du pays de l'Amour. C'était d'ailleurs un homme assez supérieur, assez intelligent pour vouloir introduire dans la nouvelle colonie des institutions qui auraient eu sans doute des résultats bienfaisans. Porté d'un autre côté à poursuivre les malversations et les dilapidations continuellement pratiquées par les fonctionnaires russes au détriment même de l'état, il adressa un jour à Pétersbourg un rapport dans lequel, s'appuyant sur des faits et des chiffres, il démontrait l'absurdité du système adopté pour le transport des métaux précieux de la Sibérie à la métropole, et l'économie qui serait réalisée si on battait monnaie sur place. Il serait difficile de préciser des chiffres. On assure que, dans ce transport de métaux ayant à passer par les mains d'employés de toute sorte, il y a une déperdition de quelque chose comme 17 pour 100. Le général Mouraviev citait et examinait en détail les mesures adoptées dans une situation analogue par le gouvernement américain en Californie, par le gouvernement anglais dans la Nouvelle-Hollande. Ce rapport fit à Pétersbourg l'effet le plus étrange et provoqua contre l'auteur

une explosion de méfiance et d'animadversion; peu s'en fallut que l'on ne vît en Mouraviev le premier, le principal séparatiste de la Sibérie, et par le fait on lui adressa une mercuriale sévère pour avoir osé se mêler d'une question qui ne le regardait pas. Cela ne suffit pas d'ailleurs aux rancunes que le gouverneur de la Sibérie avait soulevées. Suspect depuis ce moment jusque dans ses succès, contrarié dans toutes ses résolutions, exposé à des chicanes sans nombre, il finit par demander à être rappelé d'un poste qu'il ne pouvait plus occuper dignement, et à quitter une province que son habileté et son énergie avaient donnée à la Russie. Sa démission fut acceptée en 1860, et le général s'éloigna de ce pays de l'Amour dont le sort l'intéressait vivement, où il avait obtenu une popularité méritée. Disgracié peut-être pour toujours, le comte Mouraviev-Amourski s'est vu réduit à s'exiler complétement des affaires, et, si nous ne nous trompons, vit aujourd'hui tranquillement à Paris.

Bien évidemment ce système, — avec les préoccupations, les craintes, les habitudes qu'il entraîne, — ne peut que paralyser l'essor de la colonisation sibérienne, et l'effet qu'il produit sur les possessions européennes de la Russie, il doit le produire également sur l'Amour et vers l'Océan-Pacifique. Le fait est que ces contrées, si richement dotées par la nature, voisines immédiates des marchés de la Chine et placées de façon à prendre un développement aussi brillant que rapide, sont restées jusqu'ici complétement improductives. Le budget de la Russie pourvoit à toutes les dépenses de colonisation, d'armement, — sans que cet immense pays de l'Amour y contribue en rien. Le cabinet de Saint-Pétersbourg sait bien quelles lourdes charges lui impose une telle situation; mais, plutôt que de renoncer à ses plans, à ses rêves de domination, il aime mieux encore recourir à tous les expédiens financiers et multiplier les sacrifices. Ces sacrifices sont réellement énormes. Sans doute ils ont été forcément ralentis dans ces dernières années par les frais extraordinaires de la guerre de Pologne et aussi sous l'influence d'une crise financière qu'on essaie vainement de pallier. Ces circonstances ont, pour un instant, empêché le gouvernement russe de poursuivre aussi énergiquement qu'il l'aurait désiré l'exécution de ses projets favoris du côté du Pacifique. Le budget de la marine reste néanmoins sous le poids de dépenses considérables et croissantes, d'autant plus considérables que, pour la Russie, il ne s'agit de rien moins que d'avoir à Vladi-Vostok une flotte composée de deux divisions toujours prêtes à appareiller sur un signe du télégraphe, quand ce fameux télégraphe, auquel on travaille toujours, sera construit. L'une de ces divisions, dite défensive, formée de *monitors* et de canonnières cuirassées, serait des-

tinée à repousser les attaques des navires de bois dont se composent ordinairement dans ces régions reculées les escadres européennes. Elle pourrait encore, au besoin, jouer vis-à-vis de la Chine et du Japon le rôle que la flotte de Sébastopol a joué vis-à-vis de la Turquie à Sinope. La seconde division, destinée exclusivement à la course, serait composée de navires légers, bons marcheurs, et de sept ou huit frégates capables de tenter de ces coups de main dont s'est préoccupé plus d'une fois le commerce anglais. On a décidé à Pétersbourg qu'on consacrerait à la construction de la première division les sommes destinées d'abord à élever des fortifications sur différens points des possessions russes dans ces parages. On est arrivé de cette façon à pouvoir disposer de ressources considérables qu'on emploie à fonder de nouveaux ateliers et à préparer des armes défensives, sur lesquelles on fonde de grandes espérances. Quant à la division de corsaires, elle est toute construite, et sans la pénurie d'argent, jointe au manque d'équipages qui se faisait sentir à Cronstadt vers cette époque, il est probable que les trois frégates et les trois corvettes qui ont paru à New-York dans l'hiver de 1864 n'auraient pas été toute la force de l'escadre russe de l'Atlantique.

Depuis la guerre d'Orient, l'amirauté russe s'est occupée incessamment et presque exclusivement de la construction de cette marine multiple, et quoique les machines de ces navires n'égalent pas celles des navires anglais, français ou américains, il est certain toutefois qu'on a obtenu sous quelques rapports des résultats qui ne laissent pas d'être remarquables. Quant au nombre réel de ces bâtimens, il serait assez inutile de se fier aux chiffres que donnent les journaux officiels, par cette raison bien simple que ces chiffres sont faits pour tromper l'Europe et peut-être l'empereur lui-même. Toute défalcation faite des navires qui, pour cause de vétusté ou pour d'autres défauts, ne peuvent être pris au sérieux, on pourrait cependant admettre que cette escadre de Vladi-Vostok compte une trentaine d'assez beaux navires, frégates, corvettes, bâtimens légers, les uns de 400 à 600 chevaux de force nominale, les autres de 300 à 400, les derniers de 200 à 300. — Que peuvent faire ces corsaires russes, dira-t-on? Est-ce qu'ils sont en état de soutenir la lutte, et ne sont-ils pas assurés de périr dès qu'ils seront aux prises avec les forces d'une des grandes puissances maritimes? C'est une perspective que dans notre confiance naturelle d'Occidentaux nous devons admettre; nous irons plus loin : le gouvernement russe l'admet lui-même. Il ne prétend nullement avoir une escadre invincible, et il se fait au fond peu d'illusions sur le sort de cette poignée d'enfans perdus sacrifiés d'avance, comme ces soldats qu'on envoie enclouer une batterie ou enlever une position extrême. Le gouvernement russe ne compte ni sur des succès éclatans ni sur

une résistance indéfinie; il compte seulement qu'avant de succomber ou de se laisser bloquer dans les ports neutres, ses corsaires sont en état de faire essuyer au commerce, surtout au commerce anglais, de telles pertes que le gouvernement britannique y réfléchirait désormais avant de s'engager dans une voie d'hostilité contre la Russie. Ce calcul peut n'être pas si mal fondé. Il y a eu un jour, vers la fin de 1864, où le plus grand organe de l'Angleterre, le *Times*, mis en présence de cette éventualité que lui signalait un correspondant de Melbourne, prenait bravement son parti et faisait honneur à la sagesse britannique de tenir compte de ces menaces, de songer à éviter des aventures redoutables pour tant d'intérêts anglais engagés dans l'extrême Orient. Au lendemain de circonstances où une guerre nouvelle avait été tout au moins possible, il semblait dire : Nous l'avons échappé belle, et nous avons été bien inspirés de ne rien faire. Si ce sentiment prévalait, le cabinet de Pétersbourg, on le voit, n'aurait pas mal calculé.

D'ailleurs la Russie n'a pas dit son dernier mot en fait de marine. Si elle a rencontré jusqu'ici dans sa marche des obstacles de plus d'un genre, il est certes permis de prévoir que ces obstacles ne sont pas insurmontables. Les difficultés découlant du délabrement des finances une fois vaincues, l'Europe désarmant d'un autre côté et l'introduction d'un nouveau système de recrutement militaire s'accomplissant en Russie, les cadres des équipages moscovites se rempliront aisément — avec la grande docilité des hommes du peuple, toujours prêts à obéir au tsar, — avec la facilité d'éducation du matelot russe, qui n'exige pas beaucoup de temps, surtout depuis que l'emploi de la vapeur simplifie la manœuvre. L'amirauté russe ne se sent point embarrassée à cet égard, et c'est à la formation d'un corps d'officiers, de canonniers, qu'elle travaille de longue main. Les états-majors de la marine moscovite comptent déjà bon nombre de commandans et d'officiers distingués ayant l'habitude de la mer, et c'est l'escadre de l'Océan-Pacifique qui sert d'école à ces jeunes marins, acteurs futurs du drame qui se prépare obscurément. Les navires de cette escadre changent tous les trois ou quatre ans, et des *midshipmen*, des jeunes officiers qui quittent périodiquement Cronstadt, pas un ne revient en Europe avant d'avoir gagné au moins un grade en mer, avant d'avoir visité dans ses campagnes maritimes tous les ports du vieux et du nouveau monde.

Les possessions russes du Pacifique, où le commerce moscovite compte à peine, sont le prétexte de l'entretien de cette escadre et de ses expéditions dans ces mers éloignées; le but réel de la croisière est tout simplement l'éducation des jeunes marins formés à la navigation dans les contrées mêmes où ils peuvent avoir à déployer leur action. Il y a tout le long de la côte d'Asie, dans les îles de

l'Océanie, sur les côtes de l'Australie, des Moluques, des Philippines et de l'Amérique occidentale, une multitude de passes, de baies, de criques, dont la parfaite connaissance peut être d'une utilité immense pour des capitaines lancés à la course et pour des amiraux qui peuvent avoir à conduire des escadres. Le ministre de la marine de Pétersbourg ne perd pas de vue cette circonstance. On peut en voir la preuve dans la présence si souvent signalée de navires moscovites dans toutes les mers, dans tous les ports où il y a d'utiles observations à faire, et comme il est à la connaissance de tous les marins qu'on peut faire le tour du monde sans rencontrer un seul bâtiment marchand russe, ce ne peut être la protection du commerce qui motive ce mouvement perpétuel, d'ailleurs fort coûteux pour l'état. Le seul et vrai motif est la préoccupation d'étudier d'avance tous les points vulnérables des intérêts européens.

Depuis la fin de la guerre d'Orient, les navires russes visitent tous les ans les deux Indes, l'Australie, tous les caps et toutes les îles. Ils vont sur tous les points déployer périodiquement le pavillon moscovite; cependant s'il est un pays pour lequel ils montrent une prédilection toute particulière, c'est le Japon. Là ils se sentent comme chez eux, ils connaissent les baies et les passes de ce pays beaucoup mieux que leurs propres côtes et leurs ports de la Mandchourie. La station principale de l'amiral du tsar dans ces mers n'est même pas dans un port russe : elle est à l'île de Matsmaï, dans le port japonais de Hakodadé, situé dans le détroit de Sangar. De plus les navires russes n'apparaissent presque jamais à Yeddo, où depuis quelques années s'agite la diplomatie européenne, où se débattent les grands intérêts des puissances, et cette absence calculée a une cause qu'il n'est peut-être pas impossible de saisir. Après le traité signé à Tien-tsin avec la Chine en 1858, l'amiral Putiatine quitta le port de Petcheli pour se rendre au Japon. Il y fut reçu comme un hôte connu, mieux encore, comme un ami, et il put remarquer que son séjour forcé à Simoda, lors du naufrage de sa frégate en 1854, n'était point sans avoir porté d'heureux fruits. De tous côtés il rencontra des sympathies qui lui parurent encourageantes, et qui ont dû avoir leur influence sur la politique de la Russie vis-à-vis de l'empire japonais. Les Russes prévoyans, et ils ne sont pas rares, se sont dit que, puisque de longtemps encore on ne pouvait songer à étendre une domination directe sur le Japon, le mieux était de gagner l'amitié de ce pays, de se tenir bien avec lui, de l'enchaîner par une étroite alliance, par des rapports habilement multipliés. Dès lors le programme de la politique russe était à peu près trouvé et pouvait se résumer ainsi : employer tous les moyens pour s'insinuer dans l'intimité des Japonais, ne jamais les contrarier même dans leurs exigences les plus inadmissibles,

et se trouver toujours au moment propice pour donner un bon conseil, particulièrement à propos des relations et des démêlés avec les puissances européennes, — faire ressortir à leurs yeux la différence entre l'amitié désintéressée du tsar et les procédés des souverains des autres pays, les exciter indirectement à la résistance, les engager même dans des embarras et les pousser à des actes d'hostilité envers les nations occidentales, ce qui ne ferait que mettre en relief le caractère éminemment pacifique de leurs rapports avec le gouvernement de Pétersbourg, puis un jour se rendre indispensable et faire sentir alors aux Japonais qu'ils ne peuvent être sauvés que par la protection toute-puissante des tsars.

Le rôle d'un agent russe imbu et muni d'instructions de ce genre devenait assez embarrassant, s'il résidait dans la localité où se trouvaient les autres représentans européens, et il lui aurait été impossible de rester neutre en présence de leurs fréquentes protestations, faites habituellement sous la forme de notes collectives. L'amiral Putiatine prévit si bien toutes ces difficultés que pour les détourner il stipula dans le premier article du traité signé par lui avec le Japon que la légation russe pourrait s'établir non à Yeddo, mais à Hakodadé, l'un des ports les plus insignifians parmi ceux qui furent ouverts aux étrangers, le plus éloigné du mouvement commercial européen, mais appelé par sa position vers le nord, dans le détroit de Sangar, à commander un jour de ce côté l'entrée de la mer japonaise. La position isolée de Hakodadé, visité à peine par quelques baleiniers américains, rend l'importance du représentant du tsar d'autant plus frappante, lui laisse une liberté qu'il ne trouverait pas dans la capitale du Japon, assure à la propagande russe des facilités qu'elle n'aurait pas ailleurs.

Tout se prête du reste à ce mirage. La résidence de l'envoyé moscovite, placée au sommet d'une montagne, domine la ville qui s'étend en amphithéâtre à ses pieds, et, comparée aux habitations fort simples des autres agens européens, elle ressemble à un palais de quelque gouverneur du pays. Entourée d'une haute muraille et d'une vaste esplanade, elle a l'aspect et les avantages d'un camp retranché. L'enceinte enfin contient les bureaux, les logemens des employés, un hôpital de trente ou quarante lits pour les malades de l'escadre russe, une école pour les jeunes Japonais, et toutes les dépendances dont aiment à s'environner les diplomates moscovites à l'étranger. Le pavillon russe flotte ainsi au-dessus de tous les autres, et semble être là parfaitement chez lui. De l'autre côté de la baie, il y a encore des bains pour les équipages, des boulangeries, des magasins et autres établissemens indispensables à une station maritime solidement constituée. C'est dans les villages voisins et chez les marchands de Hakodadé que les états-majors et les équi-

pages vont dépenser leur argent; c'est à Hakodadé que vont se réparer les croisières, et tout cela, en fin de compte, profite aux habitans, qui ne peuvent que désirer la présence de tels hôtes et prendre une haute idée du tsar, d'autant plus qu'ils n'avaient vu jusqu'ici aucune puissance aussi grandement représentée. De toutes les langues étrangères qu'on entend à Hakodadé, c'est déjà la langue russe qui est la plus répandue. De jeunes Japonais, instruits au consulat, la parlent avec une extrême facilité, l'écrivent même, et deviennent en quelque sorte des missionnaires naturels au profit de la politique moscovite. Ce sont aussi les livres russes qu'on lit le plus, et, chose curieuse, le livre qu'on répand avec le plus de soin est une histoire de la campagne de 1812.

Le système pratiqué par la Russie, et principalement inauguré par l'amiral Putiatine, consiste, on le voit, à ne dédaigner aucun moyen, à marcher lentement, mais à marcher toujours, à s'infiltrer pour ainsi dire, et il n'est point impossible qu'au moment d'une crise, sur laquelle on compte, toute cette population ne se trouve déjà plus qu'à demi subjuguée. Ce moment peut n'être pas tout à fait prochain sans doute. Il faut considérer cependant que les embarras du Japon commencent. Il est aisé de prévoir que les idées, les influences étrangères auront pour effet de miner cette féodalité religieuse, sous la forme d'un double pouvoir, qui compose le gouvernement japonais. Il en résulterait alors une révolution sociale, religieuse et politique, qui amènerait inévitablement une guerre civile acharnée et dont on peut déjà distinguer les premiers symptômes. L'empire japonais se verrait d'un coup partagé en autant de camps et de factions qu'il y a d'îles dans cet archipel. Ce jour-là, qu'il soit éloigné ou prochain, le rôle de la Russie n'est-il pas tout tracé d'avance? Pourquoi n'étendrait-elle pas sa protection sur son voisin le plus rapproché, le prince de Matsmaï, le seigneur de cette île où elle se crée aujourd'hui des partisans et des moyens d'action? En fermant les détroits de La Pérouse et de Sangar, elle ferait de ce côté de la mer du Japon une mer close. Hakodadé deviendrait facilement un autre Sébastopol dans ces parages, et les petits princes japonais pourraient se préparer dès lors à aller faire leur éducation dans les écoles militaires et dans les régimens de la garde impériale à Saint-Pétersbourg. Le système réalisé au Caucase pourrait être appliqué sur une grande échelle au Japon, et il faut bien l'avouer, c'est un système pratique, peu moral, mais efficace, consistant à corrompre les grands par les honneurs, à acheter les petits, pour arriver à dominer la masse par la solidarité des uns et des autres dans la trahison. C'est ainsi, on peut s'en souvenir, que longtemps avant la fin de la guerre de Circassie les princes de Gouriel, de Mingrélie, et bien d'autres combattaient déjà dans les rangs de

l'armée du tsar contre ceux de leurs compatriotes qui défendaient encore l'indépendance de leur pays.

Au sud du Japon, c'est à Nangasaki que la politique russe avait essayé d'abord son action. Là aussi les escadres allaient stationner, mettant au besoin leurs équipages à terre et les cantonnant dans les villages de la côte opposée à la ville; là aussi il y avait quelques essais d'établissemens, — un hôpital, des écoles, des bains. — Une courte expérience fit bientôt reconnaître que Nangasaki était un mauvais choix, qu'on était sans cesse en présence d'une multitude d'étrangers qui vont de préférence se fixer dans cette ville et qui pouvaient devenir des rivaux ou des surveillans incommodes. L'attention des marins russes parut alors se porter sur les îles Tsousima, dont la possession aurait une bien autre importance. Ces deux îles, en effet, sont situées dans le détroit de Corée, en face de la presqu'île de ce nom, objet principal des ambitions de la politique moscovite. Séparées par un petit bras de mer profond, échancrées de baies spacieuses, elles réalisent tout ce que l'amirauté russe peut désirer pour un établissement maritime de premier ordre. Les flottes les plus nombreuses pourraient s'abriter dans leurs bassins naturels, tandis que la double entrée du détroit qui les sépare pourrait facilement être rendue inabordable. C'est sans nul doute sous l'influence de ces idées que les îles Tsousima devinrent, il y a quelques années, le théâtre d'une tentative assez maladroitement exécutée, mais qui ne reste pas moins un des épisodes curieux de cette singulière histoire : essai manqué qui peut toutefois se renouveler.

On était en 1860, lorsqu'un jour une corvette de guerre russe, le *Posadnik*, parut dans le détroit de Tsousima toute désemparée et faisant des signes de détresse. L'entrée des îles étant interdite aux étrangers, cette apparition inattendue mit en grand émoi les autorités locales, qui voulaient d'abord empêcher le navire de pénétrer dans le port; mais le commandant fit si bien jouer tous les ressorts, il parla si hautement des conséquences que pouvait avoir cette violation des plus simples lois de l'hospitalité et de l'humanité, cette absence d'égards envers le souverain le plus puissant du globe, que non-seulement on le laissa jeter l'ancre, mais encore que le gouverneur finit par accepter les présens qui lui étaient offerts, et permit au capitaine Birulof de débarquer son artillerie, tous ses bagages, de former enfin un véritable camp retranché, une vraie colonie militaire. Une fois à terre, les Russes se hâtèrent de mettre leurs canons en batterie comme s'ils avaient à redouter quelque attaque du côté de la mer; ils élevèrent des redoutes, construisirent des magasins, faisant flotter le pavillon russe au-dessus de ces établissemens improvisés, et surtout on se mit à lever des cartes dé-

taillées des baies, des plans de terrains, — tout cela en paraissant s'occuper de radouber un navire qui, pour le dire en passant, n'avait pas le moindre besoin de réparation. Cela dura des mois, les autorités ne disaient rien, soit qu'elles fussent gagnées, soit qu'elles se sentissent sans appui. Les choses étaient vraiment dans la meilleure voie lorsque le jeune capitaine russe compromit tout par quelques brusqueries ou de trop libres allures. La population finit par s'ameuter et pesa sur le gouverneur, qui à son tour ne put faire autrement que de rendre compte de tout ce qui se passait au gouverneur de Nangasaki.

Or ici l'affaire tombait entre les mains de l'amiral anglais, sir Charles Hope, et du chef de la station française, qui témoignaient une extrême surprise qu'un tel événement eût pu s'accomplir à une distance de dix-huit ou vingt heures de Nangasaki, presque en face des deux stations, sans qu'on eût rien su. Sir Charles Hope se rendit sur les lieux avec deux de ses navires, et après avoir tout vu par lui-même il adressa une protestation en règle à l'amiral Likhatchef, commandant en chef de la station russe, avec sommation à cet officier-général de faire évacuer immédiatement les îles Tsousima. L'amiral Likhatchef, qui pendant tout ce temps s'était tenu à dessein dans le nord et qui avait laissé courir le bruit que le *Posadnik* s'était perdu corps et biens dans un ouragan, affecta d'être très étonné de cette aventureuse équipée; il déplora beaucoup l'imprudence du capitaine conquérant, désapprouva sa conduite et fit évacuer la place immédiatement. Le *Posadnik* partit en effet trois jours après avoir reçu cet ordre. Birulof fut disgracié pour quelque temps; l'amiral Likhatchef fut aussi rappelé: c'était juste, puisqu'ils n'avaient pas réussi. Le gouvernement de Pétersbourg désavoua complétement toute cette entreprise manquée et envoya l'amiral Popof pour remplacer Likhatchef; mais voici où commence le plus curieux de l'histoire et ce qui en fait la moralité secrète. Le ministre de la marine de Pétersbourg fit remettre à tous les navires de l'escadre de l'amiral Popof les cartes détaillées des îles Tsousima levées par les soins du capitaine Birulof, et sur une de ces cartes se trouvait même approuvé le plan des fortifications, usines, établissemens à élever, si on se trouvait ramené à pareille aventure. Là où Birulof et Likhatchef ont échoué, d'autres peuvent être un jour plus heureux. Il n'est pas impossible assurément que l'occasion ne se reproduise, et la Russie est trop habile pour la laisser échapper, pour ne pas profiter de tous les avantages. Il faut avouer du reste que, malgré tout ce qui peut la rendre suspecte, les événemens ont tourné dans ces derniers temps de façon à favoriser singulièrement la politique moscovite dans ses rapports avec le Japon, et les autres puissances elles-mêmes, faute de se rendre un

compte suffisamment exact de ce terrain nouveau où elles sont appelées à se montrer, ont aidé à faire de l'influence russe l'influence la plus écoutée des Japonais, quoique la plus menaçante pour eux.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Russie joue son rôle dans cette partie de l'Orient. Elle y a précédé l'Europe, elle y reste plus forte qu'elle par le voisinage, par la pratique des choses et des hommes, par un système de ruse rehaussé au besoin d'audace et fondé sur la connaissance de tous les ressorts du caractère japonais. Tout son art consiste à faire son chemin sans éclat et sans bruit autant que possible, à se distinguer en tout des autres états, à envelopper les Japonais, à leur passer au besoin beaucoup de méfaits, sans laisser pourtant s'affaiblir dans leur esprit l'idée d'une puissance exceptionnelle, en leur inculquant soigneusement au contraire cette pensée, — que ses condescendances ne sont que la modération d'une force amie, bienveillante et naturellement protectrice. Il y a plus de dix ans déjà que la Russie s'était mise à négocier pour obtenir la cession de la partie japonaise de l'île de Sakhaline, et, n'ayant pas réussi alors, elle a su attendre en ne négligeant pas de s'assurer pendant ce temps la possession de la partie de cette île qui appartenait à la Chine. Les autres états tourmentent le Japon pour des meurtres ou des violences dont leurs nationaux sont les victimes; la Russie jette un voile sur ces faits, elle les représente comme des incidens malheureusement trop ordinaires de la vie des peuples, qui n'ont rien de politique, qui ne peuvent surtout devenir une occasion d'hostilités, et tandis que l'Angleterre, la France, les États-Unis usent de la force, elle se contente de satisfactions qui seraient bien médiocres, si elle ne poursuivait pas un plus grand but. C'est ainsi que, lorsqu'en 1854 un officier et des matelots de l'escadre russe furent à Yokohama victimes d'une des premières tentatives de meurtre dirigées contre les Européens, l'envoyé du tsar, au lieu de se montrer irrité et de faire un exemple éclatant, se borna à recevoir des excuses assez bénignes en ajoutant, il est vrai : « C'est dans ces occasions que vous apprendrez à connaître la différence entre l'amitié chevaleresque de mon souverain et celle de ces gouvernemens de l'Occident, qui vous poursuivraient de leurs protestations et de leurs exigences. »

Cette tactique, si on y regarde bien, a été singulièrement trompeuse pour les Japonais. D'un côté, elle a fait apparaître à leurs yeux la politique russe comme un modèle de désintéressement, de l'autre elle les a poussés dans la voie de la résistance aux autres états avec qui ils avaient affaire. Ils se sont dit tout naturellement que, puisque le tsar, un souverain si puissant, s'abstenait d'employer les armes, ils ne devaient pas se laisser intimider par des

démonstrations européennes, qui seraient probablement d'ailleurs sans effet. De là attaques sur attaques, violations de traité suivies de représailles qui ont mis d'autant plus en relief la modération du gouvernement de Pétersbourg, seul capable de considérer avec une indulgente amitié des faits qui attiraient des coups de canon de la part de la France et de l'Angleterre. Voilà comment la Russie est aujourd'hui plus que jamais en situation d'arriver à ses fins. Elle ne rétrograde pas, elle avance.

Le jour où la politique russe sera parvenue à prendre la position qu'elle ambitionne dans les mers de l'extrême Orient, la seule force qui pourrait facilement et sérieusement contrecarrer ses desseins est cette autre puissance riveraine de l'Océan-Pacifique qui, elle aussi, tend à dominer sur le continent où elle joue un si grand rôle : nous voulons parler des États-Unis d'Amérique; mais entre ces deux puissances qui ont des ambitions égales, qui sembleraient destinées à se rencontrer, à se heurter sur ce vaste théâtre des mers lointaines, il y a encore plus d'affinités que de raisons d'antagonisme et d'incompatibilité. Elles sont séparées par l'esprit, par les mœurs, par les institutions; elles se rejoignent, il ne faut pas se le dissimuler, dans un sentiment plus ou moins latent, plus ou moins ostensible d'hostilité à l'égard de l'Europe, et c'est surtout par les intérêts dans la paix et même dans la guerre, c'est par une certaine solidarité qu'elles se rapprochent, qu'elles sont conduites à multiplier, à resserrer leurs relations. Cette alliance, à peine ébauchée sans doute, mais dont on a pu voir, depuis quelques années, plus d'un symptôme dans des circonstances significatives, cette alliance se fortifiera de tous les rapports de commerce qui ne tarderont pas à s'établir entre la Californie et l'Amour dès que sera ouverte la grande communication qui doit relier New-York, Boston et les principales villes industrielles du littoral de l'Atlantique avec San-Francisco, ce futur entrepôt du mouvement commercial américain avec la Chine et le Japon. Les Américains pourront alors remonter l'Amour, se répandre par la Sibérie jusque dans l'intérieur de la Russie d'Europe, et ils défieront facilement toute concurrence anglaise, française ou allemande, par la raison assez simple que les marchandises qui seront livrées sur l'Amour après trente ou quarante jours de navigation pourront être vendues meilleur marché que celles qui, embarquées à Hambourg, à Londres ou à Marseille, auront à doubler le cap de Bonne-Espérance, et mettront au moins cent trente ou cent quarante jours pour arriver au même point.

Pour le moment, il est vrai, la Russie n'en est pas à favoriser ce mouvement d'expansion des Américains vers ses possessions orientales. Elle redoute les émigrations, on l'a vu, plus qu'elle ne les appelle; elle craint le génie entreprenant des *Yankees*, la propa-

gande de leurs idées et de leurs mœurs, l'esprit de liberté marchant à la suite du commerce et des capitaux. Le jour cependant où le trésor russe, qui est assez gravement malade déjà, ne pourra plus suffire aux dépenses ruineuses d'une colonisation purement militaire, d'un système qui coûte tant à l'état sans lui rapporter rien, il faudra bien se relâcher un peu et accepter le secours de ceux qui ne demandent pas mieux que de porter le mouvement dans ces immenses contrées. Tout ce que pourra faire la Russie sera de cantonner pour ainsi dire les Américains, de leur livrer l'exploitation de ses mines, de ses fleuves, de ses pêcheries, de ses marchés, sans les laisser pénétrer trop avant dans l'intérieur. On peut se faire une idée des avantages matériels que les Américains du nord peuvent trouver dans cet ordre de rapports avec la Russie par ce qu'ils y gagnent déjà. Il suffit de rappeler un fait qu'on peut lire d'ailleurs dans les statistiques officielles, c'est que depuis 1847 jusqu'en 1861 les navires baleiniers américains allant pêcher dans les mers d'Okhotsk et du Kamtchatka ont jeté entre les mains des armateurs un bénéfice de 700 millions. Quels seront donc les profits que les Américains pourront retirer des riches possessions russes, quand on leur abandonnera sans concurrence les lignes de bateaux à vapeur entre l'Amour, la Chine, le Japon, la Californie et l'intérieur de la Sibérie, l'exploitation des houilles, les travaux de chemins de fer, la construction des télégraphes, comme on le fait déjà aujourd'hui pour la grande ligne télégraphique de l'Océan-Pacifique!

Les Américains, qui sont des hommes pratiques, ne manqueront pas assurément de sentir le prix de telles relations et d'une bonne amitié avec l'empire russe. Il se trouvera parmi eux, il s'est même déjà trouvé des esprits pour propager cette idée bizarre d'une grande mission civilisatrice dévolue en commun à la Russie et aux États-Unis. Est-il même impossible que dans des circontances données le gouvernement de Saint-Pétersbourg ne trouve dans les *Yankees* un concours plus ou moins actif et dans tous les cas efficace? L'Angleterre est ici peut-être la puissance la plus intéressée. Supposez en effet une guerre éclatant à un certain moment de l'avenir entre la Russie et l'Angleterre : ne serait-ce pas une merveilleuse chance pour les armateurs américains, qui auraient à embarquer sur leurs navires neutres les cargaisons précieuses que le commerce de la Chine craindrait de confier au pavillon belligérant de la Grande-Bretagne dans des parages infestés de corsaires moscovites? Un amiral russe qui par un télégramme de Pétersbourg recevrait l'ordre de sortir de Vladi-Vostok pour se jeter sur le commerce ennemi pourrait être sûr, après avoir lancé ses navires dans toutes les directions, de trouver un refuge et un secours dans les ports, les arsenaux, les magasins américains; il trouverait des na-

vires américains qui lui apporteraient de San-Francisco des vivres, de la houille, des munitions, qui se chargeraient des prises qu'on aurait faites sur le commerce ennemi. N'entrons pas plus avant dans cet ordre de faits. Qui sait pourtant si ces éventualités n'ont pas pesé sur les résolutions de l'Angleterre depuis quelques années? Qui pourrait dire que ces perspectives n'ont pas contribué à inspirer à la France elle-même une prévoyante et énigmatique retenue dans les affaires de l'Europe, que le Mexique par exemple n'a point été entrevu comme pouvant contribuer à créer une alliance plus étroite, plus décidée, entre la Russie et les États-Unis?

Il suffit de poser ces questions pour se trouver en face des problèmes de toute sorte que soulève la marche de la politique moscovite dans l'extrême Orient. Le plus clair indubitablement, c'est que cette alliance de la Russie et des États-Unis n'est point précisément une vision chimérique, que non-seulement la politique orientale du gouvernement de Pétersbourg ne l'empêche point, qu'elle la sert au contraire, — que non-seulement elle est possible, mais qu'elle est même indiquée dans certaines circonstances, et qu'elle ne paraît nullement extraordinaire aux Américains eux-mêmes. C'est en un mot, comme on dit, un des élémens de la politique aujourd'hui. Il y a seulement une compensation, fille de la force des choses et de la marche nécessaire des événemens : de cette situation qui n'est pas sans trouble et sans péril le remède peut sortir de lui-même. Si la Russie se décide à ouvrir les vastes solitudes de ses possessions orientales au génie aventureux et entreprenant des Américains, il est impossible que l'activité de ces hommes nés libres, accoutumés à l'indépendance, ne provoque pas ce mouvement d'idées contre lequel jusqu'ici le gouvernement de Pétersbourg est resté si inflexiblement armé, qu'il craint et qu'il combat. L'alliance avec les États-Unis, et elle n'est possible qu'à ces conditions, c'est la fin de ce système, c'est pour la Russie la nécessité d'une transformation dont on ne peut calculer les suites. Pour les habitans de ces régions orientales arrosées par les larmes de tant de condamnés, c'est un jour ou l'autre toute une situation nouvelle qui finira par rendre à l'humanité ces territoires peuplés jusqu'à présent de soldats et de déportés, et par une mystérieuse combinaison ce qui était une menace, sans cesser d'être quelque chose d'obscur et d'étrange, peut devenir un acheminement vers un ordre moins décourageant pour la liberté des peuples, moins fait aussi pour exciter la surprise et les soupçons de l'Europe.

V. de Mars.

L'AGRICULTURE

EN 1865

Les années 1864 et 1865 marquent une phase nouvelle dans l'histoire de notre économie rurale. Pendant les dix ans qui ont précédé 1864, les principaux produits de l'agriculture avaient haussé dans une proportion inquiétante pour les consommateurs. Le prix moyen du blé était monté à 30 francs l'hectolitre en 1856, et après une baisse en 1858 et 1859 s'était relevé à 25 francs en 1861; en même temps le prix du vin avait au moins doublé, celui de la viande et des autres produits animaux, comme le beurre, les œufs, les volailles, avait suivi une hausse plus lente, mais graduelle. Dans ces deux dernières années au contraire, et notamment en 1865, le prix moyen du blé est retombé à 16 francs l'hectolitre; le vin a baissé de près de moitié, et si le prix de la viande n'a pas précisément diminué, il a du moins cessé de monter. De là une crise en sens inverse qui soulève des plaintes générales de la part des producteurs. Ces plaintes s'élèvent surtout dans le midi, où les blés et les vins sont les principaux et presque les uniques produits; mais elles retentissent aussi dans le nord, que la variété de ses cultures n'a pas mis complétement à l'abri.

La première pensée des agriculteurs atteints dans leurs intérêts a été de s'en prendre à la législation nouvelle établie en 1861 et à l'ordre d'idées qu'on a l'habitude de désigner sous le nom de *libre échange*. Il était facile de s'y attendre, car notre public agricole s'est laissé si longtemps leurrer des chimères du système protecteur, qu'il ne peut pas y renoncer en un jour; mais ce n'en est pas moins une erreur profonde, et qui peut avoir de funestes effets en détournant les esprits de la recherche des véritables causes.

Il est aisé de prouver par des chiffres authentiques que la liberté du commerce, au lieu d'abattre les prix, a contribué à les soutenir, puisque la somme des exportations de produits agricoles a excédé de beaucoup les importations. L'administration des douanes vient de publier le tableau de notre commerce extérieur pendant les onze premiers mois de 1865; voici ce qu'on y trouve :

Importations de blé.	
Grains	1,837,000 quintaux métriques (1).
Farines	15,000 — —
Exportations de blé.	
Grains	1,855,000 quintaux métriques.
Farines	2,175,000 — —

Ainsi les importations et les exportations de blés en grains se sont balancées, et l'exportation des farines a été plus que centuple de l'importation. En convertissant les quintaux métriques de farine en blé à raison de 70 de farine pour 100 de blé, on trouve à l'exportation un total de 5 millions de quintaux métriques ou beaucoup plus du double de l'importation. En évaluant les uns et les autres en argent, aux prix de 23 francs le quintal métrique pour le blé et de 32 francs pour la farine, on trouve 43 millions pour l'importation et 112 millions pour l'exportation. L'exportation de l'année entière dépassera certainement 120 millions.

Voilà pour le froment proprement dit; passons maintenant aux autres grains.

	Importations.	Exportations.
Seigle	5,000 quint. métr.	734,000 quint. métr.
Maïs	175,000 —	64,000 —
Orge	54,000 (2) —	903,000 —
Avoine	283,000 —	199,000 —
Sarrasin		82,000 —
Totaux	517,000 quint. métr.	1,982,000 quint. métr.

Les importations atteignent ici le quadruple des exportations. Nous importons un peu plus de maïs et d'avoine que nous n'en exportons, mais nous reprenons l'avantage pour le seigle, l'orge et le sarrasin.

Pour bien apprécier la portée de ces chiffres, il faut savoir que les grains étrangers entrent maintenant chez nous en franchise absolue. Le seigle, le maïs, l'orge, l'avoine et le sarrasin sont affranchis de tout droit d'entrée par la loi de 1861. Le blé proprement dit est grevé en apparence par cette même loi d'un droit de 50 c.

(1) Déduction faite de 183,000 quintaux venus d'Algérie.

(2) Déduction faite de 207,000 quintaux venus d'Algérie.

par quintal métrique; mais une fiction tolérée par l'administration permet de l'éluder. Tout blé étranger importé en France pour être réexporté à l'état de farine est admis en franchise, et, comme il sort beaucoup plus de farines qu'il n'en entre, les importateurs prétendent que tous les blés introduits sont réexportés, ce qui est accepté par l'administration des douanes; le droit devient donc absolument nominal. Ainsi, même avec la franchise absolue, voilà tout ce qui a pu entrer dans les onze premiers mois de 1865, le tiers à peu près de ce qui est sorti. Dans les 2 millions de quintaux métriques de froment importé, la Russie figure pour 873,000 quintaux; c'est tout ce que cette Russie tant redoutée a pu nous vendre, — la consommation de la seule ville de Marseille! L'Angleterre au contraire nous a acheté pour plus de 70 millions de grains et farines, et ses achats pour l'année entière s'élèveront à 80 millions. Il est impossible, en présence de pareils faits, d'attribuer à la liberté du commerce une action quelconque pour faire baisser les prix.

Ceux qui veulent absolument s'effrayer répondent que les prix ne baissent pas en proportion de ce qui entre, mais de ce qui *peut* entrer. « Sans doute, disent-ils, il est entré peu de blés étrangers; mais, si les prix haussaient, il en entrerait davantage, et c'est ce qui maintient les bas prix. » On a peine à comprendre cet argument, qui rencontre cependant une assez grande faveur. On n'a jamais vu que les prix sur un marché fussent affectés par des marchandises qui n'y sont pas, dont l'existence même est problématique. Ces blés dont on annonce toujours l'invasion, où se cachent-ils? Sans doute une hausse en attirerait, mais en quantités proportionnées à la hausse même. Pour arriver à des importations un peu sensibles, l'expérience l'a prouvé dix fois, il faut dépasser 25 francs l'hectolitre à Marseille, ce qui suppose au moins 20 francs en moyenne sur l'ensemble du territoire, et nous en sommes bien loin. Malheureusement il n'y a rien à répondre à la peur, et on ne peut nier que ce fantôme, d'autant plus gigantesque qu'il ne repose sur rien, n'obsède violemment les imaginations. Tout ce qu'on peut faire, c'est de retourner l'argument et de dire que les prix ne haussent pas seulement en proportion de ce qui sort, mais de ce qui *peut* sortir; si les prix baissaient, il en sortirait davantage, ce qui soutient le niveau. Pourtant il est à craindre que ce raisonnement, quoique absolument le même, n'ait pas le même succès, puisque la réalité de l'exportation frappe beaucoup moins les esprits prévenus que la terreur d'une importation imaginaire.

Un dernier coup d'œil jeté sur les denrées agricoles autres que les céréales achèvera de montrer à quiconque n'a pas de parti-pris que nos producteurs ne perdent pas à la liberté du commerce :

	Importations.	Exportations.
Chevaux	9 millions de francs.	6 millions de francs.
Mulets		13 — —
Bestiaux	70 — —	30 — —
Viandes	4 — —	9 — —
Fromage et beurre	17 — —	54 — —
Œufs		35 — —
Vins	5 — —	253 — —
Eaux-de-vie	4 — —	52 — —
Totaux	109 millions de francs.	452 millions de francs.

Ici encore, les exportations sont le quadruple des importations; nous importons plus de bestiaux que nous n'en exportons, mais pour le reste, surtout pour les vins, nous reprenons l'avantage. Il y a bien une observation à faire sur le chiffre donné par l'administration des douanes pour les vins : l'exportation s'élève en tout à 2 millions 600,000 hectolitres, et, pour arriver à ce chiffre de 253 millions, il faut évaluer chaque hectolitre près de 100 francs. Sans doute les vins qui sortent de France appartiennent presque tous aux premières qualités, cette évaluation paraît cependant élevée pour une moyenne; même en la supposant exacte, l'agriculture ne profite pas de la somme entière, et il en revient au commerce des vins une part qu'il est difficile de préciser. L'exportation de nos vins atteint dans tous les cas une somme énorme.

La laine doit être considérée à part. Nous avons importé, dans les onze premiers mois de 1865, déduction faite des exportations, pour 203 millions de laines : même en les ajoutant aux importations de denrées agricoles, celles-ci seraient encore inférieures aux exportations; mais ce n'est pas ainsi qu'il est juste de procéder, il faut mettre l'importation des laines en regard de l'exportation des fils et tissus de laine, et on trouve alors les 203 millions d'importation plus que compensés par une exportation de 368 millions. La même observation s'applique à la soie, au lin, au chanvre, aux peaux, aux huiles et autres matières premières, dont l'importation est plus que couverte par l'exportation des produits manufacturés avec ces matières. L'importation et l'exportation des fruits et des légumes se compensent, avec un léger avantage en faveur de l'exportation. Le sucre présente un excédant d'importation. Somme toute, on peut affirmer que les exportations de produits agricoles pour 1865 excéderont les importations de 500 millions.

Quelle est donc la véritable cause de la baisse? Elle n'est pas difficile à trouver, du moins pour les deux principaux articles, le blé et le vin. D'après les documens recueillis par l'administration, la récolte du blé avait été de 75 millions d'hectolitres en 1861; elle

a été en 1863 de 117 millions d'hectolitres et en 1864 de 111 : de pareilles différences dans les récoltes ne peuvent qu'entraîner de brusques secousses dans les prix. La récolte de 1863 a été de beaucoup la plus abondante qu'on ait jamais vue en France, et celle de 1864 l'a suivie de près. Il en est de même pour le vin. L'administration des contributions indirectes avait constaté que la production du vin avait diminué des trois quarts en 1854 par l'invasion de l'*oidium;* elle s'était relevée lentement depuis dix ans, mais sans arriver encore au même point qu'autrefois. En 1864, elle est revenue à l'état normal, et en 1865 elle l'a fort dépassé, la température de cette dernière année ayant été extrêmement favorable au vin, et beaucoup de nouvelles vignes plantées pendant la période des hauts prix ayant commencé à produire.

Qu'on mette en regard maintenant de cette production surabondante l'état de la population, qui ne s'accroît presque plus, et on comprendra aisément que l'équilibre entre la production et la consommation soit pour le moment rompu. Dans d'autres temps, la population se serait accrue en quinze ans de 3 millions d'existences; elle ne s'est accrue, de 1846 à 1861, que de 1,300,000, différence en moins : 1,700,000, qui manquent aujourd'hui parmi les consommateurs. Ce n'est pas un petit incident pour un peuple qu'un ralentissement si marqué dans le progrès de sa population; on a beau chercher à l'oublier, il n'en porte pas moins ses fruits. L'agriculture en souffre doublement; en même temps qu'elle y perd des consommateurs, elle se voit privée des bras dont elle a besoin, et les frais montent quand les produits baissent. L'exportation ne suffit pas pour rétablir complétement l'équilibre, pas plus que l'importation ne suffit en temps de disette; dans l'un et l'autre cas, le mal est atténué, non détruit, car les prix d'une grande nation comme la nôtre se règlent par l'état du marché intérieur; l'importation et l'exportation ne peuvent être que des appoints.

Quelques producteurs prétendent que ce n'est pas là ce qu'on leur avait promis. D'après eux, les défenseurs de la loi de 1861 avaient annoncé qu'à l'avenir il n'y aurait ni hausse ni baisse sur le blé. Nous n'avons pas à justifier dans toutes ses dispositions la loi de 1861, puisque nous avons combattu l'un de ses principaux articles, celui qui ne met sur le blé étranger qu'un droit fixe de 50 centimes par quintal métrique (1); mais à part ce point de détail le système de la loi de 1861 nous paraît bon, et l'expérience qu'on prétend avoir tourné contre lui s'est prononcée, selon nous, en sa faveur. On n'a jamais dit qu'il n'y aurait à l'avenir ni hausse ni

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1861.

baisse sur le blé. Après une mauvaise récolte, la hausse n'est pas seulement nécessaire, elle est bonne, pourvu qu'elle n'aille pas trop loin, en ce sens qu'elle empêche la ruine du producteur, qui retrouve sur le prix ce qu'il perd sur la quantité; après une récolte abondante, la baisse n'est pas seulement nécessaire, elle est bonne, pourvu qu'elle ne soit pas excessive, en ce sens qu'elle fait profiter le consommateur des bienfaits de la Providence sans nuire aux intérêts légitimes du producteur. Tout ce qu'on a promis en établissant la liberté du commerce des grains, c'est que, par le libre jeu de l'importation et de l'exportation, on préviendrait l'excès de la hausse et l'excès de la baisse plus sûrement que par le jeu intermittent de l'échelle mobile, et les faits ont répondu dans ce sens.

Nous avons eu, depuis 1861, deux périodes, l'une de disette, l'autre d'abondance. Nous avons vu, dans la première, l'importation s'accroître et l'exportation se réduire d'elles-mêmes; nous avons vu, dans la seconde, l'effet contraire se produire, l'importation décroître et l'exportation se développer spontanément : tout s'est passé comme on l'avait annoncé d'avance, sans l'intervention d'aucun agent artificiel. « Mais, dit-on, l'exportation agit en temps de baisse avec moins d'énergie que l'importation en temps de hausse, et ce qui le prouve, c'est que la hausse a été arrêtée en 1861, tandis qu'aujourd'hui la baisse ne l'est pas. » Cet argument serait fondé, qu'il n'atteindrait pas ceux qui avaient demandé un droit fixe plus élevé; mais il ne faut pas le grossir et s'en faire une arme contre le régime tout entier.

Prenons les faits tels qu'ils sont. En 1861, la hausse n'a pas dépassé 25 francs l'hectolitre en moyenne, et en 1865 la baisse n'a pas dépassé 16 francs. Il y a eu sans doute des points où les prix ont monté plus haut en 1861, et d'autres où ils sont descendus plus bas en 1865; mais nous ne pouvons raisonner que sur des moyennes. Or, si nous remontons dans le passé, nous trouvons des années où la hausse a excédé la limite de 1861, et d'autres où la baisse a excédé la limite de 1865. En prenant pour point de départ 1820, le prix moyen a dépassé *quatre fois*, dans cette période de quarante années, 25 francs l'hectolitre.

1847.................	29 fr.	01 cent.
1851.................	28	82
1855.................	29	32
1856.................	30	75

Dans le même laps de temps, le prix moyen est tombé *sept fois* au-dessous de 16 francs.

1822................	15 fr.	49 cent.
1826................	15	85
1833................	15	62
1834................	15	25
1849................	15	37
1850................	14	32
1851................	14	48

Ainsi, sous le régime de l'échelle mobile, on a vu le blé monter plus haut et descendre plus bas que sous le régime de la loi de 1861. L'effet attendu s'est donc produit, les extrêmes se sont rapprochés. On est parfaitement en droit de conclure de ces chiffres que, si l'échelle mobile avait duré, les prix auraient été plus hauts en 1861 et plus bas en 1865.

Quant à la quantité des importations et des exportations, les prévisions des défenseurs de la liberté commerciale ont été dépassées sur un point et justifiées sur tous les autres. On avait pensé, d'après l'expérience de 1856, que les importations en temps de disette ne dépasseraient pas 9 millions d'hectolitres; elles ont atteint 14 millions d'hectolitres en 1861. C'est là sans doute une différence sensible, mais il faut remarquer d'une part qu'elle est loin de justifier les appréhensions de nos adversaires, qui annonçaient une invasion bien autrement formidable, et de l'autre que cette introduction a été supérieure aux besoins, puisque le commerce de Marseille y a perdu des sommes considérables. On a procédé *à la française*, on a cru que les importations pouvaient être faites à tort et à travers, et on a été surpris par la baisse. Cette leçon permet de croire que le commerce sera plus circonspect à l'avenir. Dans tous les cas, l'échelle mobile n'aurait pas empêché cette large introduction, puisqu'elle aurait levé tous les droits d'entrée; le petit droit de 50 centimes n'aurait même pas existé.

Toutes les autres prévisions se sont vérifiées. Il y aura toujours, avions-nous dit, même dans les temps d'abondance, une petite importation par Marseille, pour parer au déficit de la production des grains dans la vallée du Rhône; d'après l'expérience de 1858 et 1859, nous avions pensé que cette importation n'excéderait pas 2 millions de quintaux métriques. C'est en effet ce qui est arrivé, l'importation de 1865 n'a été que de 2 millions de quintaux. En même temps nous avions constaté qu'en 1858 l'exportation avait été de 5 millions de quintaux métriques de tous grains et en 1859 de 8 millions de quintaux; nous en avions conclu que les mêmes faits se reproduiraient dans les mêmes circonstances. En effet, l'exportation de 1864 s'est élevée à 5 millions de quintaux métriques, et celle de 1865 sera de 8 millions de quintaux. « Il est en outre à

remarquer, ajoutions-nous, que le tiers au moins de cette immense exportation se fait en farines, c'est-à-dire qu'au profit agricole vient se joindre le profit industriel, et que les issues, si précieuses pour la nourriture du bétail, restent en France, sans diminuer le bénéfice en argent. » C'est encore ce qui est arrivé et ce qui paraît même devoir prendre de plus grandes proportions, car l'exportation de nos farines va toujours en croissant.

Il se peut qu'on se soit attendu à une exportation plus forte; telle qu'elle est, elle réalise ce que nous avions annoncé. Que ce soit là son dernier mot, nous ne le pensons pas. Soit en 1864, soit en 1865, l'Angleterre nous a acheté la moitié environ de ce que nous avons vendu à l'extérieur; le reste va en Belgique, en Suisse et en Allemagne. On a quelque peine à croire que l'Angleterre s'en tienne là. Une circonstance particulière a réduit ses demandes dans ces dernières années. Avant la guerre civile, les États-Unis n'envoyaient de blé en Europe que dans les temps de cherté; en temps ordinaire, le sud, qui ne produisait pour ainsi dire que du coton et du tabac, consommait les blés produits par le nord; pendant la guerre, les blés du nord n'ont plus trouvé leur écoulement vers le sud, et ils ont reflué sur l'Europe en quantités énormes. C'est ce qui explique ces avalanches de grains qui se sont précipitées sur l'Angleterre à travers l'Atlantique en 1863 et 1864; mais, depuis que la guerre est finie, tout a changé, et ces envois, qui ont fait aux nôtres une rude concurrence, se sont arrêtés. L'ordre naturel se rétablit, les prix ont remonté à New-York, et l'Angleterre reprend ses achats en Europe.

On dirait, à entendre certaines clameurs, que l'importation des céréales est un fait nouveau et sans précédent. On a importé des blés en tout temps, et pendant les quarante ans qu'a duré le régime de l'échelle mobile, les importations ont excédé les exportations, tout compte fait, de 40 millions d'hectolitres. Jamais on n'avait moins importé de blé étranger à Marseille que dans le moment présent, et l'inutilité radicale du mécanisme compliqué de l'échelle mobile n'a jamais été plus clairement démontrée.

Les détracteurs de la liberté du commerce se servent comme d'un argument décisif de la récolte de 1865, qui a été au-dessous de la moyenne, surtout dans le midi. « Voilà, disent-ils, un fait nouveau; la récolte est médiocre, et les prix ne remontent pas! » Le fait n'est pas si nouveau qu'ils le prétendent. Qu'on revienne encore aux prix d'autrefois, et on verra qu'une seule récolte n'a jamais suffi pour exercer une action sensible sur les prix, soit en hausse, soit en baisse. Il en faut au moins deux à cause des excédans qui restent dans les greniers et qui s'écoulent peu à peu. Nous vivons au moins autant

aujourd'hui sur les blés de 1864 que sur ceux de 1865. Les battages de la dernière récolte ne sont pas terminés, et on ne connaît pas au juste le rendement définitif. Les déclamations contre la loi de 1861 aggravent d'ailleurs le mal qu'elles prétendent guérir, en ce qu'elles répandent le découragement parmi les vendeurs : à force d'entendre dire que les prix ne remonteront plus, tout le monde se presse de vendre, et l'encombrement des marchés ne diminue pas.

Voilà bien notre caractère national. Quand les blés étaient en hausse, on se figurait que la baisse n'arriverait jamais. Aujourd'hui la baisse est venue, on se figure que la hausse est impossible. Illusion dans les deux cas! L'expérience du passé nous prouve que la hausse et la baisse se suivent avec la régularité d'un mouvement astronomique. La moyenne des prix depuis le commencement du siècle a été de 20 francs l'hectolitre; mais on ne trouve pas une seule année à ce taux : trente-cinq ans sur soixante ont été au-dessous, et vingt-cinq au-dessus. Le plus souvent cinq ans de baisse succèdent à cinq ans de hausse, et réciproquement. Quelquefois ces périodes s'abrégent et se rapprochent, mais l'intermittence revient toujours.

Il est vrai qu'en Angleterre la moyenne des prix a baissé depuis la réforme de sir Robert Peel, mais pourquoi? Parce que les prix étaient plus élevés que partout ailleurs, et tendaient toujours à monter à cause des progrès rapides de la population. Nous ne sommes nullement dans le même cas. Les prix moyens étaient chez nous inférieurs de 25 à 30 pour 100 aux prix anglais, et l'importation, énorme et constante en Angleterre, n'agit chez nous que par accident. En rapprochant les marchés anglais des marchés français, la même cause qui fait baisser les prix sur les premiers doit les faire monter sur les seconds; la tendance au même niveau doit agir dans les deux pays en sens inverse. Cet effet s'est déjà produit, nous n'en pouvons douter, puisque l'exportation a excédé l'importation; s'il n'est pas encore bien sensible, il le deviendra davantage. Voilà ce que nous sommes forcé de répéter, puisqu'on ne se lasse pas de répéter le contraire.

Maintenant quels sont les remèdes à la situation présente? Les plus efficaces dépendent des cultivateurs eux-mêmes, et le gouvernement ne peut presque rien pour eux, du moins en ce qui concerne le régime douanier. Dans la plupart de leurs réclamations, les producteurs expriment plus ou moins le désir de supprimer les importations de céréales. Ils abandonnent presque tous l'ancien système de l'échelle mobile, dont on a fini par reconnaître l'impuissance; mais ils le remplacent par un système beaucoup plus protecteur, l'établissement d'un droit fixe, que quelques-uns portent

jusqu'à 5 francs l'hectolitre; ce dernier droit ne serait pas seulement protecteur, il serait prohibitif, car certainement aucun hectolitre de blé étranger n'entrerait en France, si aux frais de production et de transport il fallait ajouter un droit de 5 francs. C'est là une nouvelle illusion qu'il importe de dissiper.

Premièrement, un pareil droit rencontrerait une résistance invincible de la part de la marine marchande, pour qui le transport des céréales est un élément considérable de fret. La ville de Marseille, qui reçoit tous les ans pour 40 millions au moins de céréales et qui dans les années de disette voit presque décupler ce chiffre, ne renoncerait pas aisément à cet immense trafic, et rencontrerait un puissant appui dans tous les intérêts liés à la prospérité de notre commerce maritime.

Secondement, en admettant qu'un droit de ce genre fût établi par la loi, le gouvernement ne manquerait pas de le supprimer à la première disette, et il ferait bien, car l'exclusion des blés étrangers amènerait alors une véritable famine. Une fois supprimé, comment pourrait-on le rétablir? On retomberait dans les embarras et les incertitudes de l'échelle mobile.

Troisièmement, ce droit, impossible en temps de cherté, n'aurait en temps de bon marché aucune efficacité. Croit-on que si, dans l'année qui vient de s'écouler, on avait hermétiquement fermé nos ports aux 2 millions de quintaux métriques qui se sont présentés, on eût relevé le prix à l'intérieur d'une quantité appréciable? Ceux qui espèrent qu'en mettant à l'entrée des blés étrangers un droit de 3 francs par exemple, on relèvera de 3 francs le prix des blés français, se trompent complétement; c'est la quantité importée qui agit sur les prix et non le droit perçu, et quand cette quantité est aussi faible qu'en 1865, l'action en est insignifiante.

Quatrièmement enfin, on paraît croire qu'en rendant l'importation impossible on conservera les bénéfices de l'exportation; c'est une erreur. On peut être certain que, si par hasard un droit prohibitif ou seulement protecteur était adopté, les représentans des consommateurs réclameraient, et obtiendraient des restrictions à l'exportation, et même en temps de cherté une prohibition absolue. On perdrait d'un côté ce qu'on gagnerait de l'autre, et ce n'est pas là encore l'argument le plus décisif. Quand même les pouvoirs publics ne prendraient aucune mesure pour arrêter l'exportation, elle se restreindrait d'elle-même dans le rapport des entraves mises à l'importation. L'importation et l'exportation sont solidaires; qui touche à l'une touche à l'autre. Ces blés étrangers que vous auriez écartés de vos ports ne seraient pas détruits, ils reflueraient sur le marché général, où ils feraient concurrence aux vôtres; l'Angle-

terre et la Belgique les achèteraient à votre défaut, et réduiraient d'autant leurs demandes de blés français. La Russie elle-même, si elle vous vend des blés, vous achète autre chose, et si vous vous barricadiez contre ses produits, elle se barricaderait contre les vôtres. Vous auriez le mauvais renom qui s'attache à tout calcul égoïste, surtout en matière de subsistances, et vous n'en auriez pas le profit.

Nous avons nous-même parlé des premiers d'un droit fixe, soit dans les discussions de la Société centrale d'agriculture en 1859, soit dans l'enquête devant le conseil d'état en 1860; mais il faut, pour donner à ce droit son véritable caractère, commencer par déraciner dans son esprit toute idée de prohibition ou de protection, accepter complétement l'importation des blés étrangers, la désirer même, et ne chercher dans le droit fixe qu'une perception fiscale, un impôt qui n'apporte aucune entrave sérieuse à l'importation, qui ne justifie aucune atteinte portée à la liberté d'exportation, et qui puisse être maintenu en temps de cherté, parce qu'il n'impose aux consommateurs qu'une charge insensible. Ce n'est pas un droit de 5 francs, ni même un droit de 4, de 3, de 2 francs l'hectolitre, qui répond à ces conditions.

Quand le droit actuel de 50 centimes par quintal métrique de blé importé par navire français a été proposé, nous nous sommes permis de le critiquer comme insuffisant; voici ce que nous disions (1): « Ce droit devrait, selon nous, être au moins doublé pour représenter la contribution du blé étranger aux frais de notre organisation nationale. Depuis la lettre impériale du 5 janvier 1860, le gouvernement fait une guerre à mort aux droits de douane; 100 millions de recettes annuelles ont ainsi disparu du budget. Ce serait un bien, si 100 millions de dépenses avaient disparu en même temps; mais, comme les dépenses ne font que s'accroître au lieu de diminuer, ces 100 millions et bien d'autres encore n'ont fait que changer de forme. Ce que paient en moins les produits étrangers, les produits français doivent le payer en sus. Nous ne comprenons pas, quoique partisan très déclaré de la liberté commerciale, cette faveur accordée aux produits étrangers aux dépens des nôtres. Qu'on efface jusqu'aux dernières traces du système protecteur, rien de mieux; mais il est bon de maintenir les perceptions fiscales qui ont pour but de répartir le fardeau de l'impôt. Décharger la douane pour charger à l'intérieur les contributions, c'est sortir de la justice et de l'égalité, c'est faire de la *protection à rebours*. En même temps qu'on réduit à 50 centimes le droit sur le froment et sur le méteil, on affranchit de tous droits le seigle, le

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1861.

maïs, l'orge, le sarrasin et l'avoine. Cette disposition n'a que peu d'importance, car il entre très peu de ces grains. Il n'y a donc ici aucun intérêt de protection. Il nous paraît seulement contraire aux bons principes d'une bonne administration fiscale de laisser introduire en France une denrée quelconque sans payer de droits. »

Ces observations n'ont pas été écoutées, et le droit de 50 centimes a prévalu, ainsi que la franchise absolue pour les autres grains. Nous ne pouvons que le regretter. En entrant et en circulant en France, les produits étrangers profitent de nos routes, de nos canaux, de nos chemins de fer; ils jouissent de la sécurité que donne notre organisation militaire, administrative et judiciaire: ils doivent donc supporter leur part de ces frais. Pour que l'égalité soit complète, sans aucun mélange de protection et de préférence, il faut que l'impôt perçu sur les produits étrangers soit l'équivalent de l'impôt perçu sur les produits français, rien de plus, rien de moins. Or, en évaluant le total des produits de l'agriculture française à 5 milliards et le total de l'impôt foncier sur le sol à 250 millions, on trouve que nos produits paient en moyenne 5 pour 100 de leur valeur. Pour le blé spécialement, en estimant la production annuelle à 100 millions d'hectolitres, réduits à 85 par le retranchement des semences, et en admettant que le blé représente à lui seul le tiers de nos produits agricoles, on trouve qu'il supporte un impôt de 85 millions ou 1 fr. par hectolitre, ce qui revient encore à 5 pour 100 de la valeur moyenne. Il est donc juste, pour établir la balance, de soumettre le blé étranger importé par navires français à un même droit de 1 franc par hectolitre ou 1 fr. 25 par quintal métrique, comme nous l'avions demandé en 1861. Ce droit s'élèverait par le fait, avec l'addition du double décime, à 1 fr. 50.

Un pareil droit remplit les conditions exigées. Il n'est pas assez fort pour nuire à l'importation, surtout en temps de cherté, car à mesure que le prix du blé monte, la proportion baisse; quand le blé est à 15 francs l'hectolitre, le droit est le quinzième du prix, et quand le blé est à 30 francs, il n'est plus que le trentième. Il peut être accepté par les ports sans difficulté et maintenu en temps de disette, comme l'a été le droit actuel de 50 centimes; il n'autorise aucune atteinte à la liberté d'exportation. L'effet en serait complétement insensible sur les trois quarts du marché national; il n'aurait quelque action sur le prix que dans la région méridionale qui entoure Marseille, où de temps immémorial le blé a été plus cher que dans le reste du territoire, et où par conséquent les producteurs ont droit à des ménagemens particuliers. On peut hésiter à modifier une loi qui n'a que quatre ans de durée, mais il n'est jamais trop tôt pour rentrer dans la justice.

On pourrait d'ailleurs, en même temps qu'on réviserait sous ce

rapport la loi de 1861, soumettre à un nouvel examen toutes les questions de douanes. On a évidemment passé le but en supprimant certaines perceptions qui donnaient au trésor un grand revenu. Un droit de 5 pour 100 n'a jamais passé pour un droit protecteur, c'est un droit purement fiscal. Or, en soumettant les autres denrées agricoles, aussi bien que les céréales, à des droits spécifiques calculés sur le pied de 5 pour 100 de la valeur moyenne, on arriverait à une perception annuelle de 25 à 30 millions qui combleraient le déficit du budget, ou qui permettraient, si nous sommes réellement entrés, comme on le dit, dans la voie des économies, de réduire d'autres impôts fort lourds sur les produits indigènes, comme l'impôt des boissons. Les taxes populaires ne sont pas communes; quand on en a sous la main, on a grand tort de les négliger pour maintenir à leur place des taxes impopulaires.

La liberté du commerce n'entraîne nullement la suppression des douanes, pas plus que la liberté de la production intérieure n'entraîne la suppression des impôts. Dans l'un et l'autre cas, le principe veut qu'on supprime toutes les taxes qui gênent sans nécessité le libre mouvement des transactions, ou qui ont pour but de favoriser certains produits aux dépens des autres. Quant à l'impôt proprement dit, c'est-à-dire à la somme de perceptions nécessaires pour subvenir aux dépenses publiques, le libre échange n'y porte aucune atteinte. Dans ce système, les douanes sont comme les autres impôts, elles doivent s'élever ou se réduire suivant que les besoins de l'état sont plus ou moins grands, et dans la même proportion que les autres taxes. Quand les impôts montent ou descendent à l'intérieur, les douanes doivent les suivre, et il n'est nullement logique, quand on est forcé de charger les produits indigènes, comme on l'a fait depuis quelques années, de décharger les produits étrangers.

Dans le pays du *free trade* par excellence, — l'Angleterre, — les douanes rapportent près de 600 millions de francs (23 millions sterling), et dans ce chiffre les céréales figurent pour 600,000 livres sterling ou 15 millions de francs. Or, s'il est un pays où les céréales étrangères dussent entrer en franchise de droits, c'est bien l'Angleterre, puisque la population y est si condensée que, malgré la première agriculture du monde, le déficit annuel en céréales dépasse 30 millions d'hectolitres. En France, au contraire, où la population spécifique n'égale pas la moitié de la population anglaise, la récolte des céréales donne plutôt un excédant qu'un déficit. Il n'y a donc absolument aucun motif pour accorder chez nous aux céréales étrangères un privilége que l'Angleterre elle-même leur refuse, et ce qui est vrai des céréales ne l'est pas moins des autres produits agricoles.

On peut dire, il est vrai, que le droit de 50 centimes par quintal métrique équivaut au droit fixe perçu en Angleterre; mais encore une fois nous n'avons pas les mêmes raisons que les Anglais pour accorder une faveur aux blés étrangers. Les Anglais ont à remplir un déficit annuel et régulier; sans une introduction continue, la famine règnerait chez eux en permanence, et les prix du blé indigène monteraient à des taux intolérables. C'est d'ailleurs ici le lieu de rappeler que ce droit de 50 centimes, réellement perçu en Angleterre, ne l'est pas en France, ce qui constitue le second grief dont l'agriculture nous paraît en droit de réclamer le redressement.

On comprend que, pour faciliter en France la mouture des blés étrangers pour la réexportation, on admette en franchise de droits les blés réexportés à l'état de farines; mais il ne faut pas que cette latitude dégénère en abus. Or l'abus est maintenant évident; ce qui devait être l'exception est devenu la règle. En permettant de compenser les blés qui entrent à Marseille avec les farines qui sortent à Dunkerque, on a supprimé dans la pratique la perception du droit, et par conséquent violé la loi même de 1861. Les blés qui entrent à Marseille passent presque tous dans la consommation française, et les farines qui sortent par les ports du nord sont fabriquées avec des blés français. La réexportation est donc ici une fiction, puisque ce ne sont pas les mêmes blés qui entrent d'un côté et qui sortent de l'autre. Si l'on ne veut plus du droit établi par la loi de 1861, qu'on change la loi, car les lois ne sont pas faites pour être éludées. On aurait à la rigueur le droit de demander que toute espèce de compensation fût interdite, car la loi ne distingue pas; il n'est pas nécessaire d'aller jusque-là : la faculté d'introduire des blés en franchise en les réexportant peut être conservée, mais à la condition que l'importation et l'exportation aient lieu par le même port ou tout au moins par la même côte.

Si l'exécution de la loi devait porter quelque atteinte à notre exportation de farines, il serait bon d'y regarder à deux fois; mais on peut affirmer qu'il ne sortira pas un quintal de farine de moins: une exemption de 50 cent. par quintal métrique de blé à partager entre l'importateur et l'exportateur ne peut pas être une grande affaire. Quand même le droit serait porté à 1 franc 25 cent., les prix à l'intérieur n'en recevraient pas une assez forte impulsion pour restreindre l'exportation. L'exemption actuelle du droit agit comme une prime à la sortie des farines, et les primes à l'exportation ne sont pas moins contraires aux principes de l'économie politique que les droits protecteurs contre l'importation. Ce qui prouve, à n'en pas douter, l'inutilité de la prime, c'est qu'une partie seulement des farines qui sortent jouit de cette faveur; il n'entre pas assez de blé étranger pour compenser toutes les farines exportées.

Voilà donc les deux concessions qu'il nous paraît raisonnable d'accorder aux plaintes de l'agriculture, l'élévation modérée du droit fixe et la perception sérieuse de ce droit. Outre les considérations d'équité qui les recommandent, elles auraient pour effet d'amortir le mal d'imagination, qui est en ce moment le plus grave, sans toucher au principe fécond de la liberté du commerce. C'est le midi qui se plaint le plus et qui a le plus le droit de se plaindre, car il supporte tout le choc des blés étrangers, tandis que le nord a seul ou presque seul les bénéfices de l'exportation. La réalité du droit fixe élèvera les cours à Marseille, et à mesure qu'on s'éloignera de la côte, l'action du droit ira en diminuant, si bien que la généralité des consommateurs ne s'en apercevra pas; le prix du pain en sera peut-être augmenté à Marseille d'un centime et demi par kilo, et à Paris l'effet sera nul.

Mais, il ne faut pas se le dissimuler, ni un droit fiscal de 5 pour 100, ni un droit protecteur plus élevé, ni l'échelle mobile, ni la prohibition absolue, rien ne peut empêcher le blé de baisser quand il est abondant. La liberté du commerce a plus d'efficacité que tout autre système pour rapprocher les prix, et son action même est limitée, comme nous venons de le voir. Il faut en prendre son parti, et tout en s'adressant au gouvernement pour réclamer ce qui est juste et raisonnable, les producteurs doivent surtout se défendre eux-mêmes.

Dans toute espèce d'industrie, lorsqu'on voit qu'un produit baisse au point de n'être plus rémunérateur, on réduit la fabrication jusqu'au moment où le prix, en remontant, permet de la reprendre avec avantage. L'industrie agricole n'est pas plus qu'une autre à l'abri de cette nécessité. Que les cultivateurs qui se plaignent de produire à perte réduisent leur production comme ferait à leur place tout autre industriel, et ils n'auront besoin de personne pour faire remonter les prix. Ce conseil fort simple, qui contient la solution pratique de la difficulté, est pourtant accueilli de très mauvaise humeur par la plupart d'entre eux; il vaudrait mieux sans doute qu'on pût leur en donner un autre, mais, s'il n'existe aucun moyen de faire monter le prix du blé quand il y en a trop, on ne peut que se résigner à prendre celui-là à défaut d'autres.

Quelques représentans de l'agriculture affectent de croire qu'en leur conseillant de réduire leurs emblavures, on leur demande de renoncer à tout jamais à la culture du blé. C'est là une exagération manifeste. La production du blé a doublé en France depuis cinquante ans, elle a passé d'une moyenne de 50 millions d'hectolitres à une moyenne de 100 millions; mais cette progression n'a pas été régulière, elle s'est ralentie et même arrêtée à la suite des

années de bon marché, elle s'est précipitée à la suite des années de disette. D'ici à la fin du siècle, la production moyenne s'augmentera sans doute de 50 nouveaux millions d'hectolitres, car il n'y a pas de sol plus propre que le nôtre à la culture du blé, et cette progression subira les mêmes intermittences que par le passé, un peu adoucies par la liberté du commerce et non supprimées.

Depuis dix ans, l'étendue cultivée en blé s'est accrue de près d'un million d'hectares. De 6 millions d'hectares ensemencés en 1857, on s'est élevé à près de 7 millions en 1863, et de 90 millions d'hectolitres en moyenne la récolte a passé à plus de 100. Cette extension s'explique par les hauts prix de cette période, mais il est maintenant évident qu'on a été trop vite, la consommation n'a pas eu le temps de suivre le progrès de la production. Que faut-il donc faire? Non renoncer à la culture du blé, ce qui est absurde, mais réduire provisoirement ses emblavures, d'un cinquième par exemple, et attendre en toute confiance le résultat infaillible de cette réduction.

La consommation fait des progrès continus, mais ces progrès sont eux-mêmes soumis à des intermittences par suite des causes générales qui agissent sur la marche de la population et de l'aisance publique. Ce qui prouve les progrès accomplis, c'est qu'une réserve qui était autrefois excessive ne suffit plus aujourd'hui. Ainsi il suffisait, dans les premières années de la restauration d'une récolte de 60 millions d'hectolitres pour faire tomber les prix à 15 ou 16 francs : c'est ce qui est arrivé en 1822, 1823, 1824, 1825 et 1826 malgré l'échelle mobile; aujourd'hui une récolte de 75 millions d'hectolitres, comme celle de 1861, amène une hausse considérable, parce qu'elle laisse un énorme déficit. C'est que depuis quarante ans la consommation moyenne a presque doublé. Ce progrès s'est ralenti dans ces dernières années par suite du temps d'arrêt survenu dans le progrès de la population; laissons les choses reprendre leur cours naturel, et une récolte de 110 millions d'hectolitres, qui écrase aujourd'hui les prix, deviendra elle-même insuffisante dans un temps donné.

On peut d'autant plus revenir sur ses pas que l'extension donnée aux emblavures depuis dix ans a été le plus souvent obtenue aux dépens d'autres cultures non moins utiles. L'étendue du sol cultivé n'a pas beaucoup changé dans cette période; ce qu'on a gagné pour le blé, on a dû le prendre sur autre chose. Quand on a mis du froment à la place du seigle par exemple, on a eu raison, à la condition toutefois que le sol fût en assez bon état pour que le froment y rapportât plus que le seigle ; mais quand on a étendu la sole de froment aux dépens des cultures fourragères, on a eu

tort. Les cultures fourragères doivent marcher au moins aussi vite que la culture du blé, pour maintenir l'équilibre entre les produits qui fertilisent le sol et ceux qui l'épuisent, et plus d'un symptôme semble indiquer que cette loi suprême de l'agriculture a été fort négligée depuis quelque temps.

Le premier de tous est la diminution considérable des bêtes à laine d'après les documens statistiques recueillis par le gouvernement. On avait constaté, dans le dénombrement de 1852, 33 millions 510,000 têtes de population ovine; cinq ans après, en 1857, on n'en a plus trouvé que 27 millions 185,000 : différence en moins, 6 millions 325,000, près d'un cinquième. Ce désastre a été surtout marqué dans une vingtaine de départemens qui appartiennent presque tous au centre de la France, comme le Cher, l'Indre, le Cantal, la Creuse, etc.; les troupeaux y ont perdu du quart au tiers de leur effectif. On a dû faire un autre recensement en 1862, mais nous n'en connaissons pas les résultats, et il paraît peu probable qu'une pareille perte ait pu se combler en si peu de temps. Tous les cultivateurs se rappellent les grandes mortalités qui ont frappé les moutons dans ces terribles années de 1853 et 1854, si funestes à la population humaine elle-même; la cachexie aqueuse a emporté des troupeaux entiers. Le mal était récent en 1857, et tout annonce qu'il n'est pas encore complétement réparé.

Les porcs ont subi depuis vingt ans une diminution analogue, qui s'explique par la maladie des pommes de terre. Les chevaux sont restés stationnaires. Quant au gros bétail, nous manquons de renseignemens précis; mais, s'il est permis de hasarder une conjecture, on peut dire que le gros bétail a dû s'accroître dans les parties de la France qui approvisionnent Paris et qui ont en même temps les bénéfices de l'exportation; dans la moitié méridionale du territoire, il doit plutôt avoir reculé à cause du déficit que plusieurs années de sécheresse ont amené dans la production des fourrages. On comprend très bien la préférence qu'une agriculture sans capital donne à la culture du blé sur celle des fourrages; la culture du blé est la plus facile, la plus courte et la plus sûre, tandis que l'élève du bétail présente des difficultés, des lenteurs et des chances qui découragent la plupart des cultivateurs, même au prix actuel de la viande. Le véritable progrès, le progrès durable et permanent est pourtant à ce prix.

Quand on demande aux agriculteurs de changer du soir au matin leur système entier de culture, ils se récrient avec raison, car un tel changement exige des efforts et des capitaux qui ne sont pas à la portée de tout le monde. Il a fallu trois quarts de siècle à notre agriculture pour doubler ses produits; elle peut sans doute marcher plus vite à l'avenir, mais à des conditions qui ne se réalisent pas

toujours. Ce qu'elle a de mieux à faire, c'est de s'approprier aux circonstances, sans révolution brusque et radicale, comme sans routine aveugle et obstinée. Tout le monde peut semer un peu moins de blé et un peu plus de fourrages, sans bouleverser de fond en comble l'atelier agricole. Que dis-je? non-seulement on peut le faire, mais on le fait; certainement on a réduit les emblavures cette année à cause de la baisse, de même qu'on les avait étendues pendant la hausse. Il en a toujours été ainsi. Le blé est à bon marché aujourd'hui parce qu'il était cher il y a quatre ans; il sera cher un jour ou l'autre parce qu'il est à bon marché aujourd'hui. Ainsi va la production, se réglant sur le débouché.

Pour le vin, la baisse actuelle a un autre caractère; le vin était réellement trop cher depuis dix ans, il rentre dans son prix naturel. L'exportation, de même que la consommation intérieure, ne peut prendre de nouveaux développemens qu'à cette condition : pour que la France vende à l'Europe ce qu'elle doit lui vendre, il faut que le prix du vin de bonne qualité ne dépasse pas 25 francs l'hectolitre chez le producteur. A ce prix, les vignerons peuvent encore faire des bénéfices, et la consommation peut s'étendre indéfiniment, pourvu que l'impôt ne vienne pas trop contrarier cette expansion, soit en France, soit à l'étranger. Améliorer leur fabrication sans trop élever leurs prix et lutter contre les entraves de l'impôt, tel est le double but que doivent se proposer nos viticulteurs.

Au surplus, la baisse sur les blés et sur les vins aura eu ce bon résultat, qu'elle a tiré les intérêts agricoles de la torpeur où ils sommeillaient. L'agitation qui s'est déclarée dans les sociétés d'agriculture, et qui a gagné jusqu'aux conseils-généraux, a pu s'égarer dans les chimères du système protecteur; elle n'en est pas moins un bon signe. Ce grand pays reprend goût à ses affaires, il sort de sa mort civile volontaire sous un souffle de liberté. Le gouvernement a compris la nécessité de céder à ce réveil; après avoir refusé une enquête publique sur l'état de l'agriculture, il vient de l'accorder. Les enquêtes se multiplient depuis quelque temps; ceux qui croient à l'efficacité de la discussion ne peuvent qu'y applaudir. Tous les intérêts et toutes les opinions vont se faire entendre; la vérité jaillira du choc, comme elle a jailli en 1860 de l'enquête sur l'échelle mobile. Ce n'est plus seulement le système douanier qui est en jeu, c'est tout l'ensemble des questions qui se rattachent au développement agricole. Il faut qu'on sache pourquoi la France est, de tous les pays de l'Europe occidentale, celui où l'agriculture a fait le moins de progrès. La petite question du droit fixe n'est qu'un des moindres détails de cet immense problème qui embrasse toute notre organisation civile, politique et économique.

Pour nous, la question capitale, nous avons à peine besoin de le

dire, c'est celle de la population. Quelles sont les causes qui ont, depuis vingt ans, diminué le nombre des naissances et accru le nombre des décès, de manière à rendre la population presque stationnaire? Tel est le point précis à élucider, car sans consommation point de production, et sans population point de consommation. Nous avons dit souvent notre avis, nous n'y reviendrons pas; nous appelons seulement sur ce grave sujet toute l'attention de ceux qui peuvent être invités à déposer dans l'enquête. Il serait bien à regretter que ce point fondamental disparût sous les accessoires.

On a déjà cherché et on cherchera probablement encore à passionner ce débat en opposant les intérêts des consommateurs à ceux des producteurs. C'est là une tactique facile que les représentans de l'agriculture doivent déjouer. Il n'y a entre ces deux grands intérêts aucune opposition réelle : les consommateurs n'ont pas plus à gagner à la ruine des producteurs que les producteurs à la ruine des consommateurs, ou pour mieux dire producteurs et consommateurs se confondent, car tout le monde produit et consomme à la fois. Pour rendre l'économie politique odieuse à ceux qui portent le poids du travail, on a prétendu qu'elle ne s'inquiétait que du bon marché; il suffira, pour démontrer le contraire, de citer ce qu'écrivait, il y a plus d'un siècle, le fondateur de l'économie politique en France, le sage Quesnay : « Qu'on ne croie pas que le bon marché des denrées est profitable au menu peuple, car le bas prix des denrées fait baisser le salaire des gens du peuple, diminue leur aisance, leur procure moins de travail et d'occupations lucratives et anéantit le revenu de la nation. Qu'on ne diminue pas l'aisance des dernières classes de citoyens, car elles ne pourraient pas contribuer à la consommation des denrées. »

La vie à bon marché est le premier des biens pour un peuple, mais on ne peut obtenir la vie à bon marché que par la prospérité de l'agriculture. Il faut donc éviter avec le même soin ce qui tend à faire baisser artificiellement les prix que ce qui tend à les faire monter sans nécessité. C'est ce que voulait dire Quesnay dans un temps où tous les efforts de la législation n'avaient qu'un but, — le bas prix des grains, sans songer aux conséquences qu'un extrême avilissement pouvait avoir pour l'exploitation du sol et pour la condition de la population laborieuse.

LÉONCE DE LAVERGNE.

LA

CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE

AU MEXIQUE

SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES

II.

LA GUERRE DE PARTISANS DANS L'ÉTAT DE TAMAULIPAS.

I.

Le 15 mars 1864, la rade de Vera-Cruz offrait un singulier aspect d'animation. Sur le môle, épars en groupes bruyans, s'agitait tout un régiment de soldats à la veste rouge. La plage était encombrée de chevaux effrayés de voir rejaillir à leurs pieds les vagues grossies par le dernier coup de *norte*. Le contraste des types rapprochés par l'uniforme, les mille propos joyeux échangés en idiomes divers faisaient aisément reconnaître la contre-guérilla française, prête à continuer dans une région nouvelle du Mexique, — l'état de Tamaulipas, limitrophe des État-Unis, — la tâche si vaillamment commencée dans les terres chaudes de Vera-Cruz (1). La veille, les partisans avaient dit un dernier adieu au bivouac de Camaron, où ils avaient passé l'hiver. Durant toute cette journée du 15 mars 1864, le port de Vera-Cruz fut sillonné de barques char-

(1) Voyez sur la contre-guérilla française dans l'état de Vera-Cruz la *Revue* du 1er octobre 1865.

gées de troupes. Lorsque le transport de l'état l'*Eure* eut englouti dans ses flancs cinq cent cinquante hommes et deux cents animaux, il leva l'ancre et longea la côte, le cap au nord. Appuyés sur les bastingages, les contre-guérillas regardaient s'enfuir les terres chaudes dominées par la cime imposante du pic d'Orizaba. A travers la brume qui envahissait peu à peu l'horizon, chacun revoyait par la pensée et non sans émotion ce pays mystérieux et plein de dangers qu'on avait tant de fois parcouru, ces sentiers où l'on avait souffert; mais à ces sensations mêlées presque de regrets s'ajoutait encore un sentiment de fierté légitime. N'était-ce pas le pauvre partisan qui, par ses courses hardies, avait secondé l'action française dans une partie importante de l'état de Vera-Cruz? Sa tâche était accomplie. Aussi, dès que la côte eut disparu dans le brouillard, le passé s'effaça, et les contre-guérillas, couchés sur le pont, ne parlèrent plus que de l'avenir. A l'idée de l'inconnu, tous les instincts des aventuriers se réveillaient. L'inconnu s'appelait Tamaulipas; c'était un pays presque ignoré des Français, que des sites étranges, une population belliqueuse recommandaient suffisamment à l'ardeur entreprenante d'une troupe de partisans. L'état de Tamaulipas est la large bande de terres chaudes qui succède à l'état de Vera-Cruz sur le golfe du Mexique, et qui s'étend sur un espace de cent-cinquante lieues jusqu'à la frontière des États-Unis.

Après quarante-huit heures de traversée, l'*Eure* avait remonté de quatre-vingt-dix lieues environ au nord, et jetait l'ancre devant la barre de Tampico. Le débarquement commença. Les troupes descendirent sur la plage, près du télégraphe qui relie la mer à la ville. La contre-guérilla, qui avait été récemment renforcée d'élémens et d'officiers pris dans l'armée française, formait presque une petite brigade légère destinée à se suffire à elle-même. Deux compagnies d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, une section d'artillerie suivie d'une ambulance de campagne, se mirent en route le soir. En tête de la colonne marchait M. Du Vallon, capitaine au 3e chasseurs d'Afrique, jeune officier d'un rare mérite sur qui le général Bazaine avait jeté les yeux pour conduire à Tampico et y commander par intérim la contre-guérilla en l'absence du colonel Du Pin, tombé malade. Après une heure de marche, on entrait à Tampico.

Cette cité, la plus importante du Tamaulipas, le second port du Mexique, s'élève, à deux lieues de la mer, sur la rive gauche du Panuco et au confluent de ce fleuve avec le Tamesis. C'est une ville de nouvelle création, fondée en 1824, et qui doit un jour attirer à elle tout le commerce de l'intérieur, toutes les marchandises importées d'outre-mer, et cela aux dépens du premier port

mexicain, celui de Vera-Cruz. Ses comptoirs sont puissans par leurs ramifications dans tout le pays et se relient aux comptoirs d'Europe et d'Amérique. Elle est baignée par les deux principaux fleuves du Mexique, qui, si les travaux publics recevaient une vigoureuse impulsion, deviendraient les deux grandes artères de la navigation. Le Panuco, naturellement navigable à plus de cinquante lieues de son embouchure, traverse, en remontant à sa source, la vallée de Mexico. Le Tamesis, qui, de son côté, offre soixante lieues de parcours facile, s'enfonce à plus de cent lieues dans les terres, suivant la direction de San-Luis. Malheureusement, pour aller de la mer à Tampico, il faut, avant d'entrer en rivière, traverser une barre dangereuse en temps calme, infranchissable quand soufflent les vents du nord. Les terres sont basses, et une ceinture presque continue de bancs où les vagues déferlent avec fureur interdit l'accès de la côte.

Tampico est facile à défendre. Protégé sur le devant par la largeur du Tamesis, sur les derrières par une vaste lagune, à l'extrémité sud par le fort Iturbide, le port domine à son extrémité nord la route qui conduit d'Altamira, la ville la plus voisine, à Ciudad-Vittoria, la capitale du Tamaulipas. Malgré son excellente position, Tampico a été pris et repris dans la guerre de l'indépendance; en 1829, Santa-Anna y remporta une victoire décisive sur les troupes royales. La population s'élève à dix mille âmes environ, dont la cinquième partie est européenne.

Le chef de la contre-guérilla avait été nommé commandant supérieur du port mexicain et du territoire qui en dépendait. Sa mission était donc militaire et politique. Pour bien faire comprendre l'esprit des populations qui allaient relever de notre autorité, il suffira de retracer les derniers événemens dont Tampico avait été le théâtre pendant dix-huit mois : on remontera jusqu'à l'automne de 1862.

Au mois d'octobre de cette année, on n'avait pu réunir encore en nombre suffisant dans le camp français les chevaux et les mulets nécessaires au succès du siége de Puebla. On jeta les yeux, pour combler le déficit, sur le Tamaulipas et principalement sur le port de Tampico. Le 81e régiment de ligne fut chargé d'y faire une descente. L'opération donna de fort médiocres résultats; la remonte de la cavalerie du moins ne fut guère facilitée, car les *haciendas*, gardées par les libéraux, qui tenaient la campagne, reçurent défense d'amener leurs produits chevalins dans la cité occupée par les troupes françaises. Peu de temps après, l'ordre d'évacuer la place fut donné à la colonne expéditionnaire; sa retraite, accomplie sous le feu de l'ennemi, coûta à notre marine la canonnière la *Lance*, qui se perdit sur la barre en protégeant l'arrière-garde de notre infante-

rie. Le port, ainsi abandonné, retomba tout de suite au pouvoir des juaristes, dont il était la principale source de revenus. D'après les statistiques du consulat de France, les recettes annuelles de cette douane maritime s'élevaient à 1,200,000 piastres (6 millions de francs). Après le départ de nos forces navales, les populations compromises s'enfuirent dans les bois, mourant de faim et maudissant la France. Les fonctionnaires accusés d'avoir servi l'intervention furent pendus comme traîtres à la patrie. Les caisses de la douane, où, dans la précipitation de la retraite, on avait laissé une somme d'argent considérable, furent vidées par les libéraux à leur rentrée dans la ville.

En août 1863, la réoccupation de Tampico fut décidée. Un régiment d'infanterie de marine, comptant treize cents baïonnettes et appuyé par l'escadre naviguant sous les ordres du contre-amiral Bosse, opéra son débarquement. Au passage de la barre, le yacht à vapeur la *Jeanne-Darc* fut coulé à fond par la lame. La ville fut cependant reprise sans coup férir. Le drapeau tricolore y flotta pour la seconde fois; mais les guérillas des chefs Carbajal, Pavon, Canales et Mendez se répandirent dans les campagnes voisines. Le commerce avec l'intérieur fut coupé; les recettes annuelles de la douane tombèrent au dessous de 500,000 piastres (2 millions 1/2 de francs). Les troupes restaient agglomérées sur la place; le cimetière était voisin du principal casernement, et la fièvre jaune, qui s'abattit sur la ville, y causa d'affreux ravages. A la fin de mars 1864, le *vomito* sévissait encore à Tampico, et les guérillas étaient toujours aux portes de la ville. C'est à ce moment que la contre-guérilla fut chargée de remplacer le régiment d'infanterie de marine, décimé par la maladie et rappelé en Europe. Quelques jours après notre installation, le colonel Du Pin, redescendu de Mexico, reprit son service. Le capitaine Du Vallon devint commandant en second.

De jour en jour, la situation de Tampico s'aggravait. Les guérillas avaient réussi à couper les communications, même par eau. Sur les rives droites du Panuco et du Tamesis s'étendent les jardins cultivés par les Indiens, dont les produits alimentaient d'ordinaire le marché de la ville. Aucune embarcation chargée de fruits et de légumes n'osait plus désormais franchir le fleuve, et les *aguadores* qui se risquaient pour aller chercher l'eau potable aux sources voisines des remparts étaient salués par des balles. Le second port du Mexique allait être réduit aux viandes salées et à l'eau saumâtre. Un pareil état de choses ne pouvait se prolonger, car notre influence, amoindrie déjà aux yeux des habitans de la cité mexicaine par une première évacuation, était loin de faire des progrès dans ce petit coin du Tamaulipas, le seul encore de cette vaste province

si importante pour le commerce du Haut-Mexique où fût arboré le drapeau français. D'autres signes plus inquiétans révélaient les tendances de l'esprit public. En plein jour, on coudoyait dans les cafés et sur les places des chefs de guérillas bien connus, qui, tout en ayant accepté les profits de l'amnistie, n'avaient pas renoncé à leur projet de soulèvement. En attendant une occasion favorable, ils agissaient en secret dans la place même. La nuit, plusieurs de nos soldats avaient été frappés dans l'ombre. M. de Saint-Charles, chancelier du consulat de France, qui avait toujours fait preuve d'énergie dans un poste vraiment dangereux, avait vu sa vie menacée. Ces faits alarmans se compliquèrent bientôt de tentatives d'agression qui se produisirent au sud comme au nord du Tamaulipas.

Au sud, entre Vera-Cruz et Tampico, à cinquante lieues environ de ce dernier point, se trouve sur le golfe du Mexique le port de Tuxpan, où l'on arrive par mer en remontant six milles de rivière. Depuis deux années, c'était le port libéral, où venaient débarquer les chargemens d'armes et de munitions expédiés des États-Unis et de la Havane à l'armée juariste. A peine le colonel mexicain don Manuel Llorente en avait-il pris possession au nom de la régence de Mexico, que le général Carbajal, attaché à la cause républicaine, réunissant à lui toutes les troupes disponibles, était accouru pour l'en chasser. Le colonel Llorente, poursuivi sans trêve, s'était réfugié, avec trois cents hommes restés fidèles à son drapeau, dans Temapache, village de la Huasteca (1). Au mois d'avril 1864, tous les centres les plus importans de cette région étaient au pouvoir des libéraux : c'étaient les villes de Huejutla, Tancanhuitz et Ozuluama. Le général Carbajal, les commandans Pavon et Canales y guerroyaient au nom de la république avec des forces régulières et avaient fait appel à tous les contingens voisins pour la défense du sol national, foulé aux pieds par les envahisseurs. Le colonel Llorente ne tarda pas à être assiégé dans Temapache, et un courrier vint en son nom à Tampico supplier les Français de courir à son secours pour sauver l'honneur du drapeau de l'intervention déployé dans la Huasteca; mais outre les guérillas qui cernaient Tampico, outre les douze cents soldats de Carbajal, devenu le maître de la Huasteca, une force non moins imposante se concentrait d'un autre côté, prête à se jeter sur Tampico dès que cette ville serait dégarnie de troupes.

Sur la droite, à 60 lieues plus au nord et à 50 lieues dans les

(1) La Huasteca est la contrée des terres chaudes comprise entre le port de Tuxpan et le fleuve du Panuco. C'est un pays accidenté, couvert d'épaisses forêts dont la végétation est si vigoureuse que les murailles de verdure qui bordent les chemins sont impénétrables. C'est le terrain le plus difficile de tout le Mexique, par conséquent le plus propice à la guerre de partisans.

terres, Vittoria, la capitale du Tamaulipas, est couchée au pied des premières montagnes qui vont s'élevant jusqu'au plateau de la ville de San-Luis. Vittoria servait de quartier-général au gouverneur de la province, le général Cortina (1), et à une division juariste qui de jour en jour recevait de nouveaux renforts. Dès les premiers jours d'avril 1864, Cortina avait ordonné à Carbajal, aussitôt après la destruction des forces de Llorente, de courir sur Tampico. Ce mouvement devait être combiné avec la propre division de Cortina, ainsi qu'avec les guérilleros, qui n'attendaient que la nouvelle de la prise de Temapache pour se mettre en route. D'un moment à l'autre, près de 3,000 hommes, aidés par le parti hostile séjournant dans Tampico, pouvaient paraître aux portes de la ville, défendue seulement par 550 contre-guérillas. Il ne nous était plus permis de rester inactifs.

Le 11 avril 1864, sur la grande place de la cathédrale de Tampico, la foule compacte se pressait inquiète au bruit des clairons français. La contre-guérilla marchait à l'ennemi. L'ennemi, c'était Carbajal (2), un officier de grande valeur, de race indienne, brave, intelligent et désintéressé. Avant tout, Carbajal combattait pour la liberté; mais dans son passé politique il y avait un crime, celui d'avoir allumé la guerre civile. Carbajal, comme les gouverneurs d'autres provinces, avait réclamé l'indépendance de son état et avait voulu s'affranchir de l'autorité du président de la république. En haine de Mexico, il s'était jeté dans les bras des Américains du nord, dont la secrète influence croît chaque jour dans cette province du Tamaulipas, qu'ils convoitent ardemment. Il faut reconnaître aussi cependant qu'au premier cri de la patrie en danger il avait offert son épée à Juarès pour la défense de la république. Tel était l'adversaire qu'on allait combattre sur son propre terrain. Chaque fois en effet que le général Carbajal, qui tient depuis longtemps la campagne et qui n'a pas cessé de nous résister avec une vaillante énergie, s'est senti serré de trop près, il a transporté le théâtre de la guerre dans la Huasteca, qu'il parcourt depuis son enfance, et où il exerce une action immense sur les populations indiennes. C'est dans la Huasteca que la contre-guérilla devait se rendre à marches forcées au secours de Llorente, gravement compromis.

(1) Le gouverneur Cortina, agent reconnu des Américains du nord, ne devait son grade de général qu'à une insurrection militaire où il avait été surtout servi par son audace.

(2) Depuis trois ans de luttes, plusieurs chefs de bandes nommés Carbajal ont été poursuivis par nos armes dans les états de Puebla et de Mexico; mais tous ces généraux improvisés n'étaient que des aventuriers ou des détrousseurs de grands chemins, abrités malheureusement sous la bannière républicaine, qui favorisait leurs exactions. Quant au général Carbajal du Tamaulipas, c'est un type d'homme de guerre trop rare au Mexique.

II.

On ne se rendrait pas un compte exact des élémens de résistance que Carbajal allait opposer aux armes françaises, si l'on ne connaissait un peu le caractère de la Huasteca et de ses habitans. Les terres chaudes connues sous le nom de *Huasteca* comprennent quatre districts relevant de trois états différens. Au sud, les districts de Tuxpan et d'Ozuluama appartiennent à l'état de Vera-Cruz. A l'ouest, celui de Huejutla dépend de la province de Mexico, et au nord le district de Tancanhuitz se rattache à l'état de San-Luis de Potosi. Par suite de la grande distance de leurs capitales respectives, les principales villes de ces districts, Huejutla et Ozuluama en première ligne, ont su étendre au loin leur autorité politique et militaire, et l'esprit d'indépendance locale s'est développé dans la Huasteca d'autant plus librement que la population, presque entière d'origine indienne, était facile à manier. Quelques familles blanches, abusant sans scrupule de l'autorité, réduisirent d'abord la race indienne à l'état de vassalité. Plus tard, après avoir dépouillé les Indiens de leur sol, ces familles s'emparèrent des individus, et l'esclavage le plus honteux convertit les hommes en bêtes de somme. Les travaux d'agriculture, les défrichemens et les transports de marchandises devinrent le lot naturel des pauvres Huastèques, qui dans leur décadence pouvaient évoquer de fiers souvenirs. Le bâton répondait à leurs demandes quand ils osaient réclamer après un rude travail le modique salaire gagné à la sueur de leur front. Ces traitemens barbares eurent bientôt décimé les aborigènes, et le plus fertile pays d'Amérique, faute de bras indispensables aux cultures, se couvrit de forêts, où quelques Indiens fugitifs, condamnés à vivre de grains de maïs et de viande sauvage, cherchèrent un refuge contre le *lasso* qui les enlevait à leur famille pour le service militaire. Carbajal connaissait l'ancienne énergie de ses compatriotes; il la réveilla en exploitant secrètement la haine des ilotes contre la race blanche. La Huasteca tout entière s'insurgeait à sa voix dès le début de la guerre. Les mots de liberté et de propriété eurent de l'écho jusqu'au fond des bois, et les villages préparèrent leurs armes pour repousser les Français, qui ramenaient avec eux, assurait-on, le règne de l'oppression et de la violence espagnoles. Comme en Algérie, sur les pics de la Kabylie, les feux s'allumèrent au sommet des *cerros* (montagnes), et par ces signaux les Huastèques purent apprendre que la contre-guérilla sortait de Tampico se dirigeant vers le sud. La colonne expéditionnaire n'était pourtant pas bien forte. Cent quarante fantassins, cent vingt-cinq cavaliers et vingt artilleurs suivis de deux obusiers de

montagne, tel était l'effectif du petit corps de partisans dont l'audace allait défier un ennemi imposant par le nombre. La moitié de la contre-guérilla restait chargée de veiller à la défense de la ville, prête à déjouer les projets hostiles des habitans, qui attendaient avec impatience l'amoindrissement de la garnison pour appeler le chef libéral Cortina.

A un quart de lieue au-dessous de Tampico, en face du fort Iturbide, le Panuco, grossi des eaux du Tamesis, a plus de 800 mètres de large. A ce point seul, les deux berges sont d'un abord facile. Le Tamaulipas est la province du Mexique le plus arrosée de vastes cours d'eau, mais les ponts y sont inconnus. Des embarcations réunies dans la nuit à cet endroit du Panuco se chargèrent de troupes. Ce fut un curieux spectacle que ce passage de rivière. Près de deux cents chevaux ou mulets, sans selle ni harnais, sont lancés dans le courant au milieu des cris des cavaliers qui les poussent par derrière. Ce troupeau en liberté traverse le fleuve à la nage; les uns sont essoufflés, les autres lèvent la tête en hennissant. Les hommes, avec les selles, les canons et le matériel, emportés dans des canots, abordent à l'autre rive. A peine à terre, chacun de courir après sa monture. En une heure, le passage était terminé. On marcha sur la Huasteca.

Plusieurs exprès avaient déjà été expédiés au colonel Llorente, lui portant avis du départ des renforts qui devaient le dégager et lui permettre de poursuivre à son tour l'ennemi, pris entre deux feux. Tout faisait donc présumer que Carbajal, rapidement prévenu de la sortie de la contre-guérilla, lèverait aussitôt le siége de Temapache pour venir occuper la ville d'Ozuluama, placée à égale distance de Temapache et de Tampico. De cette ville, perchée sur une éminence qui offre une position des plus fortes à ses défenseurs, une poignée d'hommes peut barrer la route à une division tout entière, d'autant que, si de nombreuses citernes approvisionnées par les pluies offrent à l'assiégé une précieuse ressource, la plaine, dans un rayon de dix lieues, ne contient pas une goutte d'eau potable. En trois jours, la colonne française franchit une distance de vingt-cinq lieues à travers des sables brûlans et des marécages desséchés. Pendant la dernière nuit, les sons du tocsin d'Ozuluama, qui appelaient aux armes tous les contingens, arrivèrent jusqu'au bivouac. Carbajal de son côté approchait. Cependant avant midi la contre-guérilla, luttant de vitesse, occupa la ville, d'où la population s'enfuit à son approche. Seuls les malades et les blessés juaristes, évacués depuis le commencement du siége de Temapache, étaient couchés dans les maisons, qui furent respectées. Huit caisses de fusils et de munitions avaient été abandonnées par les fuyards. A la nuit tombante, un courrier de Cortina à Carbajal, croyant en-

trer dans une ville encore amie, tomba dans nos avant-postes. Il arrivait de Vittoria. Une dépêche fut trouvée soigneusement cachée dans un morceau de viande saignante pendu à sa selle. Cortina appelait en toute hâte Carbajal sous les murs de Tampico, en lui recommandant d'éviter le combat avec les Français, qui se préparaient, ajoutait-il, à une expédition sur la rive droite du Panuco. Comme on le voit, malgré les distances, Cortina recevait d'exacts et de prompts renseignemens. De son côté, Carbajal avait levé le siége de Temapache et s'était avancé à marches forcées pour barrer le chemin à la contre-guérilla; mais il avait été devancé dans l'occupation d'Ozuluama. Devant ce mécompte, il s'était prudemment arrêté à douze lieues de la ville indienne. Le colonel Llorente, désormais libre, n'avait pas encore donné signe de vie.

Il importait de couper toutes les communications de la Huasteca avec le Tamaulipas, il importait surtout de laisser ignorer à Carbajal les projets de Cortina, afin de pouvoir combattre séparément les deux corps avant qu'ils eussent opéré leur jonction, qui eût inévitablement amené la prise de la ville de Tampico, vouée d'avance par le général en chef juariste, d'après la dépêche interceptée, à quarante-huit heures de pillage en punition de son inertie devant l'étranger. Aussi le courrier saisi avait-il été attaché à un poteau avec de bonnes cordes et confié à la garde d'un petit poste. Vers le matin, le courrier s'évada; ses liens avaient été tranchés par derrière. Le tirailleur Estrade, séduit par l'or du prisonnier, avait trahi ses compagnons d'armes. Le châtiment fut prompt. En présence des blessés mexicains sortis de leurs maisons, le traître fut dégradé militairement sur la place d'Ozuluama, déclaré indigne de la qualité de Français et chassé comme infâme. De la place, il fut conduit aux avant-postes, avec promesse de recevoir une balle comme espion, s'il cherchait à rejoindre le corps où il s'était volontairement engagé et dont il était expulsé à jamais. Le malheureux avait mérité qu'on le fusillât; mais la sévérité de cette dégradation militaire et le mépris jeté à la face du coupable produisirent peut-être un meilleur effet sur une troupe qui comptait alors vingt-deux nationalités dans son sein (1), et chez qui il fallait éveiller le point d'honneur pour la mieux diriger.

Les troupes de Carbajal, qui occupaient le pays depuis plus d'un an, avaient une véritable réputation de solidité. Elles comptaient cinq bouches à feu. Dans les derniers temps, elles s'étaient recrutées de *vaqueros* (gardiens de troupeaux) du Tamaulipas, d'Américains du Texas et (chose triste à dire) de déserteurs français échap-

(1) Un des types les plus curieux était un noir de Tombouctou aussi brave qu'infatigable. Il ne parlait jamais que par monosyllabes et traitait les nègres avec le plus grand mépris; il avait peut-être été roi dans son pays.

pés de Puebla et de Mexico. Carbajal était assez intelligent pour savoir que la contre-guérilla ne retournerait pas à Tampico sans lui offrir le combat. Il fit un mouvement en arrière pour l'attirer davantage au plus épais des terres chaudes, là où il pouvait d'avance choisir le meilleur terrain et le fortifier. Il établit son camp à San-Bartolillo. C'est un groupe de cabanes, de *ranchos,* couverts de branches de palmiers, cachés sous d'épais orangers, qui commande la plaine tout en se reliant par derrière à une forêt vierge. Deux jours après, la contre-guérilla venait prendre position en face de San-Bartolillo, dans une petite bourgade nommée Tantima. Celle-ci était déserte; la population de Tantima est pourtant blanche et métisse, mais on avait fait courir le bruit par d'adroits émissaires répandus dans toute la Huasteca que les contre-guérillas étaient d'une grande férocité, sans respect pour les choses les plus sacrées. Les *noirs,* ajoutait-on (1), mangeaient les enfans. Cette absurde réputation, compréhensible pourtant dans le voisinage des Indiens *bravos,* qui sont anthropophages, nous a précédés dans tout le Tamaulipas, et longtemps les femmes se sont présentées seules devant leurs maisons lors de notre passage dans plusieurs localités. Le stratagème, quoique grossier, avait réussi, et la peur des *colorados* avait chassé toutes les familles de leurs foyers. Depuis le départ de Tampico, les vivres étaient devenus rares; à Tantima, il n'y avait même pas de volailles, cette grande ressource du pays. On dut aller à la découverte, puisque l'ennemi faisait le vide partout où passait la colonne. Vers le soir, dans un champ de maïs, un détachement envoyé en reconnaissance essuya une vive fusillade. Carbajal ouvrait le feu : c'est qu'il était prêt et que ses espions lui avaient sans doute rapporté que le colonel Llorente, dont on n'avait aucune nouvelle, ne marchait pas sur ses derrières.

Malgré la maigre soupe qu'on avait mangée, cent fantassins se préparèrent à une attaque de nuit dirigée contre Carbajal à San-Bartolillo. Le reste de la troupe devait former la réserve. Des Indiens rencontrés sur le chemin s'étaient offerts pour guider la colonne d'attaque; au moment du départ, ils avaient disparu. Vers deux heures du matin, on apprit que l'ennemi levait le camp à la hâte et se dirigeait sur le gros village de San-Antonio, situé à trois lieues plus en arrière. Ce mouvement de nuit, ces guides disparus, cette brusque retraite qui semblait faite pour amorcer la poursuite, tout présageait une ruse de guerre. Carbajal n'avait-il pas fortifié San-Antonio pendant les deux derniers jours, et n'avait-il pas masqué ses travaux défensifs en bivouaquant à San-Bartolillo?

(1) Notre cavalerie comptait en effet deux pelotons d'Arabes plus ou moins foncés, qui avaient conservé la coutume africaine de pousser des cris aigus pendant le combat.

Le 18 avril, à six heures du matin, lorsque la contre-guérilla sonna la marche, ses éclaireurs fouillaient déjà San-Bartolillo, que l'ennemi venait d'évacuer. Les feux fumaient encore; les vautours, troublés dans la curée, tournoyaient au-dessus des débris des animaux fraîchement abattus; mais, à bien compter les peaux étendues sur le sol, il était aisé de voir que les douze cents soldats de Carbajal n'avaient pas tous campé dans ce même bivouac. A la sortie du village, le pays devenait montueux et tourmenté. Sur la cime la plus voisine, éclairée par un beau lever de soleil, se profilaient à l'horizon les silhouettes de cavaliers aux aguets, couchés sur l'encolure de leurs chevaux et sondant du regard les chemins creux de San-Bartolillo, encore noyés dans l'ombre. Une décharge de coups de carabine tirés par l'avant-garde, qui s'était glissée à bonne portée dans les rochers, mit du désordre dans le groupe mexicain, qui commença de battre en retraite, mais lentement, sans brûler une cartouche, contre l'habitude des guérillas. Peu à peu ils pressèrent l'allure de leurs chevaux, parfois on les voyait disparaître au sommet d'une colline ou au détour d'un sentier. Plusieurs taches de sang qui avaient rougi les feuilles mortes marquaient la halte qu'ils venaient de quitter. La contre-guérilla s'était élevée lentement au faîte d'un mamelon; sur l'autre versant, le terrain changea brusquement d'aspect. C'était une petite plaine boisée; au bout de la plaine, sur un plateau aride aux pentes blanchâtres et ravinées, se groupaient les maisons du village de San-Antonio. Le silence était complet. En arrière du village, sur le dernier plan, quelques vedettes circulaient dans les broussailles.

La rue principale de San-Antonio était parallèle au chemin par où débouchait la colonne française. Au centre, la hauteur était couronnée par une église solidement construite, quoiqu'en pisé. L'église était défendue par une palissade de gros pieux en bois dur étroitement serrés et hauts de quatre pieds; on eût dit un rectangle dont le grand côté avait quarante mètres de long. Sur le derrière, l'enceinte était fermée par un mur en pierres sèches. Au pied de la façade principale, la raideur des escarpemens rendait la place inexpugnable. Toutes les ouvertures des maisons voisines étaient fermées et percées de meurtrières. A trois cents mètres sur la droite, un second mamelon dominait San-Antonio; c'était un cimetière aussi fortement palissadé que l'église. Sur la gauche, le village était bordé de fourrés où l'on voyait reluire les fusils, comme les faux dans les blés un jour de moisson; çà et là des touffes d'aloès. Tel était le champ de bataille choisi par Carbajal.

La contre-guérilla avait donné quelques momens aux préparatifs du combat. Lorsqu'elle fut massée, elle s'engagea résolûment dans la plaine; derrière un pli de terrain qui l'avait masqué aux re-

gards, un *arroyo* à sec coupait la route. Les débris du pont, détruit la veille par l'ennemi, gisaient au fond du ravin. Le capitaine Du Vallon s'élança bravement à la tête d'un escadron; s'enfonçant au grand trot dans un chemin qui s'ouvrait à gauche dans la broussaille, il entreprit de tourner le village, encore silencieux. Le colonel Du Pin, suivi d'un groupe de cavaliers, franchit l'*arroyo* et monta directement vers l'église; mais l'église, les maisons et les jardins vomirent aussitôt le feu par toutes les ouvertures; les projectiles mexicains, dirigés avec une précision inouie, balayèrent la route où s'était avancé le colonel. Au même instant, dans les fourrés de gauche, retentit le bruit d'un engagement livré par la troupe de cavalerie lancée en reconnaissance. Il était huit heures et demie du matin. Le second escadron se replia pour s'abriter dans le lit du torrent pendant qu'une compagnie d'infanterie s'avançait par la droite en se glissant dans la broussaille. Sur la berge de l'*arroyo* furent mis en batterie les deux obusiers de montagne pour soutenir le mouvement des fantassins; de là ils envoyaient obus et mitraille sur l'église, le véritable réduit de la place. Les balles des Mexicains frappaient sans relâche; le fourré n'en fut pas moins enlevé à la baïonnette. Après le fourré, il restait à traverser à découvert le plateau dominé par les meurtrières des maisons qui flanquaient l'église. On traversa le plateau; mais morts et blessés tombèrent parmi les assaillans. Le capitaine qui marchait en tête de la compagnie d'infanterie, M. Vallée, officier de zouaves, avait eu le haut de la cuisse transpercé d'une balle : il resta à son poste; lorsque ses forces furent épuisées, il défendit qu'on l'emportât à l'ambulance dans la crainte de diminuer le nombre des combattans, déjà trop réduit. Sur tous les points d'ailleurs, la lutte était engagée; vis-à-vis la façade de l'église, une partie de l'infanterie s'était précipitée à l'assaut par les pentes les plus raides. Cette attaque de front était la plus acharnée, car en avant du réduit se trouvaient une vingtaine de cases garnies de tirailleurs mexicains. Du premier élan nos soldats emportèrent quelques maisons; mais, arrêtés par un feu plongeant à 100 mètres environ de la palissade, ils payèrent cher leur succès d'un instant : le sol se joncha de vestes rouges. — Le sous-lieutenant Prieur, qui dirigeait cette colonne, s'affaissa, la jambe gauche brisée et les reins déchirés, sans qu'on pût l'emporter; pendant trois heures, il resta sur le sol sous un ciel brûlant. Presque à ses côtés le sous-lieutenant Perret, frappé d'un coup de feu à la hanche, tenait encore ferme à la tête des siens. Un peu plus loin, le capitaine Du Vallon, à peine entré sous bois, s'était vu accueilli par une grêle de balles: sur ses deux flancs étaient embusqués des fantassins mexicains; sur la route l'attendait face à face la cavalerie de Carbajal. La charge fut entraînante,

et la déroute de l'ennemi complète. Des bandes de chevaux sellés et bridés, galopant en liberté, dépassèrent le village sans leurs cavaliers; mais à moitié course le capitaine Du Vallon avait jugé la gravité de la situation de l'infanterie française. Résolu à profiter de l'élan de ses hommes, doublé par un premier succès, sans hésiter il se lança à fond de train sur l'église, du côté où ne se découvrait aucun obstacle, et escalada la dernière pente qui l'en séparait. Le choc devait être décisif; mais l'escadron vint se briser contre une muraille infranchissable : là, d'habiles tireurs se levèrent d'un fossé intérieur et ripostèrent par plusieurs décharges à bout portant; hommes et chevaux roulèrent au pied de la pente. Il fallut se retirer. Le capitaine Du Vallon avait le haut de la poitrine traversé de deux balles de *rifle;* malgré la perte de son sang, après avoir chancelé sous le coup, il resta en selle et ramena l'escadron mutilé, mais en bon ordre; arrivé près du colonel, à bout de force, mais non d'énergie, il se fit descendre de cheval et placer près des deux obusiers de montagne dont il surveillait le tir; son regard était calme, mais triste. C'est qu'en effet la journée s'annonçait mal : il était midi, le soleil frappait d'aplomb; ni hommes ni bêtes n'avaient pris aucun aliment depuis la veille malgré la marche de la nuit. Les pertes étaient déjà sensibles, et le tir des pièces, trop éloignées de la place, produisait peu d'effet.

Par bonheur, les canons de Carbajal étaient restés muets : sans doute, pour rendre sa marche sur Ozuluama plus rapide, il les avait laissés en arrière. L'affaire urgente était de rapprocher les obusiers du village, de les porter sur une éminence qui dominât l'église : à cette heure, l'unique salut était là; mais les hisser sous le feu et à dos d'homme était difficile. Pourtant il fallait agir sans retard. L'ennemi, bien barricadé, subissait peu de pertes; il attendait que la contre-guérilla fût fortement entamée pour faire à son tour une sortie. Déjà des hauteurs voisines on voyait descendre les contingens des environs, accourus au bruit du canon pour assister et prendre part au massacre des Français, dont les munitions commençaient à s'épuiser. Trois fois il avait fallu lâcher pied. Enfin les artilleurs se dévouèrent. Dans le trajet, l'un d'eux, en portant un affût, eut une jambe traversée. On ordonna de l'évacuer. « J'ai encore une jambe au service de la France, » répondit-il, et il continua son ascension. Quelques pas plus loin, il tomba, l'autre jambe brisée. Après deux heures de travail, les obusiers couronnèrent les hauteurs du cimetière. La journée était gagnée. Les pièces étaient à bonne portée; à chaque coup d'obus, les pieux de la palissade volaient en éclats, éclaboussant les défenseurs pris d'écharpe. Les projectiles enfilaient les portes de l'église, où étaient entassés plus de six cents soldats, déjà moins confians dans l'épaisseur des mu-

railles. — Ralliement au cimetière fut le mot d'ordre. Vers trois heures et demie, on avait pu réunir quatre-vingts fantassins. Les cavaliers grimpèrent à pied, traînant leurs montures par la bride. On forma deux colonnes serrées. L'artillerie redoubla ses ravages, et la contre-guérilla se lança à l'assaut en faisant un suprême effort. Le cri de « vive la France » fut poussé par bien des poitrines; pour plusieurs, c'était l'adieu à la patrie. On s'empare des maisons au pas de course; portes et défenseurs tombent sous les coups de crosse. L'officier Sudrie, à la tête de la charge, veut franchir la palissade; il enlève son cheval, qui s'éventre en retombant sur les baïonnettes, et lui-même roule à terre l'épaule baignée de sang. Fièrement campé à la brèche de la palissade, un officier mexicain (volontaire des États-Unis) barre le passage : un *revolver* à chaque main, il fait feu sur les assaillans et arrête les fuyards de sa propre troupe; mais le passage devient libre. La mêlée s'engage, les vestes rouges se ruent au galop jusqu'au pied de l'autel, où la boucherie commence. Dans une chapelle latérale, dans toutes les attitudes de la mort, on voit couchée une file de cadavres abattus par le même projectile. Les contre-guérillas, exaspérés de leurs pertes et des insultes grossières des Mexicains, ne font pas de prisonniers. La poursuite se continue dans toutes les directions. Au coucher du soleil, lorsque la cavalerie fut ralliée, on fit l'appel. Les pertes des partisans français étaient sérieuses : sur deux cent quatre-vingt-cinq combattans, onze tués et trente-deux blessés, sans compter les contusionnés. Parmi dix officiers présens, six étaient grièvement atteints. Le baptême de sang de la nouvelle contre-guérilla avait été glorieux.

Après le combat, on ramassa un seul prisonnier; il avait deux trous à la poitrine. C'était don Adolfo de la Garza, aide-de-camp de Carbajal; il avoua la mort de quinze officiers juaristes dont il donna les noms. Il désigna parmi les morts les cadavres de trois capitaines américains et d'un commandant mexicain, ancien déserteur français. A l'entrée du cimetière était étendu le cheval de bataille de Carbajal : sa seconde monture était au pouvoir du colonel Du Pin. A la selle, on trouva suspendu un long poignard dont le manche en acier portait cette devise en espagnol : « Carbajal. Libre ou mourir. » La mitraille avait fait dans sa troupe de grands ravages. Près de deux cents fusils, cinquante-six *rifles* américains sortant récemment de fabrique, le drapeau du 1er bataillon du Tamaulipas percé d'une balle, le guidon de Carbajal déchiré par un éclat d'obus et cinq balles, l'étendard de sa cavalerie, la caisse contenant 796 piastres (près de 4,000 francs), tels furent les trophées conquis par deux cent-quatre-vingt-cinq contre-guérillas, vainqueurs de mille deux cents Mexicains retranchés. San-Antonio regorgeait

de provisions de toute sorte. On songea d'abord aux blessés, installés déjà dans une bonne ambulance, grâce aux soins du docteur Thomas, qui avait passé la journée à faire des opérations sous le feu de l'ennemi. Quatre habitans étaient seuls restés dans le village, le curé et trois Espagnols, qui s'empressèrent d'ouvrir leurs *tiendas* et de se rendre utiles. Les ombres de la nuit avaient grandi; tout retomba bientôt dans le silence.

III.

Pendant le combat, Carbajal, mal secondé par sa troupe dès qu'elle se sentit écrasée par la mitraille, s'était multiplié sur les points les plus périlleux. Plusieurs fois pendant l'action, on avait aperçu bravement monté sur les parapets un Mexicain à l'allure vigoureuse, de taille moyenne, aux cheveux bruns et au teint cuivré, coiffé d'un *sombrero* de paille, vêtu d'une courte pelisse de noir astrakan et de *calzoneras* (1) de cuir jaune à boutons d'argent. Il était armé d'une carabine Sharp qui plus tard devait enrichir la galerie d'un collectionneur émérite, le général Neigre. C'était Carbajal, qui visait lui-même avec une remarquable adresse les officiers français, reconnaissables à leurs insignes. Le capitaine Du Vallon avait été frappé de sa main. Au moment du dernier assaut, le général juariste s'était adossé à l'angle de l'église. Au fort de la déroute, il avait été blessé à la jambe droite : pressé vivement par nos cavaliers, il disparut dans le fourré après avoir sauté dans un ravin où il se luxa l'épaule. Cloué par la douleur, il resta caché dans une mare d'eau jusqu'à la nuit. Quand l'obscurité fut complète, brisé de souffrance et grelottant de froid (il s'était dépouillé de sa pelisse dans la crainte d'être reconnu), il put s'emparer d'un cheval tout harnaché qui paissait en liberté. Il se mit péniblement en selle et s'en alla errant au hasard, le *revolver* au poing. Un Indien qu'il rencontra lui servit de guide. Le lendemain, il passait à Ozuluama, ramassait quelques fuyards, et huit jours après son désastre entrait à Vittoria dans la maison de Cortina, suivi d'une centaine de soldats de San-Antonio ralliés sur le parcours. Il confia lui-même tous ces détails à son cousin don Martin de Leon, consul américain à Sotto-la-Marina, ville du Tamaulipas où, six mois plus tard, ce parent de Carbajal nous racontait à table cet épisode. Pendant que nous écoutions son récit, il faisait évader Car-

(1) Pantalons collans du pays, se boutonnant extérieurement sur les deux côtés et s'ouvrant de bas en haut, pendant les chaleurs, jusqu'au genou; de cette ouverture s'échappe un second pantalon flottant sur la cheville, en étoffe blanche et aux larges plis.

bajal, caché à quelques lieues de là dans un de ses *ranchos* où nous devions aller le surprendre la nuit suivante.

Le combat de San-Antonio fit grand effet dans la Huasteca, et les conséquences en furent heureuses. Pendant la lutte, le village avait été fort maltraité. Plusieurs cases avaient été enfoncées et brûlées. De grand matin, les Indiens, inquiets sur le sort de leurs maisons, rentrèrent peu à peu en se glissant à travers les jardins. Quand un certain nombre d'habitans fut de retour, le colonel donna l'ordre de les amener avec douceur au camp, dont l'aspect ne leur parut pas trop farouche. Là, en compensation de leurs pertes, méritées probablement pour plusieurs d'entre eux, ils reçurent des piastres et bon nombre de chevaux ou mulets enlevés à l'ennemi. Ces braves gens restèrent ébahis de ces libéralités, habitués qu'ils étaient à toujours donner au plus fort et à ne jamais rien recevoir. Depuis un an surtout, les bandes juaristes avaient frappé le pays de réquisitions de toute nature, et les Indiens commençaient à sentir tout le poids de la guerre sainte prêchée par Carbajal. Son désastre porta un nouveau coup au prestige de ses armes, et de village en village se répandit la nouvelle que les Français étaient humains et payaient les denrées qu'ils demandaient. En outre une proclamation du colonel Du Pin, appelant la race huastèque à un prochain affranchissement, appuyée aussi d'actes de prompte justice contre des métis convaincus de cruautés commises sur leurs terres, acheva d'opérer dans cette partie du pays une réaction immédiate. Les Indiens, qui étaient descendus de leurs collines le 18 avril pour applaudir à la défaite de la contre-guérilla, qui semblait perdue vers le milieu de la journée, affluèrent à San-Antonio, offrant leurs services et leurs marchandises. Les *pueblos* désertés se repeuplèrent, et de bonnes provisions d'*ojite* (1) apportées au bivouac vinrent à propos réparer les forces des chevaux, qui étaient privés de fourrage depuis le départ de Tampico. Pour témoigner de leurs bonnes dispositions, les Indiens d'un village distant de trois lieues, — Amatlan, — appelèrent, malgré les métis, les contre-guérillas, qu'ils dirigèrent dans leur recherche de l'artillerie de Carbajal, restée en arrière. Munitions, affûts, roues et canons, tout tomba au pouvoir de la contre-guérilla, qui s'empara ainsi de trois obusiers de montagne et de deux *esmeriles*, petites pièces en fer montées sur pivot, qui envoient des boulets de deux livres.

Il fallut bien songer au départ de San-Antonio. La contre-guérilla avait rendu les derniers honneurs à ses morts. L'ambulance

(1) L'*ojite* est le fourrage de ce pays, où les pâturages sont rares et de mauvaise qualité. Ce sont les feuilles tendres et vertes d'un arbre très répandu dans certaines zones des terres chaudes, et qu'il faut cueillir à l'extrémité des branchages.

était organisée. Les blessés, presque tous grièvement atteints, reposaient sur des litières fabriquées à la hâte avec des nattes; l'évacuation sur Tampico était urgente, si on voulait les sauver. On était rassuré d'ailleurs sur le sort du colonel Llorente, qui, sans répondre aux six courriers qu'il avait reçus, était tranquillement rentré à Tuxpan, dès qu'il avait été dégagé. Pour lui rendre justice, il faut dire qu'il avait peu inquiété Carbajal sur ses derrières; il avait préféré lui tourner le dos. Les résultats du combat eussent été tout autres, si les fuyards avaient été cernés : c'était la destruction complète d'une bande qui devait renaître plus tard. Un septième courrier, impérieux cette fois, fut expédié à Llorente, lui intimant l'ordre de se rendre au camp du colonel Du Pin.

Au départ, les Indiens se pressèrent en foule pour porter les litières sur leurs épaules. Le convoi se mit en route. Les porteurs se relayaient toutes les dix minutes. La chaleur était suffocante, et le sentier difficile. Amatlan se trouvait sur le passage : l'église, vaste et bien aérée, fut convertie en hôpital. La population d'Amatlan se compose d'Espagnols et de métis blancs; elle s'était levée aussi en faveur de Carbajal. Là, comme dans le reste du Mexique, les métis étaient les ennemis naturels du nom français, car ils savent que nos principes de liberté changeront tôt ou tard en hommes libres les pauvres ilotes indiens qu'ils pressurent. Les Indiens *mansos* (agriculteurs) commencent d'ailleurs à se lasser de la servitude ; ceux de la Huasteca en particulier méritent un meilleur sort ; ils sont travailleurs et aiment leur sol. Leurs cultures, quoique restreintes, sont soignées, et l'art de l'irrigation est poussé fort loin parmi eux. Leur costume est primitif; il se compose d'une tunique brune serrée à la ceinture, d'une culotte blanche et d'un chapeau de paille qu'ils tressent eux-mêmes. Les pieds nus ou chaussés de la sandale de cuir, ils parcourent facilement de grandes distances, comme les coureurs kabyles, souvent avec une lourde charge sur la tête. Ils se plaisent à tailler dans le bois et la pierre des saints dont les formes dures ont la raideur hiéroglyphique de leurs anciennes idoles. Le goût des fleurs est si vif chez eux qu'avec un simple couteau ils découpent des bouquets dans le premier morceau de bois tendre. Ils se servent artistement des plumes de ces grands oiseaux aux couleurs vives qui les visitent pendant l'hivernage. Rien de gracieux comme l'éventail fait avec les deux ailes rosées du flamant spatule. Sur leurs lagunes, on retrouve ces *chinampas* qui animaient jadis les lacs de Mexico, ces bateaux plats convertis en jardins flottans. La race féminine est belle, d'un sang riche. Les Indiennes portent aussi la tunique brune nouée à la taille et le *rebozo* jeté sur la tête comme la mantille. Leurs cheveux noirs

tombent en longues nattes sur leurs épaules. La déférence des Indiens pour le curé tient presque de l'idolâtrie. Dans la nuit que nous passâmes à Amatlan, nous en eûmes un exemple curieux. Une case de chaume prit feu : le vent soufflait avec impétuosité; les cases voisines s'enflammèrent en communiquant l'incendie à l'église, qui servait d'hôpital. En un instant, les Indiens se pressèrent pour enlever les blessés et les installèrent sous de grands platanes, dont le dôme de verdure les préservait de l'humidité. Sur le maître-autel de l'église, la statue d'un christ en bois était déjà enveloppée par les flammes. C'était l'héritage sacré de leurs pères, réputé au loin pour ses miracles. Les Indiens, pleins de douleur, s'étaient agenouillés pour prier; pas un n'osait porter la main sur la sainte image : le curé était absent. Un Grec de la contre-guérilla traversa le feu et l'enleva prestement. Les Indiens emportèrent le christ en triomphe, et chacun voulut baiser les mains du héros. Le lendemain au départ, ils firent au Grec un brillant cortége, les mains chargées de fleurs et de fruits.

La population de Temcoco, village purement indien, où l'on se reposa le soir, accueillit avec empressement les Français. L'hospitalité fut généreuse. Les habitans étaient venus en masse au-devant du convoi. Les porteurs de litières, fatigués d'une étape parcourue sur les cailloux, furent vite remplacés. Le zèle des nouveau-venus n'avait pas attendu la distribution d'une piastre qui se fit le soir, devant le feu de bivouac, à chacun des porteurs, alignés sur deux rangs et stupéfaits de leur bonne aubaine. Les soldats de Carbajal n'étaient pas si généreux.

La route pour le retour n'était pas la même que celle que la contre-guérilla avait suivie à sa sortie de Tampico. L'itinéraire adopté à cette heure se rapprochait de la mer; on voulait gagner le village de Tamiahua, placé au bord de la lagune qui communique avec le Panuco. Le chemin par eau devait abréger les souffrances des blessés, dont les membres endoloris souffraient le jour de la chaleur et la nuit des piqûres des maringouins. Dans ce dernier trajet, l'arrière-garde signala un nuage de poussière qui grossissait à l'horizon en se rapprochant de la colonne. On fit halte : un brillant cortége d'officiers couverts de broderies déboucha au galop. C'était le colonel Llorente, fièrement entouré de son état-major et de sa cavalerie, quarante et un officiers et neuf simples soldats armés de lances ! Ce sont les proportions ordinaires au Mexique; comment le budget pourrait-il y suffire? L'entrevue des deux colonels fut animée. Le chef mexicain désirait voir la contre-guérilla revenir sur ses pas, pour l'installer dans son commandement de Tuxpan avec toute la pompe désirable. De plus, il demandait de

l'argent et les canons pris à Carbajal pour protéger sa résidence. Il est à croire que les canons auraient eu eux-mêmes bientôt besoin de protection. Toutes ces prétentions furent rejetées, et on lui témoigna l'étonnement qu'avait causé son humeur pacifique et sa mollesse à poursuivre Carbajal; néanmoins la séparation fut assez cordiale.

Le chemin était raviné et rocailleux. Les Indiens s'attelèrent aux pièces pour les traîner jusqu'à Tamiahua. On y passa vingt-quatre heures à organiser l'évacuation des blessés. Tous les bateaux plats du lac étaient réunis à un seul embarcadère; lorsqu'ils furent chargés, on partit sous escorte. La flottille s'avançait lentement; la lagune était déjà basse à cette époque. Les Indiens marchaient sur les flancs, à l'avant et à l'arrière, avec de l'eau jusqu'aux genoux ou jusqu'à la ceinture, poussant les embarcations de leur mieux. Vers le soir, la brise fraîchit : chacun d'arborer au vent mouchoirs, chemises et couvertures; autant de voiles improvisées pour filer plus vite. Les blessés trouvaient encore la force de plaisanter, et de temps à autre une voix criait : « Combien de nœuds au loch? »

La contre-guérilla, rassurée sur le sort de ses malades, retourna sur ses pas pour rentrer de son côté à Tampico par la voie de terre. En repassant à Temcoco, elle fut reçue au son des cloches. Les paysans offraient en cadeau toutes leurs provisions. Le soir, il y eut bal sous les orangers. On retrouvait là les danses nègres des Antilles. La mesure était lente et parfois saccadée comme dans le *bamboula* de la Martinique; hommes et femmes se mêlaient avec accompagnement de gestes et de poses. L'eau-de-vie brûlante du pays servait de rafraîchissement, et les verres étaient souvent remplis. L'orchestre était conduit par un violoniste qui parfois semblait inspiré. A sa droite chantait une flûte; à sa gauche résonnaient deux instrumens indigènes, espèces de claviers en bois ou en paille à quinze touches isolées reposant sur des morceaux de cire. Les joueurs frappaient en cadence avec deux bouchons de liége; les sons n'en étaient pas moins harmonieux. Pendant la marche du retour, on s'aperçut que les bourgades désertes la semaine précédente s'étaient repeuplées. De nombreuses députations apportaient la soumission de divers *pueblos* de ce pays, presque inconnu des étrangers jusqu'à ce jour. Les habitans profitaient du passage de la contre-guérilla pour lui livrer les bandits les plus redoutés. Grâce à leurs indications, on en pendit un dont les états de service étaient anciens déjà. Depuis sept ans, il rançonnait le pays sous le nom de *Benito* (béni). Malgré ses méfaits, toutes les geôles l'avaient laissé échapper, tant était grande la terreur qu'il inspirait : personne n'osait s'exposer à des représailles certaines, puisqu'on

savait que les juges, soit par corruption, soit par peur, acquitteraient le coupable. C'est à cette impunité et à la lâcheté des juges que le Mexique doit l'envahissement du brigandage, qui démoralise la nouvelle génération. Le misérable était couvert de haillons; pourtant il offrit 2,000 francs pour le rachat de sa vie. Il avait un banquier! Pendant cinq jours, les paysans de tous les environs vinrent en procession au pied de l'arbre où se balançait le corps du bandit, et afin de se bien convaincre de son identité et de son trépas ils montaient aux branches pour le toucher eux-mêmes.

La ville d'Ozuluama, sur le faux bruit de la victoire de Carbajal, s'était de nouveau prononcée en faveur des juaristes. L'alcade, suivi de tous les notables, vint à la rencontre du colonel Du Pin lui offrir un acte d'adhésion couvert de signatures. Les habitans furent désarmés et payèrent une forte contribution de guerre. Le soir, une salve de coups de canon apprit à la Huasteca que sa ville la plus rebelle avait fait sa soumission, et dans les premiers jours de mai 1864 la contre-guérilla rentrait à Tampico.

Les drapeaux pris au combat de San-Antonio et les deux *esmeriles* furent envoyés au quartier-général de Mexico. Le succès obtenu par la contre-guérilla produisit une vive sensation. Le général en chef adressa au colonel Du Pin des complimens mérités, et signala par un brillant ordre à l'armée la journée de San-Antonio. Plusieurs récompenses arrivèrent à temps pour adoucir les derniers momens de blessés mortellement atteints. Le capitaine Du Vallon, nommé chevalier devant Puebla, était fait officier de la Légion d'honneur à vingt-huit ans. Le séjour de Tampico lui était funeste: aux deux balles qui lui avaient troué de part en part la poitrine s'était jointe la dyssenterie. Il fut embarqué sur la *Dryade* pour retourner en Europe. Son depart de Tampico, où pendant son court commandement supérieur son caractère lui avait concilié l'estime générale, fut accompagné de vifs regrets. Quand on le transporta sur le fleuve, il n'était déjà plus que l'ombre de lui-même. Malgré les soins qui lui furent prodigués par les officiers de marine pendant la traversée, malgré sa mâle énergie, la fièvre l'emporta. Il mourut à la hauteur de La Havane.

La défaite de Carbajal avait profondément déconcerté le parti hostile de Tampico, qui avait fondé de grandes espérances sur la destruction de la contre-guérilla pour tenter un *pronunciamiento* et rendre le port aux autorités juaristes, dont les besoins d'argent devenaient plus impérieux que jamais à mesure qu'elles étaient refoulées des principaux centres. Les libéraux n'avaient pu croire qu'une troupe s'élevant à moins de trois cents hommes pénétrerait dans la Huasteca et en sortirait victorieuse de contingens dont la

réputation de solidité était bien connue dans le pays. Grâce à la malveillance, un instant le bruit avait couru que les armes de Carbajal l'avaient emporté. L'illusion n'était plus possible. Jusqu'à cette époque, certains salons de Tampico étaient restés fermés; ils s'ouvrirent pour recevoir les officiers français. Cette prévenance fut un indice certain de la réaction : la confiance renaissait. Quelques habitans osèrent se compromettre à moitié; des révélations importantes sur les menées des partis et des chefs les plus turbulens furent faites, avec quelques réticences pourtant, au commandant de la place chargé de la sécurité publique. Peu à peu nous eûmes des intelligences dans le camp ennemi. C'était un grand pas de fait pour la réussite des opérations futures, car la guerre de partisans est impossible, si l'on manque de renseignemens précis et rapides.

Pendant le combat du 18 avril, le commandant indien Pavon, qui prenait le titre de général et dont les troupes étaient engagées à San-Antonio, s'était tenu à l'écart dans un *rancho* voisin de la Huasteca. Il est rare que les chefs soient tous réunis à leurs troupes; quelques-uns marchent toujours isolément. Une personne bien informée vint donner l'avis secret que Pavon était arrivé mystérieusement la dernière nuit à sa maison nommée *las Milpas*, située sur le Panuco, à dix lieues au-dessus de Tampico. Ce chef juariste exerçait une influence réelle sur une partie de la province, autant par ses relations de famille que par ses intrigues. Il y avait intérêt à s'assurer de sa personne. Dans la nuit, l'*Emma*, qui faisait le service du transport des marchandises depuis l'embouchure du fleuve jusqu'aux navires qui viennent s'ancrer devant la barre, chauffa à toute vapeur et remonta le Panuco chargé d'infanterie; il remorquait sur un chaland un peloton de cavaliers. Malgré les précautions prises, le bruit du débarquement trahit la petite expédition. Pavon se gardait comme les Mexicains savent se garder : à l'arrivée du détachement, la maison de *las Milpas* était vide. Au matin, de la demeure du commandant il ne restait que des ruines fumantes. Cet incendie était contraire aux lois de la guerre. Pavon défendant sa cause les armes à la main, à ses risques et périls, n'était pas un brigand. Sa personne seule devait être en jeu. Un pareil procédé allait fournir des armes aux agitateurs : on dut le désavouer.

La ville de Panuco, baignée par le fleuve du même nom, est voisine de *las Milpas*. A la voix de Pavon, la population s'y souleva; les fuyards de la Huasteca vinrent s'y rallier et grossir le nombre des insurgés. Quelques jours après, ces derniers campaient entre Panuco et Tampico, interceptant toutes les communications du fleuve et ravageant les bourgades voisines qui retombaient sous leur autorité. Le chef de la famille San-Pedro, riche propriétaire foncier de

la province, vivait au milieu de nous à Tampico, où il dirigeait lui-même un grand comptoir commercial, tandis que ses deux jeunes frères servaient sous le drapeau de Pavon. On lui fit sentir qu'il pourrait être dangereux d'avoir un pied dans chaque camp, et par son entremise officieuse les habitans de Panuco furent éclairés sur les véritables sentimens de l'intervention, qui n'avait qu'un but, celui de les arracher au brigandage et à la guerre civile pour assurer la protection de leurs personnes et de leurs intérêts. Sur ces entrefaites la contre-guérilla se mit en marche pour Panuco, afin d'appuyer de sa présence ses propositions de paix. A son arrivée, les deux jeunes frères San-Pedro, d'après les conseils de leur aîné, acceptèrent l'amnistie complète qui leur était offerte. La défection des insurgés, qui reçurent des preuves de la loyauté et de la bienveillance françaises, força Pavon à se replier en arrière de la ville, suivi seulement de quelques fidèles. A l'offre de l'oubli du passé, faite dans des termes honorables pour son amour-propre, le chef vaincu répondit textuellement que ses opinions lui défendaient tout compromis, que, reconnaissant les difficultés d'une guerre dans son propre pays, il allait se réunir aux derniers défenseurs de l'indépendance nationale qui suivaient encore la bannière du président Juarès. Il partait en recommandant à la générosité de la France sa famille et ses biens, qu'il laissait derrière lui. Pavon remonta sans retard vers Huejutla, ville principale du sud de la Huasteca, où s'organisait la nouvelle défense des mécontens et des rebelles refoulés de la côte ou de l'intérieur. La soumission de Panuco eut des résultats immédiats : la navigation interrompue reprit son cours; les eaux du fleuve qui traverse la Huasteca se chargèrent de bateaux apportant des denrées. La disette de maïs, ce pain des Mexicains, s'était presque fait sentir à Tampico faute d'arrivages. Le quintal de maïs tomba de 2 piastres (10 francs) au-dessous du cours à notre rentrée dans la ville.

IV.

On avait couru au plus pressé en poussant une pointe dans la Huasteca au secours des forces de Llorente. Désormais le véritable but de nos efforts devait être la réouverture de la route de la mer à San-Luis et aux capitales des principaux états du centre, telles que Guanajuato et Guadalajara, par où le golfe du Mexique communique avec le Pacifique et la Sonora. Si le sud s'était calmé, le nord au contraire, totalement au pouvoir de l'ennemi, était en feu. Le général Cortina continuait son recrutement, et la *leva* (1), sorte de

(1) Depuis 1863, elle a été abolie par décret de la régence dans l'armée régulière.

presse qui enrôle les paysans pour le service militaire, était toujours en vigueur chez les libéraux, dont les troupes s'élançaient de Vittoria pour courir sus aux convois du commerce montans et descendans. Quant à ses projets sur Tampico, Cortina y avait renoncé pour le moment d'après les conseils de Carbajal.

Pour assurer la liberté d'action de la contre-guérilla française, destinée à une mobilité constante, le général en chef décida la création d'une nouvelle contre-guérilla purement mexicaine, formée sur le modèle de son aînée, appelée à coopérer avec elle selon les besoins du moment et à garder seule plus tard le port de Tampico dès que les circonstances politiques permettraient de confier des postes sérieux aux troupes du nouvel empire. Le commandement, qui restait subordonné au colonel français, en fut confié au colonel Prieto. Ce vieux soldat, qui depuis vingt-huit ans fait le coup de fusil en montagne comme en plaine, qui a été de toutes les déroutes et de toutes les victoires de l'armée dite régulière depuis le commandement du fameux Santa-Anna, l'ancien président de la république, a réellement gagné ses grades au feu. C'est une rare exception dans un pays où le premier bandit venu, moyennant une paire de grosses épaulettes et un *revolver*, s'il est appuyé d'une poignée de coquins, se fait reconnaître général. Malheureusement sous l'enveloppe du vieux soldat se retrouve le lansquenet. Indien d'origine, de taille athlétique, aux mœurs rudes, brave à l'heure du danger, couvert de cicatrices, Prieto fréquente aussi bien les *leperos* (hommes du bas peuple) que les *caballeros*. Quelques minutes après sa sortie d'un salon officiel où il s'est présenté en grande tenue, on le retrouve dans une *tienda*, le verre de *mescal* (anisette du pays) à la main, jouant en compagnie de ses propres soldats.

Les engagemens pour la nouvelle contre-guérilla mexicaine ne se firent pas attendre. Une solde élevée, quoique inférieure de 10 piastres à celle de la contre-guérilla française, hâta le développement de cette force indigène, qu'une création nouvelle ne tardait point à compléter. Le Panuco et le Tamesis sont deux artères navigables à plus de cent cinquante milles au-dessus de Tampico. Être maître du parcours de ces deux fleuves, c'est dominer militairement les localités environnantes qui se sont groupées le long de leurs rives. Une canonnière eût couru des risques sur ces deux rivières, dont le lit cache dans ses profondeurs des barrages imprévus, formés par les énormes troncs d'arbres que charrient les crues de l'hivernage. Un petit vapeur à aubes, d'un faible tirant d'eau, solidement construit, sur le type des bateaux qui sillonnent le Mississipi, était appelé cependant à faciliter les opérations militaires, dont le secret était trop souvent éventé par les espions qui

garnissaient toujours le quai de la *Marine*. Il pourrait protéger à toute heure les intérêts commerciaux, et d'ailleurs on obtiendrait ainsi une économie financière. Les remorqueurs du port, spéculant sur les nécessités politiques, avaient exigé des sommes fabuleuses de l'administration française. Le débarquement seul de la contre-guérilla avait coûté plus de 6,000 francs.

La construction d'un vapeur fut décidée. L'idée était heureuse; mais la lenteur de l'exécution en fit presque avorter les bons résultats. Il faut le dire du reste, la science maritime est peu avancée sur les côtes mexicaines. On a le droit de s'en étonner en jetant les yeux sur la carte; le contact de la magnifique marine américaine aurait dû exciter l'émulation d'un peuple voisin. La coque fut mise en chantier à Tampico. Un officier français se rendit à New-York pour acheter une machine éprouvée; il eût été préférable d'ordonner la construction complète dans un port américain. Le nouveau bateau, baptisé le *Contre-Guérilla*, devait tirer son personnel de notre corps même, qui comptait des matelots et des mécaniciens : le long du fleuve, des coupes de bois préparées assuraient le chauffage de la machine. Dans quelques semaines, on pourrait donc embarquer deux cents fantassins et les jeter en une nuit à trente lieues de distance.

Tous ces préparatifs prolongèrent la durée de notre séjour à Tampico. C'est surtout dans ces heures de calme et de réflexion que notre pensée, échappant à la discipline et à l'animation de la lutte, s'attristait d'une guerre implacable, poursuivie sans espoir de résultat sérieux. Après Magenta et Solferino, tout un peuple s'était levé pour saluer nos drapeaux; là-bas, tout semblait glacé. Nulle part l'enthousiasme n'éclatait, et le devoir réchauffait seul le feu sacré de nos soldats. Même l'attitude du parti mexicain, celui-là qui devait tout aux armes françaises, était décourageante, et quoique la prochaine opération militaire de la contre-guérilla, qui allait rouvrir la route de San-Luis, interceptée par les libéraux, intéressât avant tout le commerce de Tampico, les négocians de cette place étaient, eux aussi, animés de fâcheuses dispositions à notre égard.

Il n'y a pas de ville au Mexique où dès le début le haut commerce indigène et surtout étranger n'ait été l'ennemi déclaré de l'intervention française. Quelle a été l'origine de cette hostilité? Si on veut le savoir, il faut consulter le grand-livre de la dette mexicaine. On y verra que depuis longtemps les gros négocians s'étaient faits les banquiers de l'état, qu'à mesure que l'état s'obérait, il se voyait forcé de contracter des emprunts de plus en plus onéreux. Aussi, en raison des chances de courte durée des gouvernemens

qui se succédaient à Mexico, qui tous avaient besoin d'argent pour se soutenir et qui croulaient comme des châteaux de cartes, les intérêts exigés par les prêteurs s'accrurent progressivement. — Ceci établi, on s'étonnera moins du taux fabuleux de 320 pour 100 en songeant que depuis la déclaration de l'indépendance, proclamée en 1821, jusqu'à la chute de Juarès, il n'y a pas eu moins de deux cent quarante et une révolutions dans le pays conquis par Cortez. Par suite de l'anarchie, le budget n'était devenu qu'un vain mot. Plus tard, sept conventions passées avec l'étranger, créancier de fortes sommes réclamées au nom de nationaux lésés, augmentèrent encore le passif de la république. Si la France, dans la convention qui fut signée par l'amiral Baudin, n'exigea pas d'intérêts, l'Angleterre fut moins généreuse : l'une de ses cinq conventions stipulait à son profit 25 pour 100 d'intérêt. Comprendra-t-on que les négocians n'aient pu voir tarir une source de pareils gains sans protester de toutes leurs forces contre un régime qui allait essayer de faire pénétrer la moralité et l'économie dans l'administration financière d'une nation dépouillée par tant de mains?

Les ports de Vera-Cruz et de Tampico surtout avaient spéculé sur les débris de la république défaillante. Sous certaines présidences ou dictatures éphémères, l'état, pressé par la pénurie, en échange de numéraire payé comptant, avait abandonné aux bailleurs de fonds une partie de ses revenus pendant une période déterminée. Les négocians devinrent bientôt plus exigeans; ils ne consentirent à délier leurs bourses que si l'*hacienda publica* (ministère des finances) leur affermait les douanes maritimes de ces deux ports, c'est-à-dire les ressources les plus liquides du trésor public. Des fortunes scandaleuses s'élevèrent en peu de temps, et la France apparut sur les rives mexicaines un peu comme Ruy-Blas parmi les nobles castillans si ardens à la curée, si prompts à oublier l'Espagne agonisante. L'hostilité de Tampico était bien plus grave encore que celle de Vera-Cruz, car les comptoirs commerciaux de Vera-Cruz ne sont que les succursales des maisons principales d'Orizaba, de Puebla, de Mexico et de Queretaro (1); des millions passent dans leurs caisses sans s'y arrêter. Tampico au contraire est le centre des raisons sociales qui se font représenter jusqu'au Pacifique et à la frontière du Rio-Grande par des comptoirs intermédiaires; ces comptoirs reçoivent des ordres de Tampico, qu'ils enrichissent de toutes leurs recettes. Chaque année, avant l'occupation, en paiement des marchandises expédiées dans l'intérieur, deux ou trois *conductas* (con-

(1) Pendant la guerre contre Juarès, Vera-Cruz a étendu ses relations commerciales aux dépens de Tampico, dont les communications étaient coupées. En temps normal, Tampico est la véritable route de tout le nord.

duites) d'argent monnayé descendaient à Tampico, qui à cette heure, mécontent de l'interruption causée dans ces envois par la guerre, réagissait sur les provinces centrales d'une façon fâcheuse. Tampico réagissait avec d'autant plus de force que les premiers négocians de la place sont espagnols et anglais, peu disposés déjà par leurs sympathies politiques à voir flotter le drapeau tricolore près de leurs résidences. Pour contre-balancer cette sourde opposition, le commerce français ne comptait comme représentant sérieux à Tampico que la maison Prom, de Bordeaux. Quant aux établissemens mexicains, ils ne sont que secondaires dans cette ville, et si leur influence est minime, en revanche l'instruction commerciale n'y est pas négligée sous certains rapports. Chaque soir, après le couvre-feu, les boutiques se ferment : c'est l'heure où commencent les cours préparatoires d'où les enfans qui se destinent au négoce doivent sortir éprouvés; sous les yeux des patrons, ils s'exercent pendant une heure à auner les tissus, et leur succès est assuré dès qu'ils savent suffisamment allonger l'étoffe, en la déployant, pour la faire miroiter sous les yeux du client et gagner trois doigts par *vara* (la vara a 82 centimètres) grâce à la rapidité de l'aunage. Ce curieux apprentissage est la conséquence de la démoralisation complète d'un pays où les directeurs des douanes s'entendent avec les contrebandiers patentés. Que de fois des négocians, à la réception de cargaisons de provenance européenne dont le paiement des droits devait enrichir la caisse publique de 20 ou 30,000 piastres, sont tombés d'accord avec la direction douanière pour frauder complétement l'état et partager entre eux le total du montant exigible! Par suite de ces malversations trop souvent publiques et jamais réprimées, le budget mexicain, privé de ses revenus naturels, ne payait plus ses employés, qui forcément à leur tour vivaient de concussions.

La présence de la contre-guérilla donna naissance à un nouveau grief, qui raviva les mauvaises dispositions du haut commerce de Tampico. Le petit corps français dans cette province éloignée n'avait été suivi d'aucun service administratif ni financier. Par décret du général en chef contre-signé par la régence, la douane de Tampico avait reçu l'ordre de payer à la contre-guérilla sa solde de chaque mois sur présentation de ses feuilles de journées ordonnancées et émargées par son conseil d'administration. Depuis deux mois, la troupe n'avait reçu aucun argent, la douane n'ayant pas en caisse les fonds nécessaires. Il était urgent de remédier à un retard de paie qui pouvait compromettre gravement la discipline. Après examen, il fut constaté par les livres publics que les négocians de la place étaient les débiteurs de la douane d'une somme s'élevant à plus de 200,000 piastres (1 mil-

lion de francs). Ces derniers, mis en demeure de s'acquitter, protestèrent hautement, invoquant, pour échapper à leurs obligations, le prétexte que la dernière *conduite* de 3 millions de piastres (15 millions de francs) destinée à leur port avait été, par mesure arbitraire, indûment dirigée par Mexico et Vera-Cruz, — que ce changement de voie pour l'Europe les avait privés de leurs remboursemens annuels, et par suite du numéraire même nécessaire aux échanges de chaque jour.

Le prétexte était spécieux. Les intérêts des commerçans avaient souffert, il est vrai, mais ils eussent été bien autrement compromis, si une *conduite* aussi importante, descendue directement de San-Luis par une route infestée de juaristes, était tombée au pouvoir de l'ennemi. Il fut en outre prouvé que chaque mois la place de Tampico trouvait encore assez de numéraire pour expédier en Europe de 60 à 100,000 piastres à des correspondans chargés de les vendre à prime (1). La mauvaise volonté des négocians était évidente : ils durent s'exécuter et renoncer peut-être à l'espérance de voir, comme cela s'était déjà vu, s'éteindre leurs dettes dans le désordre des *pronunciamientos !*

Par malheur, en même temps que des résistances passionnées, soulevées par le commerce indigène et étranger, paralysaient notre action, l'appui moral donné à la cause de l'intervention par les maisons françaises établies au Mexique était nul, car quiconque a traversé en observateur impartial dans ces dernières années les terres chaudes comme les hauts plateaux, depuis le golfe jusqu'au Pacifique, reste en droit de se demander où sont les nationaux qui ont appelé nos armes au secours de leurs personnes ou de leurs fortunes menacées. Partout sur notre passage nous avons été tristement surpris d'entendre nos compatriotes s'écrier à la vue de l'uniforme français : « Que venez-vous faire ici? Vous nous ruinez! et après l'évacuation il ne nous restera plus qu'à plier bagage, car les représailles seront cruelles. » Triste déclaration, si on ne devait trouver quelque autre part le bénéfice de tant de sang et de tant d'or dépensés!

Le préfet politique de Tampico, dont la première mission était de ramener le calme, la concorde et la moralité dans la province dont l'administration lui avait été confiée, devait naturellement unir

(1) Les piastres mexicaines, dont le titre est supérieur, donnent lieu à un agio très actif sur les marchés de Londres et de Paris, qui les envoient à leur tour avec bénéfice en Chine et au Japon. C'est là la provenance et la destination de ces millions de piastres dont les journaux enregistrent pompeusement l'arrivage mensuel en Europe par la compagnie transatlantique ou par les *steamers* anglais, sans que d'ordinaire les gouvernemens aient rien à y prétendre.

ses efforts à ceux du chef de la contre-guérilla; mais ce haut fonctionnaire, nommé Apollinar Marquez, n'avait pas voulu comprendre sa position. Dans le principe, il avait essayé sans succès de capter la confiance du capitaine Du Vallon (1), trop pénétré de la dignité nationale pour laisser l'autorité militaire s'effacer devant certaines intrigues. Au mois de juin 1864, l'harmonie entre le colonel Du Pin, qui avait repris son commandement, et le préfet n'existait plus qu'à la surface. Les mesures concertées dans l'intérêt public étaient dénaturées par M. Marquez, qui s'empressait de les rendre odieuses et se chargeait de transmettre en secret à Mexico les plaintes les plus virulentes. Aussi sept mois plus tard le préfet politique de Tampico se vit destitué par décret supérieur. Après sa chute, deux dossiers judiciaires accablans pour son administration furent apportés au tribunal. Tous ses excès d'autorité, toutes ses concussions étaient connus depuis longtemps et flétris par l'opinion publique, qui n'en était pas moins demeurée silencieuse tant qu'il avait eu le pouvoir en main. Beaucoup de fonctionnaires mexicains comprennent, il faut le dire, leur devoir comme Apollinar Marquez. Les nations sont vraiment frappées d'impuissance quand la presse et la tribune, ces deux grands échos de la conscience publique, sont devenues muettes.

A toutes ces causes de dissolution qui travaillaient Tampico s'en ajoutait une autre non moins funeste, dont l'action lente et continue se faisait secrètement sentir dans tout le Tamaulipas. Après l'heureuse campagne accomplie en 1848 par le général Scott, le vainqueur du Mexique, les Américains s'étaient retirés, mais sans cacher leurs projets d'envahissement futur. « Le fruit n'est pas assez pourri, » disaient les *Yankees*; « nous attendrons la putréfaction pour repasser la frontière du Rio-Grande la cognée à la main. »

Au mois de juin 1864, les Américains avaient commencé à tenir parole. Le recrutement du général Cortina, qui venait d'ouvrir la campagne dans le Tamaulipas au nom de Juarès, avait amené déjà au quartier-général des républicains de la province, à Vittoria, bon nombre de *Yankees* enrôlés dans les agences mêmes de New-York ou de Philadelphie. Le colonel Perfecto Gonzalès, originaire du Texas, que je fis plus tard prisonnier porteur de ses lettres de service et de proclamations incendiaires prêchant le meurtre de tous les Français, se chargeait de les amener par le Texas sur le territoire mexicain, où ils pénétraient par bandes. Ces bandes se disaient pacifiquement envoyées pour faire de gros achats de troupeaux pour

(1) Par décret du général en chef, le colonel de la contre-guérilla française avait été nommé commandant supérieur de Tampico et du territoire qui en dépendait. Le préfet politique de cette ville était donc subordonné en quelque sorte à l'autorité française.

le compte des confédérés. La moitié des groupes était armée de *rifles* et de *revolvers* sous prétexte que les escortes étaient nécessaires pour repousser les attaques des Indiens *bravos*, qui attendaient leur retour, embusqués dans les grandes prairies. Une fois le pied sur le territoire mexicain, les bandes se déclaraient juaristes et s'éparpillaient en guérillas à la voix du général Cortina. C'étaient ces guérillas qui infestaient le parcours de Tampico à San-Luis, et que nous devions poursuivre au premier jour.

V.

Le 7 juin, la contre-guérilla quittait Tampico; jamais ses rangs n'avaient été aussi compactes : 290 fantassins, 260 cavaliers et deux bouches à feu, dont une rayée, défilèrent par la porte d'Altamira. Les deux pelotons de cavaliers arabes ouvraient la marche : au moment du départ, l'avant-garde eut une rude tâche à remplir pour écarter les blanches Mexicaines et les Indiennes cuivrées qui formaient cortége. La garnison désignée pour garder le port pendant cette sortie s'était renforcée des *cargadores*, espèce de corporation privilégiée de portefaix indiens, vigoureux gaillards employés à charger les cargaisons sur le quai de la douane. Mariés presque tous et vivant en ville, ils étaient intéressés par leur salaire à la continuation du travail et résolus à repousser les coups de main qui pouvaient l'interrompre.

La route d'Altamira, qui devait nous conduire dans cette ville d'abord, puis à Santa-Barbara, à Tula, et de là à San-Luis, s'engage, à deux kilomètres de Tampico, sous les voûtes d'une splendide forêt vierge. Des deux côtés se cachent à l'ombre de grands arbres à caoutchouc des cahutes d'Indiens, entourées de champs de maïs et de bananiers. A l'aspect de nos vestes rouges, des enfans nus et effarés se sauvent dans les touffes de bambous. Plus loin, le chemin devient désert, c'est partout un long silence; bientôt les éclaireurs s'arrêtent pour fouiller une redoute abandonnée : c'était hier le bivouac des guérillas. Les branches entremêlées de lianes forment partout un rideau impénétrable; en les écartant, on découvre une foule de petits sentiers bien battus, semblables à des coulées de bêtes fauves. Les pieds des marcheurs s'enfoncent dans les sables humides qu'on retrouve encore à une quinzaine de lieues du littoral. Le soleil de juin est dans toute sa force et l'eau manque; malgré des haltes répétées, plusieurs fantassins tombent frappés d'insolation : après quelques minutes de délire, ils succombent. On sait qu'une lagune, dont l'eau est assez bonne, se trouve à moitié route d'Altamira : on s'y traîne péniblement; après quatre heures

de repos, on repart pour Altamira, où l'on arrive la nuit. Nous avions mis quatorze heures à parcourir les cinq lieues qui séparent cette ville de Tampico.

Altamira, comme son nom l'indique, est située sur une éminence au sortir de la forêt vierge. C'était, du temps des Espagnols, un lieu favori de villégiature. Une place carrée sans autre ornement qu'une simple colonne rostrale surmontée d'un aigle national à moitié brisé, une église délabrée, de longues maisons à arcades bâties en pierres de taille rongées par les pluies, un cimetière profané, quelques jardins dévastés où broutent des chèvres, voilà les restes de la ville où depuis deux ans ont campé les guérillas. En sortant d'Altamira, l'horizon s'élargit; une ligne bleuâtre de montagnes se découpe dans le lointain. Le terrain monte en ondulant. Toutes les dix lieues, on rencontre près d'un ruisseau un pauvre *rancho* perdu dans la broussaille. L'herbe à couper dans les ravins, les taureaux en liberté à abattre sous bois, telles furent les seules ressources de deux longues étapes.

Nous avions laissé, au sortir d'Altamira, l'infanterie et l'artillerie s'embarquer sur le fleuve du Tamesis à bord de bateaux appelés en toute hâte de Tampico. Pendant qu'elles remontaient le courant, la cavalerie poursuivait sa route par terre et marchait toute la nuit, chaque cavalier portant suspendue à sa selle une peau de bouc gonflée d'eau en prévision du café de la halte, car depuis deux ans pas une goutte de pluie n'était tombée dans les terres chaudes du Tamaulipas. Les plus grands lacs étaient desséchés et convertis en véritables ossuaires : c'était là le dernier rendez-vous des troupeaux qui venaient s'y désaltérer; les animaux qui avaient eu la force de s'y traîner y mouraient les membres cloués dans la vase.

Après quatre nuits d'insomnie, Antonio, charmant village indien aux coquettes maisons blanches, mystérieusement couché au bord du Tamesis au milieu d'une ceinture de platanes séculaires, apparut comme l'oasis dans le désert. La population nous fit bon accueil, et le repos du soir ne fut troublé que par le sifflet du vapeur, qui remontait lentement en traînant à sa remorque les chalands chargés de contre-guérillas. Le lendemain infanterie, cavalerie et artillerie se donnaient la main à Tancasnequi, sur la rive gauche du Tamesis, à 40 lieues de Tampico. Les libéraux surpris venaient d'évacuer en toute hâte. Malgré la rapidité de notre marche, les chances de combat s'étaient évanouies. Tancasnequi est une belle *hacienda* entourée de riches cultures de maïs; la maison d'habitation, bâtie à l'italienne, quoique peu solide, est de belle apparence. L'administrateur, M. Garagoya, y vivait avec sa famille. Autour de sa demeure se groupaient les cases des Indiens

peones (journaliers) attachés à l'exploitation et de vastes porcheries (1).

Au point de vue commercial, l'occupation de Tancasnequi, que l'ennemi venait d'abandonner, avait un immense intérêt. En face, sur la rive droite du fleuve, s'élève Tantoyuquita : c'est le nom qu'on donne aux docks de Tampico, qui servent à emmagasiner les cargaisons que ce port expédie par le fleuve. Là, des mules descendues des hauts plateaux, sous la conduite d'*arrieros*, sont chargées de ballots et remontent vers San-Luis pour se disséminer ensuite dans toutes les directions de l'intérieur. La valeur des marchandises qui alors y étaient accumulées en dépôt s'élevait à près de 2 millions de piastres. Les opérations de cet entrepôt étaient considérables : aussi, dès que Tampico eut été réoccupé par les Français, les libéraux, privés des revenus du port, s'empressèrent d'établir un second cordon douanier à Tancasnequi, par où passaient forcément les colis débarqués à Tantoyuquita, la route de terre étant jusqu'à ce point impraticable pour les convois. Ils lancèrent un décret par lequel toutes les marchandises existant déjà en magasin, ainsi que les nouveaux arrivages, seraient frappées d'un second droit de trente pour cent, et en appuyèrent l'exécution rigoureuse par l'établissement d'un poste militaire. Pendant la crise commerciale qui suivit ce décret, toutes les transactions entre Tampico et l'intérieur avaient donc cessé; l'arrivée de la contre-guérilla leur rendit un libre essor. Une commission de négocians assistée des consuls fut aussitôt mandée à Tancasnequi pour établir le bilan de l'actif et des pertes que les libéraux avaient fait subir au commerce local pendant leur séjour, pertes heureusement minimes en raison de leur évacuation précipitée. Les dommages causés avaient principalement porté sur les conserves alimentaires que les États-Unis expédient en grande quantité, sur les caisses de cigares de la Havane, et sur les vins fins venus d'Europe (2). Avant les hosti-

(1) Le cochon est l'animal le plus répandu au Mexique et le plus productif. Sur le plateau de San-Andres, au pied du pic d'Orizaba, il y a des *haciendas* splendidement construites, entre autres San-Francisco Algives, dont les colonnades de granit ont un aspect grandiose. Elles renferment des fortunes princières; dans une vingtaine de cours communiquant entre elles et contenant chacune des milliers de niches comme une ruche d'abeilles se prélassent vingt mille cochons; chaque animal vaut en moyenne de 8 à 10 piastres. L'élevage y est perfectionné. Toute cette gent à longs poils, peu farouche, quoique d'aspect aussi sauvage que les sangliers d'Europe, va successivement disparaître dans d'énormes chaudières de cuivre, d'où sortent des quantités incalculables de lard et de graisse réservée moitié à la consommation, moitié à la fabrication du savon.

(2) On sait que la vice-royauté espagnole, résolue pendant son règne à ne pas laisser naître de concurrence aux produits de la mère-patrie, avait banni la plantation de la vigne, à laquelle le terroir mexicain convient à merveille. De très heureux essais tentés

lités, M. Garagoya cumulait les fonctions d'administrateur de l'*hacienda* de Tancasnequi et de directeur de l'entrepôt de Tantoyuquita, où il avait été délégué par les négocians de Tampico pour recevoir et expédier leurs marchandises. Aussi fin que poltron, il était resté à son poste malgré l'arrivée des juaristes, décidé naturellement à ne se compromettre vis-à-vis d'aucun parti. L'apparition des Français le força à sortir de la réserve que, d'accord avec l'alcade, il s'était promis de garder. Les libéraux, en abandonnant Tampico devant les baïonnettes du régiment d'infanterie de marine, s'étaient autrefois emparés des archives de la douane et de trois embarcations chargées de munitions. Le tout avait été conduit à l'*hacienda* de Tancasnequi; les renseignemens étaient sûrs, les archives avaient leur prix. De plus, au nombre des embarcations enlevées se trouvait la baleinière de la *Lance*, qui était venue s'échouer, on le sait, à la barre de Tampico. Les guérillas avaient remis à flot cette baleinière, et, pour célébrer leur mince triomphe, l'avaient décorée en grande pompe du nom du gouverneur actuel du Tamaulipas, le général républicain La Garza. On fit de vaines recherches. M. Garagoya et l'alcade, consultés, déclarèrent avec mille sermens ne rien connaître de cette affaire.

Deux routes partent de Tancasnequi, si on peut appeler routes deux coupures dans la broussaille : l'une à l'ouest va sur San-Luis; l'autre au nord conduit à Vittoria. A un kilomètre du bivouac, la route nord était semée de boulets tombés de voitures parties récemment. Il était évident qu'un convoi ennemi s'enfuyait vers le quartier-général de Cortina, vers Vittoria. On interrogea de nouveau l'administrateur et l'alcade. Même silence. Dès lors l'alcade fut mis au secret, et l'administrateur gardé à vue. Après un court interrogatoire à huis clos, on entendit retentir au fond du bois des cris de douleur. Deux de nos vigoureux turcos bâtonnaient à coups redoublés le fonctionnaire récalcitrant. M. Garagoya fut amené à son tour sur le terrain de l'exécution. Alors seulement les deux Mexicains demandèrent à parler; on les écouta. Un quart d'heure après, embarcations et archives étaient retrouvées; la comédie était jouée. L'alcade et son ami, voulant se ménager l'avenir, avaient fait comprendre à voix basse qu'ils étaient bien disposés à nous servir, mais qu'il était utile avant tout de les maltraiter publiquement pour leur laisser plus tard invoquer le bénéfice de la violence au cas où l'ennemi ferait un retour. Les deux soldats, qui avaient reçu le mot d'ordre, simulèrent une rude bastonnade : les

près de la ville d'Aguas-Calientes, quoique sur une modeste échelle, ont prouvé que dans l'avenir la viticulture aurait de grandes chances de réussite, si on lui consacrait des soins intelligens.

serviteurs de l'*hacienda* assistaient à la scène. Les prisonniers, après leurs aveux, furent relâchés. Les archives étaient enfouies dans les docks de Tantoyuquita, d'où les libéraux n'avaient pas eu le temps de les enlever, grâce à la rapidité de leur retraite. Les barques avaient été cachées sous des amas de lianes au milieu des halliers. L'alcade déclara en outre que le chef de bandits Bujano, — qui, à la tête de quatre-vingts routiers, faisait métier de détrousser les voyageurs sur les grands chemins et dont les négocians de Tampico avaient cru sage d'invoquer la protection pour leurs propres marchandises moyennant une part dans les bénéfices, — était parti le matin même de Tancasnequi. Il avait emmené des voitures chargées de munitions d'artillerie à destination du parc de Vittoria, et des provisions de liqueurs et de vins demandées par les négocians de cette ville pour la table du général Cortina, qui devait fêter le retour du général Carbajal, le vaincu de San-Antonio. Les deux escadrons de contre-guérillas furent bientôt en selle et malgré les dernières fatigues lancés à la poursuite du chef de bandits. De son côté, l'alcade (ce qu'on sut plus tard) faisait secrètement prévenir Bujano que les *chinacos* (terme injurieux né des guerres civiles) de Français étaient sur le point de l'envelopper. En effet, toute la nuit on courut. A la pointe du jour, le convoi fut saisi à l'*hacienda* des *Alamitos*, à vingt-deux lieues de Tancasnequi; mais le chef et sa troupe avaient disparu. La poursuite avait été ardente : on avait fait une marche forcée dans l'obscurité, à travers des plaines inconnues coupées de bois et de *barrancas*. Après la dispersion de la bande Bujano, la contre-guérilla continua sa marche ascendante vers San-Luis; mais à mi-chemin de Tampico elle se rencontra avec une brigade appartenant à la division du général Mejia (1): quatre mille Mexicains étaient entrés dans la ville de Tula. Leur présence sur ce point intermédiaire assurait définitivement la sécurité de la route de Tampico à San-Luis. La mission de la contre-guérilla était donc terminée dans ces parages. A vrai dire, elle avait été aussi pénible que courte, car durant cette promenade militaire, où l'ennemi avait toujours opéré le vide devant nous, la maladie avait fait plus de ravages dans nos rangs que le feu des guérillas, dont pourtant l'inaction apparente fut de courte durée.

Avant la fin de juin 1864, en effet, le pays retentit de sinistres nouvelles. Huejutla, la ville rebelle où s'étaient réfugiés Pavon et tous les mécontens, avait entraîné sous le drapeau de la révolte la Huasteca, qui s'était levée de nouveau tout entière. Ozuluama et

(1) L'armée régulière comptait deux divisions mexicaines, la première sous les ordres du général Mejia, la seconde commandée par le général Marquez, tous deux ralliés à l'intervention française.

Panuco, pour la troisième fois, avaient déchiré leur pacte et s'étaient prononcés en faveur de Juarès en fêtant le fameux Noriega, qui, chassé des montagnes de l'état de Puebla par le 3e zouaves, venait de faire irruption dans le pays à la tête de ses *plateados* (1). Le général Moreno, commandant militaire de toute la Huasteca au nom de l'empereur Maximilien, s'était sauvé la nuit, désertant son poste, sans même essayer la résistance : ses lieutenans l'avaient suivi. Seul, San-Martin, village indien envahi par les insurgés, avait pris les armes pour lutter; lâchement abandonné par le colonel Velarde, le second du général Moreno, il avait subi les horreurs du sac. Les impérialistes étaient partout en déroute, et les gardes nationales de nouvelle formation avaient abandonné les armes qui leur avaient été confiées sans brûler une cartouche. De tous côtés arrivèrent des messages implorant le secours de la contre-guérilla. De plus, les *hacenderos* s'engageaient à lever tous leurs serviteurs et à marcher en tête des Français. La route de San-Luis était désormais libre. Le colonel Du Pin leva donc le camp, et, se jetant brusquement sur sa gauche, pénétra dans la Huasteca en passant le 21 juin sur la rive droite du Tamesis. La contre-guérilla prit la direction de Huejutla, où s'étaient concentrés les libéraux réguliers et toutes les bandes insurgées.

Il n'y a point lieu d'énumérer les divers incidens de cette expédition, où la Huasteca fut sillonnée dans tous les sens. Un mois entier se passa en marches et en contre-marches, nécessaires à la pacification des *pueblos* que nous avions déjà traversés avant le combat de San-Antonio. Parfois on rencontrait encore des peuplades ignorées et ignorantes des Européens. On se faisait jour à travers les forêts vierges. Tantôt les contre-guérillas apparaissaient sur les crêtes de montagnes volcaniques, flamboyantes de lumière sous le soleil couchant; tantôt ils s'enfonçaient dans des vallées mystérieuses. Cependant l'ennemi ne perdait pas un seul instant de vue notre colonne en marche, et cinq fantassins de la contre-guérilla Prieto, attardés à l'arrière-garde, furent enlevés silencieusement. Longtemps leur mort resta le secret de la broussaille; plus tard, des révélations apprirent quels cruels supplices ils avaient endurés. C'était bien là dans tous ses hasards, dans toutes ses fatigues, la vie de partisan. Chaque nuit alertes et embuscades, de temps à autre on capturait des bandits qu'on passait par les armes. Aujourd'hui abondance de fruits et de bétail, demain la misère dans

(1) Les *plateados*, les bandits les plus audacieux du Mexique, sont réputés pour la richesse de leurs vêtemens et de leurs armes surchargés d'argent (*plata*). Ils ont l'habitude de s'élancer de leurs montagnes comme l'oiseau de proie, et après leurs coups de main entraînent leurs prisonniers dans la *sierra* jusqu'à paiement de fortes rançons.

le vrai pays de la soif. A mesure que la contre-guérilla gagnait du terrain, les Indiens grossissaient spontanément notre colonne dans l'espoir de raser Huejutla, qui leur avait déjà causé tant de dommages; mais le zèle des *hacenderos* s'était refroidi. Chacun d'eux trouvait un prétexte pour ne pas prendre un fusil. En revanche, les populations indiennes nous revoyaient avec plaisir, et leur enthousiasme était de bon aloi.

Le colonel Ortiz, lieutenant du général Moreno, avait été un des plus ardens en parole à châtier l'audace des libéraux. Dès qu'il eut la conviction que des forces françaises descendaient de Mexico et que d'autres remontaient de Tampico, se sentant à l'abri, il rentra dans les gorges de la Sierra-Gorda, cette chaîne la plus montagneuse du Mexique, qui traverse l'ouest de la province de San-Luis-de-Potosi. Moreno, qui était le commandant militaire de la Huasteca, était aussi celui de la Sierra-Gorda; mais en vérité ce double titre était bien illusoire. Pouvait-il en être autrement? Ce général a la réputation bien légitimement gagnée du chef mexicain le plus souvent mis en déroute. En un pays où les revers même se changent presque toujours en victoires, c'est un trait assez significatif D'ailleurs son caractère, sa physionomie, ne s'accordent que trop bien avec les faits. D'un âge déjà mûr, il consacre tout son temps aux soins de sa personne et d'une chevelure qui noircit à mesure qu'il vieillit. Clérical et républicain tour à tour, il sert volontiers tous les partis moyennant prime. Quelques années auparavant, le général Mejia, aujourd'hui général en chef de l'armée austro-belge-mexicaine, après avoir enlevé Tampico aux libéraux, en avait confié le commandement à Moreno, qui jura de mourir à son poste. Les républicains parurent bientôt aux portes de la ville : Moreno la leur vendit au prix de 17,500 piastres (92,500 francs), payable moitié comptant, moitié en billets à son ordre, qu'il s'empressa par prudence de faire escompter à la caisse de M. Lastra, le riche négociant de Tampico. Qu'on ne s'étonne donc plus de ces défaillances inouies que l'armée mexicaine vient d'enregistrer parmi les partisans du nouveau régime, puisque Moreno, malgré ses antécédens, était redevenu commandant militaire de deux états pour le compte de l'empereur Maximilien.

De tous les chefs impérialistes battus par les gens de Huejutla, malgré le devoir et l'honneur, malgré toutes les promesses faites, deux seulement rallièrent la contre-guérilla, accourue à leur secours. Moreno se présenta avec vingt-huit officiers, vingt-trois fantassins et quinze cavaliers! Le colonel Velarde apparut avec trente et un cavaliers, dont quatorze officiers! C'étaient là les derniers débris d'une brigade entière qui s'était dispersée à San-Martin de-

vant une poignée d'assaillans. Il restait encore trois étapes à parcourir pour arriver au pied de Huejutla, dont l'attaque devait payer à la contre-guérilla le prix de cinq semaines de fatigues et de privations excessives; mais l'honneur de prendre cette véritable place forte fut réservé à d'autres plus heureux (1). Le 25 juillet 1864, une dépêche du général en chef donnait l'ordre au colonel Du Pin de réunir toutes ses troupes à Tampico et de marcher en toute hâte sur Vittoria, pour soutenir le mouvement offensif du général mexicain Mejia. La grande expédition du nord, qui mit en mouvement, à la fin de juillet 1864, l'armée franco-mexicaine, allait commencer. La contre-guérilla, après avoir parcouru nuit et jour à l'époque la plus brûlante de l'année près de deux cents lieues de terres chaudes en moins de six semaines, après plusieurs heureux engagemens, après avoir misérablement vécu, puisqu'elle ne traînait jamais avec elle aucune provision, reprit en toute hâte la route de Tampico.

Pendant que la contre-guérilla se dirigeait vers cette ville, le chef juariste Noriega, à la tête de cent cinquante chevaux, faisait précisément une vigoureuse pointe vers la mer, dans l'espoir de surprendre et de piller Tampico, qu'il croyait sans défense. A peine les *cargadores* eurent-ils signalé son arrivée à Pueblo-Viejo, bourgade située sur la rive droite du Tamesis, en face du port, que deux pelotons de notre cavalerie, restés en garnison dans Tampico, s'élancèrent à sa poursuite. La rencontre fut sanglante; mais les *plateados* laissèrent vingt-deux cadavres dans les champs, vingt-neuf chevaux, lances et mousquetons. Le capitaine Perez, pris avec un de ses *plateados*, fut passé par les armes. Ce nouveau succès fut le bienvenu au milieu de la contre-guérilla en marche sur Tampico; il nous fut annoncé par le courrier chargé des paquets d'Europe. Au commencement d'août 1864, la colonne expéditionnaire rentrait dans ses quartiers de Tampico. Elle avait besoin d'un court repos. Cependant les partisans *colorados* ne désapprenaient pas le métier de coureurs de bois, toujours prêts aux incursions en pays ennemi. Depuis quelque temps, une guérilla commandée par un nègre nommé Roman s'embusquait sur les rives du Tamesis, arrêtait au passage les bateaux qui sillonnaient le fleuve, et ne relâchait les bateliers qu'après les avoir pillés et rançonnés. La retraite de ces bandits était cachée au fond des bois, au *rancho* du Caïman, où ils se croyaient en sûreté, grâce à la distance de dix-neuf lieues qui les séparaient de Tampico. Une nuit, on courut sus à la bande. Cinq de ces brigands furent enlevés, garrottés et conduits à Tam-

(1) Ce fut le lieutenant-colonel Tourre, du 3e zouaves, récemment victime de son dévouement dans un incendie à Mexico, qui, descendu de cette capitale à la tête de zouaves et de hussards, s'empara de Huejutla après un combat aussi brillant que meurtrier.

pico. Dans le nombre, on retrouva deux déserteurs mexicains. Le colonel Du Pin les condamna tous à être pendus, sur la grande place de la Douane, au *farol* (grand candélabre situé au centre) et aux réverbères des quatre angles. Au coucher du soleil, les trottoirs étaient couverts de curieux. Parmi les coupables étaient un père et son fils. A la lecture de l'arrêt, pas un des condamnés ne broncha. Le prêtre récitait ses litanies : le père et l'enfant, au moment d'un adieu suprême, n'eurent même pas la pensée d'une dernière étreinte. Le jeune homme, avec un cynisme révoltant, railla la maladresse des exécuteurs, inhabiles dans l'art de manier le nœud coulant, art dont il possédait, disait-il, la pratique à fond; puis de ses propres mains il se passa la corde autour du cou, et, comme il était gêné par les rayons du soleil, abaissé à l'horizon, il demanda comme dernière grâce qu'on lui tournât la tête du côté du levant pour ne pas souffrir de la réverbération dans ses derniers momens. La race mexicaine, métis et Indiens, est d'un calme effrayant et sinistre devant la mort. Rarement elle demande grâce à l'approche du dernier coup. Pour ces hommes, passer de vie à trépas est une petite affaire. Leur temps est fait ici-bas; ils ont pris la somme de jouissances et de peines qui leur était réservée. Absurde fatalisme qui nous présage de longues et terribles luttes! Jusqu'au lendemain matin, les cadavres se balancèrent au bras des lanternes sous le souffle de la brise de mer. Cette exécution causa quelque émoi à Tampico. Quoique approuvée au fond, dans la forme elle excita des plaintes qui eurent de l'écho jusqu'à Mexico. Le général en chef interdit désormais ce mode de châtiment, en vigueur du reste dans toute l'Amérique, et ordonna de déférer aux cours martiales tout guérilla pris les armes à la main.

Cette concession, dictée par des principes d'humanité, a eu de fâcheux résultats dans un pays habitué à la pendaison et où il est nécessaire d'agir fortement sur les esprits. Ce genre de supplice, expéditif d'ailleurs, laisse après lui une salutaire terreur. Aux yeux des Mexicains, l'exécution par le fusil est presque un honneur militaire. Le supplice par la corde n'a été inauguré par nous que lorsque depuis longtemps déjà les guérillas tuaient ainsi nos prisonniers de guerre en prolongeant le martyre de leur agonie par des raffinemens de cruauté. Malgré ces atroces sauvageries, les Français peuvent être fiers d'être restés impassibles en rendant la justice. Toujours la passion s'est tue pour laisser parler la conscience, qui seule dictait l'arrêt de mort ou de délivrance. Le soir de cette exécution, lorsque la foule fut écoulée, toutes les jalousies des maisons situées aux angles de la place de la Douane se fermèrent malgré une chaleur étouffante, excepté celles d'un café qui est le rendez-

vous du monde élégant de Tampico et de tous les chefs de guérillas ralliés ou déguisés, le café Reverdy. L'animation y fut grande. Reverdy seul, au milieu des menaces sourdes qui éclataient par moment contre l'auteur de l'exécution, restait souriant. Reverdy est presque un personnage qui mériterait les honneurs d'un portrait. D'origine française, établi depuis vingt-sept ans à Tampico, c'est un type curieux et amusant qui connaît toutes les traditions du pays aussi bien que les haines des partis. Ce vieillard affable vit en bonne intelligence avec tous les chefs qui successivement s'emparent de la ville et viennent se désaltérer chez lui. La maison Reverdy a résisté à la guerre des États-Unis. Grâce aux croiseurs qui bloquent rigoureusement tous les ports, les chargemens de glace ont manqué à Tampico; malgré ce dur mécompte pour les amateurs de boissons réfrigérantes, l'établissement est toujours fréquenté, car c'est là que se traitent toutes les affaires de commerce; c'est là qu'on apprend toutes les nouvelles du jour, qu'on entend toutes les sonneries du télégraphe qui domine la douane pour se relier avec celui de la barre, et qui, à l'aide de pavillons multicolores disposés en signaux, prévient les courtiers maritimes s'il y a *vela ad sur* ou *al norte* (voile au sud ou au nord), ou si, grâce à la mer et au vent, la *barra* est *cruzada* ou *buena* (si la barre est croisée ou bonne à franchir). En matière politique, Reverdy garde toujours un profond silence; mais je le crois sceptique, car, en apprenant le départ de la contre-guérilla, qui s'en allait pacifier le Tamaulipas, il est sorti de sa réserve, il a souri légèrement et a prétendu que les millions dépensés au Mexique étaient de l'argent perdu. N'y avait-il pas un fond de vérité dans cette réflexion humoristique? La France ne possède-t-elle pas des colonies auxquelles ces millions eussent été bien autrement profitables? Ce qui est certain, c'est que toutes ces campagnes, tous ces combats, notre séjour même dans les villes du Tamaulipas, ne révélaient que trop à la contre-guérilla deux faits significatifs : l'esprit hostile des populations mexicaines, la froideur de nos propres compatriotes, qui se demandaient avec appréhension quels seraient les résultats de tant de luttes et de fatigues.

Cte E. DE KÉRATRY.

LES MŒURS

ET

LE THÉATRE

Si l'on considère les principaux événemens dramatiques de l'année 1865, et si l'on s'attache aux œuvres qui, ayant eu le don d'attirer la foule, semblent, indépendamment de leur mérite propre, répondre le mieux à un certain état des esprits, on n'a point lieu d'espérer que nous touchions encore au terme de la fâcheuse réaction qui s'est produite, au théâtre comme dans le roman, au lendemain de la révolution de 1852. Les poètes, les romanciers et les philosophes de l'époque précédente s'étaient fait de l'homme, de ses sentimens, de ses passions et de sa destinée en ce monde une idée peut-être un peu trop haute. Nous sommes bien descendus de cet empyrée. La sympathie pour notre espèce, ce que Goethe, ce que Molière lui-même, devançant Goethe d'une centaine d'années, appelaient si bien « l'humanité, » tend à disparaître de notre littérature avec la croyance à l'idéal et la croyance au bon goût. Elle a, en tout cas, disparu à peu près complétement de notre théâtre. Châtier les vices est bien moins la loi de nos auteurs comiques que flageller la nature humaine, et, lorsqu'ils prétendent corriger les mauvaises mœurs, nous ne savons comment cela se fait, mais le plus sûr résultat qu'ils atteignent, c'est d'offenser les bonnes. Quiconque s'est formé autrement que par la littérature du jour et voudra s'interroger au sortir d'un de nos drames en vogue se sentira blessé au fond du cœur et atteint dans un je ne sais quoi d'indéfinissable qui est ce qu'il y a de plus noble en nous. Il a été amusé; il a même été, par momens, ému; il a trouvé

telle scène charmante, telle autre écrite avec feu, telle autre semée de mots spirituels et justes. Cependant il est mécontent, et il sent qu'il a raison de l'être. Nous voudrions essayer ici de rechercher s'il n'y a point à ce vague malaise des causes précises. Ce ne sera point faire étalage d'un rigorisme toujours peu séant chez ceux qui, selon le mot du poète, sont « amis de la vertu plutôt que vertueux. » Ce sera tout uniment faire œuvre de critique. Quand un honnête homme est choqué au fond de sa conscience d'un spectacle auquel il vient d'assister, on peut conjecturer d'avance que son honnêteté eût moins souffert, si son goût avait été plus ménagé. L'art parfait ne sauve point toujours la morale, et ce n'est point son but de la sauver; il réussit toujours à nous épargner le scandale. C'est donc l'art qui nous préoccupera alors même que nous paraîtrions plus particulièrement exposer des mœurs et les juger.

Il y a en effet un art du théâtre avec ses règles propres, et nous sommes un peu confus d'avoir à énoncer avec autant de solennité une proposition aussi ingénue; mais les bonnes traditions comme les bonnes études ont été si complétement abandonnées et l'inexpérience est devenue si générale, qu'on a presque l'air de soutenir un paradoxe quand on parle de règles quelconques. Personne ne croit plus aux règles, et la critique y croit moins que personne. La critique a prodigieusement étendu de nos jours son domaine; elle se confond volontiers elle-même avec l'histoire, la philosophie et la morale, et nous ne songerions point à l'en blâmer, si elle n'oubliait trop, sur les sommets nouveaux où elle plane, sa première fonction, bien modeste, mais bien utile, qui a été d'apprécier le mérite littéraire des œuvres de l'esprit, d'en montrer les défauts, d'en signaler les qualités, de chercher à maintenir les saines méthodes de composition et de style. Non-seulement la critique dédaigne de remplir son ancien office, mais encore elle désavoue et renie les préceptes élémentaires sur lesquels il était fondé. Il s'est formé et développé deux écoles de critique, la première trop exclusivement historique, la seconde purement mécanique et dynamique, qui sont venues aboutir toutes deux par des chemins divers à l'indifférence en matière de goût. La première n'étudie dans un auteur que ses passions et ses instincts; à ce titre, elle admet pour excellent tout ce qui a du relief et elle fait autant de cas des grossièretés de Shakspeare que de ses beautés. La seconde se contente de dégager dans une œuvre la quantité de talent et d'esprit qu'elle contient, comme le chimiste dégage la quantité d'alcool répandue dans une liqueur généreuse. Le talent une fois mesuré et l'esprit une fois décomposé en ses divers élémens, l'une et l'autre école jugent futile de se demander jusqu'à quel point est légitime l'emploi qui a été fait de ce talent et de cet

esprit. C'est qu'il n'existe point pour ces observateurs empiriques un type de perfection, relatif à chaque art, qui a été quelquefois atteint et dont il faut faire effort pour se rapprocher le plus possible. N'est-il pas évident néanmoins, pour en revenir au sujet particulier qui nous occupe, que le théâtre a des lois? N'est-ce pas là un fait confirmé par l'expérience elle-même? Pourrait-on soutenir, par exemple, que *Phèdre* n'est pas une pièce mieux composée que *Hamlet?* Si l'on transporte *Hamlet* sur la scène, devant un public anglais, sans rien changer à la pièce, telle que l'auteur l'a écrite, si le lendemain on donne *Phèdre* au même public, si d'ailleurs les deux ouvrages sont interprétés avec un art égal, y a-t-il un Anglais au monde, malgré toutes les raisons tirées de la race et du climat, malgré la supériorité du génie de Shakspeare sur celui de Racine, qui refusera de convenir qu'il a commencé par assister à un spectacle où les sensations sublimes étaient mêlées d'une insurmontable fatigue causée par le choc de contrastes trop brusques, et qu'il a ressenti le lendemain le plaisir aisé et sans mélange d'un spectacle constamment pathétique? D'où vient cela, si ce n'est que l'une des deux pièces a été accommodée aux nécessités de la scène, et que l'autre est restée à l'état brut? Qu'est-ce qu'observer les nécessités de la scène, si ce n'est pratiquer des règles et reconnaître un art? Comment expliquerions-nous ces inévitables définitions de la langue commune de tous les peuples, « œuvre bien composée, œuvre mal composée, œuvre *mieux* composée, » s'il n'existait des préceptes universels de composition applicables à toutes les œuvres de l'esprit, à quelque langue et à quelque genre qu'elles appartiennent, quelque différentes qu'elles soient par leur objet, par les sensations qu'elles expriment, par le moment de la civilisation qui les a produites. Puisqu'on aime aujourd'hui à expliquer la littérature par des similitudes tirées de l'histoire naturelle, c'est ici le cas d'user une fois de plus de la fameuse comparaison de la plante. Un poème, un roman, à plus forte raison une pièce de théâtre, ne sont point des corps qui puissent se former par juxtaposition; comme la plante, ils doivent présenter aux yeux un organisme complet, et là où l'organisme est défectueux, tout le talent, tout l'esprit, tout le génie possible ne saurait faire que l'œuvre accomplie soit bonne et qu'elle soit douée de vie.

Le talent, l'esprit et même l'imagination ne manquent point aux auteurs en vogue; mais hormis cette matière première, qui ne vaut son prix que par la mise en œuvre, on est tenté de dire que tout le reste fait défaut à la plupart d'entre eux. Il y a une remarque qu'il faut faire d'abord, c'est qu'on ne met presque plus des hommes au théâtre. L'ancienne scène française connaissait des amoureux, des

avares, des jeunes gens, des vieillards, des sots, des méchans, des coquins et des imbéciles. Tous ces gens-là, même ceux qui comme Turcaret tenaient le plus parfaitement de la brute, ne laissaient pas que d'être des créatures douées d'un certain discernement intellectuel et moral. Ils avaient, de quelque manière qu'on veuille définir l'âme, ce qui s'appelle une âme. C'étaient en un mot des personnes. On les a remplacés trop souvent par de purs pantins. Il n'y a pas à l'heure qu'il est, dans les deux hémisphères, un montreur de marionnettes plus étourdissant et plus étincelant que M. Sardou; mais enfin ce n'est qu'un montreur de marionnettes, et comme nos défauts, quand nous ne luttons pas vigoureusement contre eux, croissent avec l'âge, plus M. Sardou écrit de comédies, plus il acquiert l'expérience de la scène, plus il développe les qualités de son dialogue, qui sont réelles, plus il devient habile à créer dans le drame le mouvement et la vie, plus le succès croissant l'anime, l'excite et le soutient, et plus de ses doigts de prestidigitateur jaillit un bataillon serré et divers de polichinelles accomplis. Il n'en a laissé tomber que deux ou trois dans *les Vieux Garçons*. *La Famille Benoîton* ne possède pas autre chose, si l'on excepte Didier et sa femme, avec les deux *impresarii*, Clotilde et Champrosé, chargés de faire au public l'explication du spectacle qui lui est offert. Descendons d'un ou deux degrés au-dessous de *la Famille Benoîton*; au lieu des gais et honnêtes vaudevilles de la génération précédente, nous n'aurons plus que d'écœurantes parodies où nous verrons défiler un cortége d'idiots et de brutes. On dirait la danse macabre de l'imbécillité humaine, s'il restait à de tels personnages quelque chose d'humain. Il est si vrai qu'une forte part des créations du théâtre actuel sont des automates et rien de plus, que les personnages chargés de les passer en revue pour le compte du spectateur et de débiter la légende ne sauraient éviter les métaphores qui expriment le mieux l'idée d'un acte mécanique : « pendule, coucou de la Forêt-Noire, machine, marmotte, » telles sont les définitions peu engageantes qui reviennent le plus souvent sur leurs lèvres. Ils ne sauraient éviter surtout les tirades longues et fastueuses. Un homme, un homme en chair et en os, agissant bien ou mal dans une situation donnée, s'explique par ses propres actes et par ses propres paroles. Essayez donc de comprendre les gestes, les mouvemens et même les paroles d'un pantin doué de l'organe de la voix, s'il n'y a pas à côté de lui un être intelligent qui s'épuise en éloquence et qui s'évertue à vous dire : Voilà ce qui se passe, voilà ce que vous allez voir, et voilà ce que tout cela signifie. Aussi dans ces pièces la tirade est de rigueur, toujours élégante et spirituelle; mais on goûte moins l'esprit lorsqu'on a fini par s'apercevoir qu'on n'y peut

pas plus échapper qu'à la faconde et à la verve démonstrative d'un *cicerone* chargé d'interpréter une collection de figures de cire.

Une conception si abaissée de l'homme, quand on la transporte au théâtre, rend le théâtre en somme assez mélancolique. On comprend que, malgré le mouvement de la scène et la gaîté du dialogue, un spectateur qui s'en est pénétré emporte chez lui une impression latente, mais profonde de malaise. Reconnaissons cependant que les auteurs dramatiques ne sont pas tout à fait responsables du système d'après lequel ils façonnent les personnages de leur invention. Ils ont pris, peut-être à leur insu, le spectre primitif et le type uniforme de leur homme-machine dans les diverses philosophies aujourd'hui en possession des intelligences, et il se peut que cette réduction des mouvemens de l'âme à des mouvemens automatiques, dont nous sommes choqués dans les pièces de M. Sardou et de quelques-uns de ses contemporains, atteste moins la décadence de l'art dramatique que l'altération de nos plus vieilles et de nos plus saines croyances. Mais où la décadence de l'art et le dédain absolu des règles élémentaires sans lesquelles il n'existe plus réellement d'art véritable nous paraissent incontestables, c'est dans le dessein général des pièces et dans la conduite des caractères. Sur ces deux points, le sans-façon est sans bornes. Chacun noue et dénoue son action comme il lui plaît. Chacun compose ses personnages selon sa fantaisie et sa commodité. On accumule dans une même esquisse les traits les plus contradictoires. Veut-on retracer le type parisien de la femme qui est « toujours sortie, » on s'en va choisir une féconde bourgeoise qui a élevé cinq enfans. Cinq enfans, et toujours sortie! Cela est faux, de toute fausseté. La femme qui sort sans cesse a soin de n'être pas aussi chargée de famille. Ou bien on prend un habitant du faubourg Saint-Denis qui a eu la patience de s'enrichir « dans les sommiers élastiques » et on le représente donnant à son neveu le conseil d'être « sans scrupules en affaires, » de brusquer la fortune par un coup hardi, de chercher le scandale, qui n'est qu'une réclame gratuite, et de ne s'inquiéter jamais, lorsqu'il s'agit de réussir, des « trente-six morales, » qui peuvent s'opposer au succès. Cela non plus ne saurait être vrai. On n'est ni un honnête homme ni un héros de vertu pour s'être fait cent mille francs de rente avec les sommiers élastiques; mais quand on a derrière soi quinze ou vingt années passées dans une industrie sans caractère aléatoire, on parle plus volontiers pour la morale que contre la morale; on a un pressant besoin de devenir chevalier de la légion d'honneur ou juge au tribunal de commerce, et l'on conforme ses discours à ses ambitions. Ne confondons pas les vices de Mercadet avec les infirmités de M. Perrichon.

Le laisser-aller chez nos auteurs est peut-être pire encore quand il s'agit de construire une pièce. Ils ne se donnent plus la peine de lier le dernier acte au premier et de choisir entre cinq ou six péripéties possibles la seule qui naisse naturellement et nécessairement du drame tel qu'ils l'ont exposé, et du choc des caractères tels qu'ils paraissent les avoir conçus. Tous les personnages viennent, s'en vont, reviennent, entrent ou sortent, comme passe et repasse la foule des désœuvrés sur nos boulevards. Tous les dénoûmens tombent des nues. Tous les incidens destinés à préparer de près ou de loin le dénoûment ressemblent à la chute fortuite d'une cheminée sur la tête d'un passant. Un débauché plus que mûr est provoqué par un jeune homme; il se trouve qu'il est le père du provocateur; il ne se doutait pas seulement qu'il eût jamais été père, il ne s'en fût douté de la vie, s'il n'avait été amené à brûler de vieilles lettres d'amour et à jeter par hasard un regard distrait sur le cachet de l'une de ces lettres. Voilà comment nous parvenons à sortir des complications de la vie de garçon dans *les Vieux Garçons*. Sans ce bienheureux accident du cachet, la pièce durerait encore à l'heure qu'il est, il n'y aurait pas eu moyen de la finir. Elle a cinq actes : elle en aurait dix, elle en aurait cent. Vraiment est-ce là une comédie? C'est une simple succession de scènes. On peut mêler ensemble *la Famille Benoîton* et *les Vieux Garçons*; avec quelques raccords aux jointures, les deux pièces n'en paraîtraient faire qu'une, et l'action ne marcherait ni plus ni moins mal dans les deux pièces réunies que dans chacune d'elles prise à part. On peut d'un autre côté détacher tel ou tel de ces dix actes; il fera à lui seul une comédie fort tolérable, tant il est vrai que dans les œuvres de ce genre on ne discerne plus ni commencement, ni milieu, ni fin. Nous citons *la Famille Benoîton* et *les Vieux Garçons* parce que c'est pour ces deux pièces qu'ont été les succès les plus bruyans de l'année. Nous pourrions citer le drame que les censeurs interdisent en ce moment, et d'où ils demandent à retrancher tout uniment ce qui s'y trouve d'original et de large, le premier acte; ce drame pivote tout entier autour d'une histoire parasite de général russe sans aucun rapport avec l'action qu'elle sert à dénouer. Nous pourrions citer encore une comédie pour laquelle le public n'a pas été assez juste, *Fabienne*, et qui, remplie de scènes charmantes, n'a péri que par le dénoûment. *Fabienne*, par cela même qu'elle révèle une fois de plus les qualités solides d'un jeune auteur auquel ne sont pas encore venus les triomphes définitifs, nous paraît un exemple beaucoup plus concluant que *les Vieux Garçons* et *la Famille Benoîton* de la parfaite ingénuité avec laquelle nos contemporains gouvernent les conceptions de leur esprit et des libertés

qu'ils se croient en droit de prendre avec un public trop facilement enthousiaste. L'ingénieux auteur des *Curieuses* met en présence une mère et une fille éprises du même homme. Pendant deux actes sur trois, le prince Henri de La Roche-Targé, adoré sans le savoir de Fabienne, recherche en mariage sa mère, la comtesse Amélie. Déjà ce mariage est décidé, et Fabienne se meurt. Comment M. Henri Meilhac se tirera-t-il d'une situation aussi ardue? Très simplement, en n'essayant pas de s'en tirer. Il se fait une révolution dans le cœur du prince Henri, et il épouse la fille, au grand contentement de la mère. Mais cela est-il bien possible? est-ce ainsi que va le cœur humain? est-ce ainsi que va la vie? est-ce ainsi que peut aller le théâtre? Cette rivalité d'une mère et d'une fille, quand elle a une fois éclaté, quand elle est devenue publique, quand les passions qui en sont la source se sont accusées avec aussi peu de ménagement que cela a lieu dans *Fabienne*, se termine-t-elle jamais autrement que par d'affreux déchiremens ou par quelque transaction plus affreuse encore? Et si un auteur dramatique prétend ne tirer d'un sujet éminemment tragique ou éminemment sinistre qu'une sorte de pastorale de salon, plus ou moins touchante et plus ou moins innocente, peut-on dire qu'il est maître de son drame et qu'il le développe selon la nature réelle du sujet?

Nous n'osons parler de la leçon morale qui se dégage de la plupart de ces pièces. Quelque disposé qu'on soit à admettre que l'art a son domaine distinct de la morale, il y a une vérité hors de doute, c'est qu'il existe en littérature des œuvres saines et des œuvres malsaines, tout aussi bien que des œuvres accomplies et des œuvres médiocres. Cependant une œuvre n'est pas nécessairement corruptrice parce qu'elle contredit les principes ordinaires de la morale ou qu'elle les omet, et elle n'est pas nécessairement salutaire parce qu'elle nous rappelle *ex professo* à la pratique de nos devoirs habituels. Une œuvre est saine ou malsaine surtout par l'impression qu'elle nous laisse dans l'esprit et dans le cœur. En appliquant ce principe, combien, parmi les succès des années qui viennent de s'écouler, pourrons-nous compter d'œuvres complétement salutaires? Morales, nos comédies le sont toutes. Ce n'est pas seulement de la tirade spirituelle et émue que nos auteurs abusent un peu, c'est encore de la tirade vertueuse. Cependant tout choque l'honnêteté, tout révolte la conscience dans ces pièces si ambitieusement morales. Rien n'est plus fâcheux au théâtre que le spectacle du vice sans la passion, et les vicieux qu'on nous peint, au lieu d'être victimes de leurs mauvais penchans, les exploitent devant nous avec une tranquillité, une impudence et un bonheur intolérables. Qu'est-ce que c'est par exemple qu'un auteur qui prétend flétrir le vice et qui finit tout dou-

cement une comédie dirigée contre les coureurs d'aventures et les chasseurs d'amour illicite par le bucolique tableau d'un Lovelace suranné devenu soudain le plus fortuné des beaux-pères, et par l'idylle du vice vieilli s'abritant au nid de la jeunesse innocente? Quel spectacle peut nous paraître plus humiliant pour la société où nous vivons, et nous rabaisse nous-mêmes avec plus de certitude, si nous le supportons d'un esprit paisible, que celui d'une famille dissoute par le luxe, l'avidité, les mauvais exemples, où le père, les fils, les filles, le mari, la femme, échangent entre eux les injures brutales, font assaut de mépris et quelquefois d'ignominie, supputent sur la mort les uns des autres, et continuent à vivre ensemble comme si de rien n'était? Mais si parmi ces personnages il n'en est pas un seul à qui il reste une lueur de dignité et de bon sens pour contenir, dominer ou expulser les autres, si les enfans ne savent plus respecter, si le père ne sait plus commander ou maudire, et si derrière tout ce monde charmant l'auteur, qui le fait mouvoir, incapable d'indignation, incapable de pitié, ne songe qu'à jouer et à s'amuser, c'est au spectateur à faire justice de ces mœurs odieuses et triviales. Au contraire le public d'aujourd'hui s'y délecte, et il s'y délecte en toute sécurité, sous prétexte qu'en fin de compte l'auteur conclut contre le vice et que les principes restent saufs. Eh! qu'importent les plus belles et les plus sévères conclusions, quand le long du chemin qui nous y mène le sens moral s'altère et la délicatesse morale se flétrit? Craignons à la fin de prendre pour la haine du vice ce qui ne serait que la conviction réfléchie et froide des inconvéniens du vice! Prenons garde de croire que nous nous sommes remis à aimer nos devoirs parce que nous nous sommes effrayés sur le péril des situations irrégulières!

C'est pourtant là ce qu'a pour objet de nous persuader une des comédies les plus caractéristiques de ces dernières années, *le Supplice d'une femme*. Ce drame sobre ne tombe sous le coup de presque aucune des critiques générales qu'on est en droit d'adresser au théâtre contemporain. Malgré des invraisemblances auxquelles on ne songe qu'après réflexion, et quoique toute la pièce pèche par la base, la vulgarité du personnage d'Alvarez et de sa liaison avec Mathilde, la conception est d'une simplicité classique; l'action, rapide et conséquente à elle-même, se déroule suivant les meilleurs préceptes de l'art; la situation, vigoureusement ramassée, est à la fois claire et forte, et si les caractères sont trop dominés par la situation, trop absorbés en elle pour qu'il ait été possible de leur donner du relief, du moins aucun de ces personnages ternes et effacés, qui ne valent et ne vivent que par les rapports légaux et sociaux qu'ils expriment, ne s'inflige à lui-même

de démenti puéril durant le cours du drame. Mais l'accent profond de l'honnêteté, où est-il? mais le cri du repentir, le vrai cri de l'âme, quand l'entendez-vous? Chez cette femme écrasée sous le poids de sa faute, la douleur et la honte du supplice supporté pendant sept années parlent seules. Quelle sécheresse! quelle dureté! Et cette morale d'airain, ce serait toute la morale! Au fond, il ne s'agit pas ici de nos devoirs, il s'agit des nécessités du mariage et des retours vengeurs de la loi sociale. De tels exemples peuvent rendre plus sages et plus prudens ceux qui les reçoivent, ils ne les convertissent point. L'impression morale dans *le Supplice d'une femme* est mesquine autant que l'émotion dramatique y est forte. J'ai peur, si je pense à Indiana et à Valentine après Mathilde, de trouver plus de vertu dans les sacriléges défis jetés par les héroïnes de Mme Sand au mariage que dans la soumission où la femme de M. Dumont se décide à rentrer, de guerre lasse, uniquement pour se soustraire aux fascinations assommantes de M. Alvarez. Et j'ai peur aussi pour cette cause que la leçon soit perdue, même comme simple leçon de sagesse. Quelle femme déjà entraînée par la passion ne pourra se dire avec quelque apparence de raison qu'après tout elle a rencontré mieux qu'Alvarez et qu'elle vaut mieux que Mme Dumont?

Indiana! Valentine! Lélia! quels noms venons-nous de prononcer! et quels souvenirs avons-nous évoqués! Chose singulière et bien digne de fixer l'attention du philosophe qui observe les vicissitudes de nos sentimens et de nos idées! ce qui nous perdait, il y a trente années, c'était l'excès de passions généreuses qui ne voulaient point subir le frein vulgaire de la loi; c'étaient les rêves d'une poésie splendide qui ne voulait point s'emprisonner dans les devoirs terre-à-terre de la vie domestique; c'était une soif insatiable de l'idéal qui nous soufflait la révolte contre toutes les réalités de la vie; c'était un besoin d'être sublime que rien ne satisfaisait, si ce n'est l'orgueil qu'on éprouvait à fouler aux pieds, au nom de quelque sentiment supérieur, les obligations les plus sacrées qu'imposent le monde, la société et la famille. On mettait alors la vertu tout entière dans les beaux sentimens dégagés des préceptes positifs: pourvu qu'on eût conscience d'admirer ce qui était grand et héroïque, sans trop se soucier de pratiquer ce qui était bien, on se trouvait toujours assez honnête, et l'on ne s'apercevait point que les plus profonds précipices sont voisins des cimes les plus ardues. Ces grands désordres d'imagination ont fait place peu à peu à un goût implacable de l'ordre. L'idée nette et claire qu'il faut observer l'ordre, parce que l'ordre se venge tôt ou tard de ceux qui le violent, est la plus haute conception de la vertu où puissent atteindre

les moralistes de l'heure présente. C'est de la vertu légale, précise et concrète qui ne vaut pas mieux, qui vaut beaucoup moins que le genre de vertu trop éthérée et trop en essence où les poètes de la génération de 1830 prétendaient hausser les âmes à travers toutes les violations possibles du code pénal. Je ne hais pas le code, j'aime surtout un code moral; mais je ne l'aime que vivifié par les sentimens nobles et délicats. S'il fallait à toute force choisir entre le mysticisme romanesque d'autrefois, qui nous égarait si terriblement hors des sentiers réguliers de ce monde, — et la vertu selon le code, la vertu qu'on se démontre à soi-même par formule algébrique, — mon choix serait fait. Il y a dans l'un la foi sans les œuvres, il y a dans l'autre les œuvres sans la foi, et ce n'est pas seulement la théologie qui a raison de mettre la foi au-dessus des œuvres, et de juger l'action de la grâce supérieure à l'action de la loi.

Au fond de la morale, un peu trop pratique, dont *le Supplice d'une femme* nous recommande la stricte observation, au fond des scènes de satire violente que nous retracent M. Sardou et les auteurs dramatiques de son école, au fond de l'art tel qu'on l'entend et qu'on le pratique actuellement, on trouverait un même phénomène qui est le fait saillant de l'histoire de notre société depuis quinze ans : le développement outré de l'esprit positiviste. Dureté des cœurs, brutalité des mœurs et des œuvres de l'imagination, rétrécissement des idées philosophiques, vulgarité des maximes morales, tout nous vient de là et tout nous y ramène. Le romanesque et le chimérique (et qu'est-ce que la vie sans un peu de chimère et de roman?) ont fui pour ne plus laisser derrière eux que le respect superstitieux des réalités tangibles et des nécessités palpables. On surprend partout la trace de ce triomphe trop complet de la sagesse positive sur la poésie. Et cette année même, pourquoi ne le dirions-nous pas? le dernier des chantres de l'idéal, le plus fidèle jusqu'ici aux dieux vaincus, le plus populaire et le plus aimé parmi les écrivains qui savent encore de temps à autre faire descendre le ciel sur la terre, M. Octave Feuillet, n'a-t-il pas trop rendu les armes à l'esprit impérieux du jour? O vous qui nous confiiez naguère, au milieu de tant de larmes, *le Roman d'un jeune homme pauvre*, qu'avez-vous fait sous ce titre séduisant, *la Belle au bois dormant*, si ce n'est transporter à votre tour au théâtre le panégyrique du jeune homme riche et du jeune homme pratique, auquel appartient désormais le globe? Eh quoi! il y avait quelque part, dans le monde enchanté de votre imagination, une sœur jeune et brillante de Maxime de Champcey et de Mlle de Porhoët. Fière et chaste fille de la Bretagne expirante, elle n'aimait que l'honneur et l'orgueil de son nom; elle appartenait tout entière à ses hymnes, à ses aumônes, à ses ballades,

à la généreuse inutilité du bon vieux temps; elle haïssait l'argent et le travail productif; tout l'or du Pérou ne l'eût pas décidée à subir une atteinte à la moindre des croyances, au moindre des préjugés qu'elle avait reçus de ses pères; bref, elle était tout à fait telle que vous seul savez les faire, chimérique et adorable. Et quand déjà le cloître l'avait recueillie et lui donnait l'asile suprême qui lui convenait, loin du siècle et de ses marteaux, vous êtes allé l'arracher à l'église et à Dieu, pour la jeter dans les bras de ce forgeron de Morel! Blanche de Guy-Châtel reniant l'idéal! jamais le *tu quoque* n'aura été plus à sa place. De toutes les victoires que l'économie politique, armée du code de commerce, a remportées depuis quelques années dans le domaine des lettres et ailleurs, la plus étonnante, la plus inattendue, est certainement celle qui a mis à ses pieds, avec Blanche de Guy-Châtel, Marguerite, Bellah, Sabine et Mme de Palme. A Dieu ne plaise qu'en signalant ce caractère trop peu remarqué d'une œuvre où M. Octave Feuillet a mis d'ailleurs beaucoup plus qu'on ne le croit et qu'on ne l'a dit des séductions ordinaires de son talent, nous prétendions ranger *la Belle au bois dormant* dans le groupe des comédies brutales; autant vaudrait marier le Turc et Venise. Rien ne jure plus que le caractère et le tempérament de M. Feuillet avec les peintures à la mode. L'auteur de *la Belle au bois dormant* garde sa place à part; mais, dans la place écartée où il se tient, les préoccupations qui dominent le théâtre contemporain sont venues le chercher, et notre devoir d'historien était de relever dans le dénoûment de sa pièce un spécimen curieux des influences qui envahissent, sans qu'ils s'en doutent, les esprits les plus élevés et les plus droits.

Faut-il cependant exagérer la portée de ces influences? Chacun des amis de l'art délicat nous opposerait à l'instant le nom de M. Octave Feuillet lui-même. Il serait injuste de méconnaître qu'il reste des écrivains qui soignent patiemment leur talent et lui interdisent les victoires faciles, achetées au prix du scandale, comme il en est d'autres qui, s'ils s'engagent en quelque tentative hardie et contestable, n'y sont du moins poussés que par une témérité d'artiste désintéressé. Sans parler de telle comédie de mœurs ou de caractère qui, malgré la tristesse du sujet, eût mérité d'être mieux accueillie du public lettré, quelques-unes des meilleures traditions de notre scène se retrouvent en d'agréables tableaux de genre, tels que *le Second mouvement*, de M. E. Pailleron, et *les Révoltées*, de M. Gondinet; c'est l'esprit aisé et inventif de Scribe, c'est la verve et la bonhomie de Picard, avec le don des vers en plus. Qui ne se sent rafraîchi lorsqu'il passe des duretés ordinaires de nos comédies à ces légères satires des communes faiblesses du cœur

humain? Le drame domestique nous a donné également plus d'une œuvre, sinon tout à fait irréprochable, du moins étudiée et sympathique. Sedaine n'a point fait assez école parmi nous; Mme Sand, qui a porté au théâtre un esprit de sérénité et de paix trop étranger à beaucoup de ses romans, ne rencontre pas autant d'imitateurs, de disciples et d'émules que nous pourrions le souhaiter. Et cependant quelques-uns de nos jeunes auteurs s'aperçoivent et sentent que du côté de la tragédie et de l'idylle bourgeoise il y a bien des filons d'or à suivre, bien des diamans à extraire et à polir. Il n'est pas rare que dans une pièce dont l'idée première a été empruntée à ce fonds de mœurs dures et de mauvaise compagnie qu'il est, à ce qu'il paraît, impossible d'éviter, on rencontre tout à coup une physionomie originale, heureusement esquissée, des émotions honnêtes, des traits d'une moralité pathétique et presque austère, des mouvemens vrais, un ton mesuré, un dénoûment à peu près concluant, tout ce qui enfin, transporté en un sujet qui n'aurait pas le tort d'évoquer les souvenirs les moins purs et les images les plus tristes, pourrait produire une œuvre élevée ou à tout le moins satisfaisante. Encore une fois nous ne fermons pas les yeux à de tels mérites; mais des épisodes isolés et rares ne sauraient modifier le jugement général que nous inspire un ensemble de phénomènes continus. L'accueil favorable qu'un public trop restreint est toujours disposé à faire à certaines œuvres délicates et consciencieuses ne nous console qu'à demi des spectacles funestes où la foule s'habitue de plus en plus à courir. Le succès même qu'obtient en ce moment *le Lion amoureux*, et qui rappellera enfin, nous voudrions l'espérer, la Comédie-Française à ses devoirs et à son vrai caractère, ne suffit pas pour nous rassurer sur l'avenir de notre théâtre. Ce succès a beau avoir éclaté à la manière de ces coups de foudre qui viennent quelquefois dissiper les vapeurs malsaines de l'atmosphère : il y a des ébranlemens passagers qui ne purifient l'air que pour un jour ou deux. A peine la première représentation du *Lion amoureux* finissait-elle que le drame d'*Héloïse Paranquet*, d'ailleurs émouvant et humain en quelques-unes de ses parties, mais qui nous ramène trop, comme d'autres pièces contemporaines, à la religion et à la poétique du code, venait de nouveau éveiller chez nous des impressions bien mêlées.

Il serait temps que tous ceux dont l'exemple, la parole ou les actes peuvent faire autorité prissent le parti de s'inquiéter de la contagion de brutalité, de sécheresse et de violence qui s'est emparée de notre littérature. On ne nous persuadera point que la comédie forte ne subsiste qu'à la condition de braver toutes les bienséances et de briser toutes les barrières. La force est justement

ce qui manque le plus aux crudités de la scène actuelle. Un style robuste, une trame serrée et ferme, un caractère vicieux développé avec audace, vigueur et suite, sont peut-être plus difficiles encore à rencontrer présentement au théâtre qu'une pièce d'une moralité saine et d'un effet irréprochable. Nous croirions plutôt que c'est faute de puissance que la comédie actuelle, ne sachant comment échapper à la platitude, se jette dans la grossièreté et l'excès : encore est-il çà et là des auteurs particulièrement favorisés de la muse qui trouvent le moyen d'être à la fois outrés et ternes. A vrai dire, cette dégradation à froid n'est pas seulement le fait des écrivains qui nous en offrent le tableau et qui l'exploitent dans l'intérêt de leur renommée ou de leur fortune. Chacun en est complice, chacun doit s'en accuser : le public d'abord, qui paraît se complaire plus particulièrement aux spectacles les plus violens et les plus informes; les directeurs de nos premières scènes, qui ne savent pas en défendre les traditions et en maintenir l'honneur; la critique, qui perd par des éloges excessifs et inconsidérés des écrivains désormais célèbres, dont elle a bien fait d'encourager les débuts, dont elle a tort de ne pas redresser le talent déjà mûr; le gouvernement lui-même, qui, mal informé par des agens dénués ou d'expérience ou de goût, place quelquefois d'une façon bien singulière ses distinctions et ses faveurs et couvre de son patronage de bien étranges chefs-d'œuvre; nos lois préventives enfin, dont l'action lente et sûre a peu à peu abaissé le niveau des intelligences et finira, si l'on n'y prend garde, par ruiner l'esprit public. Cependant la plus forte part de responsabilité dans ces spectacles injurieux pour notre société incombe encore aux spectateurs qui s'y pressent. On les cingle au visage, ils applaudissent. On les dissèque tout vivans, ils frémissent de plaisir. On les ravale au-dessous de la brute, ils ne se sentent pas d'aise. On insulte à leur jugement en les traitant comme des gens capables de tout croire et de tout accepter, ils acceptent tout avec enthousiasme, ils croient tout avec béatitude. *In servitium ruunt*, ils se précipitent tête basse dans les plus niaises crédulités. Observez la salle pendant la représentation d'une pièce à succès. S'il y a sur la scène une femme aimable occupée à tenir paisiblement à son seigneur et maître des discours tels que le mari le plus débonnaire devrait en bonne justice et préalablement à toute explication la jeter par la fenêtre, ce sont précisément les maris qui crient *bravo* avec le plus de conviction. Si un fils rompu à l'arithmétique s'entretient avec son père d'intérêts communs sur le ton d'un chevalier d'industrie qui traiterait avec un loup-cervier, ce sont les pères, et après tout d'honnêtes pères de famille, pères honorés de fils respectueux, qui sont les premiers à se pâmer et

qui s'écrient : « Comme c'est attrapé! » Et n'allez pas au moins, vous, homme de goût, vous permettre un léger murmure quand un trait cynique, lancé avec certitude par une main qui ne tremble pas, vient vous atteindre en pleine poitrine. Tous vos voisins ouvriront des yeux surpris et se demanderont de quelle province arrive ce novice qui réclame justement aux plus beaux endroits. Ces dispositions du public nous effraient, nous l'avouons, plus que tout le reste. Rien ne donne mieux la mesure des inclinations d'une société que les mœurs qu'elle supporte ou qu'elle recherche au théâtre, alors même que ces mœurs ne seraient pas réellement les siennes. A ce signe, il est permis d'affirmer que l'esprit et le caractère national subissent en ce moment chez nous une altération sensible. La cause en est sans doute plus haut qu'au théâtre; mais c'est le théâtre qui démontre avec le plus de clarté et qui permet d'apprécier avec le plus de certitude l'effet produit.

Arrivée à ce point où l'éclipse momentanée du goût et de l'esprit est si évidente, une société doit faire son examen de conscience; mais ceux qui sont en possession de la gouverner, de la diriger et de l'administrer ont peut-être aussi à s'interroger sérieusement sur l'usage qu'ils ont fait de leurs pouvoirs, surtout si ces pouvoirs, pendant une longue période d'années, ont été à peu près illimités. Nous avons accusé et nous accusons principalement le public ou une notable portion du public, parce que c'est en lui que réside la source de toute force réelle, parce qu'il est, dès qu'il le veut, souverain juge et souverain maître, parce que, surtout en matière de littérature et de goût, aucune domination ne s'établit et ne dure, s'il ne la soutient de sa complicité effective. Dans un pays tel que la France cependant, les lois et les formes sous lesquelles se manifeste l'autorité de l'état ont toujours pu beaucoup pour exciter l'opinion ou la paralyser. Elles peuvent aujourd'hui plus que jamais. Il nous semble donc difficile d'absoudre notre système légal des mauvais penchans du public et de mettre hors de cause, lorsque nous nous inquiétons des vices du théâtre, les principes d'après lesquels s'exerce l'action administrative. Si le public s'humilie, comme à plaisir, devant les mortifiantes peintures que lui apporte la littérature du jour, c'est qu'il a pris l'habitude de s'humilier dans les mille liens dont il est enlacé par les règlemens en vigueur, et c'est qu'à chaque effort que nous voudrions faire pour nous hausser le caractère et le jugement, nous rencontrons devant nous l'obstacle déprimant d'un décret préventif quelconque. Si la critique littéraire est sans force, c'est que la critique politique elle-même, à quelques exceptions près, a été contrainte de s'affadir et de s'énerver sous la pression administrative. Dès lors

le ton d'une critique littéraire sincère jurerait trop pour être supporté et pour être efficace avec celui de la critique politique. Quiconque voudrait garder sa franchise d'allures et dire nettement ce qu'il pense de la pièce du jour, du romancier qu'on reçoit dans les bonnes maisons, du dramaturge sans style qui passe en carrosse sur nos boulevards, regardé avec admiration par la foule, tandis qu'un écrivain de mérite se consume dans la pauvreté et l'obscurité, — quiconque aurait cette audace serait signalé dans la mollesse générale à l'animadversion de tous comme un puritain incommode et comme un misanthrope tourmenté d'un âpre besoin de dénigrement; on le tiendrait à la lettre pour une peste publique. Si enfin les auteurs dramatiques eux-mêmes ne nous servent que des satires sans art de la vie privée la plus infime ou des pièces à grand spectacle, c'est que sur le chemin qu'ils ont choisi on ne rencontre point la censure. Quoique beaucoup de bons esprits, tout en souhaitant une autre organisation de la censure théâtrale que celle qui fonctionne en ce moment, jugent cette institution indispensable, même dans l'état de liberté, il est vrai de dire que la censure devient aisément capricieuse et peut gêner ce qui est bon, en laissant passer ce qui est mal, quand on ne se sent pas une liberté suffisante pour discuter ses arrêts.

Ainsi, de quelque côté que l'observateur tourne ses regards et quelque sujet qu'il examine, quand c'est un sujet d'intérêt public, il est amené à toujours souhaiter le même remède à des maux en apparence divers. C'est une plus grande liberté politique, consacrée par les institutions, qui, en donnant aux mœurs plus d'élévation, arriverait par un effet indirect à corriger la licence du théâtre. Beaucoup de lois qu'on a promulguées il y a une quinzaine d'années dans l'intérêt de la société, de l'ordre, de la religion, de la famille, du principe d'autorité, n'ont pas réussi cependant à sauver le respect des notions essentielles sur lesquelles sont fondés et l'ordre social et l'ordre domestique. On demande d'ordinaire la réforme de ces lois bien rigoureuses au nom d'un parti ou d'une théorie politique. Nous venons de relire les œuvres de notre temps, et cette réforme salutaire, nous serions tenté de la demander aujourd'hui au nom des mœurs françaises et de l'esprit français.

J. J. WEISS.

THÉATRE-FRANÇAIS

LE LION AMOUREUX, DE M. PONSARD

Le public de nos jours est souvent accusé de faire défaut aux ouvrages qui témoignent d'un effort sérieux et exigent à ce titre une sérieuse attention. Ce reproche est-il toujours fondé? On sait quelle rude et juste leçon avait été dernièrement infligée à la Comédie-Française; une récente soirée en a été la contre-partie. Un poète, à qui l'on souhaiterait plus d'invention et de vigueur, mais grave, honnête, animé du respect de son art, se tenait éloigné de la scène depuis plusieurs années; il rompt enfin ce long silence, il apporte une œuvre laborieusement conçue, exécutée avec soin, et les spectateurs du premier soir ne se demandent pas si l'action est originale, si les caractères sont bien soutenus, si les épisodes, habilement enchaînés, concourent à l'effet de l'ensemble; ils ne voient que l'intention élevée, le labeur scrupuleux, et, tout heureux d'être délivrés enfin du spectacle de la corruption effrontée ou de la niaiserie prétentieuse, ils croient posséder une œuvre à la vieille marque. Comment, se disent-ils, ne pas sympathiser avec le poète qui a conservé le goût d'un art sévère quand on voit déborder de toutes parts la littérature qui abêtit ou qui énerve? Comment ne pas le remercier du plaisir que causent un langage noble, une tentative sérieuse, un effort persévérant, alors même que la tentative est incomplète et l'effort trop visible? Nous ne croyons pas nous tromper en interprétant ainsi les sentimens de l'assemblée brillante qui a salué de ses acclamations *le Lion amoureux* de M. Ponsard.

Le trait le plus intéressant de la physionomie littéraire de M. Ponsard, c'est l'idée qu'il a eue de porter sur la scène les événemens de la révolution française. Pour un poète classique, la tentative est neuve. On croyait, au XVII[e] siècle, que l'éloignement des temps était nécessaire à l'optique théâtrale. Racine, en s'excusant d'avoir osé offrir aux spectateurs une histoire aussi récente que celle de Bajazet, et tout en déclarant qu'il n'a rien vu dans les règles du poème dramatique qui dût le détourner de son entreprise, a bien soin d'ajouter qu'il ne conseillerait une telle hardiesse à personne, si l'action s'était passée dans le pays où l'ouvrage doit être représenté. L'éloignement des lieux est donc un correctif, selon l'auteur de *Bajazet*, à la trop grande proximité des temps; mille lieues ou mille ans de distance, c'est même chose aux yeux du public, et voilà pourquoi les Turcs du XVII[e] siècle ont droit de cité sur notre théâtre comme les héros de l'antiquité grecque ou romaine. Quand les écrivains du siècle suivant voulurent secouer le joug de ces règles qui inspiraient des doutes à Racine lui-même, ils le firent d'une manière bien timide. L'auteur du *Siége de Calais*, pas plus que l'auteur de *Zaïre*, de *Tancrède*, d'*Adélaïde Duguesclin*, n'aurait osé dépasser les limites du moyen âge, d'un moyen âge factice auquel manquait la vie. Introduire sur le théâtre quelque événement tragique du monde moderne, cela semblait monstrueux. C'est qu'un talent créateur peut seul consacrer un art nouveau; aussi, quand l'étude de Shakspeare, de Schiller même, coïncidant avec les approches de la révolution, inspira plus de hardiesse aux écrivains dramatiques, il eût fallu certes un autre poète que Marie-Joseph Chénier, un autre drame que celui de *Calas*, pour rompre une tradition tyrannique et fonder le droit de la scène. Les tentatives médiocres de la période révolutionnaire disparurent sans laisser de traces, et la vieille routine, favorisée par l'esprit littéraire du temps de l'empire, reprit possession de son domaine. Si les brillans novateurs de la restauration et de la période suivante n'essayèrent pas de peindre les hommes de 89, comme Shakspeare avait peint les York et les Lancastre, cela tient sans doute à des causes très complexes, les unes toutes politiques, les autres simplement littéraires, et parmi celles-ci ne faut-il pas ranger en première ligne la loi indiquée par Racine, la nécessité d'un certain éloignement pour la juste perspective de la scène? Seulement, dans notre société hâtive, *les morts vont vite*, comme dit la ballade; les mille années que réclamait l'auteur de *Bajazet* ne sont plus indispensables aujourd'hui, et il s'est trouvé qu'après 1848, malgré des circonstances peu propices, un de nos contemporains a pu faire parler sur la scène Danton, Robespierre, Marat lui-même, avec

cette gravité de langage sans laquelle il n'est pas d'innovation durable. Une chose à noter encore une fois, c'est qu'une telle hardiesse, souvent incomplète, souvent heureuse et féconde, ait été accomplie par un écrivain d'un goût volontiers timide et d'une inspiration toute classique.

Il est vrai que l'auteur de *Charlotte Corday* a toujours essayé de rajeunir la tradition dont il relève et de remonter à travers le XVIIe siècle jusqu'à ce théâtre des Hellènes, dont l'héroïque naïveté ressemble si peu aux bienséances majestueuses du règne de Louis XIV. Corneille pour les mœurs théâtrales, les Grecs pour ce goût du naturel qu'il tâche de leur dérober, voilà le double objet de son culte. Il n'est pas étonnant que de pareils maîtres lui aient ouvert des horizons nouveaux. Corneille étouffe dans les liens que le goût de son siècle commençait à imposer aux poètes, liens nécessaires à cette date, puisqu'ils ont obligé l'esprit français à se concentrer, à ramasser ses forces, et puisque lui-même, tout en grondant, n'a pas essayé de les briser; il n'en est pas moins certain que l'étude du *Cid* et d'*Horace*, de *Don Sanche* et de *Nicomède*, ne peut qu'encourager en ses innovations un poète classique du XIXe siècle. Quant aux poètes grecs, si attachés qu'ils fussent aux peintures de l'âge héroïque et sacré, ont-ils reculé devant les grands sujets que leur fournissait leur plus récente histoire? Quand on se rappelle que le vieil Eschyle a chanté l'invasion des Perses, le danger de la Grèce, cette crise immense qui, rassemblant les fils dispersés de la race hellénique, a été le début d'une vie nouvelle et le commencement d'un monde, on conçoit qu'un poète, inspiré par cet exemple, ait voulu aussi prendre pour sujet de ses drames cette grande crise de l'humanité moderne, la révolution française. En fait d'émotions tragiques, qu'est-ce que les lamentations d'Atossa dans le palais de Xerxès auprès des douleurs de la royauté de saint Louis dans la prison du Temple? En fait d'enthousiasme et de patriotisme, les jeunes tribus de l'Hellade écrasant l'invasion orientale sont-elles plus grandes que nos soldats de 92 arrêtant l'Europe conjurée? Félicitons M. Ponsard d'avoir trouvé dans la tradition classique elle-même la première idée de ses hardiesses. Désormais l'arène est ouverte. Quelles que soient les imperfections de son œuvre, l'auteur de *Charlotte Corday* a prouvé que ces sujets effrayans peuvent être consacrés par les ressources de l'art. Heureuse conquête, à mon avis, conquête dont la société profitera autant que la poésie même, car si un des maîtres du théâtre a eu raison de dire : « La vie est sombre, l'art est serein, » c'est surtout au théâtre issu de la révolution qu'il est permis d'appliquer ces paroles. L'art vrai purifie ce qu'il touche, il apaise les

passions, il honore les victimes, il dégage du chaos des luttes violentes les idées qui ne doivent pas périr.

Qu'on nous pardonne de placer haut notre idéal : nous ne songeons pas à l'auteur du *Lion amoureux* en écrivant ces lignes, nous songeons à l'avenir. M. Ponsard a indiqué la voie, d'autres y marcheront d'un pas mieux assuré. Qu'il reste encore de progrès à faire, de questions à résoudre! Nos peintres n'ont pas trouvé du premier coup le ton qui convient à la reproduction des scènes révolutionnaires; la poésie fera peut-être encore bien des essais avant de forger le style franc et souple qui doit idéaliser les réalités tumultueuses sans en altérer la physionomie. Ce n'est pas assez en telle matière de l'adresse des transformations et des soudures, il faut ici ce poète créateur dont nous parlions plus haut, le poète qui saurait enfanter d'un seul jet le fond et la forme de son théâtre. Un de nos amis, préoccupé de ces questions d'art, a dit ici même en vers ingénieux, quelques années après la *Charlotte Corday* de M. Ponsard :

A nos fastes vivans si ton âme s'inspire,
Écris d'après toi seul, comme faisait Shakspeare.
Aux rhéteurs de jeter dans un moule pareil
Des choses que deux fois ne vit pas le soleil.
Parfois humble est la forme, elle est parfois hardie:
La forme sort du fond de toute tragédie;
Mais quel que soit le fond, ou profane ou sacré,
Que chaque spectateur, de terreur pénétré,
Ou d'une pitié douce ému pour la victime,
Sorte ami du malheur et détestant le crime!

Créer le fond, créer la forme, rester fidèle à l'humanité, fidèle à la justice, faire œuvre d'historien et de penseur en même temps qu'on fait œuvre de poète par la vivante peinture des passions, voilà bien des conditions à remplir; mais aussi que le champ est vaste et que la victoire serait belle!

L'époque choisie par l'auteur du *Lion amoureux* est celle où la société essaie de renaître après les massacres de la terreur, époque bizarre, confuse, incohérente, heure de fièvre autant que de faiblesse, en un mot, de toutes les périodes révolutionnaires, la plus propre à la comédie. Que de contrastes! quels changemens de rôles! les bassesses mêmes semblaient tragiques au fort des luttes sanglantes; comme elles vont désormais reprendre leur vrai caractère! On verra les choses à nu; toutes les formes de la perversité humaine seront subitement dévoilées pour l'observateur attentif; le lâche, le méchant, l'agioteur, ceux qui poursuivaient leurs intrigues personnelles à la faveur du drame public, bref tous les tartufes de révo-

lution laisseront tomber leurs masques : excellente fortune pour la comédie ou la satire. Des choses gracieuses se mêleront aux laideurs morales, des épisodes touchans aux épisodes hideux. Ici les femmes ouvrant leurs salons, organisant les fêtes, annonçant le dessein de réveiller parmi nous la société polie, mais ne réussissant guère qu'à favoriser les revanches effrénées du plaisir, c'est-à-dire à précipiter la dissolution des mœurs au détriment de l'état; là des citoyens austères, un Daunou, un Lakanal, s'efforçant de maintenir les traditions de 89 et de renouer la chaîne des travaux de la pensée. C'est le moment où Mme de Stael écrit son livre de *l'Influence des passions*, livre mâle et stoïque destiné à l'éducation morale des cœurs républicains; par malheur, la jeunesse court à des leçons d'une autre sorte, et le tumulte des voluptés grossières cache la conspiration du royaliste qui insulte dans les sections la république déconcertée. C'est le moment où Daunou réorganise l'Institut, prononce ses graves discours et semble inaugurer un âge nouveau; hélas! en dépit de ces promesses, la réaction est partout, non pas la réaction des Camille Jordan, des Royer-Collard, qui annoncera le retour des esprits aux doctrines libérales, mais la réaction aveugle, odieuse, altérée de vengeance, et quels lendemains elle présage au pays!

Il y a bien des sujets de comédie à puiser dans ce tableau. Celui qu'a choisi M. Ponsard atteste la noblesse de ses intentions bien plus que la précision de son esprit. L'idée qui l'a frappé au milieu de tant d'élémens contraires, c'est l'idée de la réconciliation des castes. La convention et l'ancien régime, représentés par les deux personnages principaux de la comédie, s'unissent à la dernière scène; les autres adversaires ont beau s'obstiner dans leurs pensées étroites, le poète leur rend justice et leur démontre à tous qu'ils se doivent une mutuelle estime : idée fort sage assurément, mais un peu singulière au moment où les luttes vont recommencer au sein de l'anarchie et préparer le despotisme. Le titre et les premières scènes de la comédie semblaient annoncer un sujet tout différent; on eût dit que l'auteur du *Lion amoureux* voulait montrer l'action énervante des sirènes sur les acteurs du terrible drame. Humbert, le conventionnel, le secrétaire du comité, un des gouvernans de la France, est visité dans son humble mansarde par une patricienne de l'ancien régime, la marquise de Maupas, qui vient lui demander la grâce de son père. La marquise est une des reines de salon réunies par Mme Tallien et qui ont entrepris d'apprivoiser les lions. Humbert est un soldat que la vie active a préservé de toutes les chutes. La révolution l'a pris jeune, ardent, généreux, elle l'a fait grandir dans l'armée pendant que la terreur décapitait la France; ses mains sont

pures, il n'a vu de la convention que les œuvres héroïques, et dans l'exaltation de sa foi jamais faiblesse mondaine n'a entamé son âme. Or, dès les premiers mots que lui adresse la jeune veuve, cet Hippolyte se trouble, et un instant après le voilà docilement sous le joug. En vain se rappelle-t-il les humiliations auxquelles sa caste était condamnée naguère, ô fascination de la grâce! il est soumis, il est vaincu. Tout à l'heure il repoussait son ami le général Hoche, qui voulait le conduire chez Mme Tallien; maintenant il est décidé à s'y rendre pour y retrouver celle qu'il aime. La métamorphose semblera un peu rapide; mais n'est-ce pas de l'amour qu'il s'agit, de l'amour qui dompte l'orgueil, qui transforme la nature, qui fait que le citoyen disparaît sous l'amant? Puisque le lion est devenu amoureux, sans doute il est perdu. On se représente déjà la belle patricienne qui lui rogne les griffes, qui lui lime les dents. Le noir bastion de 93 capitulant devant les thermidoriennes et démantelé pièce à pièce, tel semblait le sujet attaqué par l'auteur. Nous nous trompions; M. Ponsard avait changé ses batteries. Ce Humbert si faible au début, si facile à prendre, ce farouche personnage à qui la vue d'une femme arrache tous ses principes et qui court chez Mme Tallien afin de revoir au plus tôt l'apparition éblouissante, c'est un cœur de titan ou du moins un cœur à la Corneille; placé entre l'amour et le devoir, il n'hésitera pas une seconde. Il y a là du premier acte aux suivans une transformation singulière, première faute contre l'harmonie de l'ensemble. Le sujet véritable, c'est le tableau du conventionnel épris d'une patricienne et qui aspire à se faire aimer d'elle sans renoncer à aucun de ses devoirs envers la patrie. Soit : le poète est libre de choisir tel ou tel aspect de la société française dans la période qu'il veut peindre, et certes la vieille lutte cornélienne du devoir et de l'amour peut être rajeunie d'une façon originale dans un monde où s'agitent tant d'inspirations révolutionnaires et de passions voluptueuses. Voyons donc comment il a su traiter son sujet et l'encadrer dans le mouvement de l'époque.

Humbert est allé chez Mme Tallien, où il doit retrouver la marquise de Maupas; grande victoire pour la brillante Circé : tant que les derniers représentans de la révolution farouche, tant que les Spartiates du comité ne sont pas venus aux fêtes de Mme Tallien, son œuvre est incomplète. Elle réunit autour d'elle les vainqueurs et les vaincus de 89, tous ceux qui ont intérêt à empêcher le retour des violences, les uns enrichis et satisfaits, les autres ruinés et impatiens de prendre une revanche. Quel mouvement dans ces salons! quelle bizarre cohue! des femmes sorties hier de prison et dont le règne recommence; des fournisseurs qui ont gagné des mil-

lions en nourrissant nos héroïques armées; un général que le génie et l'inaction dévorent obligé de solliciter une protection équivoque pour ne pas manquer à sa fortune; Barras le voluptueux qui sera demain un des chefs de la république; le thermidorien Léonard Bourdon, celui que Mme Tallien, du fond de la prison des Carmes, avait lancé contre Robespierre; des muscadins qui folâtrent, des émigrés qui s'amusent, la jeunesse dorée de Fréron donnant la main aux freluquets de l'ancien régime, tous les soldats de la réaction, d'une réaction sottement frivole ou odieusement lâche, voilà ce que nous présentent dans la comédie nouvelle les salons de Mme Tallien : vive image de l'anarchie sociale après les convulsions d'où sortira plus tard un monde meilleur, image surtout de l'avilissement temporaire d'un grand peuple par l'exécrable système de la terreur! Mme Tallien a beau se jouer avec grâce au milieu de ces élémens contraires, elle sent bien que la sérieuse victoire pour elle, ce serait d'amener dans ses salons les vrais témoins de la foi de 89, ceux dont les mains sont pures et qui ont servi un idéal sublime en combattant l'Europe à la frontière. Humbert est de ceux-là (j'entends le Humbert de M. Ponsard, qui n'a guère de rapport avec celui de l'histoire), Humbert a conservé la flamme des grands jours; attirer un tel homme à ses fêtes, c'est montrer que la foi révolutionnaire peut se concilier avec les mœurs françaises, avec les plaisirs de la société polie, de même que Daunou, en inaugurant l'Institut le 4 avril 1796, montrait ce qu'une société républicaine peut devoir et inspirer aux plus sérieux travaux de l'esprit humain. Humbert arrive, présenté à Mme Tallien par le général Hoche, mais amené, nous le savons, par l'ordre souverain de la marquise de Maupas. Le père de la jeune femme a obtenu, grâce à lui, le droit de revenir en France; heureux d'annoncer cette nouvelle à celle qu'il aime, heureux de la voir, de l'entendre, il ne prête d'abord qu'une oreille distraite aux propos des muscadins qui insultent la convention; mais bientôt, au risque de froisser la main si douce qui le tient en laisse, emporté par sa colère, il éclate comme la foudre. Un seul rugissement dissipe la nuée bourdonnante des insectes.

Le mouvement est beau; les vers, transformés par la diction de l'interprète, s'y dégagent des scories comme la statue dans le moule de feu. Est-il nécessaire de dire que des applaudissemens frénétiques ont accueilli ce réveil du lion? La fibre révolutionnaire est toujours si vive chez nous que l'apologie de toutes les œuvres de la convention, succédant aux impertinences du muscadin, aurait peut-être excité le même enthousiasme; remercions donc M. Ponsard de ne pas nous avoir exposés à cette périlleuse surprise. Ce que la salle

tout entière a salué de ses acclamations, ce n'est pas la convention des jours funestes, ce ne sont pas les régicides, les terroristes, les Torquemada du fanatisme jacobin, c'est Vergniaud appelant la France à la frontière. Bien plus, en relisant après coup cette défense de la convention, je la trouve plus timide que hardie. Lorsque le poète des *Iambes* nous parle de ce vaisseau qui, secoué par le roulis populaire,

Sur une mer d'écueils, sous des cieux sans étoiles,
Au vent de la terreur qui déchirait ses voiles,
S'en allait échouer la jeune liberté;

lorsqu'il nous montre les rois, effrayés du choc inévitable, se jetant sur les flancs dégarnis du colosse, et que soudain, tout mutilé qu'il soit, le navire se dresse sur sa quille, se hérissse d'un peuple de héros, lâche comme une bordée quatorze armées à la fois et fait reculer l'Europe, certes cette grande image où sont rassemblés tous les traits de la vérité est une justification bien autrement complète que celle du Humbert de M. Ponsard. Aucune concession au jacobinisme, et pourtant tout ce qui rehausse la victoire de la convention sur l'Europe est exprimé en quelques mots. Il est bon de rappeler que les provocations de l'étranger ont amené les jours néfastes, le général Humbert avait le droit de le dire avec plus de force; il est bon de rappeler également (M. Ponsard l'a oublié) que la convention, si elle a sauvé la patrie sur la frontière, lui a creusé des abîmes à l'intérieur, et que dans cette traversée horrible c'est bien le vent de la terreur qui *déchirait nos voiles*.

Une autre question se présente à propos des ingénieux détails qui amènent l'explosion du républicain. Le tableau de l'époque est vivement tracé dans cette première partie du drame; où est l'action cependant? L'action ne s'engagera point si quelque obstacle ne vient séparer Humbert de la marquise; jusqu'ici leur aventure est une histoire d'amour, une idylle au lendemain de la tempête, mais un drame ou une comédie, pas le moins du monde. La jeune femme n'a eu qu'à se montrer, à sourire, et le conventionnel, qui a reconnu la compagne de son enfance, s'est mis à chanter avec elle le duo des affections premières. Quand il se fâche à la scène suivante contre les muscadins ridicules, croyez-vous qu'il se compromette beaucoup auprès de la patricienne déjà plus qu'à demi transformée? La jeune femme ne hait pas cette colère dont le jeune tribun viendra le lendemain lui demander pardon. Ils se prêtent donc l'un à l'autre quelque chose d'eux-mêmes, le tribun initiant la marquise aux sentimens d'un monde nouveau, la marquise apprivoisant le tribun et l'amenant à sentir que la rudesse n'est pas l'accompagnement né-

cessaire de l'héroïsme. Gracieux tableau sans doute, idylle sociale, si je puis ainsi parler; où est l'action encore une fois? Que devient la comédie ou le drame?

La comédie, ce serait une étude psychologique où l'on verrait les difficultés de cette éducation réciproque, l'embarras, la pudeur, la gaucherie de l'un et de l'autre personnage en ces domaines si nouveaux pour chacun d'eux; le drame, c'est un obstacle tout à coup dressé entre les deux amans et la lutte qu'il fait naître. Le poète a choisi ce dernier parti. Le père de la jeune veuve, celui-là même que Humbert a fait rayer de la liste des émigrés, vient d'arriver à Paris, non pas au nom de la faveur qui lui est faite et qu'il repousse, mais en ennemi de l'ordre nouveau. La Vendée est en feu, les Anglais vont favoriser une descente des émigrés sur les côtes de Bretagne; c'est là que le vieux gentilhomme se croit appelé par son devoir. On devine aisément sa stupeur lorsqu'il apprend que sa fille veut donner sa main à un conventionnel. La jeune femme a pu vaincre ses propres préjugés, elle n'essaie pas de lutter contre l'indignation du vieillard. En vain a-t-elle laissé entrevoir à Humbert, après avoir mis sa magnanimité à l'épreuve, qu'elle consentirait à devenir sa femme, en vain a-t-elle allumé l'espoir en cette âme impétueuse, la piété filiale l'oblige à violer sa promesse. Humbert au quatrième acte est dans cette même mansarde où nous avons vu la pièce commencer. La marquise va venir, il l'attend, et comment douter du motif qui l'amène? C'est un aveu qu'elle vient faire, c'est un engagement qu'elle vient prendre. O extases! ivresses d'un cœur viril et pur! avec quelle joie il sème les fleurs sur les pas de la jeune femme! comme il est heureux de donner un air printanier à son austère cellule! La marquise arrive, et c'est pour dire à son amant un adieu éternel : « Je t'aime et je te fuis! » les pleurs, les reproches, les supplications de Humbert n'y feront rien; elle a son devoir à remplir. Une inspiration heureuse au milieu de ces péripéties trop symétriques où la chaleur fait défaut, c'est le cri du conventionnel lorsque, demeuré seul et sentant au fond de son cœur le citoyen amoindri par l'amant, il redemande ses enthousiasmes d'autrefois à celle qui l'a désarmé.

La guerre de Vendée offrira au général l'occasion de se retrouver lui-même. Hoche va partir, Humbert n'hésite plus à le suivre. Nous voici sur les côtes de Bretagne, au lendemain de la journée de Quiberon. Paysans et soldats racontent les incidens de la bataille; c'est la transposition populaire et révolutionnaire des récits classiques de l'ancienne tragédie. Une femme voilée les écoute du seuil de l'hôtellerie villageoise; la marquise de Maupas prévoyait trop bien l'issue de la lutte, elle est accourue de Paris pour essayer de sauver son père. Le vieillard, en effet, est prisonnier, et comme

le comité du salut public a défendu de capituler avec l'ennemi, les émigrés seront passés par les armes. Humbert peut l'arracher à la mort, s'il consent à faire un mensonge que la marquise lui demande à genoux; en déclarant qu'il a reçu la capitulation du vieux gentilhomme, il encourrait le blâme de ses chefs, mais il sauverait le père de la femme qu'il aime. Après cela, quel empêchement s'opposerait encore à son mariage? Non, le général Humbert n'a pas manqué à son devoir, que la justice militaire suive donc son cours; le cœur de l'amant sera brisé, le stoïcien n'aura point menti. Hoche, qui a deviné le secret de son lieutenant, intervient ici avec sa cordialité généreuse; il trouve un subterfuge pour sauver le vieillard et rendre possible l'union du général Humbert avec la jeune marquise. Ainsi les deux amans s'unissent, quoique séparés jusque-là par des abîmes, et tel est le symbole de cette réconciliation, dont la pensée domine l'œuvre entière de M. Ponsard. Cependant que d'obstacles encore! le vieil émigré, en acceptant sa grâce, ne s'engage pas à déposer les armes; il ira chercher partout des ennemis à la république détestée. Quant aux autres vaincus de Quiberon, celui qui les représente en ces dernières scènes est le plus frivole des gentilshommes, et lorsqu'on le voit marcher au supplice avec une intrépidité si insouciante, on pressent trop, hélas! combien il sera difficile de réconcilier la vieille France avec la France de l'avenir. L'auteur du moins voudrait contribuer à ce résultat par la justice et l'impartialité. « Ce sont aussi des braves, » dit le général Hoche. Des hommes qui se méprisaient naguère et qui apprennent à s'estimer seraient-ils donc condamnés à d'éternelles haines?

Cette pensée morale et sociale est à notre avis la meilleure recommandation de l'œuvre nouvelle de M. Ponsard; il s'en faut bien que l'intérêt dramatique proprement dit offre la même valeur. On est trop souvent arrêté en l'écoutant par des objections de divers ordres, les unes qui s'adressent au peintre, les autres qui concernent l'inventeur. C'est le danger de ces œuvres composites où l'histoire, la politique et le drame sont perpétuellement en équilibre; elles donnent prise à des critiques de toute nature. Si l'inventeur dramatique dominait le politique et l'historien, il faudrait bien passer condamnation sur maintes choses; entraîné par le poète dans le cercle enchanté de la passion, le spectateur aurait-il le droit, aurait-il seulement le loisir de remarquer les lacunes du tableau ou les contradictions des doctrines? Chez l'auteur du *Lion amoureux*, il y a tout ensemble un historien, un moraliste, un écrivain qui travaille pour la scène; la critique, afin d'être équitable, est obligée de diviser son jugement comme l'auteur a divisé son inspiration, et de considérer tour à tour sous ce triple aspect l'œuvre qu'elle ne peut ni approuver ni condamner en bloc.

Le poète-historien, dans *le Lion amoureux*, mérite assurément plus d'un éloge; il a étudié avec calme, avec impartialité le temps où il a placé son drame; il s'efforce d'en reproduire les principaux traits suivant les conditions du théâtre. Il a même cherché dans cette étude impartialement curieuse un moyen de dissimuler le défaut d'unité que présentent, on l'a vu déjà, la conception des caractères et le développement de l'action. Plus il avait besoin de couvrir la lenteur de sa marche, plus il a pris plaisir à orner la partie accessoire de l'ouvrage. Un grand nombre de scènes ingénieuses, de personnages épisodiques, sont rassemblés avec art et donnent une image assez vraie de la France en 1795. Ces personnages sont tout à fait exempts de reproche quand l'auteur les tire du sein de la foule anonyme : le jeune émigré, tout frais arrivé de Coblentz pour assister de près au grand remue-ménage comme à une parade grotesque, aimable fou qui conspire si gaîment et qui mourra si bien; le jacobin en carmagnole qui retire ou restitue son amitié au général Humbert suivant les péripéties du drame; la citoyenne, tour à tour déesse dans les fêtes civiques et vivandière à l'armée, offrent des types vivans exécutés avec finesse. On n'en peut dire autant des physionomies particulières empruntées à l'histoire. Sans doute, ce n'est pas une mauvaise idée d'avoir montré le général Bonaparte sollicitant l'appui de Mme Tallien pour obtenir une armée; cette parole brève, nette, impatiente, ce génie de l'action, ce besoin du commandement, tout cela au milieu de l'anarchie qui s'agite et de la corruption qui s'étale forme un trait nécessaire de la peinture entreprise par l'auteur; mais que dire du général Hoche jouant un rôle de comparse? Poétiquement parlant, le futur vainqueur d'Arcole n'est pas diminué quand on le voit errer comme une âme en peine au milieu des oisifs; le général Hoche au contraire est-il représenté avec la grandeur qui lui appartient lorsqu'il traverse la pièce pour donner la réplique à Humbert et favoriser ses amours? Il n'y a pas de plus haute figure que celle de Hoche dans l'histoire de la révolution; c'est une faute contre la poésie que d'attribuer à un tel homme un rôle insignifiant.

J'ai dit que le moraliste social était animé des intentions les plus droites et que la pensée conciliante de son œuvre en était la meilleure recommandation. Toutefois sur ce point encore il y a des réserves à faire. Rien de mieux sans doute que de rendre une justice impartiale à chacun des personnages, d'honorer le patriotisme chez le conventionnel, la générosité chez la patricienne, la foi inflexible chez le vieux royaliste, l'intrépidité souriante chez le jeune échappé de Coblentz, les bons instincts chez le jacobin brutal, le courage naïf et joyeux chez la fille du peuple; cela suffit-il pour-

tant quand il s'agit de représenter, c'est-à-dire, en définitive, de juger toute une période? L'impartialité de l'auteur, excellente en soi, excellente surtout pour qui combine les choses à distance, produit aux dernières scènes du drame je ne sais quelle impression équivoque. On dirait que la conclusion de l'ouvrage pourrait être formulée en ces termes : « La révolution est finie, c'est au temps désormais à éteindre les passions, à triompher des ressentimens; les castes jadis ennemies, aujourd'hui nivelées, n'ont plus qu'à s'unir librement au sein du droit commun, comme le tribun et la patricienne. » Et ceux à qui on tient ce langage sont à la veille du directoire, et l'anarchie va tout remettre en question, et la dictature est inévitable : étrange moment pour annoncer la réconciliation des partis! Cette objection qu'il est impossible d'écarter prouve combien la tâche entreprise par l'auteur offre de difficultés et de périls. La prédication des sentimens de concorde est toujours honorable dans la bouche de l'écrivain qui s'adresse à la foule ; encore faut-il que ces lieux communs arrivent à propos et ne donnent pas une fausse idée de la période qu'il s'agit de peindre. C'est en cela que la reproduction dramatique des événemens modernes exige bien autrement de précision que la peinture des âges éloignés. Il y a une tradition si vivante encore, nous avons sous les yeux tant de confidences, de mémoires, de documens qui parlent et protestent! les historiens qui se renouvellent sans cesse font à l'inventeur dramatique une concurrence si redoutable! Pour ne citer que le plus récent, ce n'était pas certes un médiocre danger à M. Ponsard d'avoir à faire représenter sa comédie au moment où M. Edgar Quinet venait de publier son livre.

Quel était le moyen d'échapper à cette comparaison? C'était de faire avant tout œuvre d'artiste et de poète. Or c'est précisément sur ce point que l'auteur paraît le plus en défaut. Nous avons fait certaines réserves en parlant de l'historien et du moraliste; nous sommes obligé d'en faire plus encore au sujet de l'écrivain dramatique. L'action est indécise et souvent languissante; la même scène entre le conventionnel et la jeune femme est répétée jusqu'à trois fois avec des modifications insensibles. L'étude approfondie des caractères peut-elle au moins racheter la lenteur et la monotonie de l'intrigue? Je ne le pense pas. Si nous voulions résumer ici les traits vivans de chacun des personnages, un seul, celui de la marquise, serait en mesure de subir cette épreuve; il y a en elle autant d'énergie que de grâce. La physionomie du tribun, qui devait concentrer tous les rayons d'une double flamme, est mollement dessinée. On sent là un travail successif, des tâtonnemens, des remaniemens, au lieu de ce fond plein et solide, produit d'une conception unique. Le style enfin appelle des objections du même genre. Clarté,

correction, bon sens, parfois un souffle généreux que soutient l'honnêteté de la pensée, voilà les mérites de M. Ponsard, mérites très estimables à coup sûr en ce temps de productions hâtives et de caricatures réalistes; est-ce la langue que réclame la reproduction dramatique de notre moderne histoire? est-ce le poétique idiome renouvelé si heureusement, il y a une quarantaine d'années, dans l'ordre des sentimens lyriques, et que nous attendons encore au théâtre? Non certes. Il y a eu là une déviation fâcheuse dans la marche de l'art contemporain. Tandis que des ciseleurs sans idées, affectant de mépriser ce qui leur manque, s'éloignent chaque jour de la grande tradition française, M. Ponsard de son côté espère trop aisément que l'honnêteté morale de sa pensée suppléera chez lui à l'élégance soutenue de la forme. Il y a trop de disparates dans ses vers. Après de fermes élans, où se reconnaît l'imitation de Corneille, l'accent baisse tout à coup, et la prose apparaît. Il semble que l'auteur ait sous les yeux un programme tracé d'avance, et qu'il le transpose d'un ton avec rime et césure. Une inspiration librement, spontanément poétique produirait de tout autres résultats. Alors, soit que l'auteur s'élève avec le sujet, soit qu'il redescende aux choses simples, sa langue se conforme aux mouvemens de sa pensée; les mots se transfigurent sur ses lèvres, les images abondent en son discours, il passe du sublime au familier sans cesser d'être poète.

C'est un regret que nous formulons ici, un regret sympathique, et non pas une leçon. Conviendrait-il de rappeler à M. Ponsard des principes qu'il connaît aussi bien que personne? Un écrivain qui a le respect de son art n'en ignore pas les exigences, et s'il n'atteint pas son idéal, ce n'est pas faute d'avoir visé haut. En signalant les disparates de langage, les fautes de conception et d'harmonie que présente cette œuvre ingénieuse, la critique doit féliciter l'auteur du grand effort qu'il a tenté. Ce n'est pas une tâche médiocre que de creuser le premier sillon en ces domaines rebelles; il y a là un bon exemple et un encouragement. Voilà pourquoi nous saluons en M. Ponsard les continuateurs que son succès même nous permet d'espérer. Si le théâtre n'est pas condamné pour jamais aux vulgarités qui corrompent la démocratie de nos jours, si la société issue de 89, retrouvant sa conscience, suscite parmi nous un Shakspeare, s'il nous arrive du moins un poète assez bien inspiré pour consacrer sur la scène l'héroïque et terrible crise d'où est sorti le monde nouveau, l'auteur de *Charlotte Corday* et du *Lion amoureux* aura sa part dans ce progrès; il est assuré de garder une place à l'ombre du rameau qu'une main plus heureuse aura cueilli.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 janvier 1866.

Nous ne cacherons point que nous attendions avec une émotion profonde l'ouverture de la présente session. Il y avait longtemps, nos lecteurs le savent, que l'affaire du Mexique et l'état de nos rapports avec l'Union américaine étaient pour nous l'objet d'une prévoyante et vive anxiété. Retenus par cette timidité forcée que ressentent si douloureusement ceux qui tiennent encore en France une plume politique, nous avons bien tardé à dire ici, avec une netteté suffisante, notre pensée sur les conséquences de l'expédition mexicaine. Il nous sembla enfin, il y a un mois, impossible d'en retarder plus longtemps l'expression. Ce qui s'est publié et ce qui s'est passé depuis a prouvé si nous avions été coupables en cela d'impatience et de hardiesse intempestive. Nous ignorions, à la fin de décembre, à quel point la controverse diplomatique était arrivée entre le cabinet des Tuileries et le gouvernement américain; nous ne soupçonnions point l'existence des dépêches de M. Seward, qui arrivaient à peine alors à Paris. Nous avions bien pourtant, on nous l'accordera, le sentiment juste de la maturité de la question; nous avions le sentiment juste de l'intérêt patriotique engagé, lorsque nous demandions que la question mexicaine fût envisagée en elle-même au point de vue des principes français, et résolue par le prompt rappel de nos troupes, lorsque nous exprimions le vœu que cette affaire ne fût réglée que par des raisons d'état françaises et fût dérobée aux déviations et aux chances d'une contestation diplomatique entre notre gouvernement et la grande république américaine.

Le discours de l'empereur à l'ouverture des chambres, la correspondance communiquée au congrès par ordre du président Johnson, notre *livre jaune* nous ont à la fois appris officiellement que les choses avaient été plus avancées et plus graves que nous ne l'avions supposé, et que cependant on en pouvait espérer pour un prochain avenir l'arrangement satisfaisant. L'empereur, dans son discours, nous a informés que « l'émotion produite aux États-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain

s'apaisera devant la franchise de nos déclarations. » Il nous a annoncé que « notre expédition touche à son terme, » et qu'il s'entend avec l'empereur Maximilien « pour fixer l'époque du rappel de nos troupes. » La note adressée par M. Seward à M. de Montholon le 6 décembre, la dépêche du même ministre à M. Bigelow du 16 décembre, nous ont appris que les États-Unis refusent de reconnaître, même comme pouvoir de fait, l'institution impériale de Maximilien au Mexique; cependant la condition de cette reconnaissance n'est plus mise par le cabinet des Tuileries au rappel de nos troupes. La dépêche de M. Drouyn de Lhuys à notre ministre à Washington, datée du 9 janvier 1866, nous montre que le gouvernement français serait disposé à se contenter de la part des États-Unis d'une simple déclaration de stricte neutralité. « Nous espérons que le but légitime de notre expédition sera bientôt atteint, écrit M. Drouyn de Lhuys, et nous nous efforçons de prendre avec l'empereur Maximilien les arrangemens qui, en satisfaisant nos intérêts et notre dignité, nous permettent de considérer comme terminé le rôle de notre armée sur le sol mexicain. L'empereur m'a donné ordre d'écrire dans ce sens à son ministre à Mexico..... Confians dans l'esprit d'équité qui anime le cabinet de Washington, nous attendons de lui l'assurance que le peuple américain se conformera à la loi qu'il invoque en maintenant à l'égard du Mexique une stricte neutralité. Lorsque vous m'aurez informé de la résolution du gouvernement fédéral à ce sujet, je serai en mesure de vous indiquer le résultat de nos négociations avec l'empereur Maximilien pour le retour de nos troupes. » Ainsi le dernier mot de la controverse en atténue les difficultés antérieures : une déclaration de neutralité ne peut rien coûter au gouvernement des États-Unis, puisqu'au fond une neutralité correspondante est tout ce que ce gouvernement demande au nôtre depuis l'origine du débat.

Nous avions hâte d'aller à ce qui nous pouvait rassurer, et c'est pour cela que nous avons signalé tout d'abord les phrases significatives du discours de la couronne et des plus récentes dépêches de notre ministre des affaires étrangères. Il semble certain que nous nous apprêtons à quitter le Mexique dans un délai convenable, pour employer une expression heureuse de M. Seward. Ceci posé, il est un point qu'il importe, suivant nous, d'établir clairement et fortement : c'est que dans ce terme mis à notre expédition, ce sont avant tout et surtout les devoirs et les intérêts de la France et non les objections seules d'une nation étrangère que nous avons à consulter. Sans doute, nous devons tenir grand compte des dispositions d'un peuple tel que le peuple américain, à qui nous sommes liés par une amitié traditionnelle et naturelle. Les Américains ont des principes, des intérêts, des susceptibilités, des préjugés même, pour lesquels nous devons avoir les ménagemens et les égards que professent entre elles les nations qui s'estiment et se respectent; au point de vue pratique, il est clair que nous ne pouvons rien faire en Amérique de solide, de durable, de fécond, en froissant leurs sentimens, en faisant échec à leurs tendances, et qu'une

pareille conduite aboutirait à la plus déplorable des luttes, parce qu'elle serait la plus stérile. L'attitude et les inclinations du peuple américain doivent donc être prises par nous en sérieuse considération dans les combinaisons justes et sensées que nous pourrons avoir à préparer à l'égard du Mexique; mais dans l'acte décisif de notre politique mexicaine il faut que nous prenions notre parti par des raisons bien manifestement françaises, et que nous n'ayons pas l'apparence, même fausse, de céder à des raisons américaines. C'est pour cela que nous eussions voulu, quant à nous, que l'initiative du gouvernement français dans la résolution du retour de nos troupes n'eût point attendu les remontrances du cabinet de Washington; c'est pour cela que nous eussions mieux aimé voir décider ce rappel après une discussion et même un vote de la chambre des députés qu'après une correspondance diplomatique vive et serrée échangée pendant plusieurs mois entre les cabinets de Washington et des Tuileries; c'est pour cela enfin que nous plaçons encore notre espoir dans le patriotisme intelligent de nos chambres et au besoin de l'opposition libérale, et que nous faisons des vœux pour que les prochaines discussions parlementaires mettent en évidence la prépondérance des raisons purement françaises qui nous conseillent le prompt achèvement de notre expédition mexicaine.

C'est précisément pour que la question du Mexique fût débattue et décidée sur ce qu'on pourrait appeler ses propres mérites, en dehors de toute préoccupation de controverse avec les États-Unis, que nous eussions désiré que le gouvernement eût fait aux chambres d'amples communications de documens touchant les affaires mexicaines. Nos vœux sur ce point, nous le constatons à regret, n'ont pas été exaucés. Les rapports ministériels sur la situation de l'empire ne nous offrent aucun renseignement instructif sur notre position au Mexique. Le rapport du ministre de la guerre se contente de présenter des événemens militaires un récit fort vague et très court, où l'on ne peut recueillir aucun élément d'appréciation vraiment politique. On dirait un de ces résumés sommaires dont se composent les précis historiques écrits à l'usage des établissemens d'instruction primaire. L'empereur, dans son discours d'ouverture, nous a donné, à nous, un motif d'espérance tout en adressant aux États-Unis une amicale flatterie, en signalant une certaine analogie entre nos institutions et celles de l'Amérique. Cette comparaison autoriserait de curieux rapprochemens. Au début de sa dépêche importante du 16 décembre 1865, M. Seward prend grand soin d'indiquer la part qui appartient au congrès dans l'affaire mexicaine. « Ce n'est pas le seul département exécutif de ce gouvernement, se hâte-t-il de dire, qui soit engagé et intéressé dans la question de savoir si l'état de choses qui existe au Mexique doit être continué. Il s'agit là d'un intérêt national, et à tout événement le congrès aujourd'hui réuni en session est autorisé à diriger législativement l'action des État-Unis relativement à cette importante affaire. » Cette sollicitude à réserver et à provoquer l'autorité

du congrès est digne de remarque; voilà un trait par lequel il serait à souhaiter que l'assimilation indiquée par l'empereur fût vérifiée. Ce qui frappe aux États-Unis, c'est la multiplicité et l'intérêt des informations officielles que l'exécutif fournit spontanément au congrès, ou que le congrès obtient par le vote de simples résolutions. Notre corps législatif, pour bien connaître l'état des choses au Mexique, a tout à demander. S'il avait des attributions égales à celles du congrès américain, il aurait à voter bien des résolutions. Il devrait demander un état des forces occupées au Mexique, un état des mouvemens de troupes durant l'année, un état de la mortalité des soldats, un état des dépenses de l'expédition. L'objet de notre entreprise ayant été le redressement des griefs de nos nationaux contre l'ancienne république mexicaine et la réclamation des indemnités qui leur étaient dues, le corps législatif devrait être tenu au courant de cette affaire des indemnités : il devrait savoir quelles sont les indemnités reconnues, et sur celles-ci quelles sont celles qui ont déjà été payées et celles qui demeurent en souffrance. Quand il n'y aurait ici qu'un intérêt de curiosité, il y aurait lieu de le satisfaire : quelle curiosité plus naturelle, plus légitime, plus patriotique, que de vouloir connaître tous les détails d'une vaste affaire où les ressources et l'honneur de la France sont engagés à un degré si considérable? Mais ce n'est pas à la curiosité, c'est à l'appréciation, à la délibération, à la détermination d'un grand intérêt du pays que les informations sont dues.

Qu'on y réfléchisse en effet : il doit ressortir de la connaissance complète de la situation du Mexique la démonstration que la France peut et doit mettre fin aux sacrifices que cette entreprise lui a imposés. Quel avantage y a-t-il à laisser dans l'ombre les élémens essentiels et positifs d'une démonstration semblable qui maintient intacte la liberté d'action de la France et lui conserve tout l'honneur de son initiative au moment même où le résultat auquel nous conduit l'appréciation indépendante de notre intérêt nous est demandé par une puissance étrangère? Pourquoi donner place à de fausses apparences par une affectation de mystère incompréhensible? Les points principaux de la politique française à l'égard du Mexique sont très faciles à résumer. Il résulte de toutes les déclarations officielles que nous n'avons entendu exercer contre le Mexique que le droit de la guerre, afin d'obtenir des satisfactions qui nous étaient refusées et qui nous étaient dues. Ce droit de la guerre, nous n'avons pas voulu le pousser jusqu'au droit de conquête; nous n'entendons posséder et exploiter pour nous-mêmes aucune portion du territoire mexicain. Nous professons en outre que nous n'avons point voulu intervenir entre les partis qui divisaient le Mexique : parmi ces partis, il en est un qui a été renversé par les accidens même de la guerre qu'il a soutenue contre nous; il en est un autre, le parti monarchique, dont ces accidens ont relevé les chances. Nous n'avons pas voulu décourager le parti monarchique, nous avons traité avec le gouvernement qu'il a formé, nous avons donné à ce gouvernement le concours de

notre alliance. Ainsi nous ne tentons au Mexique ni conquête ni colonisation; nous y avons fait uniquement la guerre à des ennemis; cette guerre est finie, et nous ne sommes restés que pour les intérêts et les devoirs d'une alliance. Notre position étant définie avec cette netteté, nous n'avons besoin de délibérer qu'avec nous-mêmes, nous n'avons à entrer en pourparlers avec aucune puissance étrangère, pour juger et décider de ce que nous avons à faire. C'est ici que l'on se convaincrait avec une certitude plus manifeste de la sagesse du parti que nous aurions à prendre, si l'on possédait tous les documens et toutes les informations que nous réclamons. Il n'y aurait qu'à mettre en balance l'objet poursuivi par nous et les frais, les risques de la continuation de notre expédition. L'objet poursuivi, toutes les déclarations officielles annoncent qu'il est atteint; elles affirment que l'empereur Maximilien, soutenu par la volonté populaire, est reconnu partout; elles affirment que Juarès n'exerce plus d'autorité régulière et ne conserve même plus le titre légal de son ancien pouvoir; il ne reste plus que quelques résistances éparses que l'on assimile au brigandage. L'annonce de tels résultats suffit pour montrer que la présence au Mexique de trente mille Français n'est plus nécessaire, car apparemment personne n'oserait prétendre que nous devions transformer nos soldats en gendarmes pour aller à deux mille lieues de leur patrie arrêter et fusiller dans une terre étrangère des meurtriers et des voleurs. Un pareil objet ne pourrait plus être mis en balance, nous ne disons pas seulement avec l'honneur de notre armée, mais avec les frais énormes d'une démonstration de forces si considérables. Allons plus loin. Lors même qu'il y aurait quelque exagération dans la façon dont les déclarations officielles nous parlent de la pacification intérieure du Mexique, le bon sens et le calcul des charges de l'entreprise nous imposeraient encore une conclusion semblable. Peut-on donner à une alliance plus de trois années d'un concours si onéreux? Ne serait-ce point une œuvre étrange et sans exemple dans l'histoire que celle d'un peuple qui se grèverait indéfiniment des charges d'une conquête qu'il n'accomplirait point pour lui-même, à laquelle il travaillerait pour le compte d'un prince étranger? Trois années ne seraient-elles pas un temps assez long pour mesurer la durée d'une telle entreprise? Comment d'ailleurs en pourrait-on concilier la poursuite illimitée avec les professions de principes mises en avant? Protéger par les armes pendant plus de trois ans un gouvernement contre ses ennemis intérieurs, ce ne serait plus exercer les droits de la guerre et les devoirs d'une alliance, ce serait faire œuvre d'intervention prolongée dans les luttes intestines d'un état, ce serait s'arroger une prépotente tutelle. On le voit donc, la nécessité du prompt rappel de nos troupes est la conséquence naturelle et directe d'un examen de la question mexicaine conduit d'après la seule notion des principes et des intérêts de la France; il fallait la laisser sortir spontanément des données toutes françaises de la question; il fallait éviter qu'elle éclatât comme le dernier mot d'une controverse diplomatique.

Devant la résolution qui termine la correspondance échangée entre la France et les États-Unis, nous oublions cependant volontiers les désagrémens passagers de cette polémique. Tout est bien qui finit bien. Nous ne demandons pas autre chose au gouvernement américain, pour lui annoncer le rappel de nos troupes, qu'une déclaration de neutralité envers le Mexique, et cette déclaration, nous sommes bien sûrs de l'obtenir, puisque les États-Unis nous l'ont maintes fois donnée et l'ont exprimée par des actes plus encore que par des paroles en licenciant leurs soldats et en faisant descendre à soixante mille hommes le chiffre de leur armée. Malgré cet heureux dénoûment, que nous n'hésitons point, quant à nous, à regarder comme une solution définitive, on ne peut se défendre d'une sorte d'anxiété dramatique en lisant la correspondance relative aux affaires du Mexique. De toutes les dépêches dans lesquelles M. Drouyn de Lhuys a eu, dans le cours de sa carrière ministérielle, à traiter les grandes affaires de la France, il n'en est point qui aient présenté à nos yeux un si puissant intérêt. On y sent souvent, sous la gravité du langage diplomatique, l'émotion de l'homme d'état. Le ministre est évidemment pénétré de la solennité d'une situation qui pourrait provoquer entre la France et les États-Unis un conflit pour ainsi dire contre nature. Il lutte bravement pour concilier avec l'intérêt primordial et permanent de l'amitié de la France et des États-Unis les exigences accidentelles de l'honneur de son gouvernement. On dirait une belle et vaillante retraite. On rendra justice d'ailleurs à l'habileté de notre ministre des affaires étrangères. Pour nous, cette habileté nous a rassurés tout de suite, lorsqu'au moment le plus critique de la négociation nous avons vu M. Drouyn de Lhuys refuser de répondre aux représentations du ministre américain sur certains actes de l'empereur Maximilien, tel que le décret qui met hors la loi les républicains pris les armes à la main ou le règlement relatif au *péonage*. Notre ministre, en restreignant l'objet et le caractère de notre présence armée au Mexique, restreignait en même temps notre responsabilité, et du même coup avançait nécessairement la fin de notre coopération militaire. Devant la question ainsi engagée, nous avons pressenti tout de suite que la logique de la négociation allait infailliblement aboutir à la retraite de nos troupes. Si nous eussions maintenu notre concours militaire sans limite de durée, nous n'aurions pas pu décliner longtemps la responsabilité des actes de l'empereur Maximilien; alors le fait eût parlé plus haut que les paroles, et en dépit des dénégations notre action eût été une intervention caractérisée. M. Drouyn de Lhuys a donc répudié toute solidarité avec ce décret de mise hors la loi, qui, nous l'espérons bien, n'aura jamais pour exécuteurs des soldats français, et, en repoussant pour notre action militaire le caractère d'une intervention, il en a simultanément abrégé la durée. Ceci accompli, il n'y avait plus à défendre que l'honneur de notre retraite; on a demandé aux États-Unis de reconnaître le gouvernement de fait de l'empereur Maximilien. A-t-on vraiment espéré obtenir de l'Union américaine une marque de générosité si gratuite

et si prématurée? Nous avons de la peine à le croire. L'attitude naturelle des États-Unis dans la question mexicaine est passive et négative : ce ne sont pas eux qui ont fait naître la question, ce n'est point à eux de faire des avances et de s'imposer des sacrifices pour la dénouer. Les États-Unis n'ont pas pu ignorer la lettre écrite au général Forey, et, quoiqu'ils s'abstiennent de le dire dans les documens officiels, ils ont toujours considéré l'expédition du Mexique comme une sorte de corollaire de la rébellion qui leur a fait courir de si grands dangers. Il n'est pas nécessaire de remonter à la doctrine de Monroë pour comprendre qu'ils ne sont guère tenus de hâter et de devancer la fin naturelle de notre expédition par une sorte de compensation morale telle que la reconnaissance du régime récemment établi au Mexiqne. La continuation de notre intervention devait être plutôt pour eux un obstacle à un acte de cette nature. Une fois nos troupes parties, ils seront bien plus à l'aise pour reconnaître le gouvernement de fait de Maximilien, si leurs intérêts et leur appréciation pratique des affaires mexicaines les y portent. La France n'avait donc aucune raison légitime pour exiger des États-Unis la reconnaissance du nouveau régime mexicain; elle ne pouvait insister sur une condition semblable. Après avoir défendu le terrain pied à pied avec une vigueur honorable, l'empereur et M. Drouyn de Lhuys ont sagement agi en s'arrêtant à la conclusion depuis longtemps indiquée par l'intérêt français, en se contentant, de la part des États-Unis, d'une assurance qui ne peut rien leur coûter, puisqu'ils l'ont déjà donnée spontanément à plusieurs reprises.

On a donc lieu d'espérer que la question mexicaine est maintenant à l'abri des déviations et des complications qui pouvaient nous conduire à un conflit extérieur. Ce résultat sera, nous en sommes persuadés, accueilli aux États-Unis avec une satisfaction sincère et générale. On doit croire également que le peuple américain ne sera point insensible aux paroles sympathiques qui lui sont adressées par le discours impérial. Certes nous aurions le droit d'être jaloux, nous autres Français, des flatteuses préférences qui ont été manifestées pour le peuple américain. Le discours impérial en effet, tout en indiquant une certaine analogie entre les institutions américaines et les nôtres, n'a point l'air de nous reconnaître le droit à jouir de toutes les franchises que possède le peuple des États-Unis. En y regardant de près, la ressemblance signalée entre notre constitution et celle des États-Unis se réduit à fort peu de chose. En Amérique comme en France, la responsabilité n'est point placée sur la tête des ministres, elle est attachée au chef du pouvoir exécutif; mais, si l'on cherche la sanction de la responsabilité, on s'aperçoit vite que la différence entre les deux pays est immense. Aux États-Unis, la responsabilité du pouvoir exécutif a pour sanction l'élection à laquelle ce pouvoir est soumis tous les quatre ans. En France, le pouvoir exécutif est perpétuel et héréditaire; en logique comme en pratique, il ne semble guère facile de concilier l'idée de responsabilité avec l'idée d'un pouvoir perpétuel et héréditaire. L'em-

pereur se plaint de l'impatience de certains esprits inquiets qui, « sous le prétexte de hâter la marche libérale du gouvernement, voudraient l'empêcher de marcher en lui ôtant toute force et toute initiative. » Nous ne savons point à quelles inquiétudes intellectuelles s'est adressé l'empereur. Nous croyons qu'il y aurait bien du chemin à faire pour ôter au pouvoir en France toute force et toute initiative, et que sur la route, des esprits, non point inquiets, mais fort modérés, n'auraient pas de peine à trouver place à un reposoir où, tout en laissant au pouvoir une grande initiative, il serait possible de rendre une saine et digne spontanéité à un grand nombre d'intérêts politiques et de forces sociales qui en sont aujourd'hui dépourvus. On pourrait citer à l'appui de cette opinion l'exemple aimé de l'empereur, celui des États-Unis. Le président de l'Union a certes une initiative qui lui crée parfois une puissance égale à celle d'un dictateur; mais le congrès dans sa sphère législative jouit, lui aussi, d'une initiative semblable, qui domine le président lui-même et qui fait défaut à notre corps législatif. Sur la question de l'opportunité des améliorations constitutionnelles, la pensée de l'empereur n'est point encourageante. « Ces modifications, dit-il, résulteront de l'apaisement des passions et non de modifications intempestives dans nos lois fondamentales. » Les passions ne sont-elles point assez apaisées? Les ardeurs et les élans de la passion sont-ils le mal moral de la société contemporaine? Ne semble-t-il pas au contraire que notre société fatiguée aurait besoin d'être rafraîchie par des courans nouveaux? Ne semble-t-elle pas demander du mouvement et de l'air? Quant à nous, nous ne pensons point que le moment soit bien choisi pour protester contre le développement de l'initiative politique, lorsque nous nous trouvons au milieu des difficultés de l'affaire mexicaine, dont la responsabilité ne saurait être imputée à la volonté mobile d'un ministre parlementaire ou d'un parti chimérique et turbulent. Au surplus, le discours impérial est le programme naturel des débats de l'adresse. En parlant avec une gravité sévère du progrès public, l'empereur a indiqué lui-même le thème des améliorations politiques aux discussions de nos chambres; il a interrogé l'opinion. Des voix éloquentes, nous n'en doutons point, répondront avec élévation et modération à cet austère appel.

L'intermède du *pronunciamento* du général Prim s'est terminé de la façon qu'on avait prévue. Il n'y a pas eu de rencontre entre la petite troupe insurgée et les corps qui la poursuivaient. Il est évident que le maréchal O'Donnell ne se souciait pas d'avoir Prim pour prisonnier, et qu'il lui a suffi de l'éconduire en le rejetant vers la frontière portugaise. Du côté de la Catalogne, on n'a pu éviter tout à fait l'effusion du sang; quelques bandes ont escarmouché avec la troupe, mais se sont promptement dispersées. L'ordre matériel est donc rétabli en Espagne. Il faudrait s'en réjouir tout à fait, si l'on pouvait en dire autant de l'ordre moral. La capacité personnelle et l'autorité militaire du maréchal O'Donnell ont réussi à comprimer une explosion d'anarchie; ce maréchal se trouve encore une fois maître

des destinées de son pays. Que fera-t-il de la grande occasion et du grand rôle qui s'offrent à lui de nouveau? L'expérience passée lui signale les écueils qu'il doit éviter. La précédente administration du duc de Tétouan a succombé par la négligence obstinée qu'elle a montrée vis-à-vis des questions financières et par la prodigalité aventureuse avec laquelle elle s'est engagée dans toute sorte d'entreprises guerrières inopportunes et stériles. Le ministère actuel se trouve justement aux prises avec des embarras financiers aggravés et de semblables hasards de politique extérieure. La détresse financière de l'Espagne s'est accrue, et l'Espagne est brouillée avec les deux plus importantes républiques de l'Amérique méridionale. Le gouvernement ferait bien d'aller au plus pressé et de finir ses différends avec le Chili et le Pérou. Sans doute les derniers accidens de la question chilienne sont pour l'Espagne de pénibles contre-temps. La prise de la *Cavondoga*, le tragique suicide de l'amiral Pareja, ont envenimé une triste querelle. Cependant la France et l'Angleterre ont offert leurs bons offices avec le désir très sincère d'amener une conciliation honorable entre l'Espagne et le Chili. Le maréchal O'Donnell montrerait une véritable sagesse, il préviendrait les désordres où de nouvelles et ruineuses dépenses de guerre conduiraient son pays, s'il savait tirer parti de ces bons offices de la France et de l'Angleterre.

En Italie, l'affaire brûlante est toujours la question financière. Le nouveau ministre des finances, M. Scialoja, s'est mis à l'œuvre avec courage et résolution. Des étrangers tels que nous sont plus à même de juger de l'énergie de ses efforts que de la justesse de ses mesures. M. Scialoja a opéré sur le budget des dépenses des économies telles que ce budget peut désormais être considéré comme irréductible. Il n'y a plus à cette heure rien à demander aux économies pour arriver à un équilibre approximatif qui soit une garantie suffisante de la solvabilité financière de l'Italie. C'est du côté des créations de ressources qu'il faut se tourner, c'est maintenant aux contribuables et à leurs représentans parlementaires de remplir leur devoir. Les projets de M. Scialoja paraissent être un peu rudes pour la propriété foncière. L'impôt foncier est fixé; une taxe de 10 pour 100 est proposée sur les revenus, et comme la plus grande partie des revenus en Italie provient de l'industrie agricole, ce sont encore les propriétaires qui seront le plus lourdement atteints; enfin il s'agit d'établir des taxes de consommation sur le vin et les principaux produits agricoles. La propriété se trouverait donc frappée sous toutes les formes par l'impôt direct comme par l'impôt indirect. Même en supposant le succès de ces créations de taxes, il resterait encore un déficit que l'on pourrait couvrir à l'aide d'opérations financières et par la progression du revenu. Nous ne savons si la chambre italienne adoptera le système de M. Scialoja : il serait à souhaiter cependant que le parlement s'arrêtât le plus tôt possible à une combinaison positive, fût-elle rigoureuse, et ne recourût point trop souvent, en matière de finances, à l'expédient des crises ministérielles. Il

est possible que les premiers temps de l'application des nouveaux impôts paraissent durs aux Italiens; mais, s'ils ont le patriotique courage de les supporter avec patience, la réaction favorable ne tardera point à se produire. Quand un raisonnable équilibre sera établi, le crédit italien se relèvera sur le marché européen, et tous les intérêts ressentiront promptement dans la péninsule l'heureuse influence d'une amélioration durable et progressive du crédit public.

Il serait désirable à plus d'un point de vue que l'Italie se hâtât de régulariser ses finances. Ce travail de restauration devrait être efficacement entrepris au moment où s'exécutera la convention du 15 septembre. En ce moment en effet, la tranquillité intérieure sera plus que jamais nécessaire à l'Italie, et l'ordre est difficile à maintenir dans un pays accablé d'embarras et de soucis financiers. La convention du 15 septembre fait sans bruit son œuvre. La cour de Rome s'y prépare avec une entière résignation; notre livre jaune contient à ce sujet des informations intéressantes. Il est certain aujourd'hui que la cour romaine accepte le transfert de sa dette à l'Italie pour la part qui correspond aux provinces détachées des états de l'église. Quel que soit le biais qu'on adopte pour opérer cette division de la dette pontificale, l'effet pratique sera le même. La coopération de la cour de Rome à l'arrangement sera une reconnaissance implicite des faits accomplis au détriment du pouvoir temporel. De même le cardinal Antonelli paraît s'appliquer à réunir la petite force militaire jugée nécessaire pour le maintien de l'ordre dans le patrimoine de saint Pierre. La convention du 15 septembre va donc être exécutée. Cette transition d'un ordre de choses à un autre attirera sur l'Italie les regards du monde. Il faut que l'Italie à cette heure critique fasse bonne contenance. Le génie politique n'abandonnera point le peuple italien dans cette délicate épreuve; nous y comptons. Cependant il y a lieu de regretter surtout dans ces circonstances la fin prématurée d'un de ces hommes, M. d'Azeglio, que l'Italie nouvelle comptait parmi les plus dévoués et les plus sages de ses conseillers. On ne peut point en passant rendre un hommage digne de lui à ce bon citoyen et à cet honnête politique. D'autres parmi ses compatriotes ont eu plus de finesse dans la combinaison des affaires et ont exercé plus de puissance sur les événemens; mais le grand mérite de M. d'Azeglio, le trait par lequel il s'est montré supérieur aux hommes d'état italiens de ce temps, c'est d'avoir apporté dans la politique une franchise généreuse, une sorte de loyauté chevaleresque dont le charme sympathique demeurera attaché à sa physionomie historique. Si l'Italie avait besoin de quelque bon conseil au moment de l'échéance de la convention du 15 septembre, on regretterait que M. d'Azeglio ne fût plus là pour le lui donner.

Il y avait quelque temps que la Hollande ne nous avait pas fourni l'occasion de parler d'elle; c'est par une crise ministérielle qu'elle attire notre attention. C'est d'un sentiment de susceptibilité constitutionnelle, qui pa-

raîtra bien naïf en France, que cette crise est née. Il s'était trouvé en Hollande un ministre, M. Betz, qui avait osé essayer d'influer sur les élections du Limbourg, en adressant à un de ses amis une lettre que celui-ci avait eu l'imprudente audace de publier. L'honnête ministre des finances de Hollande ne put se tirer de ce mauvais pas; il fut bien absous par la majorité de la chambre, mais il ne se pardonna point à lui-même, et rendit au roi son portefeuille. Cette démission fut le point de départ de la dislocation du cabinet. On voit où peut conduire dans un pays arriéré, — qui ne s'est point encore élevé à la théorie des candidatures recommandées par l'administration et l'ensemble de ses fonctionnaires, — un abus d'influence électorale commis par un ministre. Cet orage passé, le cabinet hollandais fut travaillé de dissentimens intérieurs. Tandis que le ministre des colonies, M. Fransen van de Putte, préparait et soutenait devant la chambre un projet d'organisation des cultures de Java, un autre projet intéressant les colonies divisait le cabinet. Il s'agissait de l'introduction d'un nouveau code pénal aux Indes. Le ministre le plus remarquable par le talent et l'autorité politique, M. Thorbecke, aidé de M. Olivier, ministre de la justice, voulait que la réforme du code colonial fît la matière d'une loi votée par les chambres. Leurs collègues prétendaient au contraire que, les lenteurs d'une élaboration législative étant incompatibles avec les exigences du service colonial, il fallait promulguer le code par un simple arrêté. Devant cette opinion de la majorité de leurs collègues, MM. Thorbecke et Olivier ont sacrifié leurs places à un scrupule constitutionnel et se sont retirés. Le cabinet Thorbecke durait depuis quatre ou cinq ans. Le nouveau ministère, qui s'organise sous la direction de M. Van de Putte, avec la plupart des anciens ministres, sera-t-il capable d'obtenir une majorité dans la chambre, ou faudra-t-il recourir à un changement complet de cabinet? Telle est la question qu'on se pose en Hollande, et dont la solution ne se fera pas longtemps attendre. E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

M. ALPHONSE PERIER.

Quand la mort nous enlève un véritable homme de bien comme celui que Grenoble vient de perdre, un esprit ferme, un cœur loyal et généreux, ce n'est pas assez que sa famille le pleure, que sa ville natale tout entière se porte à ses funérailles, que des honneurs inaccoutumés lui soient spontanément rendus, moins par l'empressement de cette foule que par l'affliction des visages et la sincérité du deuil et des regrets; il faut encore quelque chose de plus. Si cet homme, malgré sa modestie, malgré sa vie presque cachée, a payé sa dette au pays, si dans l'arène politique il a dignement

tenu sa place, s'il a fait preuve de constance, de vrai courage, de désintéressement, il faut que la France le sache, il faut lui dire la perte qu'elle a faite, lui rappeler des services qu'elle ne soupçonne plus, essayer même de lui peindre les traits de l'homme, cette physionomie vraiment originale, qui ne lui fut jamais qu'imparfaitement connue.

Ce soin serait inutile si nous étions à vingt ans en arrière. Que la mort eût surpris M. Alphonse Perier pendant qu'il siégeait à la chambre, l'émotion de tous ses collègues, sur tous les bancs, dans toutes les opinions, aurait dit au public ce qu'il était, ce qu'il valait, et quelle place, à son insu pour ainsi dire, il occupait dans l'assemblée. Son nom sans doute entrait pour quelque chose dans la situation qu'il s'était acquise. Ce nom, qu'avaient mis en lumière, dès la veille de 89, les premiers vœux, les légitimes exigences de la liberté naissante et encore pure d'excès, venait récemment d'emprunter un éclat tout nouveau au dévouement, aux succès, à la mort même d'un ministre intrépide, celui qui nous avait appris qu'à force de courage on peut contenir une révolution sans l'enchaîner ni la trahir. Ce nom devenait donc une sorte de symbole de l'esprit de gouvernement uni au sincère amour des libertés publiques, l'opinion conservatrice en faisait son drapeau, et c'était avant tout à leur illustre frère que MM. Alexandre, Camille, Alphonse et Joseph Perier devaient la faveur bienveillante que leur accordait la chambre et qu'ils se conciliaient d'ailleurs par leurs titres personnels et pour leur propre compte.

Ce qui distinguait le député de Grenoble, c'était une façon à lui particulière de professer ses opinions, de les émettre, de les soutenir; une vivacité franche, nette, impétueuse, souvent même un peu brusque et parfois agressive, mêlée de quelque causticité, mais toujours tempérée par une bonhomie spirituelle, affectueuse, un air ouvert et souriant. Il n'abordait guère la tribune, semblable à beaucoup d'autres qui se taisaient aussi, moins par indifférence ou par langueur d'esprit que faute d'habitude, défiance de leurs forces, excès de modestie, peut-être aussi désir de trop bien faire; mais s'il avait peu de goût pour ce genre de champ clos, il en cherchait un autre volontiers. Personne moins que lui ne renonçait à la parole et ne redoutait ses adversaires. Dans les bureaux, dans les couloirs, il les arrêtait au passage, rompait avec eux des lances, s'attaquant aux plus vifs, aux chefs comme aux soldats, sans jamais baisser pavillon, et rendant à l'opposition dans ces petites guerres plus de coups qu'il n'en recevait.

Il était, ce qu'il y a de plus rare en France, un esprit politique, le moins souple des hommes et le plus discipliné, sachant ce qu'il voulait, le voulant constamment, et, sauf à sentir parfois quelques piqûres d'épingle, à ne pas satisfaire tous ses goûts, toutes ses fantaisies, ne marchandant jamais un concours qu'il savait nécessaire au triomphe de ses convictions. Nul n'a peut-être mieux compris les vraies nécessités du pouvoir et plus

sincèrement aimé le vrai libéralisme. C'était chez lui comme un don de nature. Longtemps avant qu'il entrât à la chambre, il avait fait ses preuves en ce genre. Lorsqu'en 1815, le 7 mars, Napoléon sous les murs de Grenoble fut accueilli par l'armée et la population avec un enthousiasme qui assurait son succès et décidait d'une entreprise presque incertaine jusque-là, M. Alphonse Perier, qui commandait une compagnie de la garde nationale, ne céda point à cet entraînement et refusa de s'y soumettre. L'empereur lui fit offrir le commandement de toute la garde nationale, M. Perier refusa de plus belle, sans ignorer à quels ressentimens il s'exposait ainsi. Ce n'était chez lui ni passion ni colère; il n'était pas royaliste, loin de là, mais il jugeait le retour de l'île d'Elbe en ami prévoyant de son pays; puis, quatre mois plus tard, le 6 juillet, il prenait sa revanche en défendant avec sa compagnie les remparts de la ville contre les Autrichiens.

Dans toutes les circonstances, malheureusement fréquentes, où nos institutions, nos libertés lui semblèrent menacées, il fit la même résistance. En juillet 1830, devant les ordonnances royales qu'il croyait illégales et qu'il refusait comme maire de laisser afficher; en mars 1848, devant le despotisme de la démagogie triomphante; en décembre 1851, devant l'urne où la France disposait de ses destinées; en juin 1863, devant une autre urne électorale, dans cette guerre locale, mais acharnée, qu'on déclarait à son neveu, le fils de Casimir, et qui se terminait par une de ces défaites qui valent une victoire, il déployait le même caractère, toujours franc, courageux, énergique à quatre-vingts ans comme à trente. On peut dire qu'il était le type du conservateur indépendant, de cette espèce d'hommes, la force des états, et qui, si Dieu voulait permettre qu'elle pullulât jamais chez nous, nous aurait bientôt fait une France aussi libre que ce pays voisin qu'on nous invite à ne pas imiter.

Dans cette rapide esquisse, c'est seulement à la vie publique de M. Alphonse Perier que nous rendons hommage. S'il fallait peindre l'homme privé, dire ce qu'il y avait de trésors dans ce cœur et d'agrémens dans cet esprit, nous serions entraîné trop loin. C'est d'ailleurs à Grenoble, au Dauphiné, à ses concitoyens qu'appartient ce côté du tableau. Déjà nous savons par eux bien des traits inconnus qui l'honorent et qui le font bénir. Chrétien dans l'âme, fidèle à ses croyances comme à ses opinions, sa bienfaisance inépuisable ne se divulguait jamais. Ses funérailles l'ont trahi : elles ont révélé une partie de ses secrets. C'est presque respecter sa mémoire, c'est au moins satisfaire à ses vœux, que de taire ses vertus, et tout au plus laisserons-nous échapper ici l'expression du plus affectueux souvenir et de nos intimes regrets.

L. VITET.

V. DE MARS.